



FONDO PIZZOFALCONE



NAZIONALE

B. Prov.

VII

575

NAPOLI

BIBLIOTECA

VITT. EM. III

25 B-17

LIOTECA PROVINCIALE

Armadio

VI



Palchetto

Num.° d'ordine

4

32-C-35

B Prov.

VIII

5/5

~~120~~

~~9~~

~~101~~





**HISTOIRE**  
**DE FRANCE.**

---

Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56

641849

# HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS NAPOLÉON,

Dernière époque,

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA  
GUERRE DE RUSSIE,

JUSQU'À LA DEUXIÈME RESTAURATION.

PAR M. BIGNON.

« Je l'engage à écrire l'histoire de la  
« diplomatie française de 1792 à 1815. »  
*Testament de Napoléon.*

---

TOME ONZIÈME.

---

PARIS,

CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, LIBRAIRES,  
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, N° 56.

1845.



## INTRODUCTION.

---

En publiant, il y a seize ans, les six premiers volumes de son grand ouvrage, M. Bignon s'exprimait ainsi dans sa préface : « Le « travail auquel je me livre, est une tâche que « je remplis ; tâche difficile, mais qui doit « m'être sacrée à plus d'un titre. Le nom « de celui de qui je l'ai reçue, le lieu, la date « du mandat lui impriment un caractère « imposant, et, en quelque sorte, religieux. « L'homme qui a exercé, pendant près de « vingt années, une influence si décisive « sur les destinées du monde, m'a engagé « à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815. Ce n'est point du « haut d'un trône qui a dominé tous les « trônes, que cette invitation est descendue « vers moi. Napoléon me l'adresse de Sainte-

« Hélène, de son lit de mort, par son testament. Que dirions-nous d'un homme « qui aurait refusé d'obéir aux dernières volontés de César ou d'Alexandre ? »

M. Bignon n'avait pas jugé devoir s'arrêter au sens littéral de son mandat, et se borner à une sorte d'histoire des traités de 1792 à 1815; ouvrage de nature à être plutôt consulté que lu. Ce que Napoléon avait dû attendre de lui, c'était « une histoire générale, dans laquelle seraient présentés tous les événements politiques, civils et militaires, qui ont rempli cette période, en donnant au jeu secret des passions et des intérêts qui ont produit ces événements, en un mot, aux questions de politique extérieure, plus de développement et d'étendue que n'en comportent les histoires ordinaires <sup>1</sup>. » Sûr de l'intention du testateur, et creusant toujours plus avant dans sa pensée, M. Bignon s'était décidé à élargir encore son cadre, et à prendre pour point de départ l'année 1785. L'affranchissement des États-Unis lui semblait être la véritable époque du commen-

<sup>1</sup> Préface du tome premier, p. 4.

cement de la grande lutte matérielle, morale et diplomatique, dont il se proposait de tracer le tableau <sup>1</sup>. Mais il n'a pas eu le

<sup>1</sup> Déshonorable à la fin du règne de Louis XV par l'imprévoyance et la faiblesse, qui n'avaient ni su prévenir, ni osé combattre le partage de la Pologne, la diplomatie de la France s'était régénérée sous Louis XVI, en secondant, par une alliance effaçante et sincère, l'élan d'une nation opprimée vers la liberté..... Le caractère particulier imprimé à la diplomatie du seizième siècle par la réformation religieuse, est précisément celui qu'elle a déployé depuis la fin du dix-huitième. Aux deux époques elle a reçu une double empreinte, tant du mouvement nouveau de l'intelligence humaine, que de la résistance opposée à ce mouvement par le plus grand nombre des cabinets. De même qu'au seizième siècle on l'avait vue, sortant de ses attributions habituelles, s'immiscer dans des questions de dogmes, et armer des peuples pour imposer à d'autres la reconnaissance d'un symbole, de même, à dater de la révolution française, elle déclara la guerre à la pensée, et livra des batailles pour faire triompher tels ou tels axiomes d'organisation sociale. Cette ligue de tous les pouvoirs et de tous les privilèges héréditaires remonte même au delà de 1789; nous croyons qu'il faut reporter sa naissance à l'ère mémorable qu'a commencée pour les deux mondes l'affranchissement des États-Unis d'Amérique. Le spectacle d'une nation heureuse et florissante sans roi, sans noblesse, sans clergé formant corps politique dans l'État, ce spectacle qui était une leçon pour les peuples, fut aussi un avertissement pour les cabinets absolus et pour les aristocraties qui les entourent. C'est depuis cette guerre que s'est préparée leur union impopulaire, comme c'est depuis la même époque que s'est développé, avec plus ou moins d'énergie, l'esprit qui a enfanté cette révolution. (Histoire (inédite) de la diplomatie européenne depuis 1785, Avant-propos.)

temps de revoir cette première partie de son ouvrage, que nous comptons bien pourtant publier un jour. Il avançait en âge; voulant remplir au moins la portion de son mandat que l'auguste testateur avait dû considérer comme la plus essentielle, il se décida à faire paraître d'abord l'histoire du règne de Napoléon. Six volumes furent publiés en 1829, quatre autres les suivirent en 1838, et complétèrent les douze années écoulées depuis le 18 brumaire jusqu'au commencement de la guerre de Russie.

Dans la préface du septième volume, M. Bignon s'exprimait en ces termes au sujet de son ouvrage : « Il est à présumer que cette grande biographie (de l'Empereur), dont les écrivains actuels préparent les éléments, tentera un jour quelque talent du premier ordre, et moi-même je désire que Napoléon trouve un historien vraiment digne de lui. . . . Pour moi, à défaut d'autre mérite, j'aurai du moins celui de narrateur exact et de citateur fidèle. Dans une histoire comme celle de Napoléon, et à une époque si rapprochée de son règne, ce genre de mérite a aussi sa valeur; je n'en ambitionne pas



d'autres. Appelé un peu tard à cette belle tâche, qui eût demandé toute une vie, pressé par les menaces de l'âge..., je me hâte de publier cette seconde partie. » M. Bignon ne se montrait-il pas trop modeste dans cette appréciation ? Ce n'est pas à nous qu'il appartient de le décider. Mais ce que nous tenons à constater, c'est que cet ouvrage, grâce à sa spécialité, est à l'abri de toute comparaison avec les autres histoires de la même époque ; c'est que le mandat de l'Empereur, dont il est la réalisation, attirera toujours sur lui l'attention des hommes sérieux ; c'est que les historiens même qui lui succèdent, et auxquels la nature de leur talent et des formes plus pittoresques garantissent un succès populaire, n'auront jamais ni le droit ni la volonté de déprécier un ouvrage auquel ils auront dû faire toujours, bon gré, mal gré, de larges emprunts ; c'est qu'à une époque où l'on voit tant d'ovations bruyantes qui coûtent si cher, mais qui durent si peu, le livre de M. Bignon s'est soutenu sans presque aucun secours de la presse périodique ; c'est qu'enfin ce livre est *fait de main d'ouvrier*, comme eût dit la Bruyère.

Un fatal pressentiment avait dicté les dernières lignes que nous citons tout à l'heure. L'auteur de l'Histoire de France sous Napoléon ne devait pas avoir la consolation d'accomplir entièrement son mandat. Sa santé s'affaiblissant chaque jour, il avait renoncé presque entièrement aux travaux parlementaires pour consacrer à l'achèvement de ce grand ouvrage tout ce qui lui restait de forces. Il s'en occupa assidûment en 1839 ; mais l'année suivante, de douloureuses préoccupations vinrent l'arracher à son travail, et ne lui permirent plus de le reprendre. Sa femme, dont les soins dévoués prolongeaient sa vie, fut atteinte elle-même d'une maladie cruelle, et succomba dans les premiers jours de décembre. Sous l'impression, toute récente encore, de cette catastrophe, M. Bignon dut assister à la grande cérémonie du 15 décembre 1840 ; sa place était marquée ce jour-là auprès des restes sacrés de Napoléon, rendus à la France. Mais les émotions de cette journée achevèrent d'user sa vie ; quelques jours après, il s'éteignit dans les bras de sa fille<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> 6 janvier 1841.

La vie de M. Bignon appartient désormais à l'histoire. Son éloge serait suspect de partialité dans notre bouche ; nous laisserons donc à d'autres écrivains l'honneur d'apprécier son caractère et son talent, et nous nous bornerons à expliquer la part que nous avons prise à la rédaction des deux volumes que nous publions aujourd'hui.

Après la mort de M. Bignon, on trouva dans ses papiers une partie de la suite de son ouvrage (environ les deux tiers du présent volume), entièrement achevée et recopiée par lui-même, et de volumineux matériaux préparés de longue main pour le reste. Ces matériaux, pour l'année 1813, se composaient principalement d'extraits des passages les plus importants de la correspondance des divers cabinets de l'Europe avec la France, à la suite de la guerre de Russie. Tous ces extraits avaient été faits et annotés par M. Bignon ; l'esprit de son travail était là tout entier. Nous avons trouvé de plus, pour nous guider dans notre rédaction, les copies d'un grand nombre de lettres inédites adressées par Napoléon à divers souverains,

et réciproquement, des fragments de sa correspondance avec plusieurs personnages marquants, notamment avec MM. de Montalivet, alors ministre de l'intérieur, et Daru, intendant général de l'armée. Nous avons encore un mémoire inédit de M. Bignon lui-même, sur sa seconde mission en Pologne après les événements de 1812, ouvrage que nous avons pu insérer presque en entier dans le chapitre VI de ce volume; enfin, des renseignements inédits et du plus grand intérêt sur la fatale défection de la Bavière au mois d'octobre, défection qui fut, comme nous le verrons, la cause principale des malheurs de Leipzig.

Une brève analyse des deux volumes que nous publions aujourd'hui va faire connaître d'avance à nos lecteurs les faits et les appréciations nouvelles que nous apportons à l'histoire de cette époque.

Le tome X finissait à la rupture de la France et de la Russie. Le premier chapitre du onzième est consacré tout entier, au récit véridique de la fameuse ambassade de M. de Pradt en Pologne. La génération actuelle lit peu le libelle publié en 1815

sur ce sujet par l'archevêque de Malines , libelle qui dut à l'esprit de parti une sorte de vogue momentanée. Attaqué dans ce livre au mépris des convenances et avec toute l'amertume d'un prédécesseur justement disgracié, M. Bignon n'avait pas daigné répondre. Mais l'ordre des événements l'amenant à parler de ceux auxquels M. de Pradt s'est trouvé mêlé, malheureusement pour lui-même, pour les Polonais, et surtout pour Napoléon, il a dû rétablir les faits dans leur véritable jour, d'après la correspondance même de M. de Pradt avec le duc de Bassano, et réduire à leur juste valeur l'histoire et l'historien de l'ambassade de Varsovie.

Les faits rapportés dans ce chapitre disculpent pleinement Napoléon du tort de n'avoir pas su tirer parti de la Pologne dans la guerre de Russie. Tout le tort doit être imputé à son ambassadeur, qui n'a su ni comprendre ni remplir ses instructions, et n'a montré, dans toute sa mission, que vanité d'abord, et faiblesse ensuite.

Le chapitre II comprend le récit de la guerre jusqu'au funeste séjour de Napoléon à Moscou. Ici les faits sont généralement con-

nus. Dans le tableau de l'entrée des Français et de l'incendie de la ville, M. Bignon s'est élevé à une grande hauteur de style et de pensées. Nous pouvons en dire autant du récit de la retraite, sujet du chapitre III. Depuis Wilna, M. Bignon était devenu le témoin oculaire des lugubres événements qu'il décrit, et cette circonstance ajoute un nouvel intérêt à sa narration.

Le chapitre IV est le dernier que M. Bignon ait écrit ; il ne paraît même pas avoir eu le temps d'y mettre la dernière main, et de coordonner les divers articles qui le composent. Nous y trouvons la conspiration de Mallet, l'exposé des négociations qui avaient eu lieu, pendant l'année 1812, au sujet de l'indemnité américaine, les événements de la guerre d'Espagne pendant cette même année, les faits relatifs au concordat signé par le pape Pie VII et par Napoléon, en janvier 1813 ; enfin, la correspondance diplomatique de la France et de la Prusse jusqu'à la défection de cette puissance.

Notre rédaction commence au chapitre V. Là, nous avons à traiter à fond, pour notre début, le point peut-être le plus déli-

cat de tout le reste de l'ouvrage, l'attitude de l'Autriche pendant la campagne de 1812 et dans les premiers mois qui la suivirent. Nous avons dû définir nettement l'influence exercée sur les événements de la campagne par les manœuvres équivoques du commandant du corps auxiliaire autrichien; nous avons montré le cabinet de Vienne recevant, dès le temps de l'occupation de Moscou, la confiance anticipée des velléités d'un changement de système de la part de la Prusse, et encourageant, par sa discrétion, des confidences plus étendues de la part de cette puissance. Toute la défection autrichienne était en germe dans ce commencement d'abandon des intérêts français. A partir de ce moment, nous avons pu signaler un à un les progrès de cette défection; l'abandon volontaire de Varsovie et du territoire polonais par suite d'un accord secret, conclu avec un agent russe, la cessation absolue des hostilités entre les Russes et les Autrichiens, et la retraite volontaire de ceux-ci sur Cracovie, malgré les ordres de Napoléon. Celui-ci s'était aperçu trop tard que M. de Pradt *n'avait*

*rien de ce qu'il fallait pour sa mission*, et l'avait remplacé par M. Bignon, qui put ainsi observer de près les mauvaises dispositions de l'Autriche.

Pour arrêter la défection de cette puissance dans son principe, Napoléon avait un moyen sûr, c'était de l'associer franchement à ses intérêts par des sacrifices faits à propos, de renouveler par conséquent sur des bases plus larges, l'alliance qui unissait les deux États; en un mot, suivant l'expression de M. de Metternich, de la mettre à même d'agir avec nous comme un bon allié, avec les autres États, comme une puissance indépendante. A Vienne, on s'attendait si bien, de la part de la France, à des propositions que la force des choses même semblait commander, que le comte de Bubna, chargé de porter à Paris une lettre de l'empereur d'Autriche, au commencement de janvier, avait l'autorisation de remplir au besoin des fonctions diplomatiques. Napoléon ne sut pas saisir ce point décisif; ce fut une des grandes fautes de sa vie. A partir de ce moment, la mésintelligence ira croissant entre les deux cours. L'Autriche a proposé de



faire des démarches pour la paix , et Napoléon n'a pu s'y refuser; mais ces démarches n'auront d'autre résultat que de permettre à cette puissance d'accréditer des agents malintentionnés pour nous auprès de l'Angleterre, de la Russie et de la Prusse. L'Autriche armera, non pas en exécution de ses engagements avec la France, mais au contraire pour assurer la position indépendante qui peut seule lui convenir désormais; aussi refusera-t-elle les subsides français, en attendant qu'elle accepte ceux de l'Angleterre. Cependant, la coalition contre la France prend de nouvelles forces, la Prusse s'y joint au mois de février, et la Suède au mois de mars. C'est Bernadotte qui entraîne son pays d'adoption dans la guerre contre son pays natal; nous avons dû blâmer sa défection, d'autant plus sévèrement, qu'elle est restée impunie.

Le chapitre VI et dernier de ce volume est, comme nous l'avons déjà dit, presque entièrement extrait des mémoires inédits de M. Bignon sur sa seconde mission en Pologne. Nous avons fait marcher de front la suite de la correspondance du cabinet au-

trichien avec la France, et l'historique des événements du grand-duché. Cette partie est la plus neuve et la plus intéressante; aussi nous sommes-nous laissé peut-être entraîner dans de trop grands détails. Nous avons considéré qu'étant ici hors des conditions d'une histoire ordinaire, nous ne pouvions être assujetti à observer les mêmes proportions entre les diverses parties du récit; et que nos lecteurs nous sauraient gré au contraire d'insister plus fortement sur des faits nouveaux, surtout quand c'est M. Bignon lui-même qui les raconte. Nous avons donc laissé subsister le récit développé d'une intrigue ourdie, à la suite de nos malheurs de Russie, par quelques Polonais qui, n'espérant plus de Napoléon le rétablissement du royaume de Pologne, avaient cru devoir s'adresser à l'empereur Alexandre; intrigue qui donna lieu à une lettre curieuse de ce monarque, lettre dont le prince Poniatowski et M. Bignon eurent connaissance, et qui est publiée ici pour la première fois. Nous suivons en même temps les progrès de la défection autrichienne à Vienne, dans le langage de M. de Metternich à Cracovie, dans

la conduite équivoque du général en chef autrichien vis-à-vis du prince Poniatowski et du corps polonais, noyau précieux de patriotes, dont l'Autriche et la Russie ont déjà concerté l'expulsion. Enfin, cette crise veut un dénouement; l'ambassadeur français à Vienne force, par une note pressante, le ministre autrichien à déclarer que l'empereur son maître prend l'attitude d'une médiation armée, et se dégage d'une partie au moins des stipulations du traité qui l'unissait à la France. La perfidie autrichienne va se montrer dans tout son jour, et rendre Napoléon presque excusable d'avoir dédaigné de tels alliés. Napoléon, prêt à rentrer en campagne, annonce qu'il va envoyer au corps auxiliaire autrichien l'ordre d'agir; M. de Metternich prendra ses mesures pour que ce corps, livrant à temps Cracovie aux Russes, soit rentré sur le territoire autrichien, et n'existe plus comme corps d'armée, quand les ordres arriveront. La fermeté de Poniatowski retarde ce fatal dénouement; il dispute les jours, et bientôt les heures à l'impatience hostile des Autrichiens. Associé à cette généreuse résistance,

M. Bignon la raconte avec toute son âme ; son récit, nous l'espérons , relèvera encore dans l'esprit de nos lecteurs le héros malheureux de Leipzig. Mais enfin il faut subir la loi du plus fort, et tous deux quittent pour jamais la Pologne, heureux encore que l'effet de la victoire de Lützen leur permette de rejoindre promptement la grande armée.

Le chapitre I<sup>er</sup> du tome XII comprend le détail des préparatifs militaires de Napoléon, et de ses mesures d'ordre intérieur et d'administration, pendant l'hiver de 1813. De là nous passons à l'envahissement de l'Allemagne par les alliés, envahissement retardé par l'admirable conduite du prince vice-roi. Napoléon paraît soudain à la tête d'une armée créée comme par magie, et sa victoire de Lützen, rayon de soleil fugitif entre deux orages, trouble le long triomphe des ennemis de la France.

Le chapitre II nous dévoile l'influence exercée par le commencement de la campagne sur les cabinets de l'Europe. La victoire de Lützen nous rend deux alliances : celle du Danemark, précédemment compro-

mis vis-à-vis de Napoléon par une indigne rouerie de la politique anglaise et russe, et celle de la Saxe, entraînée un moment par l'Autriche à l'essai d'une neutralité impossible. Notre succès produira un effet tout contraire sur la politique du cabinet de Vienne; il fortifiera les liens secrets qui déjà l'unissent à nos ennemis. Napoléon n'a pas voulu que la retraite de Moscon lui coûtât un sacrifice considérable pour s'assurer la fidélité de l'Autriche; il ne lui a offert que la Silésie, et encore trop tard. Maintenant cette puissance, en le voyant de nouveau victorieux, craint qu'il ne lui pardonne pas sa médiation armée. De là une froideur croissante avec nous, des rapports plus intimes et plus suivis avec les alliés. Un envoyé autrichien va porter de prétendues paroles de paix à leur quartier général; cet envoyé, c'est le comte de Stadion, l'irréconciliable ennemi de la France. Napoléon sent l'Autriche devenir, malgré lui, maîtresse de la situation, et fait tout pour lui ravir cet avantage, en manifestant aux alliés les dispositions les plus pacifiques, malgré le bon état de ses affaires militaires. Il

propose, pour traiter de la paix, un congrès général auquel seront admis même les insurgés espagnols. Enfin, à la veille d'une bataille qu'il est sûr de gagner, il essaie vainement de faire parvenir des propositions directes à l'empereur Alexandre, et d'obtenir un armistice. Les alliés s'y refusent; ils livrent bataille, principalement pour prouver à l'Autriche qu'ils ne s'épargnent pas en l'attendant, et essuient une défaite sanglante.

Chapitres III et IV. L'événement de la bataille de Bautzen les force d'avoir quelque égard aux dispositions pacifiques de Napoléon, et d'en profiter au moins pour suspendre les hostilités jusqu'à ce que la coopération autrichienne leur soit assurée. Du moment où la conclusion d'un armistice sert les intérêts du parti de la guerre, le comte de Stadion, muni jusque-là, s'empresse d'intervenir. L'armistice est signé le 4 juin. Les alliés ayant, malgré Napoléon, tout subordonné à la médiation autrichienne, il faut pourtant bien que cette puissance s'explique vis-à-vis de la France. Comment veut-elle exercer cette médiation, et qu'entend-elle conserver de l'alliance du 14 mars 1812,

qui la liait à nous ? Tout le mois de juin s'écoule sans qu'on ait pu obtenir de réponse satisfaisante sur ces deux points. L'Angleterre redouble d'activité dans ses démarches auprès de l'Autriche et des puissances déjà coalisées , et les succès décisifs de Wellington dans la Péninsule donnent un nouveau poids à ses instances. Pour subvenir aux dépenses effrayantes de cette guerre, le ministère anglais ne reculera pas devant les mesures les plus dangereuses. C'est dans la dotation primitive du bureau de l'amortissement, détournée ainsi d'une destination sacrée, que le chancelier de l'échiquier a repris les sommes nécessaires pour fournir aux dépenses de la nouvelle coalition. Les fonds sont prêts pour solder les armées, et peut-être les traités eux-mêmes. Le 27 juin, l'Autriche, qui, dans ce moment, fait offrir sa médiation à Napoléon pour un congrès où des plénipotentiaires russes, autrichiens, prussiens et français traiteront de la paix continentale, l'Autriche, disons-nous, signe à Reichenbach, avec la Prusse et la Russie, un traité tenu soigneusement secret jusqu'ici, que, par conséquent, nous avons dû citer  
b.

en entier. Ce traité est antérieur de trois jours à l'acceptation de la médiation autrichienne par la France ! M. de Metternich est venu lui-même à Dresde pour tâcher de s'entendre enfin avec Napoléon. Leur dernier entretien est devenu célèbre par une sortie, au moins intempestive, de la part de l'Empereur ; le ministre autrichien eut désormais, comme Stadion, une injure personnelle à venger. Les bornes de cette analyse ne nous permettent pas de rappeler, même sommairement, toutes les perfidies de ce simulacre de congrès de Prague, dans lequel chaque incident fut une insulte pour la France : d'abord le choix du plénipotentiaire russe <sup>1</sup>, son langage, toujours acerbe et inconvenant, puis la partialité scandaleuse du médiateur, le mode de conférence proposé par lui, qui l'érigait en arbitre ; enfin, l'accord immuable des trois puissances, pour empêcher la négociation de s'engager, et pour déclarer le congrès dissous au 10 août en tout état de cause. Tout ce qui

<sup>1</sup> M. d'Anstett, d'origine française, et connu seulement dans la diplomatie par sa haine pour la France.



concerne le congrès et les négociations même de Prague, par conséquent les chapitres IV et V, avait été, de la part de M. Bignon, l'objet d'une étude particulière. La rédaction de ce travail presque achevé par lui nous a donné peu de peine : nous avons écrit, pour ainsi dire, sous sa dictée.

Chapitre V. Enfin Napoléon, voyant approcher le terme fatal du 10 août, se décide, le 8, à tenter auprès de l'Autriche une démarche bien tardive, il est vrai, mais qui peut encore tout sauver. Caulaincourt parvient à arracher à M. de Metternich, mais seulement après un délai de vingt-quatre heures, bien inutile et bien coupable dans de pareilles circonstances, les conditions stipulées à Reichenbach, conditions que les partisans de la guerre ne voulaient plus même laisser proposer, de peur que Napoléon ne les acceptât. En remettant cet ultimatum au duc de Vicence, M. de Metternich lui avait bien répété qu'il attendait un oui ou un non dans la journée du 10; mais les hostilités ne pouvant recommencer que le 16, Napoléon pouvait-il croire que les moments où la paix était encore possible, fussent comp-

tés avec une précision si rigoureuse ? Napoléon a dicté, le 9, sa réponse aux propositions de l'Autriche. Ces propositions, il en accepte la substance, sauf les réserves indispensables en faveur de ses alliés. Il importe à l'honneur de la France que la Saxe reçoive une indemnité pour le duché de Varsovie, et que le Danemark ne soit pas spolié au profit de Bernadotte. Après avoir dicté ses conditions, l'Empereur, suivant sa propre expression, a voulu laisser passer la nuit sur des résolutions si importantes. Ce court délai a suffi pour rendre la paix impossible. La réponse de Napoléon, au lieu d'arriver le 10 août, avant minuit, arrive le 11 au matin ; M. de Metternich, en en prenant connaissance, affirme que la veille encore elle pouvait faire la paix ; mais que la situation est changée. « Aujourd'hui, dit-il, nous avons cent cinquante mille Russes chez nous, nous ne pouvons plus que demander ce que nous aurions exigé hier. » Le 10, à minuit, les plénipotentiaires alliés ont déclaré le congrès dissous. L'Autriche, qui a remis de suite à l'ambassadeur français sa déclaration de guerre, ne peut plus écouter

une communication qui ne s'adresserait pas aux trois cours. Malgré son indignation bien légitime, Napoléon envoie au duc de Vienne les pouvoirs nécessaires pour traiter. Caulaincourt fait passer aux souverains alliés, par M. de Metternich, ces mêmes propositions qui, suivant celui-ci, auraient sûrement fait la paix le 10; elles sont accueillies par un *refus pur et simple* des deux empereurs de Russie et d'Autriche, et la négociation se termine ainsi. Ce n'est donc pas Napoléon, comme on l'a tant répété, qui a refusé la paix à Dresde, c'est au contraire lui qui l'a proposée, c'est lui seul qui l'a sincèrement voulue, *et qui n'a pas pu la faire*, comme il l'a tant de fois répété. Bientôt les traités de Tœplitz resserrent les nœuds de la nouvelle coalition, et, conformément à des conventions antérieures, fixent, comme but de la guerre qui recommence, la réduction de la France à ses limites du Rhin et des Alpes.

Le chapitre VI, qui nous appartient malheureusement presque en entier, ainsi que le huitième, comprend le tableau des opérations de la campagne de Saxe depuis la reprise

des hostilités jusqu'à l'instant fatal où Napoléon, quittant Dresde pour la dernière fois, est obligé de renoncer à l'une de ses plus belles combinaisons militaires, et ramené, forcément vers Leipzig par la défection bavaroise.

On trouvera, dans le chapitre VII, les détails, peu connus jusqu'ici, de cette défection si odieuse. La vérité historique est parfois impitoyable; nous avons dû, à notre grand regret, nous montrer sévère pour M. Mercy d'Argenteau, alors ministre de France en Bavière; personnage d'une loyauté au-dessus de tout soupçon, mais dont l'inexpérience et le défaut d'énergie ont amené les plus fâcheux résultats. La notice sur sa mission, manuscrit dont il fit hommage à M. Bignon, il y a quinze ans, et à laquelle nous avons d'ailleurs emprunté beaucoup de détails intéressants, suffirait seule pour prouver à quel point il a été la dupe des deux principaux auteurs de la défection de la Bavière, défection qui lui fut présentée comme une nécessité pénible, à laquelle cette puissance n'aurait pu se soustraire. Son secrétaire de légation, fen

M. Bogue de Faye, dont nous possédons également les notes, a mieux connu et mieux apprécié les faits.

Enfin le chapitre VIII et dernier contient le récit des batailles de Leipzig et de Hanau, et le retour de Napoléon à Mayence.

Deux volumes nous restent encore à publier pour conduire cet ouvrage à son terme. Nous pouvons dire d'avance que les nombreux matériaux rassemblés par M. Bignon pour les années 1814 et 1815, donneront un grand intérêt à certaines parties de notre travail, qui paraîtra incessamment.

En terminant cette introduction, nous devons quelques mots de réponse à une objection dont nous sentons toute la force mieux que personne. De quel droit, dira-t-on sans doute, un jeune homme, encore inconnu dans le monde littéraire comme dans le monde politique, vient-il se mettre ainsi à la suite de l'historien de Napoléon ? N'aurait-il pas mieux valu, dans l'intérêt même de la mémoire de M. Bignon, confier ses matériaux et ses notes à quelque écrivain ayant déjà sa réputation faite, et qui se serait trouvé heureux, si illustre qu'il fût,

d'associer son nom à une pareille œuvre ?

A cette objection, nous avons deux réponses, l'une de fait, l'autre de sentiment.

D'abord, la personne étrangère, chargée de ce travail, aurait été nécessairement un homme d'un talent déjà éprouvé, ayant son style fait, ses idées arrêtées. De là deux inconvénients graves, l'un relatif à Napoléon, l'autre à M. Bignon lui-même. Le premier, le voici :

Nous sommes encore bien près des événements racontés dans cet ouvrage. Plusieurs des écrivains sérieux de l'époque actuelle ont vu au moins l'ère de la décadence impériale; beaucoup d'autres sont restés imbus, malgré eux, des préventions accréditées par la Restauration sous l'influence de nos malheurs. Dans ces jours désastreux, le tumulte des passions et des événements avait soulevé des tempêtes effrayantes, à donner des vertiges aux plus fortes têtes, à égarer les jugements les plus sains. De là certains préjugés invétérés, avec lesquels il serait fort dangereux d'aborder l'histoire de cette époque, surtout s'il s'agissait de se placer au point de vue de M. Bignon, subis-

sant l'influence nécessaire du mandat de Napoléon, non pas pour altérer la vérité en dissimulant ses torts réels, mais pour la compléter en faisant valoir toute excuse légitime.

Sous ce rapport, nous apportons du moins à ce travail des dispositions convenables. Nous appartenons à cette génération nouvelle qui pardonne à ses devanciers leurs préjugés contre l'Empereur, mais qui ne les partage plus. Nous avons donc pu nous identifier plus facilement, plus complètement peut-être avec la manière de voir de M. Bignon, j'ose ajouter avec sa manière d'écrire. N'ayant ni habitudes prises, ni amour-propre littéraire à ménager, ce que nous avions de mieux à faire, c'était d'être *lui* le plus possible. La comparaison des parties de son ouvrage déjà terminées avec les matériaux qu'il avait conservés, nous a permis de reproduire à notre tour les formes de sa rédaction sur les matériaux non employés encore; ses notes ont été textuellement conservées; enfin, tout en nous faisant un devoir de ne pas dissimuler que l'auteur avait laissé son œuvre imparfaite, nous n'avons rien épar-

gné pour que les quatre derniers volumes que nous publions, fussent dignes de porter comme les autres le nom *seul* de M. Bignon.

Il me resterait à parler du sentiment tout particulier qui m'a surtout décidé à entreprendre ce grand travail. Un seul mot me suffira pour l'expliquer : c'est un hommage filial que je rends à la mémoire vénérable de M. Bignon. Devenu l'époux de sa fille orpheline, j'ai voulu achever moi-même d'acquitter sa dette envers l'Empereur.

A. ERNOUF.

Verclives, 20 novembre 1845.

---



# HISTOIRE DE FRANCE.

---

## CHAPITRE PREMIER.

### POLITIQUE ET GUERRE.

Nomination d'un ambassadeur extraordinaire à Varsovie. — Instructions données à cet ambassadeur. — Motifs du choix de M. de Pradt. — Droit donné à l'ambassadeur d'assister au conseil des ministres. — Espoir de Napoléon dans le concours énergique de la Pologne. — Vanité puérile de l'ambassadeur en sens inverse de la volonté de Napoléon. — Réunion d'une diète à Varsovie. — Projet formé par M. de Pradt de la dissoudre quelques jours après. — Ridicules motifs de ce projet. — Motif véritable. — Projet de substituer une commission intermédiaire à la diète confédérée. — Cause du retard de la réunion de la diète. — Scribomanie de l'ambassadeur. — Dissolution de la diète confédérée. — Craintes que cause à M. de Pradt l'ardeur des Polonais. — Scrupules de M. de Pradt en faveur du roi de Saxe. — Substitution de rédaction de M. de Pradt à toutes les rédactions polonaises. — Lettre remarquable dictée par l'Empereur. — Étrange justification de M. de Pradt. — Terreurs paniques de cet ambassadeur. — Correspondance déplacée de M. de Pradt avec le prince de Schwarzenberg. — Organisation d'un gouvernement provisoire en Lithuanie. — Discours adressé à l'Empereur par une députation de la diète. — Réponse de l'Empereur à ce dis-

cours. — Faux jugements portés sur cette épouse. — Préventions injustes de l'Empereur contre la famille Czartoriski. — Position de cette famille à l'égard de la Russie. — Liaison du jeune prince Adam avec le grand-duc Alexandre. — Projets du grand-duc en faveur de la Pologne. — Événements qui changent les dispositions du grand-duc devenu empereur. — Services rendus à la Pologne par le prince Adam Czartoriski. — Impossibilité morale pour le prince Adam de s'associer à la guerre contre Alexandre. — Explications données par lui à ce sujet. — Soupçons de Napoléon sur les motifs de la conduite du prince Adam. — Mauvais choix d'un gouverneur pour la Lithuanie. — Faute grave d'avoir laissé les troupes autrichiennes former un corps séparé. — Résultat important de la marche de Napoléon sur Wilna. — Funeste effet du départ soudain du roi de Westphalie. — Traités d'alliance entre les ennemis de Napoléon.

---

Pour compléter, dans le volume précédent, le tableau des rapports directs des deux empereurs Napoléon et Alexandre, en transportant, par une légère anticipation de date, Napoléon à Wilna, où ces rapports eurent leur terme, j'ai forcément omis quelques circonstances antérieures ou simultanées, qui toutefois ne manquaient pas d'une certaine gravité. Maintenant, je dois y revenir avant de poursuivre le cours des événements de politique et de guerre, pour l'explication desquels cette connaissance non-seule-

ment ne sera pas inutile, mais devient même indispensable.

Lorsqu'en ouvrant la campagne de Russie, Napoléon a proclamé cette guerre *la seconde guerre de la Pologne*, il a dû entrer dans ses vues de joindre, à l'immensité des moyens matériels que lui assuraient ses alliances continentales, le puissant levier d'une insurrection patriotique; de donner ainsi un caractère philanthropique à sa cause, et d'offrir en perspective au genre humain, comme prix du triomphe des armes françaises, l'émancipation d'un grand peuple rendu à son antique indépendance. L'action militaire a dû, en une telle entreprise, s'associer l'utile renfort d'une action morale. Pour la première, Napoléon n'a besoin que de son seul génie; pour l'autre, il lui faut des auxiliaires. Le premier, le plus puissant de ces auxiliaires, est naturellement son ambassade à Varsovie. L'histoire de cette ambassade se lie ainsi nécessairement à celle de la guerre dont elle devait concourir à préparer le succès, et à laquelle, par une incroyable aberration, elle a au contraire enlevé ses plus précieuses et ses plus importantes ressources. Pour tout historien, quel qu'il soit, il y a ici obligation d'apprécier l'écrit fameux de l'ex-ambassadeur, M. de Pradt. Pour moi, plus que pour tout autre, la tâche est délicate. Cependant,

parce qu'il a plu à l'ex-ambassadeur de me comprendre personnellement dans les invectives qu'il a prodiguées à l'Empereur, à ses maréchaux et à ses ministres, aussi bien qu'à la nation polonaise, est-ce une raison pour que je doive me condamner au silence? Non assurément. Je voudrais, pour mon compte, pouvoir d'une injuste attaque tirer une noble vengeance, en approuvant dans M. de Pradt des actes dignes de louange; mais je le dis à regret, cette satisfaction d'un honorable amour-propre ne m'a pas été permise; toute ma bonne volonté s'est trouvée en défaut, et, dans le dépouillement de la correspondance de l'ambassadeur, je ne découvre pas un mot qui ne soit une accusation directe contre lui-même. C'est donc par ses propres lettres que nous réfuterons, chemin faisant, le libelle inouï qu'il a intitulé *Histoire de son ambassade*.

M. de Pradt, on ne l'a pas oublié, s'est déclaré <sup>1</sup>

<sup>1</sup> On connaît le début de cette histoire, mais il est bon de le rappeler ici : « L'Empereur a été surpris laissant, du plus profond d'une noire rêverie, échapper ces paroles mémorables : « *Un homme de moins, et j'étais le maître du monde....* Quel est donc cet homme qui, participant en quelque sorte du pouvoir de la Divinité, a pu dire à ce torrent : *Non ibis amplius ?...* Où étaient ses armes, ses moyens, ses trésors, pour arrêter ce superbe dominateur de la France et de l'Europe, qui, sur les débris des trônes, un pied dans le sang et l'autre sur des ruines, s'élançait en idée vers les limites du monde, et, dans sa

avec orgueil l'auteur de la perte de Napoléon, ou du moins celui que Napoléon a regardé comme l'un des principaux auteurs de sa chute. Ainsi, dans un incroyable délire, M. de Pradt s'est constitué son propre délateur! Faufaron malheureux, il se fait criminel par jactance! Il se calomnie, nous aimons du moins à le croire. Placé dans la plus fâcheuse des alternatives, la trahison ou l'ineptie, il affecte le honteux courage de la première, pour ne point subir le poids de la seconde. Nous sommes moins injustes envers lui : qu'il ait été agent incapable, maladroit, inhabile, toutes ses œuvres le prouvent; mais, quoi qu'il en dise, nous en avons la sincère conviction, en 1812 il n'était point un traître. Laissons parler les faits.

Les instructions écrites et verbales que M. de Pradt a reçues, lui ont fait connaître ce que Napoléon attend de son concours. Il n'y a pas seulement la Russie à vaincre; il y a la Pologne à rétablir. Mais pour être digne de ce rétablissement, c'est à la Pologne même d'aider à vaincre la Russie. Tel est l'esprit des instructions données à l'ambassadeur.

Le but est indiqué, les moyens prescrits. Une

« soif insatiable de domination, étouffait pour ainsi dire dans l'univers ? *Cet homme, c'était moi.* »

diète étant convoquée pour se réunir à Varsovie vers le milieu du mois de juin, il est à désirer qu'un comité, composé d'hommes influents, fasse un rapport sur les malheurs de la Pologne et sur l'espoir de la renaissance de la patrie; que ce comité invite la diète à prononcer l'existence du royaume et celle du corps de la nation polonaise, dont la force seule a pu opérer la destruction; qu'il proclame que partout où des Polonais sont réunis, ils ont, comme leurs frères, droit de se confédérer pour le salut public; qu'enfin, il fasse adopter par la diète un décret pour déclarer la Pologne rétablie, et pour constituer la diète en confédération de Pologne.

Le rapport du comité de la diète devait être « *Européen et Polonais* ; mais en s'attachant à « développer les basses intrigues, les violences « qui ont causé la ruine de la patrie polonaise, « on ménagerait avec soin la Prusse et l'Autriche, « qui, loin d'être opposantes, accèdent d'avance « aux événements qui se préparent. Le rapport « serait en entier dirigé contre la Russie. »

La confédération une fois organisée par la nomination d'un maréchal et d'un conseil, elle formerait des comités de confédération dans les différents palatinats. Ces comités feraient comme elle des proclamations. Les proclamations, les discours des membres de la diète, les adresses,

les manifestes collectifs ou individuels, seraient imprimés et répandus non-seulement dans les départements du duché, mais aussi dans les provinces encore occupées par les Russes. Rien ne devait être négligé pour frapper fortement l'opinion. Il importe qu'on ait à publier chaque jour des pièces de tous les caractères, de tous les styles, tendant au même but, mais s'adressant aux divers sentiments et aux divers esprits.

Les comités des différents palatinats devront envoyer partout des agents pour colporter les actes de la confédération, répandre en général toutes les pièces imprimées, et les faire pénétrer dans toutes les parties de la Pologne. Les Russes ne peuvent pas occuper l'immensité du pays; il faut créer des intelligences sur les derrières; établir des foyers d'insurrection partout où ils ne seront pas en force; enfin, les placer dans une situation semblable à celle où s'est trouvée l'armée française en Espagne, et l'armée républicaine dans les temps de la Vendée et de la chouannerie. Ce mouvement peut facilement être imprimé, et doit devenir général aussitôt qu'il sera appuyé sur un événement militaire de quelque importance. Il faut qu'alors la Pologne se trouve remuée, et qu'elle entre tout entière en insurrection.

Tous les mouvements que l'intérêt français

appelle en Pologne ne doivent pas laisser apercevoir la main de l'ambassadeur ; mais celui-ci *doit tout voir, tout savoir, tout diriger, tout animer.*

Ce que nous venons de citer presque textuellement des instructions données à M. de Pradt, met au grand jour l'objet direct de sa mission. Un passage expose les motifs qui ont déterminé pour cette mission le choix de sa personne. « Un officier général, de quelque grade « qu'il eût été, aurait difficilement dominé les « généraux de son grade, les ministres et les « grands du pays. Un ambassadeur y parviendra « avec d'autant moins de peine, que son caractère « politique, *son rang dans la hiérarchie<sup>1</sup> ecclésiastique*, et son caractère personnel, en imposeront davantage. »

Afin de donner à l'ambassadeur une autorité réelle sur l'administration dans le duché de Varsovie, il avait été convenu avec le roi de Saxe que M. de Pradt assisterait aux séances du con-

<sup>1</sup> La lettre ministérielle qui, en me renouvelant les témoignages de la satisfaction de l'Empereur, m'annonçait l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire pour me remplacer à Varsovie, alléguait aussi comme raison de la nomination de M. de Pradt *son rang élevé dans la hiérarchie ecclésiastique* ; je n'avais vu là qu'un détour poli pour me consoler d'un changement de position, auquel je pourrais être sensible. Le motif n'était pas simulé, puisqu'on en faisait la déclaration à M. de Pradt lui-même.



seil des ministres, et le conseil lui-même avait reçu du roi une latitude d'action illimitée. « Le rang de l'ambassadeur, continuaient les instructions, ne sera point contesté, puisque son caractère l'autorise à ne céder le pas qu'aux têtes couronnées et aux princes du sang. Ainsi placé, son influence s'exercera naturellement sans blesser aucun amour-propre. Rien ne s'opposera à ce qu'il s'immisce dans tous les détails, d'abord parce qu'on verra dans ses démarches l'autorité de l'Empereur; ensuite parce qu'il n'inquiétera l'ambition de personne. Il doit profiter de sa position pour que le duché soit aussi utile qu'il peut l'être à l'armée, et pour qu'il concoure, par toutes les ressources qu'il peut offrir, à cette guerre dont les suites seront si heureuses pour la Pologne. Le duché réclamait depuis longtemps une autorité centrale. Elle existe par le pouvoir, en quelque sorte royal, dont le conseil des ministres est revêtu; elle existe surtout par la présence de l'ambassadeur, qui réunira, pour ainsi dire, dans sa main les ministres, les généraux, les commandants, les ordonnateurs, et tous les genres d'autorités locales.

Par les mesures et les renseignements qui précèdent, Napoléon, comme on le voit, en préparant ses armes de guerre, n'avait point négligé d'y comprendre le dévouement du patriotisme

polonais, le secours de l'enthousiasme populaire, et les sacrifices dont est capable un peuple opprimé pour reconquérir une existence nationale. Les intentions de l'Empereur sont donc bien connues. Avant de quitter Dresde, l'ambassadeur a pu apprécier la nature du rôle qu'il est appelé à remplir. La conduite qu'il va tenir prouvera ou qu'il n'a pas lu ses instructions, ou qu'il ne les a pas comprises. Ce qu'il sait bien, c'est que sa mission est une vice-royauté véritable. Aussi dit-il naïvement : « C'est Stakelberg<sup>1</sup> que je viens recommencer. » Malheureusement il ne le recommencera pas avec la même utilité pour le prince que son devoir est de servir. L'infatuation<sup>2</sup> de sa position nouvelle s'élève

<sup>1</sup> Ambassadeur de Russie, véritable roi en Pologne, sous le règne de Stanislas Poniatowski.

<sup>2</sup> L'hôtel habité à Varsovie par M. de Talleyrand en 1807, et depuis occupé par les ministres de France, Serra et Bignon, offrait, provisoirement du moins, à l'ambassadeur, une demeure convenable. M. de Pradt ne s'en contenta pas. Il existe dans cette ville un beau et vaste palais, bâti par le favori d'Auguste, roi de Pologne, le comte de Brühl, dont il porte le nom. Ce palais seul paraît à l'ambassadeur digne de le recevoir. Par malheur, le roi de Westphalie a pris les devants et s'y est installé. M. de Pradt n'a pas la patience d'attendre le départ du prince. Le duc de Bassano est obligé de l'avertir que, dans une contestation sur un tel sujet avec le roi, il ne ferait que s'attirer des choses désagréables; que d'ailleurs l'Empereur est prévenu, et prononcera.

Une autre fantaisie atteste encore chez M. de Pradt l'enivre-

chez M. de Pradt, homme d'esprit, homme du monde, à un degré où elle ne serait pas excusable même chez l'homme de la portée la plus vulgaire, de l'intelligence la plus commune. Arrivé à Varsovie le 5 juin, M. de Pradt fut aussitôt, par les soins de son prédécesseur, mis en rapport avec les ministres et les principaux personages du pays. Son premier jugement sur les ministres leur fut très-peu favorable. Dans les premières dépêches, il parlait d'eux avec le plus grand dédain; mais la péricépétie ne se fit pas longtemps attendre. Ces hommes, que d'abord il ne voyait que d'un œil de pitié, beaucoup plus habiles que lui en effet, ne tardèrent pas à démêler le fond de son caractère. En peu de jours ils eurent reconnu qu'en caressant la vanité, qui en était le trait dominant, ils seraient bientôt maîtres de l'homme. Ils ne se trompèrent pas. De ce moment, M. de Pradt ne

ment puéril de sa nouvelle situation. Affligé d'être arrivé sans éclat à Varsovie, il se souvient qu'autrefois les ambassadeurs faisaient une entrée solennelle dans les capitales où ils allaient résider, et il demande sur ce point important les ordres de l'Empereur. Le duc de Bassano lui répond que cet ancien cérémonial est tombé en désuétude, et, pour le consoler, il ajoute que « toutes les démonstrations extérieures sont à propos, hors une « entrée d'apparat, qui serait contre l'usage actuel de toutes les « cours. » Encore un désappointement ! c'est bien la peine d'être ambassadeur extraordinaire !

fut plus qu'un instrument entre leurs mains; sa mission ne fut plus dirigée, selon la pensée de l'Empereur, dans le grand intérêt de la Pologne en général, mais dans le sens étroit d'un intérêt purement local, dont ne savait pas se défendre le ministère du duché. Certes les hommes dont se composait ce ministère étaient de très-bons Polonais; mais, soit excès de confiance dans l'infailibilité du succès des armes françaises, soit désir de ménager spécialement la portion de territoire qu'ils administraient, soit crainte de voir revenir, à la suite des confédérations armées, les désordres et le pillage, qui, en pareille occurrence, n'épargnaient pas même les propriétés de leurs concitoyens, ils étaient plutôt portés à réduire, en ce qui les concernait, le caractère de la guerre à celui d'une guerre politique, à celui d'une guerre d'État à État, qu'à former de ces confédérations qui jadis ébranlaient le pays tout entier, qui faisaient monter à cheval tous les gentilshommes, et, pour les nourrir comme pour les équiper, mettaient à contribution, sans ménagement, sans distinction d'amis ou d'ennemis, les terres des grands propriétaires. C'était le renouvellement de ces confédérations anciennes que voulait Napoléon, sans s'inquiéter des inconvénients inévitables qui les accompagnaient; mais n'y voyant

qu'une grande manifestation des vœux de la nation polonaise, que l'énergique déploiement de toutes ses forces, et son soulèvement universel contre la Russie. C'est dans un système tout à fait contraire que va agir son ambassadeur. Napoléon veut tout agiter, tout enflammer; il veut porter l'enthousiasme jusqu'au plus haut degré d'exaltation. M. de Pradt veut tout calmer, tout tempérer, tout refroidir. Le fait serait incroyable, si les preuves n'en étaient pas là; si M. de Pradt lui-même n'en eût fait gloire, et ne s'en fût vanté comme d'une œuvre héroïque. Son ambassade à Varsovie eut une durée nominale de six mois; elle ne dura réellement que vingt-cinq jours; vingt-cinq jours lui suffirent pour enlever à Napoléon le puissant renfort qu'il avait attendu d'un mouvement insurrectionnel de la Pologne. L'Empereur avait droit d'y compter; tout, dans le duché de Varsovie, était disposé à merveille pour répondre à ses vues. Par de faux calculs, par un égarement d'esprit déplorable, d'autres idées préoccupèrent M. de Pradt. Une diète confédérée, devenue permanente, absorberait nécessairement tous les autres corps de l'État; l'autorité royale elle-même disparaît devant l'autorité des confédérations: à plus forte raison, que va devenir celle du conseil des ministres, celle de M. de Pradt, autorisé à siéger

dans ce conseil? Aura-t-il, sur une grande assemblée, l'ascendant si commode qui lui est assuré dans une réunion de six personnes, dont toutes les volontés seront subordonnées à une volonté unique, à la sienne? La diète n'est pas réunie encore, et déjà les orages, les tempêtes présumées de la diète épouvantent l'ambassadeur. Le 14 juin, M. de Pradt écrit au duc de Bassano : « Les membres de la diète arrivent; « le prince Czartoriski <sup>1</sup> sera ici après-demain. « L'effervescence des esprits augmente à chaque « instant. J'aurai beaucoup à faire pour retenir « l'explosion jusqu'au moment de la diète! » A dater de ce moment, M. de Pradt a pris son parti : la diète se réunira, elle proclamera le rétablissement de la Pologne, puisque ainsi l'a voulu l'Empereur; mais le lendemain elle recevra son congé, et, en ne retenant à Varsovie qu'un conseil de confédération sans puissance réelle, M. de Pradt, souverain absolu dans le conseil des ministres, régnera paisiblement sur

<sup>1</sup> Celui à qui, autrefois, l'impératrice de Russie avait laissé libre la concurrence au trône avec Stanislas Poniatowski. Catherine avait écrit à ce dernier : « J'envoie Keiserling en Pologne, « avec ordre de faire roi vous ou le prince Adam Czartoriski, « votre cousin! » Poniatowski manœuvra si bien, que le prince Adam Czartoriski écrivit à cette princesse pour se désister de toutes prétentions à la couronne.

le duché. Ce plan incroyable est arrêté le 16 juin, et M. de Pradt le consigne, quoique sous forme dubitative, dans une dépêche qu'il adresse, en date de ce même jour, au duc de Bassano. « Je  
« dois, écrit-il à ce ministre, faire part à Votre  
« Excellence d'une circonstance locale qui mérite  
« beaucoup de considération. L'usage général de  
« la Pologne fait tomber sur l'époque de la Saint-  
« Jean les transactions pour le renouvellement  
« des baux à ferme, ventes de terre, échéances  
« de paiement. Je suis informé que déjà quelques  
« nonces ont commencé à s'occuper de la con-  
« currence de la durée de la diète, et de celle des  
« intérêts qui, à cette époque, exigent leur pré-  
« sence dans leurs foyers. » Nous ignorons si,  
parmi les membres de la diète, il a existé un ou  
plusieurs individus d'un si méprisable égoïsme,  
et nous en doutons; mais, en supposant le fait  
vrai, ce serait une odieuse exception qui n'eût  
pas dû autoriser, de la part de l'ambassadeur,  
une assertion aussi offensante pour la masse des  
nonces et des députés. Ces généreux citoyens,  
accourus avec tant d'ardeur pour se dévouer à  
l'émancipation de leurs compatriotes opprimés,  
ne soupçonnaient guère sous quel aspect l'am-  
bassadeur français les représentait aux yeux de  
l'empereur Napoléon. L'Empereur les appelle à  
le seconder pour l'affranchissement de la Polo-

gne tout entière, pour la recomposition de l'ancien royaume de Pologne. L'Empereur a mal pris son temps, il devait le mieux choisir; aujourd'hui il a tort de leur rien demander! Les nonces, les députés ont bien autre chose à faire; ils ont à renouveler leurs baux, *c'est l'époque de la Saint-Jean!*

Après une si étrange allégation, dont sans doute il comprend la faiblesse, s'il n'en sent pas le ridicule, M. de Pradt arrive sans transition au motif réel qui le fait agir: « La diète ne peut pas s'ouvrir avant le lundi 22 juin; elle ne se transformera en confédération que le 24. On ne peut entrevoir jusqu'où les événements pourront la conduire; mais il est aisé de calculer *« jusqu'où pourrait aller une masse d'hommes réunis, soit en état de travail et d'agitation, soit en état de calme et d'interruption de travail, qui ne se renouvellerait que par intervalle: il faut prévoir les deux cas. Dans le premier, la chaleur toujours croissante des esprits doit mener loin, et peut-être plus loin qu'on ne voudrait aller. Dans le second, le désœuvrement, le dégoût, peuvent ouvrir la porte aux intrigues, et les oreilles aux plaintes, aux insinuations, aux murmures. »* Ainsi, M. de Pradt redoute tout à la fois et l'excès d'activité de la diète et son inaction. Dans la première hypo-



thèse, il craint la chaleur toujours croissante des esprits, dans laquelle il aperçoit de terribles conséquences. Mais c'est précisément pour entretenir cette chaleur toujours croissante que Napoléon l'a nommé ambassadeur à Varsovie! c'est dans ce but que Napoléon a voulu la convocation d'une diète, la transformation de cette diète en confédération! Dans la seconde supposition, M. de Pradt voit d'autres dangers, et ces dangers sont des insinuations, des intrigues, des murmures et des plaintes. Que signifient de telles frayeurs en de si grandes circonstances? De la part d'un homme de sens, on a de la peine à les concevoir; mais on conçoit bien moins encore l'étrange remède que M. de Pradt s'avise d'imaginer. « Pour obvier à ces inconvénients, pour-  
« suit-il, ne serait-il pas à propos de réduire la  
« diète confédérée à une commission intermé-  
« diaire d'un petit nombre de membres; de con-  
« gédier la diète sous des prétextes plausibles  
« d'utilité générale et particulière, en lui annon-  
« çant une réunion définitive pour connaître et  
« approuver les travaux de la commission? Ou  
« ne s'en tirera jamais sans l'emploi de ce moyen,  
« qui fera disparaître pour un temps le corps  
« même de l'assemblée. » La conclusion est ad-  
mirable. M. de Pradt a peur de la diète! Bruyante  
ou silencieuse, passionnée ou languissante, cette

assemblée l'effraye, et contre ce double péril, il ne voit qu'un moyen de salut, c'est de la faire disparaître<sup>1</sup>. Jamais Napoléon a-t-il pu deviner qu'une pareille pensée dût entrer dans l'esprit de son ambassadeur, et que cet ambassadeur pût avoir l'audace de la mettre à exécution?

M. de Pradt, dans la lettre que nous venons de citer, annonce que la diète se réunira le 22 juin. Cette réunion prochaine était désirable

1 Cette dissolution de la diète était un acte tellement extraordinaire, que tout le monde a dû y voir l'effet d'ordres directs de l'Empereur. Ainsi durent en juger les Polonais; ainsi en jugèrent les Français qui se trouvaient sur les lieux, et ceux même qui faisaient partie de l'ambassade. Dans un article publié en 1828 par le *Spectateur militaire*, 52<sup>e</sup> livraison, M. Aubernon, depuis préfet de Versailles, et qui était, en 1812, auditeur au conseil d'État et attaché à l'ambassade, dit, en termes formels :

« L'ambassadeur, suivant *sans doute en cela ses instructions*, fit  
« décider par la diète que le conseil des ministres continuerait à  
« gouverner, et que tous les corps n'obéiraient qu'à ses ordres.  
« Il en résulta que la confédération générale ne fut ressuscitée  
« que de nom, et n'eut d'autre puissance que celle de faire des  
« proclamations et de recevoir des adhésions. On se hâta, après  
« cette parade vaine, de renvoyer la diète.

« Le conseil des ministres et l'ambassadeur restèrent face à  
« face, et ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en cherchant à éviter  
« les résistances et la fougue d'une assemblée tumultueuse, ils  
« s'étaient placés *dans un isolement funeste et dans l'impuissance*  
« *d'agir*. » L'ambassadeur, loin de suivre ses instructions, les avait  
violées. L'isolement funeste et l'impuissance d'agir où se trouvait placé le conseil des ministres était l'œuvre personnelle de M. de Pradt.

et même commandée; mais elle n'aura lieu que le 26. Quelle sera la cause du retard? La vanité de l'homme de lettres, qui va, même à Varsovie, éclater dans la personne de l'ambassadeur. Ce défaut innocent dans la vie privée eut, dans la haute mission de M. de Pradt, une influence extrêmement fâcheuse. Persuadé que seul il est capable de parler le langage propre au grand événement qui va s'accomplir, M. de Pradt ne permettra aux Polonais de rédiger eux-mêmes ni leur <sup>1</sup> manifeste, ni l'acte de la confédération, ni les proclamations qui doivent être adressées aux provinces russes, ni les discours qui doivent être prononcés dans la diète ou au nom de la diète. On n'en croirait pas nos assertions. Sur ce point, c'est lui qu'il faut entendre. Dans les premiers jours de son arrivée, une proclamation avait été

<sup>1</sup> M. de Pradt raconte, p. 116 de l'histoire de son ambassade, que Napoléon, dans une audience donnée à une députation polonaise à Posen, avait dit aux membres de cette députation, en leur parlant du manifeste qu'ils auraient à publier : « Je ne vous gêne pas; dites ce que vous voudrez, faites cinquante pages. » Ce langage, selon M. de Pradt, *vague et ignoble*, ce sont ses termes, était sage et politique, comme on tâchera de le lui faire comprendre plus tard. La pensée de l'Empereur est que les Polonais peuvent tout dire, tant qu'ils parlent en leur propre nom. Ils ne peuvent pas tout dire si c'est un agent français qui fait leurs discours, comme les fera M. de Pradt, qui, de plus, voudra que personne ne l'ignore.

rédigée pour la convocation des nonces et des députés. Elle était l'ouvrage d'un homme d'un grand talent, orateur et écrivain distingué, qui avait figuré avec éclat dans les dernières révolutions, et tout récemment encore dans la diète du duché de 1811, M. Matuszewicz, ministre des finances. M. de Pradt n'en fut nullement satisfait, et il fallut la modifier suivant sa fantaisie. La même difficulté se reproduisit pour le manifeste par lequel la diète devait se constituer en confédération. La rédaction préparée avait la couleur locale, étant, comme elle devait l'être, accommodée aux convenances du pays. Le pays ne sait pas ce qu'il lui faut; M. de Pradt s'y entend mieux que les indigènes. Rien ne lui plaît, ni les pensées, ni l'expression; il voudrait tout autre chose. En cette situation, le conseil le prie de mettre la main à l'œuvre : c'est tout ce qu'il demande. « Le manifeste de la diète <sup>1</sup>, écrit-il au « duc de Bassano, s'est trouvé si mauvais, que je « suis obligé de le refaire en totalité. Il en est de « même de tout le reste. » Après l'avoir recomposé à sa façon, il l'envoie au duc en lui disant : « La forme <sup>2</sup> du drame m'a paru plus propre à « faire effet dans la circonstance. » Le lendemain,

<sup>1</sup> Lettre du 21 juin.

<sup>2</sup> Le 22 juin.

autre envoi; c'est « l'acte de confédération *qu'il*  
« *a corrigé*<sup>1</sup>. J'ai dressé tous les articles; mais le  
« ministre a voulu le long préambule, parce que  
« ce sont les formes usitées de tout temps en  
« Pologne... Que Votre Excellence considère que  
« je travaille seul au milieu de tous les genres de  
« privations, de fatigues et de souffrances. » On  
ne voit pas bien quelles sont les souffrances, les  
fatigues, les privations, dont se plaint ici M. de  
Pradt. S'il s'agit des rédactions auxquelles il se  
livre, les fatigues sont bien volontaires. On l'a  
fait, selon ce qu'il prétend, ambassadeur malgré  
lui<sup>2</sup>. Ce n'est pas malgré lui qu'il s'établit l'uni-  
que auteur, l'unique compositeur de tout ce qui  
devra être prononcé dans la diète et au nom de  
la diète. Loin de lui savoir gré des souffrances  
sur lesquelles il veut qu'on s'attendrisse, et qu'il  
se cause à lui-même si mal à propos, l'Empereur  
en éprouvera un vif mécontentement, car il  
voulait, ainsi qu'il l'avait fait recommander par  
les instructions précédemment citées, un mani-  
feste *européen et surtout polonais*; et, au lieu d'un  
manifeste empreint de ce double caractère, la  
diète ne fera que débiter une amplification fran-  
çaise.

<sup>1</sup> Le 23 juin.

<sup>2</sup> Me voilà donc ambassadeur malgré moi! *Histoire de l'Ambassade*, page 60.

L'ouverture de la diète eut lieu le 26 juin, sous la présidence du vieux prince Czartoriski, choisi comme maréchal. Les langues n'ont pas d'expression pour rendre l'émotion profonde, les éclats d'allégresse, les larmes de bonheur, auxquelles s'abandonnèrent ces généreux citoyens, l'élite de la Pologne, si heureux et si fiers de se voir appelés, sous les auspices de Napoléon et sous la protection de sa grande armée, au rôle, désiré depuis si longtemps, de restaurateurs <sup>1</sup> de la patrie polonaise. M. de Pradt lui-même, et plusieurs de ses dépêches l'attestent, en fut étourdi, confondu; il ne sait en quels termes exprimer sa surprise, son admiration; mais rien ne l'arrête dans le plan qu'il a formé. « La diète se sépare aujourd'hui <sup>2</sup>, » écrit-il au duc de Bassano; et, après avoir présenté le détail de ce qui s'est passé dans les trois jours de son existence, il ajoute : « Ce qu'on ne peut rendre, « c'est l'espèce de transport qui a saisi tous les « Polonais à l'égard de l'Empereur. Hier, son nom

<sup>1</sup> Ce fut un magnifique et touchant spectacle quand le ministre prononça ces mots : « La Pologne existe; le royaume de Pologne et le corps de la nation polonaise sont rétablis ! » Des cris de joie et d'attendrissement s'élevèrent de toutes parts; l'assemblée se leva en masse; on se mêla, on s'embrassa, on répandit des larmes de bonheur, on se para des couleurs nationales.

Article de M. Aubernon, précédemment cité.

<sup>2</sup> Lettre du 29 juin.

« n'a cessé de retentir dans toute la ville, et les  
« acclamations se renouvelaient au plus léger  
« prétexte. Tout ce que voudra, tout ce que sug-  
« gérera l'Empereur sera adopté, sera exécuté  
« sans examen. Mon plus grand embarras est de  
« mettre dans leurs discours, dans leurs actes,  
« des bornes à l'éruption de ce sentiment. *Ils*  
« *iraient trop vite, si on ne les arrêtait*; et les  
« choses en sont au point que l'on n'a pas entendu  
« une seule fois proférer le nom du roi de Saxe,  
« et qu'on l'a tout à fait perdu de vue. Votre  
« Excellence aurait été touchée de la vivacité, de  
« l'unanimité des applaudissements qui ont cou-  
« vert l'article du décret qui recommande l'entier  
« oubli du passé et le besoin de l'union.... Le  
« clergé a montré un excellent esprit.... » C'est  
après avoir été témoin d'un tel spectacle, après  
avoir vu de quel patriotisme, de quel chaleureux  
dévouement la confédération est animée, que  
M. de Pradt, sans autorisation, sans ordre, et,  
tout au contraire, au mépris de chacune des  
lignes de ses instructions, a l'inexplicable courage,  
dans le but de rester seul maître absolu à Var-  
sovie, de briser un si admirable instrument, si  
bien disposé pour répondre à tous les désirs, à  
toutes les vues de l'Empereur! Il renvoie dans  
leurs foyers presque tous les membres de la  
diète, et n'en retient que quelques-uns, sous le

titre de conseil de la confédération; conseil sans action, comité subalterne placé à la suite du conseil des ministres, redevenu ainsi le premier des pouvoirs, et dont M. de Pradt aura la suprême direction.

Les défiances de M. de Pradt à l'égard des Polonais sont toujours les mêmes. « Ils iraient trop loin, dit-il, si on ne les arrêtait pas. » Et quels sont donc les écarts auxquels on craint tant de les voir s'abandonner? et s'il en était qui fussent dangereux, ne serait-il pas possible de les prévenir? Mais voilà bien un scrupule plus étrange encore : les acclamations polonaises ne s'adressent qu'à l'Empereur; le roi de Saxe est entièrement oublié. Il s'agit bien de savoir si le nom du roi de Saxe a ou n'a pas retenti dans les rues de Varsovie, comme celui de Napoléon! c'est de la Pologne qu'il faut s'occuper; c'est une Pologne qu'il faut refaire, en réunissant ses lambeaux épars; c'est l'ancienne Pologne qu'il faut remuer jusqu'en ses fondements. Telles étaient les espérances de l'Empereur; mais que sont devenues ces espérances? Qu'est devenue la tribune qu'il voulait élever à Varsovie, et du haut de laquelle devaient partir chaque jour des discours nouveaux, des appels aux armes, à l'insurrection, pour être chaque jour répétés par les échos les plus lointains du territoire polonais? Cette tri-



bune importunerait M. de Pradt; il l'a renversée. La confédération générale n'existant plus, toutes les confédérations de palatinats ont été anéanties avec elle; toutes deviennent silencieuses et immobiles. Le ministère du duché n'est plus lui-même, pour la portion du territoire dont il se compose, qu'une machine administrative dont M. de Pradt ne saura guère presser le mouvement, et dont il ne sera occupé qu'à justifier l'inertie.

Maintenant, on demandera peut-être comment M. de Pradt est arrivé à un si effrayant résultat, sans avoir été arrêté dans sa marche par Napoléon ou par son ministre des relations extérieures. L'explication est simple. Napoléon était rendu à Wilna lorsque le duc de Bassano, qui le suivait de loin, se trouvait encore à Thorn. Celui-ci ne pouvait donc pas immédiatement prendre les ordres de l'Empereur. D'ailleurs, la lettre de M. de Pradt, en date du 16 juin, qui exprime ses idées sur les raisons qu'il y aurait, selon lui, de ne pas conserver une diète permanente à Varsovie, cette lettre, qui cache une résolution prise, ne l'annonce pas d'une manière formelle; et sur une question aussi importante, de l'indication d'une pareille idée à l'exécution d'une mesure grave, décisive, comme celle de la séparation de la diète, il semble qu'il doive y avoir

une énorme distance. C'est une erreur. Le fait sera consommé avant que l'Empereur ou son ministre aient pu y mettre obstacle. Il faut en convenir, M. de Pradt, qui désormais va devenir si peu actif pour le bien pendant six mois, a montré à son début, pour faire le mal, une épouvantable activité.

Malgré la séparation de la diète, la tâche littéraire que s'est imposée M. de Pradt n'est pas encore finie. Une députation a été nommée par la diète pour se rendre à Wilna auprès de Napoléon. Une adresse a été rédigée; elle ne convient pas à M. de Pradt; il en faut une autre. Rien ne peut paraître qu'il n'y mette la main. Les discours, même prononcés, ne lui échappent pas. « Il faut <sup>1</sup> aussi, dit-il, refaire tous les discours, « qu'on ne peut présenter au public dans l'état « où ils ont été prononcés. » Enfin, le conseil de la confédération, ce simulacre de pouvoir, que M. de Pradt a consenti à conserver, veut-il adresser une proclamation à l'armée, M. de Pradt reprend son travail en sous-œuvre. « Il serait <sup>2</sup>, « écrit-il, impossible de s'en servir.... En général, « tout ce qui émane de *ces Polonais est hors de*

<sup>1</sup> Lettre de M. de Pradt au duc de Bassano en date du 1<sup>er</sup> juillet.

<sup>2</sup> Lettre de M. de Pradt au duc de Bassano en date du 3 juillet.

« toute règle de goût et de toute mesure. » Le respect des règles du goût est bien placé en de si graves conjonctures ! Le goût, d'ailleurs, doit-il être absolument le même en Pologne qu'en France ? Dans le censeur pointilleux occupé à faire la guerre aux mots, à revoir des phrases, des syllabes, qui reconnaîtrait un ambassadeur chargé de la mission la plus large, la plus imposante, celle de donner une grande secousse à une nation, d'imprimer le mouvement à une insurrection <sup>1</sup> générale ?

Le duc de Bassano, éloigné de l'Empereur, changeant chaque jour de résidence, ne pouvait, en réponse aux lettres de M. de Pradt, que l'engager à suivre avec exactitude ses instructions. Comme s'il eût prévu que celui-ci ne les eût pas présentes sous les yeux, il lui en rappelait les points principaux, et insistait particulièrement sur la nécessité de tenir sans cesse en éveil l'ima-

<sup>1</sup> M. de Pradt, prétendant avoir donné par ses lettres les plus sages avis à l'Empereur et à son ministre, ajoute, p. 170 : « Mes « secrétaires me disaient souvent que.... de précieuses insurrec-  
« tions, finement ourdies, donneraient de mes talents une bien  
« autre idée que ces tristes vérités. » Les secrétaires avaient rai-  
son ; seulement il ne devait pas s'agir de précieuses insurrections  
finement ourdies : ce que lui demandait l'Empereur, ce que lui  
prescrivaient ses instructions, c'était d'encourager les Polonais  
à une insurrection générale, proclamée, organisée à la face du  
monde.

gination des Polonais, et, aussitôt que la diète se serait confédérée, de faire multiplier les adhésions collectives et individuelles, de manière qu'il y eût, chaque jour, une proclamation, une adhésion nouvelle, un discours nouveau, propre à enflammer les esprits et à soutenir l'exaltation. Ces conseils du duc de Bassano, renfermés dans une dépêche du 17 juin, datée de Königsberg, exprimaient d'avance la condamnation du coup d'État que méditait M. de Pradt, dont le projet était, pour la première fois, indiqué dans sa lettre du 16 du même mois. Sur celle-ci, le duc se bornait à répondre qu'il ne pouvait se permettre aucune observation, « ne recevant que des communications de faits sans raisonnements. » Chose incroyable de la part d'un homme qui semblerait avoir dû mériter le reproche contraire! on ne saurait rien concevoir de plus sec, de plus décharné que sa correspondance. Apparemment il réservait alors toute sa faconde pour les compositions destinées au conseil des ministres, à la diète et à la confédération. Pour tout autre que M. de Pradt, le rappel journalier à ses instructions, que répétait chacune des lettres du ministre des relations extérieures, eût rompu le cours d'une entreprise qui allait en être la plus manifeste violation. Pour lui, ou bien il ne saisissait ni le sens des lettres

du ministre, ni le fond de la volonté impériale, ou bien, dans sa présomption, se croyant plus habile que tous deux, il ne craignait pas de braver leurs avis et même leurs ordres.

Enfin, le duc de Bassano a rejoint Napoléon à Wilna, et les lettres de M. de Pradt sont mises sous les yeux de l'Empereur. Par ces lettres étranges on comprend tout à la fois que la diète a été ouverte le 26 juin, qu'elle s'est constituée en confédération le 28, et que, par décision souveraine de M. de Pradt, elle s'est séparée le 29. L'indignation de l'Empereur fut égale à sa surprise. Il ne concevait pas qu'un homme, qu'il avait cru intelligent et capable d'affaires, n'eût pas aperçu les fâcheuses conséquences du parti qu'il allait prendre; ou que, les apercevant, il eût eu la hardiesse de n'en pas tenir compte, et d'adopter, de son propre mouvement, en dépit d'instructions toutes contraires, une détermination d'une si haute importance. La première pensée de Napoléon fut de rappeler immédiatement son ambassadeur; mais, après quelques moments de réflexion, reconnaissant que la faute venait bien de lui-même, puisqu'il avait pu faire un tel choix, il se dit qu'il valait mieux en subir, sans bruit, l'inconvénient, que de le signaler par un éclat toujours désagréable et fâcheux. Sa colère cependant avait besoin de se faire passage.

Elle s'épancha sans réserve dans une lettre qu'il fit écrire par M. de Bassano à M. de Pradt, sous la date du 6 juillet : malgré sa longueur, nous devons la citer dans toute son étendue.

« MONSIEUR L'AMBASSADEUR ,

« J'ai reçu vos lettres n<sup>os</sup> 17 et 18; elles sont en ce moment sous les yeux de S. M. J'y répondrai en détail aussitôt qu'elles seront rentrées dans nos mains; mais je ne puis pas différer de vous faire, au sujet de la communication que vous me donnez du projet d'adresse de la députation, une observation que S. M. m'a prescrit de généraliser.

« Les votes de la confédération manqueront nécessairement leur effet, si l'on s'aperçoit qu'ils n'émanent pas immédiatement de ses sentiments polonais. Cet inconvénient se fait sentir déjà d'une manière très-forte dans le rapport à la confédération, que vous avez rédigé pour le ministre des finances. Il n'est pas moins frappant dans le projet d'adresse que vous proposez de substituer à celui de M. Stanislas Potocki, qui n'est assurément pas bon, mais qui peut être mauvais impunément, puisqu'il n'est pas de vous. Le conseil, dites-vous, l'a adopté; permettez-moi de vous demander s'il pouvait ne pas

l'adopter, et dans quelle position cette concurrence nous aurait mis, s'il l'avait refusé? Je sais bien que vous ne mettez à cela aucun amour-propre<sup>1</sup>, et que vous êtes loin de vouloir qu'on sache que vous êtes l'auteur du rapport du ministre des finances et de l'adresse de la députation; mais quand le secret pourrait être gardé par le conseil des ministres, et par les hommes du pays, dont vous blessez l'amour-propre, il serait facilement découvert par les lecteurs même les moins attentifs. J'ai lu une lettre de Varsovie, écrite par un Polonais qui n'est point dans les affaires, et où sont ces mots : « On a imprimé en français l'acte de la confédération; il est plus intelligible dans cette langue que dans la nôtre, et cela doit être, car bien certainement l'imprimé français est l'original. » Du moment où l'on sait qu'un discours, un rapport, une proclamation publiée dans les affaires de Pologne, émane de l'ambassadeur de France, son effet politique est nécessairement manqué.

« Si les Polonais ne s'y trompent point, c'est un mal très-réel; car c'est aux sentiments de leurs compatriotes, et non à ceux d'un ambassadeur étranger, qu'ils veulent adhérer; le public des autres pays s'y trompera encore moins, et alors

<sup>1</sup> C'est douloureux.

on compterait en vain sur l'impression que devrait faire en Europe un si grand événement. Elle ne peut être produite que par l'explosion d'une opinion vraiment polonaise. S. M., qui m'a ordonné de vous faire connaître sa pensée, croit qu'une adresse faite par un vieux Polonais, écrite en mauvais style, mais en style évidemment polonais, aurait été meilleure. Elle me prescrit de vous dire qu'elle ne veut pas que vous vous occupiez de rédaction de proclamations, d'adresses, sous quelque prétexte que ce soit, et qu'elle vous a envoyé à Varsovie, non pour faire des ouvrages de littérature, mais pour faire de la politique. Vous devez sans doute voir tout ce qu'on fait, prévenir les écarts et les inconvénients dans les discours, dans les actes publics, mais ne rien écrire vous-même. Vous devez veiller à ce que les Polonais n'abusent pas, dans cette grande circonstance, d'une liberté sans laquelle ils ne feront rien qui ait le caractère national, et il vaudrait mieux qu'ils ne fissent rien du tout. Vous devez régler et soutenir leur enthousiasme; vous devez lui conserver le caractère qui lui est propre, pour qu'il soit communicatif; vous devez enfin entretenir la fièvre, l'exciter, en empêchant seulement qu'elle n'arrive jusqu'au transport.

« Vos instructions, et plusieurs de nos lettres,



vous ont dit et répété qu'il fallait multiplier les moyens de frapper l'opinion; qu'il fallait que les rapports, les discours, les motions, fussent nombreux et répétés chaque jour; et cependant il n'y a eu que deux séances, il n'y a eu que quelques discours, et il paraît que vous avez le projet de les faire paraître tous ensemble; de sorte qu'ils ne produiront pas plus d'effet que s'il n'y en avait eu qu'un seul. Vous deviez aussi, Monsieur l'Ambassadeur, faire multiplier les adresses, les adhésions individuelles, afin que, chaque jour, l'opinion fût frappée d'un nouvel acte, d'un nouveau discours, d'une nouvelle adresse, toujours dirigés vers le même but, présentant les mêmes sentiments, mais sous des formes et dans un style constamment variés. Il paraît que jusqu'à présent vous avez borné ce grand mouvement à une représentation théâtrale en deux scènes ou en deux actes. Je comprends que si vous avez voulu tout faire et tout revoir, cela n'a pas pu être autrement, et que l'ouvrage d'un seul homme ne peut pas se multiplier comme celui de toute une nation. Vous comprenez aussi, Monsieur l'Ambassadeur, que l'ouvrage d'un seul homme a toujours le cachet d'un seul esprit, et ne peut donner qu'un sceau individuel à ce qui devait porter un sceau national. Vous remarquez aussi que les inconvenances,

qui auraient peu de conséquences si elles venaient d'individus nationaux, qui peuvent être abusés par un intérêt qui leur est propre, ont un tout autre effet si elles appartiennent à un homme revêtu d'un caractère public français : ainsi, par exemple, un Polonais aurait sans doute un tort de dire que la France veut rétablir la Pologne; qu'en sait-il? mais il désire que la France le veuille; il peut se persuader qu'elle le veut en effet, et cela ne tire point à conséquence. Au contraire, lorsque dans un discours, dont toutes les formes sont françaises, on parle de la France, on dit que la France veut rétablir la Pologne, on doit croire que la France en a pris l'engagement; et l'Empereur se trouve peut-être engagé, compromis plus et plus tôt qu'il ne voudrait l'être. Évitez-vous donc désormais un travail qui n'est pas le vôtre. Laissez faire les Polonais; veillez à ce qu'ils fassent convenablement; mais ne faites pas vous-même. Dirigez-les vers le but que vous connaissez parfaitement, et dont S. M. croit que vous ne vous écarterez que par excès de zèle.

« S. M., en me prescrivant de vous écrire cette dépêche, m'a aussi chargé de vous dire, au sujet de votre correspondance avec Paris, que vous ne devez correspondre avec qui que ce soit; vous comprendrez sans doute mieux que moi à quoi cette invitation se rapporte.

« Depuis que S. M. est ici, elle a entretenu beaucoup de personnes qui connaissent parfaitement les intentions qu'avait l'empereur Alexandre. Il en résulte que ce souverain n'a jamais pensé à rétablir le royaume de Pologne, et que les bruits qu'on a fait courir à ce sujet, depuis dix-huit mois, ne méritaient aucune attention. L'empereur Alexandre n'a jamais tenu le langage qu'on lui prêtait; et ces suppositions étant venues de la maison Czartoriski, il est difficile de ne pas y voir une intrigue qui mérite d'être surveillée.

« Je vous avais prié, Monsieur l'Ambassadeur, de m'envoyer un grand nombre d'exemplaires de tout ce qui serait imprimé. Je n'en ai reçu que du rapport et de l'acte de confédération, et rien de la séance du 26 juin et des autres pièces du 28. Ce que vous m'envoyez est imprimé en français et ne paraît pas encore en polonais, circonstance qui indique déjà trop clairement que l'original est français, et que le polonais qui viendra ensuite ne sera qu'une traduction. C'était précisément l'inverse qui convenait. D'ailleurs, Monsieur l'Ambassadeur, j'ai à peine besoin de quelques exemplaires en français, afin de garder collection des pièces : le grand nombre doit être en polonais; c'est aux Polonais qu'il est destiné. Faudra-t-il que je fasse faire une traduction en polonais?

Non, sans doute : elle différerait de celle qui sera faite à Varsovie, et la fraude s'apercevrait trop facilement. Envoyez donc toujours et exactement toutes les pièces en polonais, et n'y joignez que dix ou douze exemplaires français.

« Faites-moi connaître, je vous prie, par le premier courrier ce que le grand maréchal, le conseil de la confédération veulent faire, comment ils comprennent leurs attributions, quelle étendue, quelles limites ils prétendent leur donner. Il importe que ces questions soient bien approfondies.

« J'ai l'honneur d'offrir à V. E. les nouvelles assurances de ma haute considération.

« *Signé* DUC DE BASSANO.

« Wilna, le 6 juillet 1812. »

Nous livrons cette lettre au jugement de tout esprit impartial. Assurément elle est sévère, mais elle n'est que juste. De ce moment, l'Empereur a compris que la guerre changeait de nature; qu'au lieu d'être pour les Polonais une guerre nationale dans laquelle il eût été leur auxiliaire, elle n'était plus que la querelle de la France et de la Russie. Combien, en effet, il se trouvait loin de ses premiers calculs ! Quelle différence entre Varsovie, muette, silencieuse, réduite au monologue de M. de Pradt, parlant

du matin au soir, mais dans les séances du conseil ou dans ses salons, et Varsovie éloquente, passionnée, Varsovie changée tout entière en une vaste tribune, dont les patriotiques accents eussent retenti dans les coins les plus reculés du territoire polonais ! Quelle distance d'un conseil de confédération, caché dans l'ombre, dépendant d'un ministère, à une diète confédérée, qui eût dominé, entraîné le ministère avec elle ; qui eût fait entendre à la population une langue faite pour elle ; commandé, obtenu des efforts persévérants et de nobles sacrifices ; envoyé partout des agents d'insurrection, des prédicateurs d'indépendance ; jeté des *guérillas* sur les points mal gardés par l'ennemi ; qui enfin, par l'héroïsme du dévouement, eût intéressé tous les peuples au sort de la Pologne, en la montrant digne de la régénération à laquelle elle osait aspirer ! Qui sait même si de salutaires avertissements, partis du sein de la diète confédérée, n'auraient pas préservé Napoléon d'une sécurité imprudente, et ne l'eussent pas empêché de s'arrêter si longtemps sur les cendres volcaniques de Moscow ? Une telle diète eût ressemblé à un club <sup>1</sup>, et cette idée

<sup>1</sup> « Que trouvais-je dans mes instructions ? dit M. de Pradt, p. 70 ; un cours complet de clubisme. Il n'était question que de moyens révolutionnaires, etc. »

faisait trembler M. de Pradt. Il est vrai, elle eût été un club comme le congrès des Pays-Bas, dans la guerre des Belges et des Hollandais contre Philippe II; comme le congrès américain contre l'Angleterre, comme le congrès de Cadix contre la France, comme, plus récemment, le congrès Hellénique contre les Turcs.

La réprimande qu'a reçue M. de Pradt lui a-t-elle enfin ouvert les yeux sur le véritable but de sa mission? Nullement. « J'ai cru, répond-il au « duc de Bassano, *qu'on ne saurait trop ennoblir « la Pologne* <sup>1</sup>. » L'incorrigible personnage ne peut pas se persuader que ce n'est point par des périodes plus ou moins bien cadencées, mais par des actes, qu'une nation doit ennoblir sa cause.

En échange d'une diète confédérée, du ressort puissant qu'il a brisé, au lieu de le faire mouvoir, il reste à Varsovie un conseil de ministres, dont M. de Pradt a plus d'une fois accusé la faiblesse; il reste un conseil de confédération qu'il a fait descendre <sup>2</sup> au-dessous du ministère, ou plutôt

<sup>1</sup> Lettre de M. de Pradt du 13 juillet.

<sup>2</sup> Après avoir anéanti la diète, M. de Pradt se vante aussi d'avoir annulé le conseil de la confédération; mais il convient que ce ne fut pas sans peine. « A peine, dit-il, le conseil fut-il « créé, qu'il voulut voler de ses propres ailes. » *Hist. de l'Ambassade*, p. 181 et suiv.

il ne reste que M. de Pradt, sur qui Napoléon ne compte plus, mais dans lequel le duché de Varsovie continue à voir et à respecter son ambassadeur. « Je siégeais <sup>1</sup>, raconte-t-il avec com-  
« plaisance, dans le conseil, mais je n'y avais  
« pas voix. Cependant, dès le premier jour, ces  
« Messieurs me soumirent toutes les affaires avec  
« la plus entière confiance, et, dans toutes les oc-  
« casions, ils voulaient bien provoquer, écouter  
« et presque toujours suivre mon opinion, avec  
« une déférence qui ne s'est pas ralentie un seul  
« jour. » L'aveuglement peut-il être poussé plus  
loin ? Émerveillé de la déférence des ministres  
comme d'un hommage rendu à son génie, M. de  
Pradt ne s'aperçoit pas qu'il ne fait plus que leur  
volonté en croyant faire la sienne. Il est devenu  
un rempart derrière lequel les ministres placent  
leur responsabilité. Aux demandes de Napoléon,  
à celles de son ministre des relations extérieures,  
l'ambassadeur ne fait plus qu'opposer les procès-  
verbaux des délibérations du conseil, dont la  
conclusion est toujours que le duché a fait tout  
ce qu'il pouvait faire, et qu'on a tort de lui rien  
demander de plus.

Après la vanité, non d'un pouvoir réel, mais  
de l'apparence du pouvoir, et après l'amour-

<sup>1</sup> *Histoire de l'Ambassade*, page 84.

propre d'auteur, une troisième maladie tourmente encore M. de Pradt, c'est la maladie de la peur. Dès le milieu du mois de juillet, l'apparition de quelques Russes sur la frontière du duché le jette en d'incroyables angoisses. Il ne se souvient plus du tout de qui auparavant il se disait l'aumônier. Selon lui <sup>1</sup>, Tormasow menace le duché avec quarante mille hommes, et Kamenski avec vingt mille; mais il n'est pas homme à se laisser surprendre. Déjà il songe à la retraite pour lui-même, pour le conseil des ministres et pour la confédération. Déjà une proclamation est rédigée pour justifier cette retraite. Deux jours se passent, et les soixante mille hommes devant lesquels on s'apprêtait à fuir se réduisent à quelques centaines de Cosaques qui n'ont fait que se montrer, pour s'éloigner aussitôt. C'est M. de Pradt lui-même <sup>2</sup> qui, bien qu'avec un peu de honte, est obligé d'en faire l'aveu. A la réception de ses lettres du 18 et du 19, le duc de Bassano, sans croire à un danger réel, s'était hâté d'engager l'ambassadeur <sup>3</sup> à profiter de ce moment d'inquiétude pour porter les habitants à un mouvement généreux, à des levées

<sup>1</sup> Lettres de M. de Pradt du 18 et du 19 juillet.

<sup>2</sup> Lettre de M. de Pradt du 20 juillet.

<sup>3</sup> Lettre du duc de Bassano en date du 26 juillet.



de troupes et à des incursions en Volhynie. La peur effectivement avait donné quelque énergie à M. de Pradt et au ministère. Le 19, le ministère avait ordonné une levée en masse; mais, le 20, on était tranquilisé; l'énergie, enfantée par la peur, était disparue avec elle. Le 22 juillet, M. de Pradt, qui était bien loin d'avoir les mêmes idées que le duc de Bassano, lui répondait d'avance par l'envoi d'une délibération du conseil des ministres, conçue dans un esprit tout opposé. Cette délibération portait que, « comme le danger d'une invasion paraissait diminuer, les levées en masse étaient suspendues<sup>1</sup>; que la marche des gardes nationales sur la Vistule le serait également. » Ainsi les exhortations du duc de Bassano arriveront trop tard. Du moment que M. de Pradt est assuré pour Varsovie, et surtout pour son ambassade, le duché doit rester tranquille. Loin de provoquer des armements comme c'était son devoir, il ne sait pas même mettre à profit ceux dont la spontanéité a été due à une fausse alarme.

Dans le trouble que lui avait causé le premier bruit de l'approche de quelques troupes russes, M. de Pradt, au lieu de s'entendre avec le général du Taillis, gouverneur à Varsovie, qui ne

<sup>1</sup> Procès-verbal joint à la lettre de M. de Pradt du 22 juillet.

partageait nullement ses inquiétudes, avait pris sur lui d'écrire directement au prince Schwarzenberg, commandant en chef du corps d'armée autrichien, pour l'engager à couvrir sa résidence. Une telle démarche ne pouvait pas convenir à l'Empereur; le duc de Bassano, par son ordre, invita M. de Pradt à ne point se permettre *de correspondre avec les généraux sur les opérations militaires*. On l'avertissait qu'il eût dû naturellement s'adresser au général du Taillis<sup>1</sup>, lequel était autorisé à de semblables communications.

Nous n'ajouterons plus rien sur ce qui concerne M. de Pradt. Peut-être déjà trouvera-t-on que nous avons donné trop d'étendue au détail de sa conduite; mais cependant on ne doit pas oublier l'importance de la destination qu'il avait reçue, l'espoir que Napoléon avait fondé sur son concours, et le vif désappointement qu'avait dû éprouver l'Empereur en reconnaissant à quel point sa confiance avait été mal placée. D'ailleurs, d'audacieux mensonges, couverts du manteau usurpé d'un titre historique, imposent à la légende, à la véridique histoire, la nécessité d'un

<sup>1</sup> Ce brave général, couvert de blessures, privé d'un bras par les boulets ennemis, n'a pas échappé non plus aux traits empoisonnés de l'*Histoire de l'Ambassade*.

éclatant démenti. Lorsqu'un pamphlet, dicté par l'inspiration frénétique d'une mauvaise conscience, multiplié, accrédité par la haine, par l'envie, comme par tous les intérêts ennemis de Napoléon, a obtenu cette vogue immense, presque toujours assurée à la diffamation et à la calomnie, et a pu jeter dans beaucoup d'esprits les impressions les plus fausses, les préventions les moins fondées et les plus absurdes, il nous a paru que nous pouvions, que nous devions même consacrer à sa réfutation un chapitre de cet ouvrage. Notre réfutation ne saurait être suspecte; nous l'avons puisée dans la correspondance officielle de M. de Pradt, et même dans un espace de sa correspondance, borné seulement à cinq ou six semaines. A vrai dire, c'est M. de Pradt que nous avons chargé de réfuter M. de Pradt. Par les citations que nous avons faites, l'homme est connu; dès lors le libelle est expliqué.

La digression à laquelle nous venons de nous livrer nous a un peu éloignés de Wilna, d'où l'empereur Napoléon a fait adresser une si vive mercuriale à son ambassadeur. Arrêté en cette ville, afin de donner à ses divers corps d'armée le temps de se porter sur les points indiqués à chacun d'eux, l'Empereur avait, dans cet intervalle, organisé en Lithuanie un gouverne-

ment<sup>1</sup> provisoire pour diriger l'administration des provinces polonaises conquises sur la Russie, et pour seconder les mesures que pourraient réclamer les intérêts de l'armée française. Là vint le joindre la députation de la diète de Varsovie, chargée de lui présenter l'acte de la confédération, et de réclamer sa protection pour le rétablissement de la Pologne.

Nous avons vu, par les lettres de M. de Pradt, que cet ambassadeur, mécontent du discours préparé par le comte Stanislas Potocki, en avait rédigé un autre que, selon lui, la députation avait accepté avec empressement; mais, d'après le récit de l'Histoire de son ambassade, il paraîtrait que ce nouveau produit de son imagination n'ayant pas plu à l'Empereur, celui-ci l'aurait fait remplacer « par un discours de fa-  
« brique dure et grossière; » ce sont les termes par lesquels le qualifie l'ex-ambassadeur. Quel que soit l'auteur de la rédaction qui fut défini-

<sup>1</sup> Ordre du jour du 18 juillet. Sont nommés membres de la commission provisoire de gouvernement de la Lithuanie : MM. Soltan, ci-devant maréchal de Lithuanie; Charles Prozor; Joseph Sierakowski; le prince Alexandre Sapieha; le comte François Jelski. M. Korsakowski est nommé secrétaire général de cette commission. Un décret du même jour nommait le baron Bignon commissaire du gouvernement provisoire de la Lithuanie.

tivement adoptée, vu l'importance que depuis on a sciemment, ou par malveillance, affecté d'attacher aux paroles prononcées par Napoléon en cette conjoncture, nous croyons devoir, malgré leur étendue, rapporter textuellement et le discours et la réponse.

« SIRE,

« La diète du duché de Varsovie, réunie à l'entrée des puissantes armées de Votre Majesté, ayant eu pour but de pourvoir aux moyens que les localités lui offraient pour qu'elles ne manquaient de rien, a senti, dès le premier pas, qu'elle avait des droits à réclamer et des devoirs d'un ordre plus élevé à remplir. D'une voix unanime, elle s'est constituée en confédération générale de Pologne : elle a déclaré la Pologne rétablie dans ses droits, et tous les actes arbitraires et usurpateurs qui avaient anéanti son existence, comme nuls et de nulle valeur.

« Sire, Votre Majesté travaille pour la postérité et pour l'histoire; et l'histoire et la postérité, comme l'Europe tout entière, ne peuvent méconnaître nos droits, pas plus que nous ne méconnaissions nos devoirs. Nation libre et indépendante depuis les âges les plus reculés, nous n'avons perdu notre territoire et notre indé-

pendance, ni par un traité, ni par conquête, mais par la trahison et la perfidie. La trahison ne peut jamais constituer un droit. Nous avons vu notre dernier roi, traîné à Pétersbourg, y périr dans l'opprobre, et notre nation déchirée en lambeaux, et partagée entre les princes auxquels elle n'avait pas fait la guerre, et qui ne l'ont pas conquise.

« Nos droits sont donc évidents aux yeux des hommes et aux yeux de Dieu même. Nous avons le droit de nous déclarer Polonais, de relever le trône des Jagellons et des Sobieski, de ressaisir notre existence, de rassembler nos membres épars, de nous armer pour la patrie, et de montrer, en combattant pour elle, que nous sommes encore dignes de nos aïeux.

« Ce qui constitue notre droit constitue aussi notre devoir.

« Grâce à Votre Majesté, quatre millions de Polonais sont libres et gouvernés par des lois polonaises; mais le bonheur dont ils jouissent n'a point étouffé, dans les circonstances actuelles, le sentiment des devoirs qu'impose la patrie, qui sont gravés dans tous les cœurs et commandés par le ciel même.

« Nos frères, formant la plus forte population de la Pologne, sont encore courbés sous l'oppression des Russes. Nous osons réclamer leurs

droits, et présenter un centre de réunion à toute la famille polonaise.

« Votre Majesté pourrait-elle nous désavouer, et nous blâmer d'avoir fait ce que notre devoir de Polonais exigeait, et d'avoir repris nos droits ? Oui, Sire, la patrie polonaise est proclamée dès aujourd'hui. Elle existe en droit : existera-t-elle de fait ? et Dieu n'aurait-il pas assez puni la Pologne de ses divisions ? voudrait-il perpétuer nos malheurs ? et les Polonais qui ont nourri l'amour de la patrie devraient-ils descendre dans le tombeau, tristes et sans espérance ? Non. Vous avez été suscité par la Providence, Sire ; sa force réside dans les mains de V.M. ; et l'existence de notre duché est due à la puissance de vos armes.

« La confédération nous a députés devant vous pour soumettre son acte de confédération à votre suprême sanction, et pour vous demander votre puissante protection pour le royaume de Pologne. Sire, dites : *Le royaume de Pologne existe*, et ce décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité.

« Nous sommes seize millions de Polonais ; il n'en est pas un dont le sang, le bras, les biens, ne soient pas dévoués à Votre Majesté. Tous les sacrifices seront légers pour nous, lorsqu'il s'agira d'achever la restauration de notre patrie. Depuis la Dwina jusqu'au Dniester, depuis le Bo-

rysthène jusqu'à l'Oder, un seul mot de V. M. va lui dévouer tous les bras, tous les efforts, tous les cœurs. Cette guerre imprudente que, malgré les souvenirs d'Austerlitz, de Pulstusk, d'Eylau, de Friedland, malgré les serments de Tilsitt et d'Erfurt, la Russie a osé déclarer, nous n'en doutons pas, Sire, est un décret de la Providence, qui, touchée des malheurs de notre nation, a résolu d'y mettre un terme.

« Cette seconde guerre de Pologne est à peine commencée, et déjà nous portons nos hommages à Votre Majesté dans la capitale des Jagellons, et déjà les aigles de Votre Majesté sont sur la Dwina, et les armées de la Russie, séparées, divisées, coupées, errent, cherchent en vain à se réunir et à se former.

« L'intérêt de l'empire de Votre Majesté veut le rétablissement de la Pologne; peut-être l'honneur de la France y est-il également intéressé. Si le démembrement de la Pologne fut le signe de la décadence de la monarchie française, que son rétablissement prouve la prospérité où Votre Majesté a élevé la France. La Pologne opprimée a tourné les yeux durant presque trois siècles vers la France, cette nation grande et généreuse; mais ses destinées ont réservé ce dénouement au chef de la quatrième dynastie, à Napoléon le Grand, devant qui la politique de trois siècles a été l'ob-



jet d'un moment, et l'espace du midi au nord ne fut qu'un point.

« Nous présentons à Votre Majesté l'acte de confédération qui proclame la renaissance et l'existence de la Pologne. Nous renouvelons devant elle, au nom de tous nos frères, l'engagement solennel de poursuivre jusqu'à la fin, et par le concours de toutes les volontés, de tous les moyens, et s'il le faut de tout le sang qui coule dans nos veines, l'entreprise que nous n'aurons pas formée en vain, si Votre Majesté daigne la protéger. »

On remarquera dans ce discours de *fabrique dure et grossière*, selon M. de Pradt, que la députation, tout en protestant contre les partages de la Pologne, faits sans déclaration de guerre, entre des princes qui ne l'avaient pas conquise, dirige exclusivement ses accusations contre la Russie. Il ne peut pas en être autrement, lorsque c'est la Russie seule que l'on va combattre, et que les armées de la Prusse et de l'Autriche marchent dans cette guerre comme alliées de la France.

Voici la réponse de l'Empereur :

« Messieurs les Députés de la confédération de Pologne,

« J'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire.

« Polonais, je penserais et j'agis comme vous; j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie : l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

« Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir. Si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait couler le sang de mes sujets.

« J'aime votre nation; depuis seize ans, j'ai vu vos soldats à mes côtés, sur les champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne.

« J'applaudis à tout ce que vous avez fait, j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai.

« Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits; mais, dans des contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

« Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne. Je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États, et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible possession de ce qui lui reste de provinces polonaises. Que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotzk, Mohilow, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie, soient animées du même esprit que j'ai vu dans la Grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause; elle récompensera ce dévouement à votre patrie, qui vous a rendus si intéressants, et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances. »

Si l'on en doit croire des écrivains ou mal informés, ou intéressés, comme M. de Pradt, à tromper l'opinion publique, ce serait cette réponse, suivant eux trop peu significative, qui, refroidissant l'ardeur de la nation polonaise, l'aurait empêchée de se porter à des efforts dont un langage plus satisfaisant eût pu la rendre capable. Cette croyance, que diverses causes ont contribué à répandre, est une véritable erreur. Le seul trait dont l'exigence polonaise eût pu n'être pas contente, était la réserve faite par

Napoléon pour les provinces possédées par l'Autriche. Sans contredit, l'événement prouvera que tous les ménagements de Napoléon pour cette puissance seront sans utilité pour lui; mais, au commencement de la guerre, malgré le traité secret qui a préparé avec la cour de Vienne un échange de ces provinces contre l'Illyrie, la prudence commande à Napoléon de ne point blesser gratuitement une cour qui, au fond, est d'accord avec lui, mais dont il n'a pas le droit de révéler prématurément la concession éventuelle. A part cette restriction exigée par la politique, que pouvait faire de plus pour les Polonais l'empereur Napoléon, que de déclarer, comme il le fait, qu'il approuve leur entreprise, « qu'il fera tout « ce qui dépendra de lui pour seconder leurs ré-  
« solutions? Lorsqu'il exprime le vœu que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotzk, Mohilow, la Wollhynie, la Podolie, l'Ukraine, manifestent le bon esprit dont il a vu la Grande Pologne animée, avec l'espoir qu'alors la Providence couronnera la sainteté de leur cause, n'est-ce pas là donner à l'esprit national de la Pologne un raisonnable et légitime encouragement? N'est-ce pas déjà offrir aux Polonais une assez belle perspective, quand même il ne serait pas vraisemblable qu'en cas de succès les provinces de la domination autrichienne subiraient

infailliblement la commune destinée ? Si l'Empereur eût fait des promesses plus étendues, plus positives, les mêmes hommes qui blâment sa retenue l'eussent taxé d'une confiance présomptueuse, d'une téméraire indiscretion; et leurs reproches, mal fondés maintenant, eussent, dans cette hypothèse, été justes et mérités. « La « réponse de l'Empereur, dit M. de Pradt, évasive et entortillée, gâta tout<sup>1</sup>. » Nous cherchons vainement ce que cette réponse présente d'entortillé et d'évasif. Napoléon dit à la Pologne qu'il la secondera, mais que son affranchissement dépend surtout d'elle-même. L'Empereur a raison. Si la Pologne ne lui prêtait pas un convenable appui, il ne pourrait pas, il ne devrait peut-être pas, en le supposant victorieux, vouloir faire tourner tous les sacrifices de la France au profit d'une nation qui ne s'en serait pas montrée digne; et d'ailleurs, à l'ouverture de la campagne, n'était-il pas d'une bonne politique de présenter aux Polonais leur émancipation comme devant être l'œuvre et le prix de leur dévouement ?

Au reste, M. de Pradt, moins que personne, avait dû s'étonner de la réponse de l'Empereur, car il savait d'avance comment elle devait être

<sup>1</sup> *Histoire de l'Ambassade*, page 131.

conçue; ses instructions<sup>1</sup> en renfermaient l'expression formelle. Certes, si, dès les premiers jours de juin, telle avait été la pensée de l'Empereur; ce n'était pas la marche que, par l'inspiration de M. de Pradt, on venait de suivre à Varsovie, qui eût pu la modifier, et le porter à prendre des engagements plus étendus et plus explicites; elle eût, au contraire, refoulé en lui cette disposition, dans le cas où il l'aurait eue auparavant. En réalité, s'il eût existé à Varsovie une diète confédérée<sup>2</sup>, une confédération active et permanente, ainsi que l'avait entendu l'Empereur, sa réponse eût été reçue par cette assemblée avec les acclamations de la reconnaissance; elle eût échauffé les esprits, enflammé les courages, et le patriotisme polonais eût noblement répondu à son appel. Mais la diète n'existe plus, Varsovie n'a plus de tribune; le grand or-

<sup>1</sup> Voici le passage de ses instructions : « Lorsque la confédération sera formée, elle enverra une députation à S. M., pour lui présenter l'acte de confédération et lui demander sa protection. S. M. répondra aux députés en louant les sentiments qui animent les Polonais; elle leur dira que ce n'est qu'à leur zèle, qu'à leurs efforts, à leur patriotisme, qu'ils peuvent devoir la renaissance de la patrie. »

<sup>2</sup> Il y avait autrefois des diètes extraordinaires ou diètes à cheval, qui se nommaient *Comitia paludata*. Les diètes ordinaires se nommaient *Comitia togata*. M. de Pradt n'a pas même voulu de diète de ce dernier ordre.

gane, seul capable de parler à tous les cœurs polonais, ce grand organe a été anéanti. Ce n'est donc point la réponse de Napoléon qui a produit le mal que lui attribue M. de Pradt : tout le mal est dans cette séparation de la diète confédérée<sup>1</sup>, séparation que Napoléon n'a pu prévoir, et qui ne lui a été connue qu'après qu'il lui a été impossible d'y mettre obstacle : même avant le départ de la députation pour Wilna, ce mal était consommé.

Dans la lettre du 6 juillet, écrite par le duc de Bassano à M. de Pradt, il est un passage sur lequel nous croyons devoir, dès aujourd'hui, donner quelques éclaircissements nécessaires à l'intelligence des destinées futures de la Pologne : « Depuis que l'Empereur est arrivé ici, S. M. a  
« entretenu beaucoup de personnes qui connais-  
« saient parfaitement les intentions qu'avait l'em-  
« pereur Alexandre. Il en résulte que ce souve-  
« rain n'a jamais pensé à rétablir le royaume de

<sup>1</sup> « La diète, dit M. de Pradt, se sépara au bout de quelques jours. Son rôle était joué. » Il se garde bien de dire que cette séparation fut ordonnée par lui, sans autorisation, et, au contraire, contre la volonté de l'Empereur, contre la lettre même des instructions qu'il avait reçues, et qui roulaient tout entières sur l'activité que devait avoir la diète confédérée. Cette séparation fut comme un coup de massue qui tua l'insurrection nationale, sur laquelle avait dû compter l'empereur Napoléon.

« Pologne, et que les bruits qu'on a fait courir à  
 « ce sujet depuis dix-huit mois ne méritaient  
 « aucune attention. L'empereur Alexandre n'a  
 « jamais tenu le langage qu'on lui prêtait, et ces  
 « suppositions étant venues de la maison Czar-  
 « toriski, il est difficile de ne pas y voir une in-  
 « trigue, qui mérite d'être surveillée. » L'empe-  
 reur Napoléon était mal informé. Sans contredit,  
 nous ne prétendons nullement garantir que l'in-  
 tention de rétablir le royaume de Pologne ait  
 sérieusement existé chez l'empereur Alexandre;  
 mais une foule de circonstances constatent que  
 ce prince a tout fait pour autoriser et appuyer  
 cette opinion. Les Mémoires du comte Michel  
 Oginski, Polonais attaché, il est vrai, à la Russie,  
 font voir avec quel soin, dans le cours de 1811,  
 l'empereur Alexandre fortifiait en lui cette con-  
 fiance, dans le dessein que celui-ci la fit parta-  
 ger à ses compatriotes. En lui demandant des  
 projets, des plans d'organisation, et même des  
 désignations de personnes pour une éventualité  
 plus ou moins prochaine, il est possible qu'A-  
 lexandre n'eût d'autre but que de nourrir chez  
 les Polonais une illusion qui pouvait lui être  
 utile; mais la question en elle-même n'était pas  
 non plus indigne d'examen comme calcul poli-  
 tique. Le comte Oginski la lui présentait natu-  
 rellement sous ce point de vue, lorsque, dans



ses rapports, il l'assurait que, par la proclamation d'un royaume de Pologne au moment de la rupture avec Napoléon, la Russie enlèverait aux Français toute assisfance dans les provinces lithuaniennes, et paralyserait l'enthousiasme même dans le duché de Varsovie. Le bruit des dispositions favorables de l'empereur Alexandre était déjà fort accrédité, lorsqu'au commencement de cette même année 1811 j'arrivai à Varsovie; et la présence dans le duché d'un conseiller d'ambassade russe, M. d'Anstedt, avait surtout contribué à lui donner beaucoup de consistance. Pendant tout le temps de mon séjour, la même rumeur ne cessa pas d'y être entretenue par les lettres que l'on recevait soit du comte Oginski, soit du prince Lubecki, soit de quelques autres Lithuaniens, qui, trompés ou trompeurs, plaçaient dans le cabinet de Saint-Pétersbourg l'espoir d'un meilleur avenir pour le pays. Dans tous les cas, l'empereur Napoléon se laissait aller à un faux jugement, en rejetant sur la maison Czartoriski l'origine de ces suppositions. La défiance de l'Empereur, en cette conjoncture, tenait à une circonstance particulière, que nous devons faire connaître. Le dévouement de la famille Czartoriski à la restauration de l'indépendance polonaise par le secours de la France, ne pouvait pas être suspect en 1812. Le chef de cette famille

avait accepté avec empressement les fonctions de maréchal de la diète confédérée. Son second fils, le prince Constantin, commandait un des régiments du duché, sous les ordres du prince Poniatowski; mais son fils aîné, le prince Adam, se trouvait dans une position délicate, qui rendait difficile à déterminer quelle était pour lui la ligne exacte du devoir. Nous n'hésitons pas à entrer ici dans quelques détails, car il s'agit de conserver pur et intact l'honneur d'un homme de bien, destiné à de grandes et glorieuses infortunes : l'histoire n'a pas de plus noble tâche à remplir.

Après le dernier démembrement de la Pologne, en 1795, l'impératrice Catherine, qui avait fait confisquer les biens du prince Czartoriski, ayant consenti, sur l'intercession de l'Autriche, à les lui restituer, avait exigé, pour gage de la fidélité de ce prince, que ses deux fils, Adam et Constantin, fussent envoyés à Pétersbourg, et entrassent au service de Russie. Satisfaite d'avoir ces otages entre les mains, Catherine traita les deux jeunes princes avec distinction, et les nomma aides de camp des grands-ducs ses petits fils, Alexandre et Constantin. Une étroite amitié se forma surtout entre le prince Adam et le grand-duc Alexandre. Celui-ci, dont l'âme encore neuve s'abandonnait à de beaux projets pour l'époque où il

monterait sur le trône, recevait avec docilité les impressions que lui donnait son jeune ami sur l'iniquité des partages de la Pologne, sur les cruautés exercées envers ses habitants, et se proposait de travailler un jour activement à réparer cette grande injustice. Devenu empereur, Alexandre ne parut ni oublier ses premiers sentimens, ni démentir son précédent langage ; mais, en continuant de montrer les mêmes intentions, il devait s'en remettre au temps d'amener des circonstances qui en permissent l'accomplissement. En 1805, au moment où l'Autriche et la Russie, excitées et soutenues par les subsides de l'Angleterre, se disposèrent à une nouvelle levée de boucliers contre la France, le prince Adam pensa que le moment favorable était venu. Déjà, par ses soins, des dispositions étaient prises pour préparer le succès de la révolution qui occupait toutes ses pensées. Le prince Joseph Poniatowski, auquel des ouvertures avaient été faites, se chargeait de faire soulever les provinces de la domination prussienne. L'empereur Alexandre, avant d'entrer en campagne, ayant pris sa route par Pulavy, la princesse Czartoriska supplia ce prince de profiter de la grande secousse qui allait être donnée à l'Europe, pour rendre, sous ses auspices et sous son gouvernement, l'existence à un peuple qui, rassemblé par lui

en un seul corps, deviendrait l'un des plus puissants appuis de son empire. Ces instances furent froidement accueillies, et plusieurs raisons y contribuèrent. D'abord le vieil esprit russe dominait parmi les principaux personnages qui formaient la suite d'Alexandre, et l'esprit russe a toujours été essentiellement hostile à l'esprit polonais. De plus, par un changement de circonstances tout à fait imprévu, la politique de cabinet ne permettait pas à l'empereur Alexandre d'entrer alors dans une pareille voie. Un revirement qui venait de survenir dans les dispositions du gouvernement prussien, commandait une autre conduite. Il n'était ni dans son intérêt ni en sa puissance de favoriser des insurrections contre ce gouvernement dans une circonstance où, grâce à des communications déjà très-avancées, il avait l'espoir de faire entrer cette puissance elle-même dans la coalition contre la France. En effet, de Pulavy, il se rendit à Berlin, où un parti influent l'attendait pour vaincre les hésitations du roi. On connaît les scènes de Potsdam, les serments des deux monarques sur le cercueil de Frédéric II, et tous les engagements pris de part et d'autre, mais que rompit, quelques semaines après, le coup de tonnerre d'Austerlitz. A dater de cette époque, l'exécution du projet patriotique auquel s'était jusqu'alors livré le

prince Adam lui parut, pour un certain temps, ajourné, sinon impossible. Il fut même conduit par degrés à croire, comme ses compatriotes, que probablement dans l'avenir le sort de la Pologne pourrait dépendre de la France bien plus que de la Russie. Il songea donc à quitter la position politique où il se trouvait auprès de l'empereur Alexandre. Ministre des affaires étrangères depuis 1804, il donna sa démission en 1806 ; mais l'empereur Alexandre ne consentant pas à ce qu'il se retirât entièrement de son service, le prince Adam conserva une fonction à laquelle il mettait justement une grande importance, celle de curateur de l'université de Wilna et des autres écoles dans les huit gouvernements polonais dépendant de la Russie. Si la création du duché de Varsovie, survenue l'année suivante, acheva de tourner vers la France les espérances de la plus grande partie des Polonais, l'amitié des deux empereurs, formée à Tilsitt, resserrée à Erfurt, fit penser d'abord que ces espérances ne pouvaient pas avoir un effet bien prochain. Toutefois le prince Adam fut bientôt dans le cas de remarquer que la bienveillance d'Alexandre pour ses compatriotes s'accroissait d'autant plus qu'il redoutait davantage l'ascendant du pouvoir de Napoléon. Il devenait évident que le monarque russe, dans la prévoyance d'une lutte

possible avec la France, mettait plus de prix à s'assurer l'affection des provinces de Pologne qui lui étaient soumises; et, dans ce but, il laissait au curateur des écoles une plus grande latitude dans leur direction. Quel était, en une telle situation des choses, le devoir du prince Czar-toriski ? C'était de profiter de la condescendance d'Alexandre pour donner à l'instruction des Polonais un caractère national. Dans toutes les hypothèses, en supposant le rétablissement de la Pologne soit par la Russie, soit par la France, il aurait toujours bien mérité de la patrie. Ce devoir, le prince Adam le remplit pendant plusieurs années, que d'ailleurs il passait presque tout entières loin de Pétersbourg et au sein de sa famille. Un homme d'odieuse mémoire, M. de Nowolsissov, a depuis, sans le vouloir, fait, du prince Adam, un brillant éloge, en disant que, par la direction donnée à l'instruction publique, « il avait retardé de plus d'un siècle l'amalgame « de la Pologne avec la Russie. » Lorsqu'en 1811 des indices sensibles firent prévoir une rupture prochaine entre la Russie et la France, le prince Adam sollicita plusieurs fois auprès de l'empereur Alexandre son congé, sans pouvoir l'obtenir. C'est dans cette position que vint le surprendre la guerre de 1812. Au moment où une diète fut convoquée à Varsovie pour travailler au ré-

tablissement de la Pologne, le prince, toujours lié au service de Russie par le refus que faisait l'empereur Alexandre de lui accorder sa démission, crut devoir faire connaître à ses concitoyens les motifs graves <sup>1</sup> qui l'empêchaient, bien à

« Le but de nos vœux, de nos espérances, et des efforts que  
 « chacun, selon ses moyens, a dirigés, de la place que le sort lui  
 « avait assignée, va donc être atteint ! La Pologne va renaitre de  
 « ses cendres ! Au milieu de la joie que ces grandes nouvelles  
 « font éprouver, moi seul je suis condamné à mêler mes regrets  
 « à l'espoir de la prospérité de la patrie. Mes parents pourront  
 « se rendre immédiatement à Varsovie pour assister à l'acte mé-  
 « morable qui doit recommencer l'existence de la Pologne : je  
 « suis condamné à ne pas y paraître, à me refuser à la voix de  
 « l'amitié, à celle de tant de devoirs qui m'y appellent ! »

Ici le prince Adam expose les services que l'amitié de l'empereur Alexandre lui a permis de rendre aux Polonais de la domination russe, et les espérances auxquelles l'avaient longtemps autorisé les sentiments personnels de ce monarque.

« Soit que j'aie tort ou raison dans cette circonstance, continue le prince Czartoriski, les motifs de ma conduite ne peuvent être douteux, et doivent être reconnus pour honorables. J'ai fait mes preuves de désintéressement et d'attachement inviolable à mon pays et à ma nation. Comment mes vœux ne seraient-ils pas pour cette cause sacrée à laquelle mon père, mon frère, toute ma famille, tant d'amis vont concourir, et de laquelle leur bonheur commun et celui de ma patrie dépendent ? Comment n'éprouverais-je pas le tourment le plus douloureux de ne pouvoir, dès à présent, lui dévouer ma vie ?... Si les destinées de ma patrie étaient encore incertaines... Mais qui serait assez privé de bon sens pour ne pas voir que toutes les probabilités promettent la victoire au génie de la victoire ? Tous les malheurs menacent, au contraire, Alexandre. Serait-il

regret pour lui, de prendre une part active à leur noble entreprise. Le prince Adam, en invoquant sa vie antérieure pour expliquer sa conduite présente, déclarait qu'il prenait volontiers l'empereur Napoléon pour juge.

Le jugement de Napoléon ne fut point impartial. Quoiqu'au fond il ne pût méconnaître la sainteté du lien qui attachait le prince Czartoriski à l'empereur Alexandre, il ne lui pardonnait pas d'avoir antérieurement cru à la possibilité du rétablissement de la Pologne par la Russie. Peut-être au moment où fut écrite la lettre du prince Adam, le 10 juin, Napoléon l'eut-il approuvée. N'en ayant eu connaissance qu'après son arrivée à Wilna, où, malgré le brillant début de la campagne, il apercevait déjà des difficultés supérieures à celles qu'il avait prévues, il fut enclin à soupçonner que la neutralité à laquelle se vouait le prince Adam, pouvait avoir pour cause un doute sur l'infailibilité de son triomphe; il vit dans sa conduite un calcul, une arrière-pensée, qui voulait, pour le cas d'une

« noble et justifiable d'ajouter, par une précipitation aussi peu  
« loyale, à tant de désastres imminents, l'amertume que lui cau-  
« serait l'ingratitude inexcusable de celui qui lui devait une re-  
« connaissance toute particulière?... »

Lettre du prince Adam Czartoriski à M. Matuszewicz, ministre des finances, en date du 10 juin 1812.



certaine marche des événements, se ménager une voie de ralliement à l'empereur Alexandre, soit pour son pays, soit seulement pour sa famille. Notre conviction est que tel ne fut point le mobile de la détermination du prince Adam Czar-toriski. A l'ouverture de la guerre, il supposait, comme toute l'Europe, que la fortune de l'empereur Alexandre ne tiendrait pas contre celle de Napoléon; mais après tout si, entrevoyant dans l'issue de la lutte une incertitude que d'autres n'y trouvaient pas, il avait jugé prudent de se réserver lui-même à sa patrie pour cette hypothèse, tout impossible qu'elle parût alors, faudrait-il lui en faire un crime? Nous ne le pensons pas. Sa réserve, fût-elle préméditée dans ce but, nous semblerait digne d'excuse dans sa personne, mais dans sa personne seule; et cette excuse, nous ne l'étendrons pas à des hommes placés dans une situation différente. On verra bientôt que certains ministres du duché de Varsovie, aussitôt que la guerre eût pris un cours inattendu, se hâtèrent de profiter de l'intermédiaire que leur offrait la position mixte du prince Adam, longtemps avant que leur devoir leur permit de songer à une pareille défection. A Dieu ne plaise que nous admettions ici une coupable connivence de la part de M. de Pradt! mais l'intrigue marchait à son insu, encouragée, con-

tre sa volonté sans doute, par ses étranges indiscretions; et l'ambassadeur de Napoléon, nourri d'un encens qui obscurcissait sa vue, ne s'imaginait guère, nous aimons du moins à le croire, que des hommes, dont chaque jour il louait le dévouement à la cause française, étaient déjà en correspondance <sup>1</sup> avec l'empereur Alexandre. Malheureusement nous aurons plus tard à nous occuper encore de M. de Pradt. La fin de sa mission sera digne de son commencement, et, pour l'une comme pour l'autre, nous n'aurons besoin que de nous en rapporter à son propre témoignage.

La méprise de Napoléon dans le choix de son ambassadeur à Varsovie ne fut pas la seule qu'il eût alors à se reprocher. Longtemps habile dans l'application des hommes aux choses, il semble que tout à coup ce talent lui manque au moment où lui serait le plus nécessaire. D'après sa méthode bien entendue de rapprocher de son gouvernement, et même de sa personne, quelques-uns des personnages notables des pays qu'il réunissait à la France, l'Empereur s'était attaché comme aide de camp le lieutenant général hollandais comte de Hogendorp. Trompé sans doute

<sup>1</sup> Nous en donnerons ultérieurement la preuve pour deux de ces ministres.

par l'apparente bonhomie de cet officier, il l'appela en Lithuanie pour y remplir les fonctions de gouverneur général. L'inspiration ne fut point heureuse. Au lieu des procédés bienveillants et des formes conciliatrices que réclamait un tel poste, on ne tarda pas à reconnaître dans ce général la roideur et la violence d'un ancien gouverneur de Batavia. Ses premières querelles furent avec le commandant militaire de la place, le général Jomini. Naturellement Napoléon dut donner raison à l'autorité du gouverneur, et le général Jomini reçut une destination moins importante. Certes, la conduite ultérieure de ce dernier demeurera toujours sans excuse ; mais peut-être est-ce déjà de cette époque que date le mécontentement qui produira plus tard son impardonnable désertion. Moi-même alors, commissaire français près le gouvernement<sup>1</sup> provisoire, malgré tous les ménagements d'une condescendance soutenue, je ne pus échapper aux désagréments d'un funeste conflit<sup>1</sup> avec le général

<sup>1</sup> Comme j'ai précédemment rapporté, avec un juste orgueil, les paroles flatteuses de l'empereur Napoléon sur mon compte, je ne dois pas dissimuler qu'il me blâma en cette dernière circonstance. Pour n'être pas prévenu auprès de l'Empereur par des rapports qui m'eussent fait supposer des torts que je n'avais pas, j'avais rendu compte au prince de Neuchâtel de la situation des choses à Wilna. J'ai depuis appris, par les Mémoires de

Hogendorp, et tous mes efforts eurent beaucoup de peine à maintenir du moins les dehors d'une bonne intelligence entre le gouverneur et les autorités polonaises.

Une imprudence d'une nature bien plus grave, que nous avons signalée à son origine, était, en acceptant l'alliance de l'Autriche, d'avoir consenti que les troupes auxiliaires de cette puissance formassent un corps séparé. De cette malencontreuse stipulation était résultée la nécessité de donner la Wolhynie pour champ de bataille à l'armée autrichienne. Évidemment ce n'était pas sous les auspices d'une telle armée que pouvait se développer l'esprit d'insurrection dans les provinces méridionales de l'ancienne Pologne, tandis que si elles avaient vu apparaître le drapeau national déployé par le prince Poniatowski, la Wolhynie, la Podolie et l'Ukraine, qui nous appelaient de tous leurs vœux, se fussent levées pour recouvrer leur indépendance,

M. Fain, car dans le temps je n'en eus pas connaissance, que l'Empereur avait écrit au major général : « Répondez au baron Bignon que je trouve ridicules tous ces différends avec le gouverneur... » L'Empereur avait raison. Il était ridicule que, dans de telles circonstances, tous ses agents civils et militaires ne concourussent pas, dans le plus parfait accord, au bien de son service; mais ici le mal venait d'un homme qui rendait cette harmonie impossible.

et eussent offert à cette noble cause un puissant renfort, qui eût pu avoir une grande influence sur l'issue générale de la campagne. Suivant mon opinion, il n'est nullement douteux que, dans cette guerre, l'alliance de l'Autriche ne nous ait été plus nuisible<sup>1</sup> qu'utile. Peut-être la présence d'un corps autrichien, d'ailleurs peu actif, devant les Russes, n'a-t-il fait qu'accélérer les communications qui plus tard amenèrent la défection ouverte de la cour de Vienne. Nous ne voulons pas le dissimuler : la prévoyance qui, dans les époques antérieures, mettait tant de soins à préparer le succès des diverses guerres entreprises par Napoléon, avait, sous plus d'un

<sup>1</sup> C'est ce qu'a parfaitement compris M. Aubernon dans l'article que j'ai déjà cité. « Un général français ou polonais, dit-il, dans la position de Schwarzenberg, à la tête de quarante mille hommes, pouvant soutenir sa marche par le soulèvement général du pays, aurait sans relâche poursuivi Torwasow, l'aurait détruit, ou rejeté en sept ou huit jours au delà du Dniester; se serait emparé des dépôts de recrues polonaises et des renforts épars; aurait réuni à la Pologne les trois provinces de Wolhynie, de Podolie et d'Ukraine, étendu l'insurrection jusqu'à Kiew, et menacé d'un autre côté, en prenant position avant le 20 août sur le Dniester, les derrières de l'armée russe du Danube. Cette opération, aussi facile à exécuter que brillante en résultats, aurait favorisé la création spontanée d'une nouvelle armée polonaise, séparé la Russie de l'Autriche et de l'Allemagne, et jeté l'alarme dans le centre de l'empire russe. »

rapport, été en défaut au commencement de la guerre de Russie.

Il est vrai aussi que parfois là où la fortune, après avoir été longtemps favorable, commence à devenir contraire, on regarde comme des traits d'imprévoyance certains incidents que nulle sagesse n'eût pu pressentir ni empêcher. Ainsi, lorsque l'Empereur reçoit dans son armée le roi de Westphalie, doit-il s'attendre à trouver, dans l'orgueil insensé de son frère, son ouvrage, sinon la cause d'un échec, du moins l'obstacle à un immense succès?

Le même mouvement qui avait conduit l'empereur Napoléon à Wilna rompit, dans toute sa longueur, la ligne trop vaste que l'armée russe prétendait défendre, ligne qui s'étendait depuis la mer Baltique jusqu'à la Gallicie. Quoique, suivant les prévisions du cabinet de Pétersbourg, ce fût sur le sol même de la Russie que dussent en définitive se porter les grands coups de la guerre, il n'en était pas moins dans les intentions de ce cabinet de commencer par disputer le terrain avec vigueur, et de ne reculer devant l'armée française qu'en lui faisant chèrement acheter chaque pouce du sol polonais qu'il lui faudrait envahir. Ce plan était déjoué par l'opération décisive de Napoléon, qui, passant le Niémen à Kowno, et arrivé, sans combattre, à Wilna, se

trouvait, de plein saut, établi au centre et sur les derrières de l'armée ennemie. Wittgenstein, qui formait la droite de cette armée; Bagration, qui en formait l'aile gauche, avaient dû rétrograder promptement, pour se réunir ou du moins se lier à Barklay de Tolly, que les progrès rapides de Napoléon obligeaient à chercher un asile dans le camp retranché de Drissa.

Bagration, séparé de Barklay de Tolly par une distance de près de cent lieues, semblait dévolu à une perte certaine, pressé, comme il devait l'être, entre le maréchal Davoust et le roi de Westphalie. Plusieurs fois il se heurte contre le maréchal, qui le repousse, et qui croit voir à chaque instant arriver le roi de Westphalie, pour tomber avec lui sur le corps russe, et lui fermer toute issue. Vaine espérance! Lorsque Jérôme apprend qu'il doit agir sous la direction d'un maréchal, ce roi de la veille, qui n'a jamais commandé une division française, s'indigne de marcher sous les ordres du vainqueur d'Auerstaedt et d'Eckmühl; il se retire de l'armée. « Quelle incartade! » s'écrie l'Empereur. De la part de son frère, ce n'est pour lui qu'une incartade; chez tout autre, c'eût été un impardonnable crime. Ce brusque abandon d'un grand commandement par le roi de Westphalie enlève à l'Empereur le principal fruit de son habile

manœuvre, et le corps du prince Bagration échappe à une défaite qu'un bon accord entre les commandants français eût rendue inévitable. Certes, le grand criminel est ici le roi de Westphalie; mais le tort de ce prince remonte à Napoléon lui-même. En créant des rois sans leur dicter ses conditions, en les appelant dans ses armées sans leur marquer le rang qu'ils y doivent tenir, il s'est rendu lui-même responsable de la folle vanité de ces royautes nouvelles; et c'est à sa faiblesse pour sa famille, faiblesse qui lui a déjà fait tant de mal ailleurs, qu'il doit la première de ses contrariétés dans la guerre de Russie.

Le séjour de l'Empereur à Wilna, cette temporisation de quinze jours, que depuis il s'est reprochée comme une faute militaire, avait été marqué par des événements non moins fâcheux sous le rapport politique. C'est là qu'il avait reçu, par M. de Balachof<sup>1</sup>, la dernière lettre de l'empereur

<sup>1</sup> En portant, comme j'ai dû le faire, mon attention sur tous les ouvrages relatifs à la guerre de Russie, ce n'est pas sans étonnement que j'ai lu dans l'Histoire de la campagne de Russie, publiée par M. le général comte Philippe de Ségur, que le parlementaire russe Balachof n'avait apporté à Napoléon que des paroles de l'empereur Alexandre, et que, de son côté, Napoléon avait renvoyé ce parlementaire *avec des propositions verbales*. Dans le dernier chapitre du volume précédent, j'ai cité et la lettre de l'empereur Alexandre à l'empereur Napoléon, dont M. de



reur Alexandre, et qu'il avait adressé à ce prince sa dernière réponse; là qu'il avait appris la dissolution brusque de la diète confédérée de Varsovie, de cette diète sur laquelle il comptait pour opérer l'insurrection nationale de la Pologne; là qu'il avait eu à recevoir une députation de cette diète, lorsqu'elle-même n'existait déjà plus; là que lui était parvenue la nouvelle du départ inattendu du roi de Westphalie; là qu'il avait signé la nomination du général hollandais Hogendorp comme gouverneur des provinces lithuaniennes.

Ce même mois de juillet, déjà si malheureux, est de plus celui où furent signés plusieurs traités d'alliance entre les ennemis de l'empereur Napoléon :

1° A Oerebro, un traité d'alliance entre l'Angleterre <sup>1</sup> et la Suède;

Balachof était chargé, et la réponse de l'empereur Napoléon à l'empereur Alexandre. Ces deux lettres, que j'ai rapportées dans toute leur étendue, remplissent les pages 497 à 507. Sans doute M. de Ségur avait cru dire la vérité, en avançant qu'il n'y avait eu qu'un échange de paroles entre les deux Empereurs. En reconnaissant depuis qu'il avait été mal informé, il se sera, je n'en doute pas, vivement repenti du langage étrange que, sur des bruits de quartier général, il a prêté au parlementaire russe, et surtout à l'empereur Napoléon.

<sup>1</sup> Le 18 juillet.

2° Dans la même ville, un traité d'alliance entre la Russie<sup>1</sup> et l'Angleterre;

3° A Weliki Luki, un pareil traité d'alliance entre la Russie et les insurgés<sup>2</sup> espagnols.

Dans le même mois, après une assez longue hésitation, le traité de paix signé à Bucharest, entre la Russie et la Porte Ottomane, reçut enfin sa ratification. Ainsi ce mois de juillet fut calamiteux pour la France, non-seulement par les mauvais fruits qu'il portait déjà, mais encore par les semences qui devaient en produire de plus funestes encore dans l'avenir.

<sup>1</sup> Le 6 juillet.

<sup>2</sup> Le 8 juillet.



## CHAPITRE II.

### GUERRE.

Marche de Napoléon sur Witepsk. — Retraite des Russes sur Smolensk. — Système de dévastations pratiqué par les Russes. — Proclamations de l'empereur Alexandre pendant son séjour à Moskou. — Paroles prophétiques d'Alexandre sur l'incendie de cette ville. — Nouvelles fâcheuses reçues à Witepsk par Napoléon. — Mauvaise foi du prince royal de Suède. — Inprévoyance de Napoléon à l'égard de la Turquie. — Ambassade du général Andréossy à Constantinople. — Punition des princes Morousi, vendus aux Russes. — Traités de l'Angleterre avec la Russie et la Suède. — Marche de Napoléon sur Smolensk. — Bataille et prise de Smolensk. — Inaction fatale du général Junot. — Nouvelles fâcheuses reçues à Smolensk par Napoléon. — Marche de Napoléon à la suite de l'armée russe. — Remplacement du général Barklay de Tolly par Koutousof. — Retranchements établis par Koutousof à Borodino. — Prise d'une première redoute par le général Compans. — Position des deux armées. — Différence des moyens employés pour animer les soldats dans l'une et dans l'autre armée. — Nouvelle de la perte de la bataille de Salamanque. — Bataille de la Moskowa. — Koutousof se proclame vainqueur. — Pertes réciproques. — Inégalité des enjeux entre la Russie et la France. — Retraite des Russes à travers Moskou. — Entrée des Français dans cette capitale. — Incendie de Moskou. — Réflexions sur cet incendie — Quel en est le véritable auteur? — L'auteur actuellement avoué est l'empereur Alexandre. — Projet de Napoléon de faire une démonstration sur Pétersbourg. — Tentatives de négociation auprès de l'empereur

Alexandre. — Envoi du général Lauriston auprès de Koutousof. — Défense faite par Alexandre à ses généraux d'entrer en communication avec les Français. — Entrevue d'Alexandre avec le prince royal de Suède à Abo. — Résultat de cette entrevue. — Rapports du prince royal de Suède avec le général Moreau. — Madame de Staël à Stockholm. — Décrets impériaux datés de Moskou. — Lettre de Napoléon sur la liberté de la presse, datée de Moskou le 11 octobre.

---

NAPOLÉON a quitté Wilna le 16 juillet. Arrivé le 17 à Swenziani, il renonce à sa démonstration offensive contre Pétersbourg, et se dirige sur Glonbokoé. Dans le même moment, Barklay de Tolly, abandonnant le camp retranché de Drissa, et laissant de ce côté les fortes garnisons de Riga et de Dunabourg, marche par Polotsk sur Witepsk, où il espère que Bagration pourra plus facilement le rejoindre. Napoléon a pressenti ce mouvement de l'armée russe, et il s'attache à la poursuite de cette armée. Le 25 juillet, à Bechenkowitschi, il entend le canon ennemi pour la première fois. Ce fut un mouvement de joie dans l'état-major général, et parmi toutes les troupes qui se trouvaient sur ce même terrain. Le roi de Naples et le prince Eugène s'avancent rapidement contre les Russes, qui ont pris position auprès d'Ostrowno. Là, et

sur quelques autres points du voisinage, des combats assez vifs font espérer une bataille pour le lendemain. Il paraît qu'effectivement Barklay de Tolly se proposait de l'accepter, lorsque l'arrivée d'un aide de camp de Bagration le fit changer de projet. L'attente de Napoléon se trouva trompée. Le lendemain, à la pointe du jour, l'armée russe battait en retraite sur Smolensk. Le prince Bagration, après avoir été repoussé à Mohilew, faiblement poursuivi par le prince d'Eckmühl, avait passé le Borysthène à Bichof, pour se porter sur cette même place de Smolensk, où les deux armées devaient se réunir. Napoléon, le 28 juillet, entra à Witepsk, où il ne trouva que des maisons vides d'habitants. La méthode de dévastation adoptée par les Russes comme système de guerre, se suivait avec une extrême rigueur. Partout les approvisionnements étaient incendiés<sup>1</sup> ou jetés à l'eau; par-

<sup>1</sup> Le comte Oginski, appelé par l'empereur Alexandre d'abord à Wilna et ensuite à Witepsk, où il arrivait toujours trop tard, raconte naïvement qu'affligé de cette perte des magasins russes, il écrivit à ce monarque pour demander qu'au lieu de les détruire on en fit la distribution aux habitants. Cette démarche semble d'autant plus étrange de la part de ce personnage, que, de son propre aveu, il avait appris, par le transfuge suédois d'Arnefeld, que le système de dévastation mis alors en pratique était la suite d'un plan tracé par un Anglais, et que l'empereur avait paru agréer.

tout ou ne rencontrait que destruction et solitude. L'empereur Alexandre, qui avait quitté son armée à Polotsk, s'était rendu à Moskou pour y exciter l'enthousiasme de la population, et de là il avait gagné Pétersbourg.

Les mouvements rétrogrades et les désordres de la retraite des Russes, que depuis on a présentés comme l'effet naturel et même calculé d'un admirable plan de campagne, n'étaient pas alors jugés ainsi dans cette dernière capitale. La plus vive agitation y régnait et au plus haut degré dans toutes les classes. Les principaux personnages envoyaient en lieu sûr leurs effets les plus précieux. Beaucoup de nobles familles allaient chercher un asile jusqu'en Suède. Cette consternation générale ne se dissipa qu'au moment où l'on acquit la certitude que Moskou était désormais le point vers lequel se dirigeait l'armée française.

L'empereur Alexandre, pendant le peu de jours de sa résidence à Moskou, parle à la population de cette ville un langage fait pour elle. C'est surtout à l'ignorance, à la superstition qu'il s'adresse : « Habitants de Moskou, s'écrie-t-il, l'ennemi, avec une perfidie sans pareille, « a franchi nos frontières. . . . L'armée russe brûle « lait de se jeter sur ses nombreux bataillons, « et de les punir par une destruction entière;

« mais notre tendresse paternelle pour nos fidèles  
« sujets n'a pas dû lui permettre une action si  
« désespérée. Nous ne pouvions souffrir *que nos*  
« *braves fussent sacrifiés sur les autels de ce Mo-*  
« *loch*.... Nous ne devons nous mesurer avec  
« lui qu'en combat égal, homme contre homme ;  
« mais, pour retirer à l'agresseur l'avantage du  
« nombre, de nouvelles levées sont nécessaires.  
« L'indépendance de la Russie et de notre sainte  
« Église sont menacées!!.... »

Une autre proclamation, adressée à la nation russe tout entière, offre encore l'emploi des mêmes moyens : « Grande nation, l'ennemi a formé le projet de détruire notre pays; mais la Russie a pénétré ses vues; elle a invoqué la protection de Dieu. Peuple russe, plus d'une fois tu as brisé les dents des lions et des tigres qui s'élançaient sur toi. Descendants des valeureux Slaves, unissez-vous, la croix dans le cœur, le fer à la main; les moyens doivent être proportionnés au but : le but, c'est la destruction du tyran qui veut anéantir toute la terre!... »

A cet appel du tzar, l'Église grecque s'empressa aussi de mêler ses énergiques excitations. Le métropolitain Platow, en envoyant à l'empereur Alexandre une image de saint Serge, lui dit, en style d'oracle, que vainement « l'effronté  
« Goliath apporte des limites de la France l'ef-

« froi mortel aux confins de la Russie ; la pa-  
« cifique religion, cette fronde du David russe,  
« abattra la tête de son barbare orgueil. »

Ces proclamations, que l'empereur des Français reçoit à Witepsk, lui révéleraient, s'il ne l'avait déjà compris, le terrible caractère de la lutte dans laquelle il se trouve engagé. Il est évident qu'il s'est opéré dans l'empereur Alexandre une transformation, qui ne laisse plus de jour à aucun rapprochement. Quelle différence, non pas seulement de l'ami de la veille, mais même de l'ennemi des dernières guerres, à celui que décèle la violence inouïe de ses proclamations ! Un écrivain, un apologiste de ce prince, M. de Boutourlin, rapporte de lui un discours<sup>1</sup> dans lequel semble indiqué un dessein encore obscur, dont les circonstances ultérieures développeront le sens. Un jour que le gouverneur de Moskou, Rostopchin, avait rassemblé auprès de lui les principaux personnages de la noblesse et du commerce pour échauffer leur patriotisme, l'empereur Alexandre s'élança tout à coup au milieu d'eux, et, dans une allocution véhémement, laissa échapper de prophétiques paroles, qu'expliquera trop bien l'avenir : « Les  
« malheurs dont vous êtes menacés, leur dit-il,

<sup>1</sup> En date du 27 juillet.



« ne doivent être considérés que comme des  
« moyens nécessaires pour parvenir à consom-  
« mer la ruine de l'ennemi. » Quand l'irritation  
est arrivée à un tel degré, la guerre est deve-  
nue une guerre à mort, et c'est à la force seule  
qu'il faut en demander le dénouement.

Le séjour de Napoléon à Witepsk est encore  
marqué par d'autres incidents qui se réunissent  
pour le convaincre qu'il ne doit compter que  
sur lui-même, que sur lui seul. Ce n'est que dans  
cette ville, comme nous l'avons dit ailleurs, qu'il  
est instruit du traité d'alliance signé, dès le  
24 mars, entre la Russie et la Suède. C'est pareil-  
lement à Witepsk qu'il apprend la conclusion de  
la paix entre la Russie et la Porte Ottomane.

On a vu précédemment que, malgré le traité  
du 24 mars, le consul suédois Signeul avait, dans  
les premiers jours de juin, porté à l'empereur  
Napoléon, à Dresde, une déclaration du prince  
royal, annonçant qu'il était prêt à s'unir à la  
France, pourvu que l'empereur Napoléon pro-  
mit à la Suède l'acquisition de la Norwége. Pres-  
que au même moment où cette communication  
avait lieu le 3 juin, l'agent suédois auprès de  
l'empereur Alexandre, le comte de Lœvenhjelm,  
signait à Wilna une convention additionnelle au  
traité du 24 mars. Un ouvrage en trois volumes,  
publié pour l'apologie du roi Charles XIV, rap-

porte bien, et le traité du 24 mars et les autres engagements de la Suède avec la Russie, en les présentant comme les actes d'une haute et loyale politique; mais nous y cherchons vainement quelque indice des missions de M. Signeul, et surtout de l'importante déclaration portée à Dresde par ce consul suédois.

La conduite du prince royal a été telle, que l'empereur Napoléon, relativement à cette puissance, nous semble presque digne d'excuse. Son tort, et c'en est un très-grave, est de n'avoir pas supposé alors dans le prince un esprit de duplicité, dont celui-ci cependant lui avait déjà plus d'une fois donné d'incontestables preuves. Était-ce de sa part mépris de ce que pouvait contre lui la Suède? Ce mépris, qui eût pu être juste dans un autre temps, devenait une faute dans l'énorme collision qui ébranlait l'Europe tout entière. Si l'Empereur mérite quelques reproches pour avoir négligé de s'assurer le concours du cabinet de Stockholm par des concessions dont il eût pu trouver ailleurs un dédommagement pour le Danemark, son imprévoyance est encore moins susceptible de justification en ce qui concerne la Turquie.

Depuis la paix de Tilsitt, et surtout depuis l'entrevue d'Erfurt, Napoléon, dans son extrême désir de satisfaire l'empereur Alexandre, a porté,

dans les promesses faites à ce monarque, une franchise, une bonne foi, à laquelle la Russie n'a pas voulu croire, et dont par conséquent elle ne lui a pas su le moindre gré. Tandis que le cabinet de Pétersbourg accusait la France de souffler la guerre et d'encourager le Grand Seigneur à une opiniâtre résistance, Napoléon avait poussé assez loin la complaisance envers ce cabinet, pour faire donner à Constantinople le conseil de lui céder les principautés de Moldavie et de Valachie jusqu'à la ligne du Danube. Cet abandon de la cause de la Porte Ottomane au profit des Russes sera une des principales causes qui la porteront à méconnaître, à son tour, la communauté de ses intérêts avec la France, et à faire la paix avec la Russie dans le moment le plus défavorable pour Napoléon. Le peu d'efforts faits par celui-ci pour se ménager l'appui des Turcs contre la Russie, et la lenteur de ses démarches pour empêcher leur réconciliation, sont encore de ces circonstances qui constatent que, jusqu'au dernier jour, il n'avait pas désespéré de pouvoir éviter une rupture avec l'empereur Alexandre. N'ayant, par suite de ses égards pour le monarque, qu'un chargé d'affaires à Constantinople, c'est seulement vers le mois de juin que Napoléon se décide à y envoyer un ambassadeur. Cet ambassadeur, le général Andréossy,

ne put entrer en relation avec le ministère ottoman que dans le mois d'août. Il n'était plus temps : la paix avait été signée à Bucharest le 28 mai. Les deux derniers articles du traité ayant été rejetés par le Sultan, le reiss-effendi et le drogman, prince Démétrius Morousi, avaient fait convertir les neuf premiers articles en un traité définitif, dont les ratifications avaient été échangées le 14 juillet. Le reiss-effendi disait gravement à l'ambassadeur français : « Nous « n'avions plus d'artillerie, plus de munitions, « plus d'armée; le peuple voulait la paix, il a « fallu la faire : *c'était la destinée* ». » La destinée avait eu surtout pour auxiliaire la vénalité du reiss-effendi lui-même, du plénipotentiaire Galip-effendi et du drogman Démétrius Morousi, qui avait accompagné le plénipotentiaire au congrès de Bucharest, tous trois vendus aux Russes et aux Anglais. Quelques mois plus tard, les deux frères Morousi expièrent leur infidélité. Le prince Démétrius fut mis en pièces<sup>2</sup> d'après un ordre exprès du Sultan. Son frère, Panajotaki, eut au moins le triste honneur d'être décapité<sup>3</sup>. Un écriteau portait que, complice de son frère, il avait trahi les intérêts de son gouver-

<sup>1</sup> Dépêche du général Andréossy en date du 14 août 1812.

<sup>2</sup> Le 8 novembre.

<sup>3</sup> Le 20 novembre.

nement : « Le traître a payé son crime de sa « tête<sup>1</sup>, que vous voyez ici. » Ces actes de rigueur du Sultan, et quelques regrets donnés par ce prince à des déterminations sur lesquelles il n'était plus possible de revenir, furent tout ce qu'obtint l'ambassadeur français à Constantinople. Héritier des projets de Sélim, le sultan Mahmoud tournait dès lors toutes ses vues sur l'intérieur de son empire. Ainsi, des deux gouvernements qui, dans une guerre contre la Russie, eussent dû être les alliés de la France, l'un, la Turquie, voulait rester neutre, c'est-à-dire, nul ; l'autre, la Suède, s'était changé en ennemi déclaré, et portait dans son alliance contre le gouvernement français, avec l'esprit d'ambition que flatte l'espoir d'une conquête, l'acharnement d'une jalousie envieuse et ingrate qui, dans le prince royal, caressée par les Anglais et les Russes, dominait la politique même, et l'entraînait avec une lâche joie dans touteligue formée contre la grandeur de Napoléon. Voilà donc celui-ci avec un allié de moins et un ennemi de plus. La promptitude d'un grand succès peut seule le mettre en état de se passer de l'un et de ne pas craindre l'autre.

Par la raison seule que la Russie s'est prépa-

<sup>1</sup> Dépêche du général Andréossy des 13 et 25 novembre 1812.

rée à la guerre contre la France, elle a dû prêter l'oreille aux avances de l'Angleterre ; et ces avances datent de loin , ainsi que plus d'une fois l'a déclaré à l'ambassadeur de France le chancelier comte de Romansof. Le jour où la guerre a éclaté entre les deux empereurs, les cabinets de Londres et de Pétersbourg étaient alliés de fait, sans qu'aucune convention eût été signée encore, même par le simple rétablissement de la paix. Ce rapprochement ne s'opéra que le 6-18 juillet, pour la Russie comme pour la Suède. On conçoit que les traités conclus à OErebro par ces deux puissances avec l'Angleterre, le même jour et dans les mêmes termes, n'étaient que l'accomplissement d'une formalité sans importance, et que, dès auparavant, il y avait accord effectif entre les trois gouvernements dans leurs efforts contre l'ennemi commun, quoique le mode de leur coopération respective n'eût pas été réglé encore par des conventions officielles.

Le 13 août, Napoléon a quitté Witepsk. Déjà depuis quelques jours remarquant l'incertitude des armées de Barklay de Tolly et de Bagration, qui se balançaient en marches et contremarches entre Witepsk et Smolensk, il dirige ses troupes de manière à tourner <sup>1</sup> ces armées

<sup>1</sup> M. de Boutourlin regarde ce mouvement comme l'un des plus beaux de la campagne.

par leur gauche. Un moment Barklay de Tolly, qui, par l'arrivée de Bagration, se trouvait à la tête de cent vingt mille hommes, avait montré le dessein de livrer bataille, et il s'était avancé sur la route de Witepsk par Inkowo, où il avait surpris et forcé à la retraite le général Sébastiani; mais bientôt Bagration, craignant d'avoir laissé sa gauche trop dégarnie, et d'être prévenu par les Français à Smolensk, avait, en rétrogradant lui-même, jeté au-devant d'eux une division qui arrivait de l'intérieur, sous les ordres du général Neverowskoï. Ce dernier général sauva, en effet, Smolensk, qui, sans lui, eût pu être enlevée d'un coup de main. En opposant, auprès de Krasnoï, à la cavalerie du roi de Naples, une masse compacte de soldats peu façonnés à la guerre, mais immobiles, que l'on tuait sans rompre leurs rangs, il retarda la marche des Français, et ramena dans Smolensk les débris de sa division, donnant ainsi le temps aux généraux Bagration et Barklay de Tolly de se rapprocher de cette place. En apercevant Smolensk, les Français s'écrièrent avec joie : *Voilà enfin une ville !* La vue du Dnieper était loin de leur causer la même admiration. En n'apercevant qu'une rivière de quarante à cinquante toises de largeur, ils doutaient presque que ce fût là le fleuve si fameux sous le nom

antique de Borysthène. De son côté, le prince d'Eckmühl arrivait exactement sur le terrain indiqué à la gauche de ce fleuve. Bientôt parut après lui le duc d'Abrautès, qui avait succédé dans le commandement au roi de Westphalie. Smolensk, il est vrai, ne peut plus être surprise. En revanche, une bataille semble possible. L'espoir d'une bataille agite le cœur du dernier soldat comme celui de Napoléon. Cet espoir ne se réalise pas. Telle n'est plus la pensée de Barklay de Tolly; celui-ci a jugé que Smolensk ne peut être sauvée depuis que Napoléon l'a devancé par la rive gauche du Dnieper. Le corps d'armée de Bagration n'a fait que traverser la place, et, pour ne pas perdre la route de Moskou; il s'est hâté de s'en saisir. Dans cette nouvelle situation des choses, ce n'est plus pour Napoléon une bataille qu'il s'agit de livrer; c'est une ville qu'il faut prendre en brusquant l'attaque, sans laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître. Barklay de Tolly, qui se maintient en personne sur les hauteurs du faubourg de Saint-Pétersbourg, a jeté dans la place ses chefs les plus dévoués. La résistance est nécessairement énergique, quand celui qui défend une ville ne craint pas de la traiter comme il traiterait une ville ennemie.

A deux heures de l'après-midi, toute la ligne française s'est ébranlée; le général Morand s'est



porté sur le faubourg de Roslaw ; le général Gudin, sur celui de Mitislaw ; Marchand attaque le bastion royal ; Ney pénètre dans le faubourg de Krasnoï ; Poniatowski enveloppe celui de Nikolskoi, où il fait un affreux carnage des soldats de Konowintzin ; enfin le général Bruyères, ayant avec sa cavalerie dégagé les approches du faubourg de Raczevska, est parvenu à s'emparer d'un plateau où l'artillerie a aussitôt placé ses formidables batteries. Sur tous les points la lutte est engagée avec une vigueur égale ; vers cinq heures, le sort de la journée a cessé d'être douteux : la prise de la ville est devenue certaine. Napoléon ne songe plus qu'à fermer, s'il est possible, les passages pour faire prisonniers les corps qui ont combattu dans son enceinte. Ce but ne sera pas atteint. Une forte division, commandée par le général Korf, est restée pour garcir les remparts, tandis que les autres corps repassent le Dnieper, et s'échappent dans diverses directions. A une heure du matin, le général se prépare lui-même à se retirer ; mais une tâche lui reste avant de quitter la ville, c'est de la détruire<sup>1</sup>, de

<sup>1</sup> Un écrivain qui cherche à transformer en actes d'une politique spontanée les dévastations commandées par le cabinet de Pétersbourg, dit naïvement : « Les habitants eux-mêmes avaient aidé à détruire leurs habitations. » Cette supposition d'un héroïsme numantin à Smolensk est plus que gratuite. Dans les

ne laisser aux Français que des décombres et des ruines. Il fait mettre le feu à plusieurs quartiers, et nese retire qu'après avoir assuré le vaste déploiement de l'incendie. L'armée française contemple avec terreur cet affligeant spectacle<sup>1</sup>. Incertaine sur la cause, elle craint d'en porter un jour la terrible responsabilité. Vers deux heures du matin, quelques-uns de nos soldats entrent dans la place. Déjà ils y ont été devancés par les Polonais du prince Poniatowski. L'occupation est facile, Smolensk est abandonnée. Le feu a été mis par les Russes, ce sont les Français qui vont l'éteindre.

Barklay de Tolly a fait sa retraite sur la route de Saint-Petersbourg. Le général Korf, qui forme son arrière-garde, l'a remplacé dans le faubourg qu'il occupait, et soutient vaillamment les efforts que fait le maréchal Ney pour l'en chasser. Cependant il cède sur les quatre heures de l'après-midi; mais nos soldats, quand ils n'ont plus de bataillons devant eux, ont à combattre les flammes, cet exécrable auxiliaire des armées

angoisses d'une situation affreuse, les habitants, voués à une mort cruelle par leur propre gouvernement, rendaient grâce à l'ennemi qui les en préservait.

<sup>1</sup> Au milieu d'une belle nuit du mois d'août, Smolensk offrait aux Français le spectacle qu'offre aux habitants de Naples une éruption du Vésuve. (Treizième bulletin.)

ennemies, chargé par elles de dévorer et les propriétés russes et les blessés russes eux-mêmes, plutôt que de laisser aux Français les ressources d'une ville habitée, et le triste avantage de faire des prisonniers de guerre. Nous nous abstenons ici de toute remarque sur cet atroce système, qu'a pu seule adopter une politique pétrie du mélange de tous les vices de la civilisation avec toutes les cruautés de la barbarie. Napoléon a sauvé tout ce qu'il a été possible d'arracher à la destruction. Il a pris sous sa garde les hommes et les choses. Les blessés russes sont recueillis et soignés dans nos hôpitaux, de la même manière que les blessés français. La guerre qu'il fait a le caractère qui convient à un monarque européen. La guerre du côté d'Alexandre est celle d'un chef de Kalmouks et de Tartares.

Après un jour de repos, le 19 août, Napoléon, qui a forcé Barklay de Tolly de se retirer par la route de Pétersbourg, a jugé avec raison que tous les efforts de ce général allaient tendre à se replier sur la route de Moskou, pour s'y réunir au corps d'armée de Bagration, qui déjà depuis deux jours suit cette route lentement et en bon ordre. Sans perdre de temps, il lance le maréchal Ney à la poursuite de celui-ci pour l'écraser, s'il est possible, avant que Barklay de Tolly ait pu le joindre. Le duc d'Abrantès, Junot,

à qui l'ordre est donné en même temps de marcher par Prouditchewo, devrait, en appuyant à propos le maréchal Ney, rendre la défaite du général russe infaillible. Le maréchal Ney ne manque point à sa mission, Junot manque à la sienne. Le maréchal Ney ayant attaqué à Valoutina l'arrière-garde ennemie, avait vu se retourner contre lui trois divisions, auxquelles il lui eût été impossible de résister longtemps si le général Gudin, du corps du prince d'Eckmühl, n'était arrivé à son secours. Le combat fut opiniâtre, et le succès nous coûta cher. Le général Gudin fut frappé à mort par un boulet qui lui emporta la cuisse. Gudin était un de ces généraux qui avaient fait leurs preuves dans cent combats; mais l'armée alors était riche en hommes de la même trempe : il eut pour successeur le général Gérard.

En apprenant que Junot, qui n'était qu'à deux lieues de distance, sollicité de marcher en avant pour séconder le maréchal Ney, s'était refusé à cet appel<sup>1</sup>, Napoléon dit avec colère : « *Junot n'en veut plus; que Rapp aille le remplacer.* » Un mal, qui se déclara plus tard avec violence, avait déjà porté dans l'esprit et le caractère de

<sup>1</sup> « Il pouvait, en marchant avec décision, intercepter la grande route de Moskou. »

Junot une première altération. On l'ignorait au quartier général; on intercédâ pour lui auprès de l'Empereur. Toujours indulgent pour ses vieux compagnons, l'Empereur se laissa toucher, et ne lui ôta point son commandement.

Napoléon s'est rendu sur le champ de bataille de Valoutina. Le dévouement des troupes qui avaient si vaillamment combattu méritait des récompenses; l'Empereur ne les épargna pas. Ce sont les braves qui lui désignent eux-mêmes les plus braves. En se confiant à leur jugement, il est bien sûr d'être juste.

Dans son retour à Smolensk, de pénibles réflexions ont assailli l'Empereur. La mort du général Gudin l'a vivement attristé; une des plus belles occasions de porter un coup décisif vient d'être perdue; de divers côtés arrivent de fâcheuses nouvelles; quelques patrouilles russes ont jeté l'alarme à Varsovie<sup>1</sup>; dans les provinces lithuaniennes, les Français ne sont plus agresseurs, c'est Wittgenstein qui, renforcé par des troupes tirées de la Finlande, est venu attaquer à Polotsk le duc de Reggio; la bataille a été sanglante; le duc de Reggio est grièvement blessé, et on se disposait à évacuer Polotsk. Déjà l'Empereur avait, à Witepsk, mis en question s'il devait al-

<sup>1</sup> Voir les détails dans le chapitre précédent.

ler plus loin chercher une bataille, à laquelle les Russes persistaient à se refuser. A Smolensk, son hésitation redouble. Ne vaudrait-il pas mieux borner là les travaux de la campagne, accorder quelque relâche à son armée toujours avide de combats, quoique fatiguée par ses victoires mêmes, et surtout à ses chefs, toujours braves aussi, mais dont plusieurs, comblés de titres et de richesses, aspirent bien plus à jouir de leur gloire acquise qu'à poursuivre une gloire nouvelle? Ce doute préoccupe vivement l'Empereur. Pourquoi faut-il qu'il n'ait pas écouté de préférence la voix qui l'engageait à s'arrêter sur les rives du Borysthène? Le présent lui souriait, et l'avenir était à lui.

Le sort en a décidé autrement. Tout à coup les nuages se dissipent; les chances fâcheuses disparaissent. Les inquiétudes éprouvées à Varsovie n'avaient nul fondement. Gouvion Saint-Cyr, qui a remplacé le duc de Reggio, loin d'évacuer Polotsk, change en ruse de guerre les préparatifs déjà faits pour la retraite; il a marché brusquement sur l'armée russe, a enfoncé son centre, repoussé bien loin Wittgenstein, et conservé à l'armée française la rive droite de la Dwina. Gouvion Saint-Cyr vient de rendre un éclatant service : Napoléon le nomme sur-le-champ maréchal de l'empire. Dans le même

moment, sur la route de Moskou, l'aspect des choses est plus satisfaisant; les Russes se retirent en grande hâte. Un jour, le prince d'Eckmühl les voit rangés en bataille derrière l'Ougéa... Napoléon part de Smolensk, et arrive, le 24, sur le terrain; le 25, les Russes n'y étaient plus. Dorogobuje, qui leur offre une belle position militaire, est abandonnée sans résistance, mais dévastée et en cendres, comme Smolensk. C'en est fait; le mouvement est imprimé, Napoléon ne s'arrête plus. Il sent bien qu'il pourrait finir brillamment la campagne en écartant les deux corps d'armée de Wittgenstein et de Tormasow; mais fuir la campagne n'est pas finir la guerre, et c'est la guerre qu'il veut terminer; le terme, selon lui, est à huit jours de marche : la paix est dans Moskou; c'est à Moskou qu'il va la chercher.

Le 30 août, l'Empereur arrive à Wiazma, que les Russes ont brûlé, comme Dorogobuje. La ville la plus voisine, Gjatsk, brûle à son tour, et des Cosaques y restent pour protéger les ravages du feu. L'Empereur, le 1<sup>er</sup> septembre, arrive pourtant assez tôt pour l'éteindre. Il reste là trois jours pour attendre ses parcs d'artillerie, ses réserves, et pour établir sa ligne d'opération.

Quoique le général en chef de l'armée russe,

Barklay de Tolly, eût manœuvré dans sa retraite aussi habilement que le permettaient les circonstances, sa qualité d'étranger, du moment qu'il n'avait pas été heureux, soulevant contre lui des imputations bien ou mal fondées, Alexandre l'avait fait remplacer par un vrai Russe, Koutousof, connu seulement par l'Europe pour sa défaite à Austerlitz, mais connu par ses compatriotes pour quelques succès contre les Turcs ; vieux général, qui, à un nom russe comme son caractère, joignait des manières, des habitudes, des formes propres à inspirer plus de confiance aux soldats. Koutousof était arrivé le 29 août, et avait reçu le commandement des mains de son prédécesseur, qui, par un dévouement digne d'éloge, consentit à être un de ses lieutenants. Les Russes se trouvaient réduits à la nécessité ou d'abandonner Moscou, ou de se sauver par une bataille. Cette bataille indispensable, le projet de Barklay de Tolly avait été de la livrer entre Wiazma et Gjatsk ; Koutousof crut devoir soutenir plus loin sa retraite, et choisir ailleurs son terrain. Borodino, sur la frontière de la province de Moscou, lui offrit une position forte par elle-même, couverte par la rivière la Kolocza, et qu'il fit appuyer encore par de vastes retranchements. Plusieurs divisions étaient venues récemment joindre l'armée ennemie. Boutourlin ne



porte le total de cette armée qu'à cent trente-six mille hommes; d'autres écrivains l'ont évaluée à cent soixante-dix mille, en y comprenant de nouvelles levées.

Le quartier impérial français quitta Gjatsk le 4 septembre. Le roi de Naples marchait à l'avant-garde; après lui venaient le corps du maréchal Davoust, celui du maréchal Ney, et la garde. Le prince Eugène à gauche, et Poniatowski à droite, flanquaient l'avant-garde à une distance d'une ou deux lieues. L'armée française présentait environ cent vingt mille combattants. L'arrière-garde russe, débordée, le 5 septembre, par le prince Eugène, fut soutenue par le général Korsakof, qui occupait une redoute établie à Schwardino. Cette redoute, le premier obstacle que l'on rencontra, fut emportée en moins d'une heure par la division Compans. L'attaque ayant été vive et meurtrière, l'Empereur s'attendait à voir un plus grand nombre de prisonniers. « Les Russes, lui dit le duc de Vicence, « sont inébranlables : *il faut les démolir*. — *Eh bien !* » répliqua l'Empereur, demain j'aurai mes « réserves et mes parcs d'artillerie, et nous *les démolirons*. » Ce mot est significatif; il montre à quelle sorte d'ennemis nous avons affaire.

L'armée russe occupe une ligne de collines, défendue par un ruisseau, par des bois, des ra-

vins, et par des ouvrages étendus qui ajoutent à la force naturelle du terrain. Les points principaux sont le village de Borodino, les hauteurs de Gorski et de Semenowskoï. Entre Semenowskoï et Borodino est placée la plus forte des redoutes, grande batterie en forme de bastion, qui plonge sur toute la plaine du centre, et menace à la fois la droite et la gauche de l'armée française. A l'extrême droite, le prince Poniatowski est parvenu jusqu'à Jellnia. A la gauche, le prince Eugène doit fermer aux Russes le débouché de Borodino. Les chevaux de sa cavalerie boivent les eaux de la Moskowa. Le nom de cette rivière frappe les soldats : C'est elle, disent-ils, qui donnera son nom à la bataille.

La journée du 6 septembre se passe en préparatifs dans les deux armées. Chacun des deux généraux en chef parle à ses soldats la langue qu'ils sont capables d'entendre. Koutousof, renouvelant les scènes bizarres dont Souwarof a légué l'exemple, marche dans son camp entouré de prêtres et de moines qui portent processionnellement de miraculeuses reliques. Napoléon adresse à son armée une de ces proclamations dont le style et la pensée n'appartiennent qu'à lui : « Soldats, dit-il, voilà la bataille que  
« vous avez tant désirée ! Désormais la victoire  
« dépend de vous : elle nous est nécessaire, elle

« nous donnera l'abondance, de bons quartiers  
« d'hiver, et un prompt retour dans la patrie. Con-  
« duisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland,  
« à Witepsk, à Smolensk; et que la postérité la  
« plus reculée cite avec orgueil votre conduite  
« dans cette journée. Que l'on dise de vous :  
« *Il était à cette grande bataille sous les murs*  
« *de Moskou.* » Cette proclamation, qui sera lue  
dans les compagnies le 7, à la pointe du jour, y  
excitera des cris de joie; car tous, soldats et gé-  
néraux, n'ont eu jusque-là qu'une inquiétude :  
c'était que l'ennemi ne disparût encore, et que  
la bataille ne continuât à leur échapper. Ce-  
pendant, en ce même jour 6 septembre, au mi-  
lieu des dispositions dont l'Empereur est occupé,  
deux incidents viennent faire sur lui des impres-  
sions bien diverses : l'arrivée d'un officier du  
palais, M. de Beausset, chargé de lui remettre  
un portrait du roi de Rome, et celle du colonel  
Fabvier, apportant de fâcheuses nouvelles d'Es-  
pagne, la perte de la bataille des Aropiles. En  
voyant le portrait de son fils, Napoléon est ému,  
et sa tendresse paternelle se plaît à offrir à tous  
les regards une image chérie qui fait naître en  
son âme des sentiments si peu d'accord avec  
les graves pensées <sup>1</sup> du moment. Les dépêches

<sup>1</sup> « Retirez-le, dit tout à coup l'Empereur; il voit de trop bonne  
heure un champ de bataille! »

dont le colonel Fabvier est porteur demandent un autre homme. Le cœur de Napoléon, qui vient de s'ouvrir au bonheur, sait résister aux coups du sort. Il s'afflige des fautes de ses lieutenants, mais il n'en est point abattu.

Le duc de Wellington, sorti de sa longue défensive en Portugal, s'était avancé sur les hauteurs de Salamanque. Trois armées françaises, celle du centre commandée par le roi Joseph, le corps d'armée du nord sous les ordres du général Dorsenne, et l'armée du duc de Raguse, pouvaient, en se réunissant, punir le général anglais d'un mouvement téméraire, le premier qu'il eût hasardé jusqu'à cette époque. Le duc de Raguse, dans la crainte de partager la gloire d'un succès qu'il croit certain, de la partager surtout avec le roi Joseph qui accourt à marches forcées, se hâte d'accepter seul le défi des Anglo-Portugais; et, pour punition de son audace, frappé par un boulet dès le commencement du combat, il est enlevé au commandement de son armée. L'Empereur entrevoit, dans toute leur étendue, les conséquences de cet événement; mais la perte d'une bataille en Espagne forme comme une nécessité de plus de vaincre aux portes de Moskou. Il revient donc aux soins que la circonstance exige. Dans la nuit il expédie ses derniers ordres, et monte à cheval à cinq heures du matin. Sa ligne

est partagée en trois commandements distincts : à la gauche, le prince Eugène ; au centre, les corps du prince d'Eckmühl et du duc d'Elchingen ; à l'extrême droite, les Polonais en réserve, le corps du duc d'Abrantès, une partie de la cavalerie, et la garde impériale. La Riboissière, Permetty, Sorbier, d'Anthonard, Foucher, ont apprêté leurs formidables batteries.

Napoléon s'est placé en avant de la redoute prise la veille par le général Compans. Pour témoigner à ce général la satisfaction de l'Empereur, le prince d'Eckmühl le charge de commencer l'attaque. Tandis que les divisions Compans et Desaix sont vers le centre aux prises avec l'ennemi, à la gauche l'affaire est aussi engagée. Le prince Eugène s'est emparé du village de Borodino ; mais un régiment, emporté par l'ardeur du succès, le 106<sup>e</sup>, a osé assaillir les hauteurs de Gorski par un défilé que les obstacles de la nature et de l'art avaient rendu presque inattaquable de front. Ce régiment eût été anéanti presque tout entier, si le 92<sup>e</sup> ne fût promptement arrivé à son secours. Au centre, le terrain n'est pas moins vivement disputé. Les généraux Compans et Desaix ont marché sous la mitraille ennemie contre les ouvrages qui forment comme un rempart au corps d'armée du prince Bagration. Compans est parvenu jusqu'à

la redoute la plus voisine. Déjà le général Teste a pénétré dans l'enceinte, mais Compans blessé est obligé de quitter le champ de bataille. Desaix, qui le remplace aussitôt; Dupelain, qui succède à Desaix; Rapp, envoyé par l'Empereur pour prendre le commandement de la division, ont été frappés tour à tour. Le maréchal Davoust, dont le cheval a été atteint par un boulet, est lui-même renversé, et sa chute a un moment répandu autour de lui une vive inquiétude; mais, malgré sa blessure, il est retourné à son poste.

Le duc d'Elchingen avait été contenu jusqu'à ce moment. Napoléon le fait appeler, et lui donne ses derniers ordres. Aussitôt celui-ci s'élance, avec ses trois divisions, sur les redoutes déjà assaillies par Compans et Desaix; les colonnes des deux maréchaux, Davoust et Ney, arrivent en même temps sur les batteries de Semenowskoï, et entrent pêle-mêle dans les redoutes, *sans laisser à l'ennemi le temps<sup>1</sup> de retirer ses pièces*. Ces positions occupées, il faut s'y maintenir. Bagration, avec de nouveaux renforts, accourt pour les reprendre. Vains efforts! « Le soldat russe « vient expirer au pied de ces remparts<sup>2</sup> qu'il « avait élevés la veille comme des abris protec-

<sup>1</sup> Paroles de M. de Boutourlin.

<sup>2</sup> Paroles du bulletin français.

« teurs. » La cavalerie du roi de Naples a fait en ce moment des charges brillantes, et a puissamment contribué à éloigner les assaillants. A neuf heures du matin, les Français étaient maîtres de tous les ouvrages sur lesquels s'appuyait la gauche de l'ennemi.

Koutousof, dont Bagration ne cesse de réclamer le secours, est lui-même vivement occupé par le prince Eugène, qui a fait attaquer la grande batterie du centre. Les divisions Broussier et Moraud ont écrasé le corps de Paskiévitz, *qui, suivant l'expression du colonel de Boutourlin, n'offre plus qu'une masse informe*. Mais des renforts, amenés par les généraux Jermolof et Koutousof, sont tombés sur notre 30<sup>e</sup> régiment, qui a été obligé de céder au nombre. Le général Bounami, qui avait marché à la tête de ce régiment, en s'obstinant à se battre dans la redoute, y est fait prisonnier. Délivré de cette inquiétude, Koutousof se porte, avec toutes ses forces, au secours de Bagration. Semenovskoï est devenu le centre de la bataille. Là s'est établie la division Friant; et ce qu'elle occupe, elle sait le conserver, malgré l'effort des dernières réserves poussées contre elle. Rien ne peut l'ébranler. Tout à coup une batterie de quatre-vingts pièces, que l'Empereur a fait avancer, sous les ordres de Lauriston, arrête l'élan des Russes.

Ceux-ci lancent contre cette batterie leurs régiments de cuirassiers; mais, de notre côté, cuirassiers, carabiniers, chasseurs, se jettent à la traverse, et sortent vainqueurs de cette sanglante mêlée.

Napoléon a jugé que le moment était venu de porter un coup décisif. En dirigeant de grandes forces sur la droite, il pourrait tourner la gauche de l'ennemi; mais peut-être, à la vue d'un pareil dessein, Koutousof prendrait-il le parti de la retraite, la bataille fuirait encore. C'est donc de front que l'attaque doit recommencer. Semenowskoï sera le centre de cette manœuvre, et des ordres sont déjà donnés en conséquence, lorsqu'on vient annoncer à l'Empereur que les Russes tournent notre gauche; que la division Delzons, chargée de garder Borodino, a formé ses carrés pour résister à la cavalerie russe, et que le prince Eugène lui-même a failli être surpris. Le danger semblait pressant; Napoléon y court. Heureusement on reconnaît bientôt l'exagération des premiers rapports. L'ennemi n'avait lancé contre le prince Eugène que sa cavalerie, Ouwarof avec huit régiments, et le trop fameux hetman Platof, avec ses milliers de Cosaques. Toute cette cavalerie, après de vains efforts contre nos carrés, avait été obligée de repasser le ravin.



Cependant le combat continue autour de Semenowskoï. On s'y tue de part et d'autre sans changer de place. Trois fois les Russes ont renouvelé leur ligne : c'est une troisième bataille qu'il faut livrer sur le même terrain. L'Empereur sent le besoin d'exécuter un mouvement d'ensemble qui puisse tout terminer ; il prescrit partout des dispositions nouvelles.

A l'extrémité de la droite, Poniatowski est parvenu à dépasser les bois dont le chemin lui a été longtemps disputé. Cette partie de la bataille forme comme une bataille à part : c'est un duel à mort entre des ennemis acharnés. Un obstacle arrête encore les Polonais. L'Empereur ordonne de le surmonter ; ils le surmonteront.

A la gauche, le prince Eugène reçoit ordre de ramener les divisions Gérard, Morand et Broussier, à l'attaque de la grande redoute dont elles connaissent déjà le chemin.

Au centre, où se trouvent Davoust et Ney, l'Empereur, laissant derrière lui les redoutes prises le matin, arrive lui-même à Semenowskoï. Déjà nos troupes sont descendues dans la plaine ; elles marchent serrées, compactes, sous le feu de l'artillerie russe, et ne commencent à tirer qu'eu abordant la ligne ennemie. Les baïonnettes se croisent ; on combat corps à corps. Bagration est frappé mortellement. Son chef d'état-major

est dans le même moment emporté du champ de bataille. Devant les terribles coups portés par les maréchaux Ney et Davoust, l'espace s'est ouvert; le roi de Naples a vu enfin un passage pour sa cavalerie; il s'y précipite, et enfonce l'ennemi sur tous les points. Le général Montbrun, tué par un boulet en marchant à la tête d'un corps de cuirassiers, a été remplacé par Auguste Caulaincourt. Celui-ci lance ses cuirassiers au galop, dépasse la grande redoute, se rabat brusquement sur elle, et y entre par la gorge au moment même où les parapets en sont escaladés par les baïonnettes du prince Eugène. Le général russe Jikatschef a remis son épée; mais les soldats, qui se sont fait tuer sur leurs canons, ont vendu chèrement leur vie. Auguste Caulaincourt et le général Lanabère ont été ensevelis dans la redoute avec les vaincus.

A la droite, le prince Poniatowski a tout renversé devant lui. Le général Toutckof a été tué, et Baggowuth, qui est venu pour le secourir, a été forcé de reculer devant l'intrépidité des Polonais. Le point d'où leur canon se fait entendre annonce que la victoire a été complète.

Par cette réunion de succès, et surtout par la prise de la grande redoute, les Français sont maîtres de tous les ouvrages que les Russes avaient fortifiés avec tant d'efforts. Le champ de

bataille nous appartient. L'armée ennemie ne songe plus à revenir contre nous; elle est acculée au ravin de Psarewo, mais elle ne recule pas. Napoléon doit-il tenter un dernier effort contre elle, et demander à la fortune de plus importants résultats? L'armée a fait de grandes pertes; les troupes sont fatiguées; il faudrait faire donner la garde. L'Empereur s'arrête. C'est à l'artillerie qu'il laisse le soin d'accabler l'armée russe dans l'espace étroit où ses masses sont pressées. L'artillerie épuise ses caissons, et ne cessera le feu qu'à la fin de la journée.

Il est dans le mensonge un degré d'audace auquel toutes les nations ne sont pas capables de s'élever. Jamais un général de la vieille Europe, chassé de ses retranchements et forcé à la retraite, n'oserait, en écrivant à sa cour, se proclamer vainqueur. Un Russe n'a pas de ces scrupules. Koutousof, après la bataille perdue, n'hésite pas à écrire qu'il l'a gagnée. La nouvelle en doit parvenir à Pétersbourg pour l'époque de la fête de l'empereur Alexandre. Il ne faut pas que cette fête soit attristée par l'annonce d'une défaite. Dans le transport de sa joie, Alexandre fait chanter des *Te Deum*; il nomme Koutousof feld-maréchal, et le comble de faveurs lui et sa famille. Si de pareilles déceptions peuvent avoir des dangers pour l'État, on voit qu'elles ne

sont pas sans fruit pour celui qui se les permet.

Les pertes des deux armées sont très-considérables; celles des Russes, cependant, surpassent de beaucoup les nôtres. Peut-être c'eût été l'inverse si, après avoir été contraints d'évacuer leurs retranchements, ils n'étaient pas revenus à la charge pour les reprendre. C'est dans cette audacieuse entreprise que leurs masses, immobiles sous le tonnerre de notre artillerie, ont éprouvé la plus terrible destruction. De toutes les batailles livrées par Napoléon, la plus sanglante est sans contredit la bataille de la Moskowa. Deux seulement parmi les autres en approchent un peu pour la grandeur des sacrifices par lesquels il fallut acheter la victoire, la bataille d'Eylau et celle de Wagram. Marengo, Austerlitz, Iéna, en coûtant moins cher, avaient produit de bien plus grands résultats. Toutefois, à part l'issue des événements ultérieurs, n'était-ce donc pas un immense résultat que la conquête de Moskou?

Dès longtemps, et surtout à l'occasion des victoires d'Heilsberg et Friedland, en 1807, une réflexion pénible m'a vivement frappé : c'est<sup>1</sup> l'i-

<sup>1</sup> Pierre I<sup>er</sup> ne croyait pas perdre, s'il pouvait tuer un soldat suédois en perdant dix Russes. Tippoo-Saïb comptait pour rien la mort de cent Cipayes, pourvu qu'il pût tuer un Anglais.

négalité des valeurs que mettent souvent dans la balance les souverains de deux États en guerre. Qu'est-ce que le soldat russe? Un être qui n'a que deux idées, et toutes deux de soumission et d'obéissance. Dieu et le tzar, voilà tout ce qu'il connaît; et tous deux, il ne les connaît que pour les craindre. Sa vie appartient au tzar comme à Dieu, car il croit n'exister que pour le bon plaisir de l'un et de l'autre. Des hommes dont l'intelligence ne s'étend pas plus loin peuvent, sans contredit, former d'excellents soldats, en ce sens que la voix du tzar qui les appelle à se faire tuer, est comme la voix de Dieu qui leur offre les palmes du martyre. Ce sont ou des machines très-meurtrières lorsqu'elles sont lancées en avant, ou de fortes murailles lorsqu'on les fait rester immobiles. Mais où est la dignité de l'homme dans ces instruments passifs des caprices de leurs maîtres? Quelle distance entre le Russe stupide, dont le bâton a fait l'éducation militaire, et destiné à rester toute sa vie dans le même abrutissement (caillou, dont on a fait jaillir une étincelle), et le soldat des nations civilisées, qui pense, réfléchit, raisonne! surtout ces soldats français, qui tous sont pour le moins les égaux des officiers russes, et dont des milliers arrivent tour à tour aux grades supérieurs du commandement. Certes, si, dès 1799, des armées russes

n'étaient pas accourues du Nord pour combattre la liberté française; si, depuis, elles n'avaient pas continué à se montrer dans plusieurs guerres les auxiliaires de nos ennemis, de manière à menacer, dans une époque plus ou moins prochaine, l'avenir de l'Europe entière, ce serait un bien grand crime de la part de Napoléon d'avoir évalué au même titre la vie d'un soldat russe et celle d'un soldat français, et d'avoir mis pour enjeu les plus riches trésors d'intelligence, de raison, de moralité, contre l'instinct sauvage et brutal des automates armés de la Moskovie. L'observation que nous venons de faire est encore applicable de nos jours. Il ne faut pas en conclure que les nations civilisées doivent trembler devant les nations sauvages. Seulement, elles doivent considérer que le sang qui coulera pour elles est plus précieux que celui de leurs adversaires; et elles doivent surtout, ce que ne fit pas Napoléon, mieux choisir le terrain du combat.

L'armée russe se retire, mais sa retraite est lente et mesurée. Les vingt-cinq lieues qui séparent Moskou de Borodino seront parcourues en cinq jours. De temps en temps, Koutousof fait remuer un peu de terre pour donner à croire qu'il veut combattre de nouveau; mais le lendemain il laisse là l'ouvrage commencé, et se remet en route. Cependant, à une demi-lieue en avant

de Moskou, à Fili, position avantageuse, appuyée d'un côté sur la Moskowa, et de l'autre sur des hauteurs, ses travaux paraissent plus sérieux; des fossés et des redoutes sont déjà ébauchés. Suivant les proclamations de Rostopchin, c'est là que les Français vont trouver leur tombeau. Ce n'est encore là qu'une démonstration. Le 14 septembre, l'armée russe traverse Moskou, qui, suivant M. de Boutourlin, présente l'aspect le plus lugubre. « La marche de l'armée, dit ce colonel, avait plutôt l'air d'une pompe funèbre que d'une marche militaire. » Toujours attaché aux pas de l'arrière-garde russe et toujours téméraire, le roi de Naples, entré vers midi dans la ville, se laisse entourer par des Cosaques, qui viennent admirer de près son brillant costume, et qui acceptent très-volontiers les présents qu'il leur distribue. En tombant en ce moment sur les derrières de l'armée ennemie, il eût pu leur causer un grand dommage; mais pour ménager la ville, et sur la demande du général Miloradowitch, il consent à ne point inquiéter leur sortie.

Enfin, Napoléon est à Moskou; une grande auberge est sa première demeure. Ayant aperçu l'hospice des Enfants-Trouvés, et apprenant que cette maison est sous la protection de l'impératrice mère, il y fait placer une sauvegarde; tous

les ordres qu'il donne ont pour objet la sûreté de la ville. Moskou, dont l'occupation semble devoir déterminer en sa faveur la solution d'un problème si longtemps indécis; Moskou, le prix d'une victoire qu'il a fallu poursuivre avec opiniâtreté et chercher si loin; Moskou va former, dans ce drame prolongé, la plus terrible des péripéties. Pour l'empereur des Français, l'expérience du passé est elle-même un piège. Le présent ne ressemble point au passé, parce que la Russie ne ressemble point à l'Europe, et que se croire en Europe lorsqu'on est arrivé au centre de la Moskovie, est la plus dangereuse des erreurs. Napoléon occupe le Kremlin, le vieux palais des tzars<sup>1</sup>. Voilà encore un quartier général digne de lui. Moskou renferme, avec une population nombreuse, avec les richesses d'une cité puissante, tous les magasins, tous les approvisionnements rassemblés pour les armées russes.... Si la noblesse a déserté ses hôtels magnifiques, la classe moyenne est restée dans ses humbles demeures. La fuite des grands propriétaires offre aux Français des habitations et des ressources de plus. L'armée pourra aisément passer dans cette résidence les mois rigoureux de l'hiver. « *Elle sera, il est vrai, comme un*

<sup>1</sup> Le 15 septembre.



« *vaisseau pris par les glaces* » ; » mais, dans l'intervalle, on pourra négocier, conclure la paix, ou, dans le cas contraire, aux premiers beaux jours, on recommencerait la guerre... Illusion trompeuse, qui n'aura que vingt-quatre heures de durée !

Dès le 15 septembre, quelques incendies partiels ont jeté l'inquiétude dans les esprits. Ce sont des Russes qui les allument, ce sont les Français qui les éteignent; le seul quartier de la ville qui restera intact n'aura été sauvé que par les Français. Mais, le jour suivant, d'où proviennent ces feux multipliés qui s'étendent et tourbillonnent de toutes parts ? Sont-ce des boyards passionnés, sont-ce des bourgeois fanatiques qui se dévouent eux-mêmes à la ruine et à la misère ? Non ; ce n'est ni à la noblesse, ni à la bourgeoisie que l'auteur visible de cette exécrable catastrophe a demandé leur concours. Le plus épouvantable des forfaits politiques ne pouvait être exécuté que par l'assistance des plus vils criminels. C'est dans les prisons, c'est dans les cachots que le gouverneur de Moscou, Rostopchin, a cherché ses coopérateurs.

Dans des guerres désastreuses, lorsque le roi de Prusse en 1806, l'empereur d'Autriche en

\* Paroles de Napoléon.

1805 et 1809, se virent obligés de s'éloigner de Berlin et de Vienne, ce fut pour le cœur paternel de ces princes un cruel effort de livrer leurs capitales à l'occupation étrangère, et leur premier soin fut de recommander la population de ces grandes cités à la générosité du vainqueur : celui-ci ne trompa point leur confiance. La guerre pesait sur les habitants ; mais, chez les nations civilisées, la guerre a ses règles et ses lois ; les charges même qu'elle impose ont leurs limites. Le palais des rois, le toit du pauvre, la propriété de tous, subsistaient sans péril sous la garde de leurs dominateurs temporaires ; et plus tard, lorsque les monarques fugitifs, forcés de signer la paix, rentraient dans leurs résidences, ils en retrouvaient les édifices debout et les établissements conservés, à l'exception des musées, qui payaient tribut au musée central du monde, le musée impérial de Paris. Tel avait été, jusqu'en 1812, le spectacle qu'offrait l'invasion française dans les grandes capitales de l'Europe. Madrid même, Madrid, malgré son fanatisme religieux, s'était abandonné à la magnanimité de Napoléon, et Madrid n'avait point eu à s'en repentir. Ces trois grands États se trouvaient, comme la Russie, soumis à des gouvernements absolus ; mais l'absolutisme a ses degrés. Dans la vieille Europe, une pensée humaine a depuis longtemps prévalu : c'est

que la vie des hommes non armés, réunis dans l'enceinte des villes, n'est pas un domaine royal qui puisse être subordonné aux calculs politiques des cabinets. En Russie, il en était tout autrement; et cette différence, Napoléon avait pu la lire, en lettres de feu, sur toute la route qu'il venait de parcourir. La destruction, opérée par des mains russes<sup>1</sup>, de Smolensk, de Dorogobuje, de Wiazma et de Gjatsk, eût dû lui apprendre que, sur cette terre où règnent des mœurs d'un autre âge, la vie de la matière animée, des êtres pensants, ou du moins susceptibles de penser, n'a pas plus de valeur aux yeux de leurs maîtres que la nature brute et inintelligente, que les remparts d'une ville ou le chaume des cabanes. Cette effrayante vérité n'échappe point à Napoléon; mais son âme d'Europe et de notre siècle n'a pas la force d'en mesurer toutes les conséquences. Il tâche bien de s'expliquer l'horrible courage qui a réduit en cendres des

•  
<sup>1</sup> L'histoire moderne n'offre qu'un seul exemple de cette cruauté systématique qui, pour nuire à l'ennemi, livre à la dévastation des villes et des campagnes par les mains de ceux qui sont chargés de les défendre. Cet exemple a été donné en Portugal, lorsque le duc de Wellington força la population de la plus riche des provinces de ce royaume de le suivre, et de s'enfermer avec lui dans les lignes de Torres Vedras, où elle périt de misère; mais là du moins la destruction, l'incendie, ne furent point exécutés par des mains portugaises.

villes du second ordre; il frémit, et, tout en frémissant, il admet un but à tant d'atrocités; il se dit que tous les scrupules ont été vaincus pour sauver Moskou, Moskou, le vieux berceau de la monarchie, la ville sacrée, la Jérusalem de l'empire. Mais si tout a été sacrifié pour elle, est-il au monde un intérêt auquel elle puisse être sacrifiée? Est-il une âme où la pensée en puisse naître? Moskou sera respectée par la victoire; Moskou deviendra le théâtre de la conclusion de la paix. Ainsi raisonne Napoléon : le monde entier eût pensé comme lui. La destruction de Moskou, livrée aux flammes par des mains russes, est un événement inouï, au-dessus de toute prévoyance, et auquel il n'a été permis de croire qu'après son accomplissement.

L'instrument d'exécution est connu; le comte Rostopchin n'a pu se soustraire à l'évidence qui l'accuse. Là est bien le bras que l'on a vu agir; la pensée vient d'ailleurs. Rostopchin n'est point un moderne Érostrate, aspirant à une affreuse immortalité. Cette grande responsabilité, que l'on a voulu faire peser sur le gouverneur, il l'a repoussée loin de lui; il n'a voulu en accepter ni l'horreur ni la gloire. Dès le mois de juillet, comme on l'a vu précédemment, l'empereur Alexandre, pendant son séjour à Moskou, avait fait pressentir l'adoption éventuelle de mesu-

res terribles, extraordinaires; mais une insinuation de cette nature n'aurait pas suffi au comte Rostopchin pour l'autoriser à prendre sur lui l'anéantissement de la seconde capitale d'un grand empire. Une usurpation de pouvoir aussi audacieuse ne saurait se concevoir, surtout dans l'agent, dans le sujet d'une autocratie. Il faut donc remonter plus haut. Tous les écrivains, jusqu'à présent, se sont bornés à de vagues conjectures; ils posent la question sans oser la résoudre. « La part que l'empereur Alexandre « eut dans cette catastrophe, a dit M. le comte « Philippe de Ségnr, est encore un mystère « pour les Russes; ils l'ignorent ou le taisent. » Ils ne le taisent plus. Depuis que le temps, qui cicatrise toutes les plaies, a vu Moskou sortir de ses cendres, se relever presque aussi brillante qu'avant sa chute, l'imagination, éblouie par la pompe de ses constructions nouvelles, ne se souvient plus que la majeure partie de sa population a disparu, soit dans l'incendie, soit par la famine et la misère, dans les campagnes désertes où elle chercha un refuge.

Dans toute autre contrée que la Russie, on se demanderait si jamais le chef d'un État a pu, sans être un monstre de barbarie, ordonner une mesure dont cent mille, peut-être deux cent mille habitants sont devenus les victimes. Certes,

on admire avec raison les citoyens généreux d'une ville libre qui s'ensevelissent sous leurs remparts, plutôt que de se soumettre à un odieux vainqueur. Là l'héroïsme est réel, l'admiration légitime. Mais dans la Moskovie ! Quelle que soit l'exaltation du dévouement fanatique des sujets à leurs tzars, jamais la population d'une grande cité n'aurait conçu l'idée de se détruire elle-même, et de s'immoler, elle, ses vieillards, ses femmes et ses enfants, à l'orgueil d'un despote. Il y a là un maître qui commande le suicide, et des esclaves qui se tuent. Mais commander le suicide à deux cent mille esclaves, c'est ce que jamais le monde n'avait vu avant le règne d'un prince que ses contemporains ont loué, que l'histoire louera peut-être, comme un modèle de bonté et de douceur. Si du moins le doute était permis ! Mais le doute a cessé d'être possible quand les Russes les plus jaloux de l'honneur de leurs souverains, loin de dissimuler l'origine de l'ordre exécuté par le gouverneur Rostopchin, prennent plaisir à en faire un mérite à l'empereur Alexandre.

Lorsqu'en 1838 on reçut en France la nouvelle qu'à Saint-Pétersbourg, dans la soirée du 17 décembre, le palais d'hiver était devenu la proie des flammes, un agent secondaire du cabinet russe à Paris, qui publia sur cet événement

un écrit où il rappelait les scènes <sup>1</sup> antérieures dont ce palais avait été le théâtre, disait, en termes formels : « Ces murs ont vu les longues veilles et les soucis du chef de l'empire, dans ces jours mémorables de 1812, qui devaient décider des destinées de la Russie et de l'Europe, alors que le sort mettait son glaive et sa balance entre les mains d'Alexandre. *C'est là que fut résolu le sacrifice de Moskou.* » Ainsi, le sacrifice de Moskou a été l'effet d'une détermination réfléchie et méditée! Moskou, qu'eût respecté Napoléon, a été incendié par Alexandre <sup>2</sup>! Ne pouvant empêcher son ennemi d'occuper cette ville, il a voulu, en la brûlant, dissiper en fumée le triomphe <sup>3</sup> du vainqueur.

Nous supprimons ici les descriptions pitto-

<sup>1</sup> J'ai reçu cet écrit de la main même de l'auteur, le baron de Mayendorf, alors conseiller d'État et chambellan de l'empereur Nicolas, et depuis, ambassadeur à Berlin.

<sup>2</sup> Si l'année 1812 a vu incendier une vieille capitale dans l'Orient de l'Europe, l'année 1814 frappera du même malheur une capitale naissante dans le nouveau monde. Maîtres un moment de la métropole américaine, les Anglais la livreront aux flammes, et s'attacheront surtout à la démolition des deux plus beaux édifices que l'architecture eût encore élevés aux États-Unis, le palais destiné au président et le Capitole. C'est le général anglais Ross qui a brûlé Washington; ce n'est pas Napoléon qui a brûlé Moskou.

<sup>3</sup> *Ut quatenus urbes eripi Romanis non poterat, triumphus arderet.* — FLORUS.

resques déjà épuisées par une foule d'écrivains, et le mugissement des flammes, et les torrents de lave courant de toutes parts, et les vapeurs brûlantes qui embrasent la respiration, et les nuages de fumée qui la suffoquent. Nous nous bornerons à dire que de six mille cinq cents maisons de bois que renfermait Moskou, quatre mille cinq cents à peu près disparurent; sur deux mille six cents maisons de pierre, il en subsista cinq cent vingt-six. Le Kremlin lui-même était voué à la destruction : un Russe fut saisi y attachant la fusée fatale; une mort prompte l'en punit; mais, cernée par l'incendie prêt à l'envahir, la position ne pouvait plus être maintenue. Après une longue hésitation, Napoléon se résout à la quitter; il part, il marche au milieu des périls de toute espèce, ayant notamment à suivre et ensuite à dépasser un long convoi de poudre, dont une seule étincelle peut à chaque minute amener l'explosion. Le soir, il arrive au château de Pétrowski, château bâti par Pierre le Grand, à une petite distance de la barrière de Pétersbourg, d'où il contemple avec un sentiment douloureux le plus effrayant des spectacles.

Si Moskou lui refuse un quartier général, pourquoi n'irait-il pas en chercher un plus sûr à Saint-Pétersbourg? Ce projet est le premier qui se présente à son esprit. Il en croit l'exécution



jusqu'à un certain point praticable; ou du moins, en dirigeant son avant-garde vers cette capitale, et en paraissant la menacer, il pourrait se replier contre Wittgenstein, qu'il prendrait à dos, rallier les armées du duc de Tarente, de Gouvion Saint-Cyr, du duc de Bellune, et établir ses quartiers d'hiver dans les provinces lithuaniennes. Cette pensée de Napoléon était une pensée de salut, mais il eût fallu se remettre en marche sur-le-champ : l'armée était lasse, ses chefs plus las encore, et on ne parlait que de paix. Cédant à une déplorable influence, l'Empereur lui-même se laisse aller à croire que la paix n'est pas impossible; il se rappelle ses anciens rapports avec Alexandre; il imagine que tout sentiment d'affection n'est pas éteint dans le cœur de ce prince, et se persuade que sa voix le toucherait encore s'il pouvait la faire retentir jusqu'à lui. Rentré au Kremlin, il s'occupe à en chercher les moyens.

L'hospice des Enfants-Trouvés a été préservé de l'incendie et du pillage par la garde que Napoléon<sup>1</sup> lui a fait donner dès le 14, à son entrée

<sup>1</sup> Napoléon, loin d'aggraver volontairement les souffrances du pays, a tout fait pour les diminuer. Lorsque, le 20 décembre 1812, il a dit au sénat qu'en proclamant la liberté des esclaves il pouvait armer la population russe contre elle-même, il disait vrai. Si les Russes le nient, des témoins plus désintéressés en conviennent. « Il n'est pas douteux, écrit Robert Wilson, qu'on

à Moskou. Le chef de cet hospice, le conseiller d'État Tontelmine, que le gouverneur Rostopchin avait laissé dans une complète ignorance de ses desseins, bénit dans l'Empereur des Français la providence qui a sauvé les malheureux enfants confiés à ses soins; et comme il demande à en informer l'impératrice mère, protectrice de cet établissement, il s'empresse d'ajouter à sa lettre quelques mots sur la disposition où serait Napoléon de se réconcilier avec l'empereur Alexandre, si personne ne s'interposait entre eux. Deux jours après, Napoléon ne balança pas à faire une démarche plus directe.

Quelques hommes honorables, étrangers aux emportements de Rostopchin, n'ont pas craint de rester à Moskou au milieu des cendres et des décombres. Parmi eux se trouve M. de Jacowleff, dont le frère avait été ministre à Stuttgart. Napoléon trouve en lui un homme de bonne foi, qui gémit sur les maux de son pays, et contribuerait volontiers à y mettre un terme. « Si « j'écrivais à l'empereur Alexandre, pourrais-je « être assuré que ma lettre lui serait remise? » Sur sa réponse affirmative, Napoléon le charge

« eût pu fomentier en Russie une guerre civile; et ce fut Bona-  
« parte qui rejeta les offres d'insurrection qu'on lui fit pendant  
« qu'il était à Moskou. »

d'une lettre pour ce prince. C'est le 24 septembre que part M. de Jacowleff. Dix jours s'écoulent, et on n'entend parler ni de la lettre, ni du courrier.

Le 4 octobre, Napoléon se décide à tenter une autre voie. Il fait proposer au général Kutusof de lui envoyer le général Lauriston, son dernier ambassadeur en Russie. Lauriston parvient, non sans peine, auprès du général russe, et il a une conférence avec lui dans la nuit du 5 au 6 octobre. Kutusof s'empresse de rendre compte de cette conférence à l'empereur Alexandre, et le prince Wolkouski est expédié immédiatement pour porter sa dépêche à Pétersbourg.

On a depuis publié de prétendues conversations entre le général Lauriston et le maréchal Kutusof, conversations où l'on a eu soin de donner au général russe le rôle brillant et tout l'avantage de la discussion. Ce sont là des romans plus ou moins vraisemblables, qui n'ont aucun caractère d'authenticité. De part et d'autre, dans les rapports accidentels des généraux russes et des généraux français, notamment du général Benigsen et du roi de Naples, on se montrait réciproquement les dispositions les plus pacifiques; mais ces démonstrations n'étaient sincères que d'un côté. Les Russes devaient vouloir la guerre, précisément parce qu'ils n'avaient plus rien à

perdre. On ne saurait concevoir comment l'Empereur admettait la possibilité d'un retour d'Alexandre vers lui. L'âme de ce prince n'était plus celle qui s'était attendrie à Tilsitt, qui lui avait, à Erfurt, et plus tard dans sa correspondance, juré cent fois une amitié éternelle; cette âme avait été endurcie par les revers, par le mal que lui avaient fait les armées françaises, par le mal qu'il se faisait à lui-même pour se défendre contre elles. L'homme qui a consenti à sacrifier Moskou ne connaît plus de sacrifices capables de l'arrêter. Le squelette brûlé de Moskou s'élève à jamais comme une barrière insurmontable entre les deux empereurs; et celui qui avait allumé l'incendie est, par cette raison même, celui qui ne peut pas le pardonner. Napoléon ne reçut aucune réponse ni à la lettre qu'il avait envoyée à Pétersbourg, ni aux communications faites au maréchal Kutusof. Ce dernier fut blâmé par l'empereur Alexandre d'avoir, au mépris de ses instructions antérieures, admis dans son camp le général Lauriston, et il lui fut enjoint de défendre à ses généraux d'avoir aucune entrevue avec les Français. « Toutes les notions que vous avez reçues de moi, portait la lettre<sup>1</sup> d'Alexandre à Kutusof; toutes les déterminations

<sup>1</sup> En date de Pétersbourg du 9.—21 octobre.

« consignées dans les ordres qui vous ont été  
« adressés par moi ; en un mot, tout doit vous  
« convaincre que ma résolution est inébranlable,  
« et que, dans ce moment, aucune proposition de  
« l'ennemi ne pourrait m'engager à terminer la  
« guerre, et à manquer par là au devoir sacré de  
« venger la patrie outragée. » Ce langage de l'em-  
pereur de Russie n'a rien dont on doive s'éton-  
ner. Moskou réduit en cendres avait mis un  
terme à la marche victorieuse de Napoléon.  
Tout était devenu danger pour celui-ci ; tout  
devenait espérance pour celui-là.

Avant que Napoléon, de son quartier général du Kremlin, cherchât à s'ouvrir des voies de communication avec Pétersbourg, Alexandre plus heureux avait suivi avec la Suède une négociation plus facile et plus prompte, qui lui permettait d'envoyer de puissants renforts au corps d'armée de Wittgenstein. Dans la situation où s'était trouvée la Russie par la seule invasion des provinces lithuaniennes, il était devenu important pour cette puissance de pouvoir disposer des troupes qu'elle avait en Finlande, et qui, par suite du traité du 24 mars avec la Suède, traité confirmé par une convention signée le 3 juin à Wilna, étaient réputées devoir être mises sous les ordres du prince royal de Suède, pour l'aider dans la conquête de la Norvège. Il s'agis-

sait pour l'empereur Alexandre, non de rompre ces engagements, mais d'en ajourner l'exécution. Pour arriver à son but, ce monarque imagina de faire proposer une entrevue au prince royal; proposition qui fut acceptée avec empressement. Abo fut fixé pour le lieu de l'entrevue, et elle eut lieu dans le mois d'août. Rien ne fut négligé de ce qui pouvait flatter un esprit vaniteux, fier de voir caresser ainsi sa nouvelle grandeur. A l'arrivée du prince royal, des bâtiments pavoisés allèrent à sa rencontre, et son entrée dans le port fut annoncée par des salves d'artillerie. Le gouverneur général, les magistrats, le clergé, l'attendaient en grande pompe, et le conduisirent au palais du gouvernement, où il reçut aussitôt la visite d'Alexandre, qui lui présenta les principaux personnages de sa suite. Les honneurs extraordinaires rendus au prince royal, les louanges<sup>1</sup> qu'on lui prodigna, les conseils

<sup>1</sup> Robert Wilson, dans son *Mémoire sur la guerre de 1812*, dit que l'empereur Alexandre flatta Bernadotte de l'espoir de monter sur le trône de France, si Bonaparte pouvait être renversé. Bien des personnes pensent qu'Alexandre était très-capable de présenter cet appât à l'ambition du prince royal, et que celui-ci était homme à s'y laisser prendre. Quelques historiens se sont exagéré l'importance des conseils stratégiques que Bernadotte ne cessa de prodiguer à l'empereur Alexandre pendant cette campagne. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre V.

que l'on parut demander à sa perspicacité et à sa science militaire, l'amènèrent sans grande peine à se montrer extrêmement traitable sur l'arrangement<sup>1</sup> désiré par la Russie. L'expédition pour la conquête de la Norwége fut remise à d'autres temps, et les trente-cinq mille hommes,

<sup>1</sup> Le traité signé le 30—18 août entre le comte de Romansof et M. de Loewenhielm portait à trente-cinq mille hommes le corps de troupes russes qui devait être mis à la disposition de la Suède vers la fin du mois de septembre; mais, en fixant un terme aussi rapproché, il était bien entendu que cette fixation était illusoire, et qu'on n'y tenait pas. L'auteur d'une Histoire de Charles XIV fait de cette négociation un récit véritablement curieux. Selon lui, ce serait le prince royal qui aurait forcé l'empereur Alexandre d'envoyer trente cinq mille hommes à Wittgenstein, tandis que le prince, au contraire, voulait les lui laisser pour la conquête de la Norwége. On douterait de notre véracité, si nous ne citions pas le texte même de cette histoire: « J'ai vu, dit le prince royal à l'empereur Alexandre, les troupes que vous me destinez; elles sont bonnes et belles, mais vous en aurez un besoin urgent: Wittgenstein s'affaiblit. Il est impossible que Macdonald et Victor ne finissent pas par lui passer sur le corps et aller à Pétersbourg..... Envoyez-lui ces trente-cinq mille hommes. — C'est beau ce que vous faites là, prince, répondit l'empereur; mais je ne dois pas l'accepter: comment auriez-vous la Norwége? — Si vous êtes heureux, répliqua Charles-Jean, je l'aurai toujours; vous tiendrez vos promesses. Si vous succombez, sire, l'Europe est asservie, les couronnes seront flétries, on ne les portera que sous le bon plaisir de Napoléon: mieux vaut labourer son champ que régner à cette condition. » Il est difficile d'écrire l'histoire d'un roi gascon dans un style mieux assorti au caractère de son héros.

partis aussitôt de la Finlande pour renforcer Wittgenstein, mirent ce général en état d'occuper en Lithuanie les corps français qui, sans cette circonstance, auraient pu marcher sur Pétersbourg, ou rejoindre la grande armée de Napoléon.

La vérité nous oblige à placer ici un fait affligeant, mais incontestable. Dès le mois d'août 1812, le prince royal avait fait inviter<sup>1</sup> le général Moreau à venir s'établir en Suède comme particulier, et ensuite il lui avait fait entrevoir les honneurs et le titre de maréchal. Le sentiment d'envie contre la supériorité de Napoléon, qui avait perdu Moreau, qui plus d'une fois avait failli perdre Bernadotte, formait entre eux un lien naturel, dont on ne doit point être surpris. Si c'est l'empereur Alexandre qui le premier a désiré rappeler en Europe, pour l'employer contre Napoléon, le général français réfugié aux États-Unis, et que cette proposition soit venue de Pétersbourg, le prince royal<sup>2</sup> en a été au moins l'intermédiaire.

<sup>1</sup> Dépêche de Stockholm en date du 27 août.

<sup>2</sup> Le même historien de Charles XIV, dont nous avons parlé dans une note précédente, cherche à faire croire que le prince royal aurait été étranger au retour du général Moreau. C'est en 1813 que ce général reparait en Europe, et vient débarquer à Gothembourg. Ce serait un calomniateur bien habile que celui



Les dispositions connues du prince royal contre l'empereur des Français faisaient de sa cour un asile ouvert à toutes les personnes qui partageaient ses sentiments. Par cette raison seule, Stockholm eût dû être un refuge pour madame de Staël, quand même elle n'aurait pas été veuve d'un ambassadeur suédois, et que la peur ne l'aurait pas, comme un grand nombre de riches familles, chassée de Pétersbourg. Cette femme d'un si grand mérite, dont le seul tort est d'avoir voulu joindre un rôle politique à sa renommée littéraire, et qui, en 1800, opposait à la grandeur naissante de Bonaparte l'influence d'un salon républicain, avait alors compté Bernadotte au nombre de ses élus. Depuis, nourrissant dans son âme de femme le ressentiment d'une puissance méconnue, après avoir promené dans diverses cours de l'Europe sa haine contre Napoléon, elle avait fini par arriver en Russie, au moment de la rupture entre les deux empereurs. On juge bien qu'à Stockholm l'illustre voyageuse ne vint pas porter des paroles de paix pour réconcilier<sup>1</sup> le prince royal avec la France.

qui, pour nuire à l'honneur du prince royal, lui aurait imputé, en 1812, un retour qui n'a lieu qu'un an après.

<sup>1</sup> Madame de Staël écrivait le 29 octobre, à une dame de Genève : « Vous avez vu ma situation, pouvais-je la supporter ?

Des hommes, d'ailleurs prodigues de louanges pour l'Empereur, et malveillants seulement par insinuation, ont mis en doute s'il ne s'était pas obstiné à aller à Moskou pour dater aussi des décrets de cette ville, comme il en avait daté de tant d'autres capitales. Le décret fameux sur les théâtres ayant été depuis, en raison de son objet, rappelé souvent à l'attention publique, on a cherché à faire croire qu'il y avait eu, de la part de l'Empereur, une sorte d'affectation à dater ce décret du lieu le plus éloigné où il ait porté les armes françaises. Cette supposition n'a pas le moindre fondement. Napoléon a signé des décrets à Moskou comme dans les autres quartiers généraux, villes ou villages, parce que nulle part il ne perdait de vue l'intérieur de la France, et que des résolutions, dont en général le texte avait été débattu devant lui dans de nombreuses séances du conseil d'État, devaient aller au loin chercher sa signature. Il est une foule de questions que l'Empereur a tranchées par des décrets ou traitées dans des lettres, pendant le cours de la campagne de Russie, sans prévoir qu'alors on dût un jour y mettre de l'importance, moins peut-être en raison

« M. de Barante une fois destitué, mon séjour, ou plutôt ma  
« prison, n'était plus tolérable. Je suis ici très-bien accueillie, et  
« le maître de céans réunit tout ce qui peut me plaire. »

du sujet même qu'en raison du lieu où il s'en était occupé. Nous indiquerons particulièrement ici une lettre écrite de Moskou au ministre de l'intérieur; lettre curieuse, en ce sens qu'elle montre Napoléon sous un jour tout nouveau. Cet homme, que tant d'écrivains représentent sans cesse comme faisant une guerre acharnée aux libertés publiques, exprime dans cette lettre son mécontentement du zèle exagéré et mal entendu qui, relativement à l'une de ces libertés, sort de la mesure convenable et outre-passe ses intentions. L'un des griefs qui ont soulevé les plus fréquentes et les plus amères accusations contre l'Empereur, est celui d'avoir anéanti la *liberté de la presse*. Il semble, à entendre ses détracteurs, qu'implacable ennemi de la presse, il l'ait poursuivie même dans ses opérations les plus innocentes, comme s'il eût voulu étouffer la pensée, et arrêter l'essor de l'esprit humain: eh bien! ce terrible oppresseur d'une liberté si précieuse s'en occupe à Moskou, non pour y mettre des entraves, mais pour reprocher à son ministre celles qu'on y apporte sans une véritable nécessité d'intérêt général.

« Je n'approuve pas, écrit-il à M. le comte de Montalivet<sup>1</sup>, la direction que prend la cen-

<sup>1</sup> Lettre datée de Moskou le 11 octobre 1812.

« sure. Mon intention est qu'on laisse une liberté  
« entière à la presse; qu'on n'y mette aucune  
« gêne; qu'on se contente d'arrêter les ouvrages  
« obscènes, ou tendant à semer des troubles dans  
« l'intérieur. Du reste, qu'un ouvrage soit bien  
« ou mal écrit, bête ou spirituel, contenant des  
« idées sages ou folles, utiles ou indifférentes,  
« on ne doit point y faire attention. La question  
« que doit se faire le directeur de la librairie est  
« celle-ci : 1<sup>o</sup> L'ouvrage est-il obscène, et sa pu-  
« blication serait-elle contraire aux règles de  
« police municipale? 2<sup>o</sup> L'ouvrage a-t-il pour but  
« de réveiller les passions, de former des fac-  
« tions, ou de semer des troubles dans l'intérieur?  
« Toutes les fois qu'un ouvrage n'est point dans  
« l'un de ces deux cas, on doit le laisser passer. »  
Assurément, dans l'un des cas énoncés par l'Em-  
pereur, une grande latitude est laissée à l'arbi-  
traire du pouvoir, et la liberté de la presse  
n'existe pas, tant qu'elle n'a point, dans l'in-  
flexible protection de la loi, une invincible ga-  
rantie. Mais lorsqu'après vingt-cinq ans de dis-  
cussions sans cesse renouvelées, avec la publicité  
de deux grandes tribunes et de dix mille jour-  
naux; lorsqu'après la révolution démocratique  
de 1830, des législatures françaises, pour mettre  
le gouvernement à l'abri des coups de la presse,  
n'ont trouvé d'autre expédient que de changer

ses délits en attentats, et d'en déférer le jugement à un tribunal politique, doit-on faire un grand crime à Napoléon, qui vient d'avoir sous les yeux les saturnales des folliculaires, libellistes et pamphlétaires, si funestes à la France sous les gouvernements auxquels il succède, d'avoir cherché à se défendre contre des attaques semblables, et de s'être réservé le moyen d'empêcher ce qui peut nuire à la sûreté de l'État? Sa lettre de Moskou atteste qu'il n'entend réprimer ou plutôt prévenir que les atteintes à la morale publique et à la tranquillité du pays. Cette lettre, conçue dans un esprit extensif de la liberté de la presse, est, à mon avis, un fait bien plus frappant, plus caractéristique, plus digne d'attention, en considération même de sa date de Moskou, que la signature d'un décret sur l'organisation des théâtres.

En marchant à travers les dévastations et les incendies opérés par des mains russes, Napoléon avait dit : *Ce sont toujours les Scythes*. Comment, en reconnaissant le naturel de ces populations sauvages, n'a-t-il pas songé à la destinée du roi des Perses? Les avis cependant ne lui manquaient pas. Un jour, le prince Poniatowski lui ayant parlé de l'extrême variation de la température en automne, l'Empereur lui avait répondu : « Soyez tranquille ; je ne referai pas Charles XII. »

Il va le refaire, dans la plus gigantesque proportion.

Si c'était déjà une faute d'être allé à Moskou, c'en fut une bien plus grande d'y être resté après l'incendie. Au moment où l'Empereur vit cette ville en flammes, sa première inspiration fut, comme nous l'avons dit, de faire un mouvement comme pour menacer Pétersbourg, et de se replier tout à coup pour prendre à dos Wittgenstein. On lui avait opposé d'abord la fatigue de l'armée; mais pourquoi, après huit jours de repos, n'est-il pas revenu à son premier projet? A quelle cause, à quelle impression a-t-il cédé, en s'abandonnant à une inaction de trente-cinq jours? Son imagination s'est-elle sérieusement laissé séduire au rêve de la paix? ou bien, comptant sur l'infailibilité de son étoile, a-t-il voulu, par cette prolongation de séjour, faire croire à l'Europe qu'il était toujours le maître de rester ou de partir, se réservant toutefois de se retirer à temps pour sauver son armée? Peut-être ces diverses illusions se sont-elles réunies pour le perdre. La retraite qu'il se croit libre de faire à volonté, il la commença trop tard. Il a défié le dieu des frimas; le dieu s'en irrite, il devance son heure accoutumée, et précipite sa marche contre l'audacieux qui est venu le braver dans son empire; il le poursuit

dans sa course; il atteint sa vaillante armée, et la frappe au cœur; il ôte au soldat sa vigueur physique et morale, engourdit ses pieds et ses mains, et lui arrache ses armes; il dompte jusqu'aux chefs les plus intrépides. Peut-être le maréchal Ney est-il le seul dont l'invincible énergie soit au-dessus de tous les événements : le maréchal Ney est le héros de la campagne de Russie.

---

---

## CHAPITRE III.

### GUERRE ET POLITIQUE.

Départ de Moskou, et marche des Français sur Kalouga. — Attaque imprévue de Koutousof contre les Français. — Bataille de Malojaroslawetz. — Retour des Français sur la route de Smolensk. — Violence de l'hiver dès le 7 novembre. — Effets terribles du froid. — Arrivée à Smolensk — Manœuvres mal entendues du prince Schwarzenberg. — Marche de l'armée française sur Orscha. — Combat de Krasnoi. — Intrépidité et belle manœuvre du maréchal Ney. — Respect de l'armée pour Napoléon malheureux. — Arrivée sur la Bérésina. Combat de Borisow. — Construction de ponts. — Passage de la rivière. — Bataille sur ses deux rives. — Rupture des ponts, et pertes qui en sont la suite. — Belle conduite du maréchal Ney et du maréchal Victor. — Admirable dévouement des Polonais. — Hommage rendu par les Russes au génie de Napoléon. — Premier symptôme de défiance de l'Empereur à l'égard de l'Autriche et de la Prusse. — Continuation de la retraite sur Wilna. — Résolution de l'Empereur de partir pour Paris. — 29<sup>e</sup> bulletin. — Forces encore disponibles. — Adieux de l'Empereur aux maréchaux. — Le roi de Naples prend le commandement de l'armée. — Passage de Napoléon à Varsovie. — Lettre qui ordonne le rappel de son ambassadeur. — Arrivée des Français à Wilna, et évacuation de cette ville. — Encombrement de bagages au pied de la montagne de Ponari. — Le maréchal Ney toujours à l'arrière-garde. — Pertes éprouvées dans Wilna. — Arrivée sur le territoire prussien. — Rapprochement du désastre de Russie avec les grands désastres de l'antiquité. — Retraite sur Posen. — Conduite



toujours équivoque du corps autrichien. — Défection du corps prussien commandé par le général Yorck. — Redoublement d'influence des sociétés secrètes en Prusse. — Mesures précédemment adoptées contre les sociétés secrètes. — Manifestations d'hostilités contre la France dans les salons de Vienne. — Doute sur l'utilité de garder Dantzig. — Départ du roi de Naples. — Nomination du prince Eugène pour le remplacer. — Étrange conduite de M. de Pradt avec les Polonais. — Autorisation donnée par M. de Pradt aux Autrichiens de s'abstenir de combattre. — Contraste de la conduite du successeur de M. de Pradt avec celle de cet ambassadeur. — Position avantageuse du corps autrichien. — Lettre du prince Schwarzenberg au ministre de France. — Évacuation de Varsovie. — Combat de Kalish.

---

Dès le commencement d'octobre, l'Empereur a préparé ses dispositions de retraite. Des ordres ont été donnés pour l'évacuation des blessés et malades, qui doit être terminée le 15. Prévoyant les difficultés qu'il va rencontrer sur sa route, il appelle de toutes parts des renforts ; il charge le duc de Bassano, qui est à Wilna, de presser tous les États <sup>1</sup> alliés de compléter leurs contingents ; il prescrit aux maréchaux qui com-

<sup>1</sup> Le 26 septembre, il mandait au duc de Bassano : « Écrivez à M. de Pradt... Faites remarquer que je n'ai pas lieu d'être satisfait. Il y a beaucoup de phrases et peu d'action. »

mandent ses armées en Lithuanie, de prendre leurs mesures, d'une part, pour tenir en respect Wittgenstein et les autres corps russes, d'autre part, pour l'appuyer à son arrivée sur le Borysthène. A son départ de Moskou, la première pensée de l'Empereur doit être de prendre, s'il est possible, une direction nouvelle par des pays que la guerre n'ait pas épuisés. Il est donc décidé à faire une pointe sur Kalonga. Deux routes y conduisent : l'une, occupée par Koutousof; l'autre, libre encore, passe par Barowsk et Malojaroslawetz. C'est cette dernière que va prendre Napoléon. L'armée, remise de ses fatigues, offre environ cent six mille combattants. Son mouvement doit commencer le 18 octobre. Jusquelà, les avant-postes russes et français restaient en observation, et on était d'accord de ne point s'attaquer sans se prévenir. Tout à coup, vers le milieu de ce même jour 18 octobre, on apprend que nos troupes ont été surprises, que cinq divisions de l'armée russe sont tombées à l'improviste sur le corps de troupes du général Sébastiani et sur la cavalerie du roi de Naples. Les cuirassiers et les carabiniers français ont fait jusqu'à dix charges pour rétablir le combat; le roi de Naples, qui, comme toujours, a payé de sa personne, a été blessé; mais son impétuosité accoutumée et le courage plus calme du

prince Poniatowski ont décidé l'avantage en notre faveur. Deux généraux russes, Baggowuth et Muller, ont été tués; de notre côté aussi, des braves ont succombé, notamment le général polonais Fischer. Quoique la perte de l'ennemi soit plus grande que la nôtre, ce début est d'un fâcheux augure. Dans la matinée du 19, l'évacuation de Moskou est achevée, à l'exception du Kremlin, où le duc de Trévise doit attendre les ordres de l'Empereur. En conséquence de ces ordres, il en sort dans la nuit du 22 au 23, après une terrible explosion de cent quatre-vingts milliers de poudre, qui fait sauter les tours principales de cette antique citadelle, et détruit, avec l'arsenal, tout le matériel de l'armée russe. Le 22 octobre, le vice-roi était arrivé à Borowsk, et le jour suivant il avait porté son avant-garde à Malojaroslawetz, sans avoir rencontré l'ennemi. L'Empereur doit croire que la route de Kalouga lui est ouverte; mais c'est là précisément que le danger se déclare. Koutousof, qui a reconnu le dessein de Napoléon, arrive avec toute son armée pour lui barrer le passage. Le général Delzons n'ayant fait occuper Malojaroslawetz que par deux bataillons seulement, le prince Eugène se hâte de conduire au secours de Delzons les divisions Broussier et Gérard. Là s'engage une lutte terrible, dont l'hon-

neur appartient au prince Eugène et aux braves généraux qui le secondent. Napoléon est accouru, et a fait établir des batteries pour protéger les mouvements du vice-roi. La ville, prise et reprise plusieurs fois, n'offre qu'un monceau de cendres. Du côté des Français, Delzons a été tué; du côté des Russes, Doctorof. Dix-huit mille Italiens ont tenu tête à dix-huit mille Russes. Koutousof, étourdi d'un choc aussi violent, songe à se retirer, et déjà il a donné des ordres en conséquence. Que fera maintenant Napoléon? Doit-il s'obstiner à poursuivre sa marche par Kalouga? Il hésite, il écoute des conseils; et ces conseils, contraires à son opinion, sont pour le parti de la prudence. Il cède, il va reprendre la route de Wiazma. La prudence ici fut une faute; la témérité eût été le salut de l'armée. Robert Wilson<sup>1</sup> et Boutourlin en conviennent également.

Les jours suivants, l'armée française s'est re-placée sur la grande route de Smolensk. Eucombrée de bagages, la marche est trop lente au gré de l'Empereur. Il trouve que le prince

<sup>1</sup> « Après cette bataille, glorieuse pour le prince Eugène, si Bonaparte, dit Robert Wilson, eût poussé son avant-garde, l'armée russe entière, d'après des ordres déjà donnés, se serait retirée derrière l'Ocka, et aurait laissé une riche contrée et une ligne de marche sûre, quelque direction que Bonaparte eût pu choisir pour rentrer en Pologne. »

d'Eckmühl ne presse pas assez ses mouvements, et il ordonne au duc d'Elchingen de prendre le commandement de l'arrière-garde. Celui-ci soutient avec vigueur les attaques ennemies, et protège admirablement les corps qui sont devant lui. Le 5 novembre, Napoléon est arrivé à Dorogobuje. C'est là qu'il reçoit la nouvelle d'une conspiration bien étrange, conspiration, il est vrai, d'un seul homme, le général Mallet, mais d'un homme audacieux, et qui, pendant quelques heures, a produit dans Paris une perturbation morale dont le contre-coup peut être immense en Europe.

Trois marches suffisent pour la réunion de l'armée à Smolensk; mais dans la nuit du 6 au 7 le froid se déclare, l'hiver est arrivé; c'est un nouvel ennemi plus meurtrier que toutes les armées russes. « Les chemins furent couverts de  
« verglas; les chevaux de cavalerie, d'artillerie,  
« du train, périssaient, non par centaines, mais  
« par milliers. Plus de trente mille chevaux pé-  
« rirent en peu de jours; notre cavalerie se  
« trouve à pied, notre artillerie et nos trans-  
« ports sans attelages. Il fallut abandonner et  
« détruire une bonne partie de nos pièces, de  
« nos munitions de guerre et de bouche.

« Cette armée si belle le 6 était bien différente  
« dès le 14. »

Les affligeants aveux que nous venons de citer sont extraits de ce bulletin célèbre, le 29<sup>e</sup>, où Napoléon a eu le courage d'exposer toute l'étendue de ses désastres avec une telle franchise, que quelques-uns de ses ennemis y ont vu de l'exagération <sup>1</sup>. « Les hommes, continuait-il, que la nature n'a pas assez fortement trempés pour être au-dessus de toutes les chances du sort et de la fortune, perdirent leur gaieté, leur bonne humeur, et ne rêvèrent que malheurs et catastrophes. » Les malheurs <sup>2</sup> étaient déjà trop réels; les hommes d'une constitution faible succombent sous la violence d'un ciel irrité. La difficulté de se procurer des vivres, les fatigues de la route, la rigueur des nuits, énervent des corps qu'une âme énergique ne soutient pas. Les bivouacs <sup>3</sup> sur la neige deviennent

<sup>1</sup> De ce nombre est madame de Staël : « Dans son dernier bulletin, dit cette dame, Napoléon a rendu compte des désastres de son armée, plutôt en les outrant qu'en les dissimulant. C'est un homme qui aime tant à causer des émotions fortes, que quand il ne peut pas cacher ses revers, il les exagère, pour faire toujours plus qu'un autre. »

<sup>2</sup> In hac omnis humani cultus solitudine destitutus exercitus quidquid malorum tolerari potest pertulit, inopiam, frigus, lassitudinem, desperationem.

QUINTE-CURCE.

<sup>3</sup> Fatigati quippe in ipso gelu deficientia corpora sternebant; quæ cum moveri desiissent, vis frigoris ita adstringebat, ut rursus ad surgendum conniti non possent.

QUINTE-CURCE.

nieurtriers ; les soldats ne s'en relèvent qu'avec peine, et ne s'en relèvent pas tous. Dans toute autre contrée de l'Europe, en une circonstance pareille, chaque armée eût pris ses quartiers d'hiver ; on se fut, de part et d'autre, établi dans de bons cantonnements, et les combats eussent été ajournés jusqu'au retour d'une température plus douce : mais en Russie, le terrible anathème de la malédiction, qui dit à l'homme pervers, *Marche, marche*, se renouvelle pour des armées entières. La voix de la tempête leur crie : *Marchez, marchez toujours !* il n'y a pas ici de toit pour vous abriter, de pain pour vous nourrir, de fourrage pour nourrir vos chevaux ; gardez-vous de vous arrêter un seul moment ! il faut marcher<sup>1</sup> ou mourir. Aussi ceux des chefs qui conservent leur activité font-ils leurs efforts pour empêcher que leur troupe ne s'arrête, et ne cède à l'attrait perfide d'un moment de repos. Le soldat marche donc, mais il marche d'un pas

<sup>1</sup> A commilitonibus torpentes excitabantur, neque aliud remedium erat quam ut ingredi cogerentur.      QUINTE-CURCE.

Xénophon avait subi les mêmes épreuves. « Ayant été moi-même, dit-il, obligé, dans le grand froid, d'attendre les soldats qui préparaient leurs bagages, et m'étant assis, je m'aperçus que j'avais de la peine à me relever et à étendre les jambes. Quand je voyais un soldat assis, je le frappais pour le faire marcher devant moi. »

*Retraite des Dix mille.*

mal assuré; ses pieds sont brûlés par la neige<sup>1</sup>, son fusil échappe de ses mains roidies et glacées. Une cabane qu'il rencontre n'est pour lui que l'occasion d'allumer un feu qui le ranime pour quelque temps, mais dont parfois aussi la chaleur trop vive lui devient funeste. De la farine bonillie et la chair de cheval sont déjà ses meilleurs aliments. C'est au milieu de ces souffrances et de ces pertes qu'on arrive à Smolensk. Là on espérait du repos, quelques jours du moins: c'était une illusion.

L'Empereur avait, de Moskou, ordonné au duc de Bellune de venir au-devant de lui avec son corps d'armée: il y était venu; mais Gouvion Saint-Cyr étant sur le point d'être écrasé par Wittgenstein, qu'ont renforcé les divisions russes de la Finlande<sup>2</sup>, le duc de Bellune a dû courir à son secours.

Un autre appui qu'avait cru se préparer Napoléon lui manque encore et en même temps, celui du corps autrichien du prince Schwarzenberg. Le duc de Bellune n'a pas eu la possibilité de répondre à ses ordres; peut-être Schwarzenberg

<sup>1</sup> Multos exanimavit rigor insolitus nivis, multorum adussit pedes..... Jam ne retinere arma lubricæ et rigentes manus poterant.

QUINTE-CURCE.

<sup>2</sup> Bernadotte a eu raison de se vanter d'avoir, plus qu'aucune autre puissance, contribué aux désastres de l'armée française.



n'en a-t-il pas eu la volonté. Celui-ci cependant a sous son commandement plus de cinquante mille hommes<sup>1</sup>. Malgré l'injonction pressante qu'il avait reçue de se placer entre la grande armée française et l'armée russe du Danube, commandée par Tchitchakof, Schwarzenberg, après un succès d'un jour à Gorodeczna, n'a fait que des manœuvres indécises, comme pour attendre ce qui se passerait au centre de la Russie. Toutes les instructions de l'Empereur lui disaient : « Faites  
« en sorte que les Russes que vous avez devant  
« vous ne viennent pas se porter sur moi. » C'est dans un sens tout opposé qu'il opère : non-seulement il se retire devant Tchitchakof, mais il se retire vers l'ouest, laissant le passage libre à l'armée ennemie ; en sorte que maintenant c'est Tchitchakof qui se trouve entre Schwarzenberg et Napoléon. Telles sont les informations fâcheuses qui ont assailli l'Empereur à son arrivée à Smolensk. A peine est-on entré dans cette ville, qu'il faut se remettre en marche. Tout est à craindre pour nos magasins de Witepsk du côté de Wittgenstein, pour nos magasins de Minsk de la part de Tchitchakof. Peut-être même y

<sup>1</sup> Trente mille Autrichiens, le corps saxon du général Reynier de neuf à dix mille hommes, et la division du général Durutte qui l'a rejoint récemment, de près de quinze mille hommes.

a-t-il déjà du danger par la grande route de Wilna. Il est donc urgent de partir sans retard. Quarante à cinquante mille hommes, encore armés, obéissent à leurs chefs et suivent leur drapeau. Un nombre à peu près égal forme des pelotons, des bandes qui se suivent avec assez d'ordre, mais qui souvent causeront dans la marche un grand embarras. Le 13 novembre, un premier corps, que conduit le général Claparède, quitte Smolensk en se dirigeant par Krasnoi sur Orcha. L'Empereur et la garde partent le 14 ; le prince Eugène et le prince d'Eckmühl doivent le suivre le 15 et le 16 ; le duc d'Elchingen, le 17 seulement.

Cependant l'armée de Koutousof, qui a pris une route plus directe et non dévastée, a devancé les Français, et a déjà porté une avant-garde à Krasnoi. Cette avant-garde en est chassée par le général Claparède. Le 15, Napoléon y arrive avec sa garde, sans que Miloradowitch, qu'il aperçoit à sa gauche, ait osé lui disputer le passage ; mais ce même corps, qui n'a présenté aucun obstacle à Napoléon, oppose le 16 une vive résistance au prince Eugène. Le vice-roi, tout en faisant face à l'ennemi, profite du terrain qu'il voit libre à sa droite du côté du Borysthène, et rejoint dans Krasnoi le quartier impérial. La tentative qui avait échoué contre

le prince Eugène, devait naturellement se renouveler contre le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen; mais Koutousof, ayant réuni toutes les masses, conçoit un projet plus large : il veut cerner Krasnoi de toutes parts, et là écraser Napoléon avec les débris de son armée. Devinant l'intention de l'ennemi, Napoléon ne lui laisse pas le loisir de commencer son mouvement : c'est lui qui, le 17 au matin, prend l'offensive, et qui, au lieu de se tourner vers la France, marche droit au centre de Koutousof, et rompt ainsi toutes ses mesures. C'était le seul moyen d'ouvrir la route qui s'était refermée sur le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen. En effet, Koutousof étonné rappelle promptement Miloradowitch à son centre; et celui-ci, laissant libre le passage qu'il occupait, a donné au prince d'Eckmühl la liberté de rejoindre Napoléon. Quant au duc d'Elchingen, malheureusement il est encore à une marche de distance. Les Russes s'étant remis de l'étonnement où les a jetés une attaque aussi inattendue, reprennent les mouvements commencés, et menacent la route de Liadi. Le temps presse, on entraîne l'Empereur; et l'armée défile par cette route sous le canon russe, sans en éprouver un grand dommage. On espérait que Davoust pourrait faire une assez longue résistance

dans Krasnoi, pour que le maréchal Ney eût le temps d'y arriver ; mais Davoust est emporté lui-même dans le mouvement de retraite, et il a beaucoup de peine à sauver son arrière-garde des entreprises des Cosaques.

Si Napoléon et les autres corps ont échappé à Koutousof, du moins le général russe va-t-il prendre sa revanche sur le duc d'Elchingen, dont le corps est réduit à quelques milliers d'hommes. C'est une assez belle proie, et il ne néglige rien pour s'en saisir. Le lendemain, en effet, Ney à son arrivée est salué par une décharge de quarante bouches à feu, qui lui révèlent la présence de l'armée ennemie. L'intrépide capitaine ne recule pas. Ses troupes, conduites par Picard, Dufour et Barbanègre, se précipitent sur les batteries, et renversent jusqu'à trois fois la première ligne de Miloradowitch. Leur opiniâtreté<sup>1</sup> héroïque se brise contre une muraille d'acier, qui sans cesse se renouvelle. Dans ce moment, un parlementaire vient sommer le maréchal de se rendre, en lui apprenant, pour l'y décider, que les Français ne sont plus à Krasnoi. La meilleure réponse à une sommation insolente est d'en braver la menace. La résolution de Ney est aussitôt prise. N'ayant plus aucun motif pour vou-

<sup>1</sup> Expression de M. de Boutourlin.

loir atteindre Krasnoï, il se décide à chercher sur la rive droite <sup>1</sup> du Borysthène le chemin que la rive gauche lui refuse. Le projet, audacieusement conçu, est exécuté de même. La nouvelle que reçut, deux jours après, Napoléon de l'approche du maréchal Ney, lui causa le plus vif sentiment <sup>2</sup> de joie, le seul qu'il ait éprouvé dans tout le cours de sa retraite. L'armée française tout entière avait passé le Borysthène; Koutousof s'arrête sur les bords de ce fleuve. Son armée, qui, de l'aveu du colonel Boutourlin, est affaiblie de trente mille hommes, a besoin de se réorganiser; mais, en échange, Napoléon a devant lui deux autres armées, celle de Tchitchakof et celle de Wittgenstein. Une rivière se présente encore, la Bérésina, et sur cette rivière, un seul pont, le pont de Borisow.

L'Empereur se trouve ainsi, avec des troupes

<sup>1</sup> La première idée du maréchal était de chercher à se jeter sur Mohilow, et ce fut le colonel Pelet, aujourd'hui lieutenant général, qui lui conseilla de marcher vers le Borysthène probablement gelé, de là passer sur la glace pour gagner Orscha, où devait se trouver Napoléon. Honneur au colonel Pelet d'avoir donné un conseil si sage! honneur au maréchal Ney de l'avoir si bien suivi!

<sup>2</sup> En apprenant cette nouvelle, l'Empereur s'écria : « J'ai deux cents millions dans mes caves des Tuileries; je les aurais donnés pour sauver le maréchal Ney. »

en grand désordre, enfermé dans un espace de quinze lieues, entre trois armées formant ensemble au moins cent cinquante mille hommes. L'amiral Tchitchakof, qui revenait de Moldavie avec l'armée du Danube, après avoir fait sa jonction avec Tormasof, a pris le commandement des deux armées, ce dernier général ayant été appelé à la grande armée russe pour remplacer Bagration dans le commandement de l'un des corps dont elle se compose. En se dirigeant vers Minsk afin de saisir ce poste important, où sont rassemblés de grands approvisionnements destinés à l'armée française, Tchitchakof a laissé en Wolhynie un corps sous les ordres du général Sacken, pour distraire le prince Schwarzenberg de sa poursuite, l'attirer sur le Bug et l'occuper de ce côté; but qui, comme nous l'avons dit, a été parfaitement atteint. Libre de toute inquiétude, Tchitchakof s'est avancé vers Minsk, que sa faible garnison n'était pas en état de défendre. Le gouverneur de cette place, le général polonais Bronikowsk, s'est retiré dans la direction de Borisow; mais, soit imprévoyance, soit impossibilité, il n'a point pris de mesures pour s'assurer du pont. Le brave Dombrowski, qui faisait le siège de Bobrisk, est accouru pour réparer cette faute: il se bat en désespéré, et met hors de combat deux

généraux russes, Lambert et Engelhart. Un troisième leur a succédé, et c'est un émigré français, Langeron; force a été de céder au nombre. La seule voie qui nous fût ouverte sur la Bérésina n'existe plus.

Les hommes qui, pour employer l'expression du bulletin impérial, n'étaient *pas assez fortement trempés*, s'effrayaient d'une telle position, et croyaient leur perte certaine. Ceux des braves dont l'âme et le corps résistaient aux éléments, mettant toujours la même confiance dans l'Empereur, disaient : *Il nous tirera encore de là.*

C'est une puissance vraiment prodigieuse et inexplicable que celle de l'homme de génie sur les masses populaires. Dans l'excès de leurs souffrances, les soldats qui même y succombent plaignent l'Empereur plus qu'ils ne l'accusent; il y a en eux de la douleur et non de la colère. Déponillé de toutes les pompes de la grandeur, marchant un bâton à la main, au milieu des troupes harassées de fatigue, Napoléon est pour elles un grand et intéressant spectacle. Jamais plus de respect ne l'entoura sur le trône<sup>1</sup>, dans les

<sup>1</sup> Mon ami le brave général Letort, très sévère dans ses jugements sur Napoléon, quoiqu'il appartint à la garde impériale, m'a dit qu'il ne pouvait s'empêcher d'être profondément ému en le voyant cheminer ainsi, comme un pèlerin châtié par le ciel, sur lequel pèse, sans l'accabler, le sentiment de ses malheurs.

beaux jours de sa prospérité et dans tout l'éclat de sa gloire. Sa présence seule est encore comme la sauvegarde de tout ce qui existe. On voit tout en lui ; on ne conçoit pas qu'un autre que lui ait pu sortir de tant de pas dangereux, et parvenir de Moskou jusqu'à la Bérésina. Pour mieux garantir sa sûreté, on rassembla les officiers qui avaient encore conservé des chevaux, et on en forma quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Ces compagnies étaient commandées par le général Grouchy, sous les ordres du roi de Naples. Les généraux Sébastiani, Defrance et Saint-Germain étaient capitaines, des colonels étaient sous-officiers. On nomma ce corps le *bataillon sacré* ; mais bientôt, les chevaux périssant par la disette des fourrages, le *bataillon sacré* fut dissous.

Le 20 novembre, Napoléon a quitté Orscha. C'est à la première station où il s'arrête que lui parvint l'heureuse nouvelle de la réunion du maréchal Ney à l'armée ; mais là aussi il apprend que le pont de Borisow est au pouvoir de l'ennemi. Le duc de Reggio, à peine guéri de la blessure reçue à Polotsk, venait de se replacer à la tête de ses troupes. Instruit de l'échec éprouvé par Dombrowski, il est accouru pour protéger la division de ce général ; et, en se hâtant de donner avis de ces faits à l'Empereur, il lui



propose de faire une tentative pour reprendre Borisow. L'amiral Tchlitchakof, ignorant qu'il se trouvait si près de l'armée française, se disposait à remonter vers le nord pour joindre Wittgenstein, lorsque tout à coup le duc de Reggio, tombant à Niemaniza sur un corps conduit par le général Pahlen, le culbute, et le force à une retraite tellement précipitée, que les Français pénètrent dans Borisow à la suite des fuyards. « Bataillons et escadrons, dit M. de Boutourlin, « se précipitèrent pêle-mêle sur le pont, et regagnèrent la rive droite dans le plus grand « désordre... On coupa le pont, en abandonnant « à l'ennemi tous les bagages. » Le duc de Reggio prit six pièces de canon, cinq cents voitures et quinze cents prisonniers : succès sans résultat, puisque l'obstacle de la rivière se retrouvait de nouveau entre les Français et l'ennemi. Ici, la tâche de Napoléon redevient difficile : il faut tromper l'ennemi, établir des ponts hors de sa portée, et s'assurer un point de passage où l'on n'ait point à craindre une trop forte opposition. Un incident heureux vient indiquer ce point à l'Empereur. Le général Corbineau, avec une brigade de cavalerie, cherchant à rejoindre le duc de Reggio, a trouvé un gué et a franchi la rivière à Wesselowo, vis-à-vis de Stoudzianska. Sur ces renseignements, l'Empereur ordonne

aussitôt aux généraux Chasseloup et Éblé de se mettre à l'ouvrage. En quittant Smolensk, on a été obligé de brûler un équipage de pont, dont le transport demandait trop de chevaux ; mais on a conservé tout ce qui est nécessaire pour construire des ponts sur chevalets, outils, forges, charbon et cordages. Pendant ce travail, il importe de diriger ailleurs l'attention de Tchitchakof. Quelques mouvements ordonnés par l'Empereur, qui lui-même se porte à Borisow, et des démonstrations de préparatifs sur la partie inférieure de la Bérésina, persuadent en effet à ce général que c'est là que l'armée française veut s'ouvrir un chemin. L'inquiétude qui, pour Napoléon, cesse un moment de ce côté, se renouvelle du côté de Wittgenstein. Le duc de Bellune a laissé libre la route de Lepel, précisément celle que l'Empereur lui avait recommandé de couvrir avec le plus grand soin. « Le mal est sans remède ! » s'écria-t-il. Heureusement l'ennemi ne se pressa pas d'en profiter. L'Empereur préside aux travaux des ponts, sa présence soutient tous les courages ; les sapeurs et les pontonniers, obligés de passer plusieurs heures dans la glace pour poser les chevalets, déploient le plus admirable dévouement. Deux ponts sont prêts dans la journée du 26 ; mais, avant de commencer le passage, il faut reconnaître l'au-

tre rive. Corbineau connaît le gué qui l'a si bien servi ; un escadron de ses cavaliers le passe aussitôt, chaque cavalier ayant eu croupe un fantassin. Arrivés à l'autre bord, les tirailleurs sont mis à terre, et les cavaliers, gagnant au galop les hauteurs du vallon, donnent la chasse à quelques piquets d'infanterie et à des Cosaques embusqués dans ce voisinage. Jusqu'à présent Tchitchakof n'a rien deviné. La division Dombrowski et le corps du duc de Reggio sont bientôt rendus avec leur artillerie sur la rive droite, et, en occupant le débouché des bois qui conduisent à Borisow, ils ont mis à couvert la route de Wilna. Le passage continua toute la nuit, quoique suspendu plusieurs fois par la rupture de quelques chevalets, qu'il fallut rétablir avec de grands efforts. Le 27, il continua de même, et ce n'était pas sans peine que l'on décidait une partie des malheureux qui erraient sur la rive gauche à profiter du moment où la voie du pont restait libre. L'Empereur était encore à Stoudzianska, où les divers corps se relevaient successivement. Le duc de Bellune y étant arrivé avec les divisions Girard et Daendels, Napoléon n'hésita plus à passer la rivière avec sa vieille garde, que commandait le brave maréchal Lefebvre. La troisième division du corps du duc de Bellune ne fut pas assez heureuse

pour le rejoindre. Le général Parthonneaux, qui la commandait, s'étant égaré dans sa route, après s'être battu plusieurs fois, après avoir perdu une grande partie de sa troupe, la voyant réduite à quelques centaines d'hommes épuisés de fatigue et hors d'état de combattre davantage, se trouva obligé de se rendre. Dans le cours de la longue retraite de Moskou, où les Russes ont recueilli sur les chemins tant de milliers d'hommes épars et séparés de leurs drapeaux, ce sont là les seuls qu'ils aient pu se vanter d'avoir fait prisonniers par capitulation. Un des bataillons de la division Parthonneaux, que le hasard jeta dans une autre direction, eut seul le bonheur de se réunir à l'armée.

A peine l'Empereur a-t-il passé la Bérésina, qu'il court visiter les avant-postes du duc de Reggio; ensuite il dispose sa garde et l'artillerie de la garde sur un terrain assez favorable, pour qu'elle puisse tout à la fois secourir ce maréchal, et prêter appui, de l'autre côté de la rivière, au duc de Bellune. La journée du 17 se passe tout entière sans aucun incident. Du 27 au 28, la nuit eût pu être mise à profit par les traîneurs pour traverser la rivière : vainement on les y engage, on les en presse; une sorte de fatalité les retient sur ce sol, où les attend la plus cruelle destinée. Le prince Eugène éprouve lui-

même une grande difficulté à décider la queue de sa colonne à gagner l'autre rive. Enfin, tous les corps dont l'organisation s'est maintenue sont rendus sur la rive droite, à l'exception du duc de Bellune, qui, avec les divisions Girard et Daendels, doit, aussi longtemps qu'il sera possible, arrêter l'ennemi sur la rive gauche.

Le 28 au matin, le canon retentit sur les deux rives presque à la fois; Wittgenstein et Tchitchakof ont attaqué en même temps. L'Empereur voulait de monter à cheval pour reconnaître la position du duc de Reggio, lorsqu'il rencontre le maréchal, qu'on emporte atteint d'une nouvelle blessure; il se hâte de le faire remplacer dans le commandement par le duc d'Elchingen.

C'est pendant cette double bataille que commencent les terribles scènes qui ont rendu le nom de la Bérésina si douloureusement célèbre. La foule des non combattants, qui a négligé le passage quand il était facile, se précipite sur les ponts, hommes, femmes, chevaux et voitures, avec un désordre et une agglomération qui, en brisant les chevalets, ouvrent un abîme, où ceux qui suivent, ignorant ce qui se passe devant eux, poussent ceux qui les précèdent : on est obligé de recourir à la force pour donner aux sapeurs et aux pontonniers le temps d'opérer les réparations nécessaires.

Cependant les lieutenants de Tchitchakof, Pahlen et Czaplitz, ont fait de vains efforts pour percer la ligne française. Cette ligne de Français et de Polonais a soutenu le choc des Russes sans s'ébranler, et bientôt leur a fait perdre du terrain; mais ce sont surtout les cuirassiers du général Doumerc qui donnent à l'action l'éclat d'une victoire complète. Les chevaux, comme les hommes, quoique exténués de fatigue et de faim, semblent se ranimer pour le combat, et les carrés russes, enfoncés, sabrés, renversés, sont mis dans une entière déroute. Dix-huit cents prisonniers nous restent; mais comment garder ces prisonniers? En vain Tchitchakof, qui était en arrière, amène des renforts pour recommencer l'attaque; le maréchal Ney résiste à toutes les tentatives, et il aurait, ce jour-là, mérité le nom de *Brave des braves*, s'il ne l'eût déjà plus d'une fois conquis auparavant.

Sur la rive gauche, Wittgenstein n'a pas obtenu plus de succès. De ce côté aussi, la cavalerie a fait des charges admirables; le général Fournier, avec sa brigade, a fait mettre bas les armes à plusieurs régiments russes, et le duc de Bellune a un moment pénétré jusqu'au centre de la ligne ennemie; mais une batterie russe, dirigée sur des non combattants, a de nouveau occasionné un encombrement qui amène la rupture

des ponts, avec tous les malheurs qui en sont la suite. Cet incident toutefois ne change rien au sort du combat; partout l'armée française a gardé ses positions; le duc de Bellune, avec sept à huit mille hommes qui lui restent, a tenu tête à quarante-cinq mille ennemis. Quoique l'Empereur l'autorise à opérer son passage dans la soirée du 29, ce maréchal ne craint pas de le remettre au lendemain, quelques heures avant le jour, de manière que, dans l'intervalle, la nuit puisse offrir à un plus grand nombre de traîneurs la facilité de franchir la rivière. La journée du 28 novembre, si glorieuse pour le maréchal Ney, ne le fut donc pas moins pour le maréchal Victor. Les fautes de ce dernier, si, comme on l'a cru, il avait commis des fautes, sont toutes effacées aux yeux de l'Empereur, qui se plaît à lui en donner d'éclatants témoignages.

Vers le milieu de la nuit, le duc de Bellune commence à effectuer sa retraite, emmenant avec lui toute son artillerie, et laissant à Stoudzianska une arrière-garde, qui doit le suivre à huit heures du matin. Huit heures arrivent; alors commence la lutte des masses pressées de fugitifs qui s'entassent sur les ponts; mais la trouppe étant passée, le moment vient où il faut, en brûlant les ponts, fermer la route à

l'ennemi : moment terrible , et pour les soldats chargés de l'exécution , et surtout pour les malheureux qui vont rester sur la rive gauche, dévoués à une mort affreuse, ou à une captivité peut-être pire que la mort.

Dans les deux batailles qui viennent de se livrer simultanément, outre le maréchal Oudinot, plusieurs généraux ont été blessés : parmi les Français, Legrand, Fournier, Girard et Damas; parmi les Polonais, Dombrowski et Zaionscheck. Ce dernier a eu une jambe fracassée par un boulet; le chirurgien en chef Larrey lui a fait l'amputation <sup>1</sup> sur le champ de bataille.

<sup>1</sup> J'étais alors commissaire impérial près le gouvernement provisoire de Lithuanie. Zaionscheck, en venant à Wilna sur un traîneau, fut renversé dans un fossé aux portes de la ville. Dès qu'il y fut entré, l'aide de camp qui l'accompagnait vint m'en prévenir. Je m'empressai de me rendre auprès de lui, et de lui faire donner tous les soins que sa position exigeait. Tel était son dévouement à Napoléon, qu'il me témoigna l'intention de continuer son voyage au risque de périr en route, si je pensais que l'Empereur pût lui faire un crime de rester dans une ville où probablement il serait fait prisonnier. Je fus le premier à lui conseiller de ne pas aller plus loin. Ce général, l'un des plus vieux soldats de l'indépendance de la Pologne, avait plus d'une fois été blessé pour cette noble cause; mais, en cette circonstance, sa guérison fut un vrai miracle. On sait que l'empereur Alexandre, devenu roi de Pologne, l'en nomma vice-roi. Malheureusement, après sa mort, Zaionscheck eut pour successeur le grand-duc Constantin.



Je ne sais si, dans ma bouche, une mention du dévouement des Polonais, mention nécessairement brillante pour être vraie, ne serait pas suspecte de quelque partialité; j'emprunterai à M. Fain un passage qui peint assez rapidement tous les services rendus, dans cette campagne, par ces fidèles alliés de la France. « Au nombre des étrangers, dit-il, qui suivent toujours avec le même empressement les pas et la fortune de Napoléon, les Polonais doivent être mis au premier rang. On vient de voir trois<sup>1</sup> de leurs généraux qui représentent la Pologne au quartier impérial. On en trouvera d'autres à l'avant-garde : Poniatowski, Zaioncheck et Dombrowski ont leur place auprès du duc de Reggio. On en trouvera à l'arrière-garde; toute la division Girard du duc de Bellune est composée de Polonais : les uns courent en avant pour nous ouvrir les chemins; les autres demeurent en arrière pour protéger notre retraite. Ceux-ci bravent les périls pour porter nos dépêches; ceux-là pour guider nos colonnes : ils sont partout. Leur cause est perdue, et ces généreux alliés semblent le savoir moins que nous; ils ne pensent qu'à nous faire un rempart de leurs sabres, de leurs baïonnettes, et, s'il le

<sup>1</sup> Le comte Kossakowski, le comte Pac et le prince Sangusko, de la branche cadette des Czartoriski.

faut, de leurs corps jusqu'au dernier moment. Nous les retrouverons encore et toujours.»

Si l'on contestait l'habileté avec laquelle Napoléon sut mettre en défaut les trois armées qui semblaient devoir lui fermer toute issue, ce serait au jugement des Russes qu'il faudrait s'en rapporter. En Russie, on croyait tellement infaillibles les mesures prises pour lui intercepter tout passage, qu'on éprouva un vif mécontentement en apprenant qu'il était sorti vainqueur des combats qu'il avait livrés, et qu'il avait pu continuer sa marche sur Wilna. Les accusations s'élevèrent d'abord contre Tchitchakof, ensuite contre Wittgenstein ; enfin, on n'épargna pas Koutousof lui-même <sup>1</sup>. Les reproches dirigés

<sup>1</sup> « On a reproché, dit le colonel Boutourlin, au général Wittgenstein de ne s'être pas porté sur Borisow par la rive droite de la Bérésina. On a reproché au maréchal Koutousof la lenteur de ses marches, telle qu'il n'était arrivé sur la Bérésina que cinq jours après... On a reproché à l'amiral Tchitchakof de s'être laissé surprendre le passage de Stoudzianska, d'avoir manœuvré avec lenteur... Nous ne pouvons nous dissimuler, dit encore ailleurs M. de Boutourlin, que la conduite de l'empereur des Français au passage de la Bérésina est au-dessus de tout éloge. Le danger imminent où il se trouvait ranima encore une fois son génie militaire. Ainsi, les grandes pertes que les Français éprouvèrent ne sauraient être mises sur le compte de Napoléon, et ne doivent être mises que sur le compte des circonstances malheureuses où était son armée, et qu'il n'était plus en son pouvoir de maîtriser. »

contre ces généraux sont autant d'éloges pour l'empereur Napoléon.

Parmi les fautes imputées à Tchitchakof, il en est une qui semble en effet peu excusable, c'est d'avoir négligé de faire mettre le feu à une longue chaîne de ponts en bois de sapin, qui seuls offrent une voie sûre à travers de vastes marais entre la Bérésina et Zembin. L'incendie facile de ces ponts eût laissé l'armée française devant vingt autres Bérésina, composées d'eaux croupissantes et de marais fangeux, où une grande partie de nos soldats, souffrants et affamés, eût trouvé une perte inévitable.

Les Russes ont prétendu avoir fait quinze mille prisonniers sur la rive gauche de la Bérésina : l'assertion, pour être à peu près juste, a besoin d'être expliquée. La vérité est qu'ils ont, dans différents combats, pris environ deux mille hommes armés, et que tout le reste se composait de traîneurs et de non combattants égarés sur cette rive.

Ce fut là aussi qu'ils retrouvèrent les trophées<sup>1</sup> emportés de Moskou; à leur tour, les

<sup>1</sup> L'Empereur pouvait, comme Imilcon, reprocher au ciel de lui enlever le prix de tant de victoires : « Nunc Deos accusat qui tanta belli decora et tot armamenta victoriarum quæ ipsi dederant, abstulerint; qui captis tot urbibus, totiesque hostibus victis, exercitum victorem non bello, sed peste, deleverint. »

TITE-LIVE.

II.

voilà fiers d'un trophée tout nouveau pour eux , l'épée du général Parthouneaux.

Au milieu des soins militaires qui l'ont occupé, l'Empereur a dû encore donner une partie de ses moments à des correspondances depuis quelque temps interrompues avec Wilna et avec la France. A Wilna, on était resté une douzaine de jours sans nouvelles aucunes du quartier impérial. Tout en affectant une grande sécurité, le duc de Bassano avait dépêché plusieurs émissaires, qui ne revenaient pas. Un gentilhomme polonais, M. Abramowicz<sup>1</sup>, fut plus heureux; déguisé en paysan, il joignit l'Empereur à Stoudrianska, le 27 novembre. Dans la position où se trouve l'Empereur, les questions politiques, qui naturellement n'ont pas cessé d'être présentes à son esprit, lui apparaissent sous un jour sérieux et sombre. Plus que personne, comme il a senti la puissance du succès, il connaît l'influence des revers. Malheureux à son tour, doit-il compter sur des dévouements qui ne se sont déclarés que pour la fortune? C'est seulement sur les bords de la Bérésina que la défiance lui est venue, ou du moins qu'il commence à la manifester. Le premier indice de ce

<sup>1</sup> Propriétaire de l'hôtel où j'étais logé; je ne le nommerais pas si déjà son nom n'eût été cité dans plusieurs ouvrages.

sentiment, que nous trouvons exprimé en son nom, est consigné dans une lettre du duc de Bassano à nos agents diplomatiques à Vienne et à Berlin : « Vous sentez, écrit ce ministre <sup>1</sup>, quelques jours plus tard, qu'une surveillance active *et même défiante* sur les dispositions et les vues du gouvernement auprès duquel vous résidez, ainsi qu'une correspondance de tous les jours, sont pour vous d'une obligation plus impérieuse que jamais. » Peut-être ces recommandations sont déjà bien tardives. Les nouvelles rapportées à Wilna du quartier impérial par M. Abramowicz, vinrent troubler bien péniblement la fausse joie <sup>2</sup> à laquelle nous nous étions livrés jusqu'alors.

Après le passage de la Bérésina, l'armée française compte encore soixante mille hommes, mais dont un tiers au plus conserve une forme régulière. Les corps du duc de Reggio et du duc de Bellune qui, dans la Lithuanie, n'avaient pas eu à souffrir d'un froid aussi vif, de marches aussi rapides, et surtout d'un pareil manque de vivres et de fourrages, avaient vu, avec une pénible sur-

<sup>1</sup> Dépêche du duc de Bassano à M. Otto à Vienne, et à M. de Saint-Marsan à Berlin, en date du 3 décembre.

<sup>2</sup> On dansait, on jouait la comédie chez moi, lorsque déjà nous avions tant de sujets de tristesse et de deuil.

prise, la désorganisation des troupes revenant de Moskou : mais rien n'est si contagieux que le désordre. Ces corps eux-mêmes, malgré tous les efforts de leurs chefs, eurent peine à se défendre d'un désordre semblable. Le contact de la dissolution produit inévitablement la dissolution. Les corps nombreux ou les fractions de corps, qui, dans quelques jours, viendront au-devant de l'armée, se fondront de même. Ce n'est déjà presque plus une armée; ce sont des masses d'hommes suivant une même route, parce que l'ennemi est derrière eux, se jetant à droite et à gauche dans les villages, pour y ramasser quelques aliments, et puisant un reste de force dans l'espoir de trouver à Wilna des vivres, un abri et un peu de repos.

Tandis que Wittgenstein est, faute de ponts, retenu à son tour sur la rive gauche de la Bérésina, Napoléon, le 29 novembre, a traversé Zembin, et s'est arrêté le soir à Kamen. Une inquiétude reste encore; ce serait que Tchitchakof, par une route plus directe, l'eût prévenu à Plesceniczci. Il eût pu le faire; il ne l'a pas sérieusement tenté; seulement un chef de partisans, Sleslawin, s'est présenté sur ce point, mais sans s'y être maintenu. Le maréchal duc de Reggio, qu'on y avait transporté, a fait de sa maison une petite citadelle, et, aidé d'une ving-

taine de braves, s'y est intrépidement défendu. Le partisan, qui avait deux pièces avec lui, a fait une décharge sur cette maison ; et, comme s'il était dans la destinée du maréchal de ne pouvoir se battre sans être frappé, un éclat de bois, lancé par un boulet, lui a fait une blessure de plus : c'est la troisième de la campagne.

La crise est grave, et demande d'énergiques résolutions. Napoléon ne sera pas au-dessous d'elle. L'intérêt de l'avenir veut qu'il soit promptement rendu à Paris, pour travailler à la réparation de ses immenses pertes ; l'intérêt du présent veut que ce soit par lui, et non par d'autres, que la France connaisse toute la gravité de la position où il se trouve. Son parti est pris à l'instant. Jusqu'à ce jour, il a laissé ignorer les malheurs de la retraite. Ce voile, qu'il s'est plu même à épaissir, il va le déchirer tout entier et montrer la vérité toute nue ; mais en même temps il se mettra en route, et au moment où la France sera comme accablée par le bulletin révélateur, l'apparition soudaine de celui qui l'a dicté calmera, en partie du moins, la stupefaction qu'il aura fait naître. C'est de Molo-deczno, le 3 décembre, que va être daté le vingt-neuvième bulletin. De là aussi, des ordres nombreux sont expédiés dans diverses directions, et un avis est donné au duc de Bassano, de saisir

le prétexte de l'arrivée prochaine de l'armée, dont les chefs auront besoin de grands logements à Wilna, pour éloigner de cette ville les ministres étrangers qui l'y ont suivi. Appelés pour assister à nos triomphes, ce sont des observateurs importuns, qu'il ne faut pas rendre témoins de l'étendue de nos désastres; ils seront invités à se rendre à Varsovie, où, peu de jours après, le duc de Bassano ira lui-même les rejoindre.

Napoléon, considérant ce qu'il a perdu, envisage aussi ce qui lui reste de moyens actifs pour suppléer aux besoins du moment. Une division de dix mille hommes, sous les ordres du général Loison, va venir de Wilna au-devant de l'armée; une autre division de même force, commandée par le général Heudelet, arrive sur le Niémen. Le corps du duc de Tarente, occupé devant Riga, et stationnaire dans un beau pays, est celui qui a le moins souffert. Ce corps et celui du prince Schwarzenberg, avec les divisions du général Reynier et du général Durnutte, forment un ensemble de plus de quatre-vingt mille hommes en bon état, suffisants pour arrêter les armées russes, désorganisées, comme la nôtre, par la fatigue des marches et l'âpreté de la saison. Ce calcul au fond était juste; mais il sera trompé par les événements. Plus tard, nous en dirons les causes.



Le 5 décembre, Napoléon arrive à Smorgoni; c'est là qu'il va se séparer de ses compagnons d'armes. Le roi de Naples lui succède dans le commandement, et le prince de Neuchâtel reste auprès du roi; M. Daru prend, à la place de Mathieu Dumas, malade, les fonctions d'intendant général. Ces dispositions faites, l'Empereur s'entretient avec quelques-uns de ses maréchaux en particulier, et les réunit ensuite pour leur faire ses adieux. On a rapporté de longs discours que l'on prétend avoir été prononcés par l'Empereur en cette circonstance; nous n'en citerons que les traits qui nous paraissent les plus vraisemblables : « Je vous quitte, leur dit-il, mais pour aller chercher trois cent mille soldats. . . » Ici l'Empereur passe en revue les divers incidents qui ont contrarié les succès de la campagne, et d'abord celui qui a permis à Bagration de s'échapper, et l'incident non moins grave du duc d'Abrantès qui, en refusant de prendre une position décisive, laissa libre la retraite à Barclay de Tolly, et celui de Bernadotte livré au rêve de devenir à sa place empereur des Français, et la catastrophe, impossible à prévoir, de l'incendie de Moskou. « Les Russes, continue-t-il, peuvent bien dire comme les Athéniens de Thémistocle : *Nous étions perdus, si nous n'eussions été perdus.* Quant à notre premier vain-

queur, c'est le froid, dont la rigueur prématurée a trompé les habitants eux-mêmes. *Les contre-marches<sup>1</sup> de Schwarzenberg ont fait le reste.* Ainsi, l'audace inouïe d'un incendiaire, un hiver surnaturel, de lâches intrigues, de sottes ambitions, quelques fautes, de la trahison peut-être, et de honteux mystères, qu'on saura peut-être un jour, nous ramènent au point d'où nous sommes partis. Vit-on jamais plus de chances favorables, dérangées par des contrariétés plus imprévues? La campagne de Russie n'en sera pas moins la plus glorieuse, la plus difficile dont l'histoire moderne puisse faire mention. » L'Empereur finit en exprimant aux maréchaux la confiance qu'ils continueraient à

<sup>1</sup> Nous avons, dans le premier chapitre de ce volume, parlé des lettres de M. de Pradt qui, saisi d'une frayeur ridicule, avait, de sa propre autorité, engagé le prince de Schwarzenberg à se rapprocher pour couvrir le duché de Varsovie. Le général autrichien, prompt à saisir un prétexte qui lui présentait une tâche facile, n'avait que trop bien répondu à cette invitation. Au mépris des instructions contraires que lui transmettait, au nom de l'Empereur, le duc de Bassano, il avait perdu un temps précieux en manœuvres inutiles sur un terrain où le danger n'existait pas, de manière à laisser un libre passage à l'amiral Tchitchakof qui put ainsi devancer l'Empereur sur la Bérésina. Schwarzenberg, occupé en apparence à poursuivre le corps russe laissé en arrière sous les ordres du général Sacken, avait changé de direction au moment où il était sur le point de l'atteindre.

le servir comme s'il était présent ; il les embrassa tous , et partit vers six heures du soir. Dans cette nuit, le thermomètre descendit au-dessous de vingt-six degrés de froid. L'Empereur monta en voiture avec le duc de Vicence, et c'est sous le nom de celui-ci qu'il va voyager ; il ne crut point devoir entrer à Wilna. Le duc de Bassano alla le rejoindre à une demi-lieue de cette ville, et recevoir ses ordres. Là , un traîneau<sup>1</sup> remplaça la voiture sur laquelle l'Empereur était venu. Son passage resta généralement ignoré jusqu'à Varsovie, où il s'arrêta vingt-quatre heures. Descendu dans une auberge, il y fit appeler M. de Pradt et les principaux membres du gouvernement du duché. Il engagea ceux-ci à faire une levée de dix mille hommes pour les organiser *en régiments de Cosaques*, et il leur promit des subsides. Ce fut là, s'il faut en croire M. de Pradt, qu'eut lieu l'étrange conversation rapportée par lui dans l'histoire de son ambassade. Pour tout homme impartial, il est évident que le

<sup>1</sup> Le traîneau de Napoléon rappelle naturellement la barque de Xercès. « Erat res spectaculo digna, et æstimatione sortis humanæ, rerum varietate miranda, in exiguo latenter videre navigio quem paulo ante vix æquor omne capiebat; carentem etiam omni servorum ministerio, cujus exercitus propter multitudinem terris graves erant. »

JUSTIN.

langage<sup>1</sup> prêté à l'Empereur par cet écrivain est un jeu d'esprit où, parmi quelques mots vrais peut-être, l'ex-ambassadeur a mêlé des idées absurdes, qu'en 1815 seulement on a pu attribuer à Napoléon.

On conçoit sans peine que le singulier morceau de l'écrit de M. de Pradt ait été agréable aux étrangers et recueilli par eux. Walter Scott n'a pas manqué de s'en servir; il l'a encadré tout au long dans son ouvrage. Pour un écrivain ennemi, c'était une bonne fortune. Dans sa haine contre Napoléon, celui-ci devait-il, en effet, se faire scrupule d'emprunter contre lui des armes aux renégats qui l'avaient servi?

En opposition au récit fabriqué et arrangé

<sup>1</sup> Je serais fondé personnellement à m'inscrire en faux contre cette mensongère narration. Arrivé à Varsovie peu de temps après, je vis M. de Pradt avant qu'il eût reçu ses lettres de rappel. Nos relations étaient très-amicales, notre correspondance pendant mon séjour à Wilna avait été des plus courtoises. Alors il ne voyait encore en moi que son prédécesseur. « L'Empereur, me dit-il, a prétendu qu'on n'avait rien fait ici; il aurait voulu l'impossible. » M. de Pradt ne me cita pas même le mot fameux : « Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. » Que le mot ait été dit ou non, peu importe. Ce qui saute aux yeux, c'est que l'espièce de dithyrambe dont chaque strophe ramène ce mot en forme de ritournelle, est une composition travaillée à loisir. Dans ses épanchements, d'ailleurs assez indiscrets, M. de Pradt ne me laissa rien apercevoir qui pût faire pressentir ce qu'il a depuis publié. Son siège n'était pas encore fait.

par M. de Pradt en 1815, sous la présence de l'occupation étrangère, il existe un document d'une meilleure date, qui lui a d'avance donné le plus formel démenti. Ce document est la lettre même par laquelle l'empereur Napoléon prescrit à son ministre des affaires étrangères de rappeler son ambassadeur de Varsovie, lettre portant la date du 11 décembre <sup>1</sup>, c'est-à-dire du lendemain du jour où avait eu lieu la conversation dont M. de Pradt a fait un si odieux travestissement. Ce n'était pas, comme M. de Pradt, pour flatter des passions ennemies qu'écrivait Napoléon; c'était dans le seul intérêt de son service, et le ton de sa lettre constate assez la sincérité de sa conviction. « J'ai été, écrit-il, on ne peut plus étonné de tous les ridicules propos que m'a tenus l'abbé de Pradt pendant une heure ; *je ne le lui ai pas fait sentir*. Il paraît qu'il n'a rien de ce qu'il faut pour la place qu'il remplit. Vous pouvez le rappeler tout de suite ou à notre arrivée à Paris, en l'envoyant dans son diocèse, en le remplaçant par Lajard <sup>2</sup> ou Rumigny.

<sup>1</sup> Cette lettre, datée de Kulnow le 11 décembre, fut écrite par le duc de Vicence sous la dictée de l'Empereur.

<sup>2</sup> MM. Lajard et Rumigny étaient les secrétaires de l'ambassade dans le duché. Au moment où j'écris, M. Lajard est membre de l'Institut, et M. de Rumigny ambassadeur en Espagne. M. Lajard fut en effet chargé de l'intérim de l'ambassade. Je ne

Je pense que Bignon<sup>1</sup> est encore utile à Wilna.

« Dans une courte audience que j'ai donnée au comte Potocki et au ministre des finances, je n'ai pas pu leur dire tout ce que je voulais. . . »

Nous avons vu plus haut que l'Empereur, dans l'audience donnée au président du conseil et au ministre des finances du duché, leur avait demandé de lever dix mille recrues, pour les organiser en régiments de Cosaques, en leur promettant un secours pécuniaire pour les aider dans cette opération. Ici l'Empereur explique quels sont les fonds qu'il veut mettre à la disposition du ministre polonais.

« J'ai vu avec peine, continue l'Empereur, que leur garde nationale n'était ni armée ni habillée. Comment Cracovie<sup>2</sup> et Lublin peuvent-ils se laisser piller par une poignée de Cosaques ? J'ai cependant cent mille fusils destinés à cet objet. . . »

« Voyez qu'on s'arme partout et qu'on prenne une attitude plus convenable; qu'on fasse le

reçu qu'en janvier le décret qui me nommait pour remplacer M. de Pradt.

<sup>1</sup> L'Empereur avait supposé qu'on pourrait se maintenir quelque temps dans cette ville. Nous venions d'en sortir au moment où il exprimait encore cette espérance.

<sup>2</sup> Les Cosaques n'entrèrent point à Cracovie. Le bruit qui s'en était répandu se trouva sans fondement.

contraire de ce que m'a dit l'archevêque de Malines, *qui ne veut que des armées bien organisées*. Il faut que le gouvernement s'occupe de lever des Cosaques. La guerre peut durer longtemps; il faut donc préparer tous ses moyens.... »

A propos de ce conseil donné par l'Empereur d'organiser des régiments de Cosaques polonais, M. de Pradt raconte en effet qu'il répondit fièrement : « Pour moi, je ne connais que les armées bien organisées, bien payées, bien entretenues; le reste ne va pas loin. » C'est parce que M. de Pradt ne connaît que cela, qu'il a désobéi aux instructions réitérées qui lui recommandaient d'autres moyens, tels que la mise en mouvement des gardes nationales et des levées de troupes irrégulières; c'est parce qu'il ne connaît que cela, qu'il n'a pas voulu laisser subsister à Varsovie une diète confédérée, qui eût pu agiter toute la Pologne, et donner une *pospolite* selon l'ancien usage, c'est-à-dire, des milliers de gentilshommes et de paysans à cheval avec l'arme du pays, la lance; troupes qui sans être bien organisées, bien payées, ni richement entretenues, n'en eussent pas été moins propres à insurger la Wolhynie, et à faire de ce côté une diversion assez importante pour arrêter Tchitchakof, ou du moins retarder sa marche, et le

mettre hors d'état de s'opposer à la retraite de Napoléon. Plus tard, le fait prouvera combien eût été utile l'emploi de tous les moyens dédaignés par M. de Pradt.

Le duc de Bassano, arrivant peu de jours après le départ de Napoléon, y trouva la lettre qui l'y attendait. Comme l'Empereur n'avait point *fait sentir* à son ambassadeur le mécontentement qu'il avait éprouvé et de sa conduite et de son langage, le ministre des affaires étrangères, et M. de Pradt lui-même en fait la remarque, eut la délicatesse de ne point exécuter cet ordre pendant les huit ou dix jours qu'il passa dans cette résidence. Une notification de rappel est une commission toujours peu agréable, et le duc de Bassano aima mieux la remplir par écrit que de vive voix. Ainsi l'Empereur et son ministre, malgré leur juste mécontentement, usaient encore de ménagements extrêmes avec M. de Pradt : il les en a bien récompensés l'un et l'autre.

La lettre relative au rappel de cet ambassadeur donnait encore au duc de Bassano quelques autres ordres : « Faites connaître au corps diplomatique, lui disait-il, que je suis à Paris ; qu'il ne doit donc plus être à l'armée. Annoncez cela aussi par courrier à Vienne et à Berlin. Il faut que l'Autriche ait un ministre capable à



Paris. Le prince Schwarzenberg peut conserver le titre d'ambassadeur.»

Après avoir quitté Varsovie le 9 décembre, l'Empereur est venu surprendre, par son apparition soudaine à Dresde<sup>1</sup>, le plus fidèle de ses alliés, le roi de Saxe. De cette ville, où il s'arrête vingt-quatre heures, il écrit à l'empereur d'Autriche et au roi de Prusse. Les lettres qu'il leur adresse à tous deux, continuent à exprimer une pleine confiance dans la bonne foi de ces deux puissances; démonstration qu'il juge utile, dans l'espoir qu'il a, soit de les maintenir dans une direction conforme à ses intérêts, soit de les ramener ou de bon gré ou malgré elles. Il invite l'une et l'autre à augmenter le nombre des troupes qu'elles fournissent en raison de l'alliance : l'Autriche<sup>2</sup>, à élever jusqu'à

<sup>1</sup> Selon quelques écrivains, et entre autres M. de Montvéran, un complot formé à l'avance, pour arrêter Napoléon à son passage éventuel à Dresde, échoua, parce que l'agent anglais à Vienne, M. Walpole, qui en était le chef, *n'osa pas en donner l'ordre*. Il est plus que probable que l'ordre ne put pas être donné à temps, ou que la rapidité de la course de l'Empereur n'en permit pas l'exécution.

<sup>2</sup> « L'alliance que nous avons contractée forme un système permanent dont nos peuples doivent retirer de si grands avantages, que je pense que V. M. fera tout ce qu'elle m'a promis à Dresde pour assurer le triomphe de la cause commune, et nous conduire promptement à une paix convenable. »

Lettre de l'Empereur datée de Dresde le 14 décembre 1812,

soixante mille hommes le corps auxiliaire; la Prusse, à porter le sien à trente mille hommes.

Un aide de camp de l'Empereur, M. de Narbonne, s'est rendu à Berlin pour appuyer cette demande, et le gouvernement prussien s'est engagé à y satisfaire. Une autre invitation est encore adressée au cabinet de Berlin; c'est de former un cordon en Silésie, afin de prévenir l'invasion russe. Cette dernière proposition fut accueillie avec un empressement qui pouvait encore être sincère, mais qui peut-être cachait déjà une arrière-pensée. A en juger par l'événement, la France sur ce point agissait sans le savoir contre ses intérêts, en favorisant une réunion de troupes sur une ligne où elle se trouverait toute disposée pour se joindre à ses ennemis.

De Dresde, l'Empereur expédie pareillement à son ambassadeur à Vienne des instructions provisoires sur le langage qu'il doit tenir à cette cour : « Faites-lui remarquer que déjà elle a retiré de la guerre un important avantage, la restitution des principautés de Moldavie et de Valachie à la Porte Ottomane. Il est donc nécessaire que l'Autriche fasse un grand effort pour le

sept mois seulement après la réunion de famille où l'empereur d'Autriche semblait être l'un des courtisans de son gendre Napoléon.

triomphe de la cause commune, à moins qu'elle ne voulût changer de système, ce qui ne serait conforme, ni au caractère de l'empereur François, ni aux premières idées d'une saine politique, puisque de ce moment elle deviendrait *partie principale* et le théâtre nécessaire de la guerre<sup>1</sup>... » Tout en cherchant dans sa course rapide à s'assurer des véritables dispositions des cours de Vienne et de Berlin, l'Empereur, bien convaincu qu'il ne peut guère compter que sur lui-même et sur la France, se hâte de regagner Paris. Dans son passage à travers l'Allemagne, il n'est qu'un général qui a cessé d'être heureux. C'est de Paris seulement qu'il va de nouveau se présenter au monde comme un puissant monarque, appuyé sur les ressources et sur le dévouement d'un grand empire; c'est de là qu'il lui sera permis de parler avec plus de force, et que sa voix sera mieux entendue. Plus tard, nous nous occuperons des négociations qui vont bientôt s'ouvrir. Pour le moment, nous devons nous reporter au point de la retraite de l'armée, d'où nous nous sommes éloignés avec l'empereur Napoléon.

A son départ de Smorgoni, l'Empereur, pensant qu'il y aurait moyen de réunir un noyau

<sup>1</sup> Lettre de l'Empereur au comte Otto, datée de Dresde le 14 décembre.

de forces régulières à Wilna et de s'y maintenir quelque temps, avait nommé, pour cette difficile opération, l'homme le plus capable de l'exécuter, si elle eût été possible. Elle eût été possible, en effet, sans l'extrême intensité du froid, qui brisait l'énergie physique chez les hommes même dont l'âme résistait encore à la souffrance. Le maréchal Ney<sup>1</sup> reconnut aussitôt l'impossibilité de répondre à l'intention de l'Empereur.

Depuis le 6 décembre, jour du départ de Napoléon, le froid était resté à vingt-six degrés, et même au-dessous. Ce fut là le dernier coup de massue pour l'armée. La décomposition était complète. Chaque bivouac abandonné offrait le lendemain le plus affreux spectacle. L'ennemi suivait nos soldats de près, mais il suivait sans attaquer, ou attaquait sans vigueur. Le général Loison, sorti de Wilna pour protéger l'ar-

<sup>1</sup> A son arrivée à Wilna, je lui annonçai qu'il venait d'arriver sept à huit cents voitures que j'avais requises depuis quelques jours pour l'évacuation de nos malades et de nos blessés. Le maréchal, qui connaissait mieux que moi la situation des choses, me répondit qu'il était trop tard, *qu'il fallait faire la part du feu* : ce sont ses termes ; que d'ailleurs, vu l'âpreté de la saison, beaucoup de malades et de blessés périraient probablement en route ; qu'ils ne seraient pas longtemps plus en sûreté à Kowno qu'à Wilna ; qu'ainsi, il y avait plus d'humanité à les laisser dans les hôpitaux et dans les maisons particulières où ils étaient.

rivée de nos troupes, remplit, aussi bien que le temps le comportait, cette difficile mission. Il eut plusieurs engagements à Oczmiana, d'abord avec les Cosaques de Seslawin qu'il écarta sans peine, et le 8, avec la division Czaplicz du corps de Tchitchakof. En forçant ces troupes russes à prendre une position plus éloignée, il favorisa le passage d'une partie du corps polonais, le 5<sup>e</sup>, qui, d'après les ordres de l'Empereur, se rendait à Varsovie par la route d'Olita. Dans les journées du 8 et du 9 décembre, des masses confuses se pressaient, se heurtaient aux portes de la ville, objet de tant de vœux, destinée à être le tombeau de tant d'infortunés.

Par une déplorable méconnaissance du temps et de la situation de l'armée, les gardes-magasins, accoutumés à des règles sévères pour les distributions, refusèrent un moment de donner, sans ordres, des subsistances à cette multitude affamée; mais bientôt ils durent céder, et les approvisionnements furent livrés à discrétion. Ces ressources, que nous avions amassées avec tant de peine, devaient être le lendemain la proie de l'ennemi.

L'armée était dans Wilna, mais les Russes y touchaient à leur tour. Le général Loison, d'un côté, en disputait l'entrée aux Cosaques de Tchitchakof et de Koutousof; de l'autre, le général

de Wrède, avec quelques milliers de Bava-rois, faisait face à Wittgenstein, qui le poursuivait sans relâche. A peine entrés dans Wilna, les Français durent se hâter d'évacuer cette ville. L'opération eut lieu dans la nuit <sup>1</sup> du 9 au 10 décembre; mais à une lieue de là, nous rencontrâmes le plus effroyable encombrement dont il y ait jamais eu d'exemple. Parvenus à la montagne de Po-

<sup>1</sup> Dans les deux journées du 8 et du 9, je vis successivement arriver chez moi, les uns à pied, les autres sur un cheval fatigué ou un mauvais traîneau, des hommes qui tous avaient commencé la campagne avec des chevaux nombreux et de brillants équipages : M. Daru, ministre secrétaire d'État, les généraux Sébastiani, DeFrance, Bordessoulle, Narbonne, mon ami le général Letort et une foule d'autres. Le 9 au soir, pendant que nous étions à table une vingtaine à peu près, on vint nous avertir que le roi de Naples se plaçait dans la dernière maison de la ville sur la route de Kowno. On se battait à peu de distance des portes, et le canon retentissait à nos oreilles. Vers minuit une colonne de cavalerie, en grande partie démontée, s'était réunie dans la rue de la maison que j'habitais; le général Sébastiani se mit à sa tête, nous le suivîmes à pied tenant nos chevaux par la bride à cause du verglas. Au sortir des portes, nous montâmes à cheval jusqu'à la montagne de Ponari, où il nous fallut descendre pour passer à travers l'encombrement des voitures qui s'y étaient entassées. Dans le désordre de notre marche, un jeune homme de dix-neuf ans, fils d'un de mes amis, se trouva séparé de moi, ce qui me causa la plus vive inquiétude. Jeté sur une autre route, il y rencontra, par bonheur, des officiers polonais qui le reconnurent et le conduisirent à Varsovie où je le retrouvai. Ce jeune homme était M. Desages, aujourd'hui directeur des relations politiques au département des affaires étrangères.

nari, les fourgons qui étaient en avant, n'ayant pu en atteindre la hauteur, la longue file de voitures de toute espèce, qui arrivaient ensuite, vint s'entasser à mi-côte et au pied de cette montagne<sup>1</sup>. Là se trouvaient les caissons portant le trésor de l'armée, que pillèrent au point du jour amis et ennemis, occupés uniquement de leur butin, et faisant trêve à la guerre pour se partager une proie que la fortune livrait au premier occupant. On perdit là cinq à six millions. La cassette seule de l'Empereur fut sauvée. Le colonel, comte de Turenne, la distribua aux militaires de la garde qui marchaient avec nous. Le hasard fit la distribution, le hasard ne rencontra que de dignes compagnons de l'Empereur. Quelque

<sup>1</sup> Une partie de mes bagages et un traineau chargé de vivres, qui étaient partis après moi, furent arrêtés aussi au pied de cette montagne et y furent perdus; mais mon valet de chambre, homme intelligent, qui venait avec ma calèche, ayant reconnu sur ce point l'impossibilité du passage, eut le bon esprit de se jeter sur la droite à travers champs, et trouva dans un bois un chemin de traverse qui le ramena le lendemain sur la route où marchait notre colonne. Ce fut une circonstance heureuse pour cinq ou six de nos compagnons blessés ou souffrants, auxquels cette calèche offrit tour à tour quelques heures de repos et de soulagement; entre autres le général Letort, M. de Castellane, aujourd'hui lieutenant général, qui avaient les pieds ou les mains gelés, et surtout M. de Bricqueville, depuis député et général, qui, ayant une balle dans la cuisse, ne pouvait se soutenir à cheval.

temps après, chacun remit exactement ce qu'il avait reçu. Rien n'y manqua.

Pour protéger la sortie de Wilna, le maréchal Ney s'était de nouveau replacé à l'arrière-garde. Il reprit le système de défense qu'il avait suivi depuis Borodino, s'arrêtant à propos pour laisser reposer sa troupe, et marchant souvent pendant la nuit afin de gagner du terrain sur les Russes. Aux premiers rayons du jour il prenait position, repoussait les premières attaques de l'ennemi, et lorsqu'il voyait arriver des forces trop considérables, il recommençait sa marche tout en combattant, pour s'arrêter de nouveau dès qu'il aurait mis quelque intervalle entre sa troupe et l'ennemi. Sa résistance continuait à être ferme; la poursuite des Russes perdait de son activité. Le froid ruinait l'armée ennemie comme la nôtre <sup>1</sup>, et, de temps en temps, nos soldats, tout glacés qu'ils étaient, se ranimaient à la vue d'hommes qu'ils avaient tant de fois battus, faisaient briller encore de ces éclairs de courage qui rappelaient des jours plus heureux. La retraite avait commencé le 18 octobre, le 13 décembre en fut le terme. On était arrivé à

<sup>1</sup> Bellum adeo cladium atrocitate terribile, ut si quis conferat damna utriusque populi, similior victo sit populus qui vicit.

FLORUS.



KOWHO ; mais dans KOWHO il fallut encore se battre. Ce fut le maréchal Ney qui reçut et porta les derniers coups. Un moment réuni au général Gérard, ils n'avaient tous deux pour soldats que leurs aides de camp ; mais bientôt l'un de ceux-ci, le colonel Heymès<sup>1</sup>, ayant ramassé une vingtaine d'hommes, ils firent face à des milliers de Cosaques, jusqu'à ce que le général Marchand, avec quatre cents hommes environ, vint à leur secours. Cependant les Russes avaient jeté, sur la rive gauche du Niémen, un détachement assez considérable, afin d'enfermer dans la ville la poignée de Français qui s'obstinait à s'y défendre. Le maréchal chargea le général Marchand d'aller à la rencontre du détachement russe, de manière à reprendre et à conserver le passage. Celui-ci, trop faible pour repousser bien loin ce détachement, fut lui-même obligé de se replier sur le pont ; mais là il fit une vigoureuse défense, et le maréchal, trompant pour la centième fois les espérances de l'ennemi, se jeta sur la rive droite, et disparut dans un bois, s'éloignant tout à la fois, et du terrain déjà occupé par les Russes, et de la grande route que suivaient, dans une extrême confusion, les débris de l'armée.

<sup>1</sup> Aujourd'hui général et aide de camp du roi.

Sans doute, le maréchal Ney ne fut pas le seul dont l'âme se montra supérieure aux événements, mais nul autre ne passa par autant de crises prodigieuses pour en sortir toujours avec éclat. Quatre fois l'arrière-garde qu'il commandait se fondit presque tout entière entre ses mains, mais chaque fois sa mission fut remplie et le résultat obtenu. Jusqu'au dernier jour, jusqu'à la dernière heure, il sauva ce qu'il n'était pas absolument impossible de sauver. Si l'empereur Napoléon, quoi qu'en aient dit quelques écrivains, ne fut pas au-dessous de lui-même dans la campagne de Russie, le maréchal Ney s'éleva, soit en exécutant, soit en suppléant ses ordres, au plus haut degré d'illustration militaire que pût atteindre le premier lieutenant du premier des capitaines.

Trente à quarante mille hommes avaient passé le Niémen. Arrivés sur le territoire prussien, où ils trouvèrent enfin du repos et des vivres, ils se dispersèrent dans les bois et dans les villages, et furent, en grande partie, perdus pour l'armée.

Occupés à suivre le mouvement de la retraite depuis Wilna, nous avons omis de rapporter ce qui se passa dans cette ville après son évacuations. Cette capitale de la Lithuanie fut pour les Français une autre Bérésina. Le nombre des ma-

lades blessés et non combattants que les Russes y trouvèrent, ne fut pas moins considérable ; mais là il se passa des scènes d'une férocité inouïe jusqu'alors ; il y eut , pour la spoliation de malheureux incapables de se défendre, une exécrationnable complicité de barbarie entre la canaille juive et les Cosaques.

En racontant la marche victorieuse de notre armée sur Moskou , et sa fatale retraite depuis Moskou jusqu'au Niémen , je n'ai point cherché à soulever dans les âmes de pénibles et douloureuses émotions. Les faits parlent d'eux-mêmes. Dans la marche de Wilna à Kowno, où il ne restait plus guère que des hommes éprouvés, mais où ils'en est trouvé un trop grand nombre auquel il a manqué un jour de courage, j'ai eu moi-même les plus affligeants tableaux sous les yeux. Mon cœur et ma plume se sont refusés à s'appesantir sur ces cruels détails. Tant d'écrivains étrangers ont laissé éclater une odieuse joie en retraçant cette effroyable catastrophe ! Tant de Français même ont mis une sorte d'amour-propre littéraire ou une affectation de courage impartialité à enchérir sur les narrations étrangères, à décrire, d'une manière plus déchirante encore, et tous les genres de souffrance et tous les genres de mort qui terminaient la souffrance, et la fatigue qui s'assied pour ne plus se rele-

ver <sup>1</sup>, et l'assoupissement qui s'endort pour ne se réveiller jamais, et l'imprudence qui, pour ranimer des membres engourdis, se place trop près d'une chaleur meurtrière, et le désespoir qui, se précipitant ou dans les eaux ou dans les flammes, cherche le moyen le plus prompt de se dérober aux angoisses de la vie !

On n'a pas manqué d'établir de nombreuses comparaisons entre la retraite de Russie et les grands désastres signalés par l'histoire ancienne, tels que la disparition de l'armée de Cambyse dans les sables de la Libye, l'expédition de Darius <sup>2</sup> contre les Scythes, et la défaite de Varus. Dans les temps modernes, la déroute de Charles XII n'était qu'un événement vulgaire auprès des gigantesques ruines de l'armée de Napoléon.

« Vingt fois dans les courtes marches de Wilna à Kowno j'ai vu de malheureux soldats céder au découragement et à la lassitude. Vainement nous leur disions que s'ils s'arrêtaient ils étaient perdus ; ils ne l'ignoraient pas et ils n'en tenaient compte. En choisissant une place pour s'asseoir, ils savaient qu'ils choisissaient une place pour mourir ; mais, épuisés comme ils l'étaient, la mort leur semblait douce dans le repos. C'était ce qu'avaient éprouvé aussi les soldats d'Alexandre. » *Nec fallebat ipsos morti locum eligere cum immobiles vitalis calor reliquerat ; sed grata erat pigritia corporum fatigatis , nec recusabant extingui quiescendo. »*

QUINTE-CURCE.

<sup>1</sup> L'armée de Darius montait, disent les historiens, à sept cent mille hommes.

Les pertes de cette armée furent, en effet, immenses<sup>1</sup>; le chiffre en est énorme, soit en hommes, soit en artillerie, caissons, fourgons et équipages de toute espèce; mais ces masses confuses d'individus qu'on envoie au fond de la Moscovie, les a-t-on prises les armes à la main? Sont-ce des combattants que les Russes aient contraints de se rendre? Non, ce sont des malheureux auxquels les forces ont manqué pour continuer leur marche, et qui se sont eux-mêmes livrés sans tenter aucune résistance. Ces pièces de canon, ces longues files de bagages, dont on calcule avec orgueil le nombre, elles ont été abandonnées sur les chemins faute de chevaux pour les trainer. « Le fait est, dit Robert Wilson, que le manque d'énergie, dans la direction des opérations russes, eût permis à l'armée française de regagner sa position sur la Dwina et le Borysthène, *si le froid ne fût survenu*. . . » Aussi Koutousof, Tchitchakof et

<sup>1</sup> Nous ne chercherons point, comme l'ont fait quelques historiens, à décomposer l'armée impériale pour n'y trouver qu'un quart ou un cinquième de troupes appartenant à l'ancienne France. Tout ce qui marchait sous le drapeau tricolore, Polonais, Belges, Hollandais, Allemands de la confédération du Rhin, Italiens et Suisses, tous composaient un ensemble de forces vraiment françaises, et la France doit à tous les militaires qui ont péri pour elle la même reconnaissance et les mêmes regrets.

Wittgenstein, ne sont encore, aux yeux de l'Europe, après tous les malheurs des Français, que des généraux vulgaires, qui n'ont pas même su profiter des avantages que leur donnait la cruelle partialité des éléments déchaînés contre nous. D'homme à homme, de général à général, d'une armée à l'autre, la supériorité n'a pas cessé un moment d'être française. Dans la lutte de la stratégie, la palme est toujours restée à Napoléon. L'hiver seul a été plus fort que lui; vaincu seulement par la toute-puissance de l'hiver, il a pu dire, comme Imilcon, obligé par la peste de lever le siège de Syracuse : « Nos <sup>1</sup> ennemis peu-  
« vent se réjouir de nos maux, mais ils n'ont  
« pas droit de s'en glorifier; nous sommes reve-  
« nus vainqueurs des Syracusains, mais nous  
« avons été défaits par la contagion. Les bagages  
« qu'ils ont recueillis sont moins la dépouille  
« d'un ennemi vaincu qu'un héritage que la  
« mort accidentelle du propriétaire laisse à ceux

<sup>1</sup> Deferre se tamen civibus suis non modica solatia, quod malis eorum hostes gaudere, non gloriari, possent : quippe cum neque eos, qui mortui sunt, a se occisos, neque eos qui reversi sunt, a se fugatos possent dicere. Prædam quam, relictis a se castris, abstulerint, non esse talem quam velut spoliū victi hostis ostentent, sed quam, possessione vacua fortuitis mortibus, sicut caducam occuparint : quod ad hostes pertineat, victores se recessisse; quod, ad pestem, victos.

« qui restent après lui. Les ennemis, nous avons toujours triomphé d'eux ; c'est le fléau leur allié, c'est lui seul qui a triomphé de nous. »

La fin du mois de décembre se passa en mouvements sans importance de la part de l'armée française et de l'armée russe. Le roi de Naples, qui d'abord avait porté son quartier général à Königsberg, s'était replié ensuite sur Elbing, et de là sur Posen. L'armée, dans cette marche, n'avait été poursuivie que par les Cosaques de Platow et par les frimas beaucoup plus dangereux pour elle. Les grands corps russes s'étaient arrêtés à Wilna, pour y prendre quelque repos. Ils se portèrent ensuite sur le Niémen, où ils s'occupèrent à se réorganiser. L'empereur Alexandre se rendit à Mérecz.

En présence des armées ennemies, il restait à la cause française deux corps à peu près intacts, qui jusque-là n'avaient fait qu'une guerre de manœuvres ou de sièges, et qui disposaient encore de toute la plénitude de leurs moyens : à la droite, le corps autrichien du prince Schwarzenberg ; à la gauche, le corps prussien, sous le commandement du duc de Tarente, maréchal Macdonald. L'action franche de ces deux corps eût pu, en cette circonstance, rendre les plus grands services, et, pour un temps assez long du moins, arrêter les Russes sur la Vistule. La for-

tune, qui a trahi Napoléon, là où il agissait en personne, ne pouvait guère le servir par des mains étrangères. L'un et l'autre de ces deux corps vont échapper à la France, mais sous une forme différente. Sans examiner, pour le moment, si une politique de cabinet a influé, dès cette époque, sur la direction donnée par le prince Schwarzenberg à son armée, nous voulons, pour expliquer cette direction étrangère, admettre le motif le moins répréhensible de tous, un extrême désir chez ce général de ménager ses troupes, esprit de conservation porté à l'excès sans doute, mais exempt d'une intention déloyale et perfide. Pour le corps prussien, le mal ne se borne pas là ; le caractère en est net et prononcé : c'est une défection.

Durant le cours de la campagne, le maréchal Macdonald avait été très-satisfait de la bravoure des troupes prussiennes, mais très-peu de leur commandant principal. Les officiers et lessoldats, jaloux de réhabiliter aux yeux des Français leur réputation ternie à Iéna, allaient au feu, quand l'occasion leur en était offerte, avec une rare intrépidité.

La conduite du général Yorck, au contraire, inspirait de justes soupçons au maréchal français, et celui-ci, trop peu dissimulé peut-être, lui avait témoigné sa surprise de le voir sans



cesse attaqué par l'ennemi, et se défendant avec une certaine mollesse, lorsqu'il était en son pouvoir de prendre l'offensive avec toutes les chances du succès. On juge sans peine que les malheurs de la retraite française ne purent qu'ajouter aux mauvaises dispositions du général prussien. Lorsque Macdonald, se retirant pour couvrir Kœnigsberg, en conséquence des instructions de l'Empereur, donna ordre à ce général de hâter sa marche pour le joindre à Tilsitt où il l'attendait, celui-ci était entré en arrangement avec le général russe Diebitsch, et il signait à Tauroggen, le 30 décembre, une de ces conventions que parfois, après l'événement, justifie l'esprit politique qui les a dictées, mais auxquelles cependant un homme d'honneur rougirait d'avoir attaché son nom. Vainement on voudra plus tard ériger cette trahison en un acte de patriotisme germanique. La conscience publique n'admet pas ces sortes de transactions. Le changement ultérieur, qui sépara le roi Frédéric-Guillaume de Napoléon, pour l'unir à l'empereur Alexandre, ne pourra pas lui-même excuser la désobéissance d'un soldat à son roi, et l'infidélité au drapeau sous lequel il marchait par son ordre.

Le général York et son chef d'état-major le général Massembach appartenaient à ces socié-

tés secrètes, dont la tendance originaire, dirigée contre la prépondérance française en Allemagne, et favorisée sous main par la cour de Prusse, avait fini par devenir menaçante pour l'autorité royale elle-même. On a vu précédemment quel obstacle ces sociétés avaient opposé au cabinet de Berlin au moment où, dans une juste appréciation de ses intérêts, ce cabinet cherchait à se rapprocher de Napoléon. Depuis que le roi était entré dans l'alliance française, l'influence du *Tugend-Bund* n'avait eu d'autre objet que d'en contrarier les résultats. L'autorité du roi de Prusse était notoirement compromise, et son trône semblait alors très-mal assuré. Lorsque M. de Metternich, en raison de la toute-puissance de Napoléon, cultivait de bonne foi son alliance, il lui faisait recommander d'être sur ses gardes avec la Prusse, attendu que le mauvais esprit qui régnait dans ce royaume, pouvait amener une catastrophe ou une levée de boucliers qui jetterait cent mille hommes dans la balance en faveur de la Russie. « Il ne faut pas, écrivait-il <sup>1</sup>, « confondre les forces de la nation avec la volonté du roi. » Cet avertissement, donné dès le mois d'août, explique d'avance la défection du mois de décembre.

<sup>1</sup> Billet de M. de Metternich à M. Otto, daté des derniers jours du mois d'août.

L'association de la Vertu, *Tugend-Bund*, n'était pas la seule qui agitât alors l'Allemagne. Il en existait plusieurs autres sous des noms divers, telles que *l'Union germanique*, *la Ligue de fer* et *la Confédération noire*. Ces sociétés différentes étaient toutes d'accord dans un même but, celui de soulever les populations allemandes, d'abord contre la France, et au besoin, contre les princes qui voudraient attacher leurs destinées à l'alliance française. Obligés de quitter Berlin où l'ascendant français se faisait sentir, au moins dans le cabinet, quelques-uns des chefs s'étaient retirés en Autriche ou en Saxe. Prague était devenue un foyer principal, un centre d'action. C'était là que s'était réfugié un sieur *Justus Grunner*, antérieurement chef de la police de Berlin, qui, après la mort d'un comte d'Arnim, l'un des notables du *Tugend-Bund*, était devenu tout à la fois le directeur de l'association et le dispensateur des fonds anglais destinés à cet usage. Comme le travail souterrain des sociétés ne convenait nullement aux pouvoirs réguliers, et surtout au gouvernement autrichien, Justus Grunner fut arrêté par ordre de ce gouvernement, et transféré à Vienne. On saisit en même temps ses papiers et sa caisse. C'est d'après les notions puisées dans sa correspondance, que M. de Metternich avait donné l'avis concer-

nant la Prusse, transmis à Napoléon par son ambassadeur.

A Vienne, l'inimitié contre la France ne se croyait pas obligée de se cacher dans le secret d'associations semblables. En dépit des alliances de cabinet, les vœux de la haute société se prononçaient ouvertement en faveur de la Russie. Cet esprit des salons régnait pareillement dans l'état-major du corps auxiliaire; et si, dans la capitale de l'Autriche, l'empereur François et M. de Metternich tenaient seuls à l'alliance française, peut-être le prince de Schwarzenberg, dans son armée, était-il le seul qui, au commencement de la campagne, désirât des succès dont la France eût dû recueillir le fruit.

Par suite de la défection du général York, vingt mille Prussiens étant enlevés au duc de Tarente, il ne resta plus à ce maréchal que neuf mille hommes qu'il dut faire entrer dans Danzig pour concourir à former la garnison de cette place. La division du général Hendelet, récemment arrivée de France, reçut la même destination. Avec ce qui se trouvait déjà de troupes dans la place, la garnison montait à vingt-six mille cinq cents hommes d'infanterie et quinze cents cavaliers. On a depuis mis en question si, au lieu d'enfermer dans les murailles d'une ville qu'on devait perdre un jour, près de trente mille

hommes en état de combattre<sup>1</sup>, il n'eût pas mieux valu les employer utilement contre les troupes fatiguées et souffrantes de l'ennemi. Cette dernière opinion fut exprimée par le maréchal Macdonald, et c'était aussi celle de M. Daru, ministre secrétaire d'État, faisant alors les fonctions d'intendant général de l'armée. La proposition en fut faite au roi de Naples, qui la rejeta, en opposant à ce vœu les instructions contraires de l'Empereur. Nous croyons que le parti adopté par l'Empereur, en raison de la situation des choses, était, en effet, le plus sage. Assurément, si les quarante-cinq à cinquante mille hommes du prince Schwarzenberg eussent formé un corps entièrement libre sous les ordres d'un maréchal français, nous ne faisons aucun doute que ce corps réuni aux troupes destinées pour la garnison de Danzig, n'eût suffi pour arrêter pendant l'hiver les armées russes sur la Vistule; mais l'Empereur, dans une juste défiance de la direction qu'avait déjà reçue, ou que pouvait recevoir le corps autrichien, agissait prudemment, en cherchant tout à la fois à préserver d'une destruction presque inévitable dans des combats partiels, un noyau de forces précieux, qui plus

<sup>1</sup> Il s'en fallait d'abord que tous fussent en état de combattre. Voyez les Mémoires du général Rapp.

tard pouvait redevenir disponible, et à conserver provisoirement, sur la ligue de la Vistule, des citadelles importantes, telles que Danzig, Thorn et Modlin, qui obligeraient l'ennemi, lorsqu'il entrerait en Allemagne, à regarder en arrière et à y laisser, pour sa sûreté, une portion de troupes assez considérable. Au reste, le roi de Naples lui-même était peu disposé à rester sur le terrain où il se trouvait, et à y soutenir une lutte bien prolongée. La conduite au moins équivoque du corps autrichien n'était pas propre à lui inspirer une grande confiance dans l'appui de ce corps; et si l'on en croit quelques historiens, qui cependant n'allèguent aucune preuve <sup>1</sup> de la vérité de leur assertion, ce prince aurait lui-même, à cette époque, donné son assentiment à une sorte d'accord <sup>2</sup> de neutralité qui s'établissait visiblement entre les Autrichiens et les Russes.

Murat, pendant la campagne, avait, selon son usage, fait admirablement son métier de général de cavalerie. Toujours brillant et aventureux,

<sup>1</sup> « Un armistice mobile, que Murat approuva, s'établit. »

*Histoire de la campagne de Russie, par M. de Ségur.*

<sup>2</sup> C'est vers le 20 décembre que cet accord eut lieu. La négociation en fut suivie par le conseiller d'État Anstett, le même que j'avais, à mon arrivée à Varsovie en 1811, trouvé s'occupant d'intrigues dans le duché pour le compte de la Russie.

cent fois il s'était précipité au milieu des bataillons ennemis avec la témérité d'un lieutenant de hussards, témérité souvent heureuse, quelquefois aussi bien funeste, mais que l'on admire encore même quand elle n'a pas la sanction du succès, ou que le succès est trop chèrement payé. Tant qu'il a été question de combattre, sa fidélité n'a pas dû être suspecte. L'homme de guerre, marchant avec Napoléon, est irréprochable. Le lieutenant de Napoléon absent cesse de l'être. Arrivé sur le territoire prussien, et là reconnaissant l'étendue des pertes de la France, il se livre à une pensée fatale, celle de se créer en Italie un rôle indépendant des destinées de l'empire français, ou plutôt cette pensée, qu'il nourrit déjà depuis quelques années, se reproduit en lui avec une force à laquelle il ne résiste pas. Outre que cette haute considération le rappelait impérieusement à Naples, une raison moins grave sous le rapport politique le fortifiait encore dans cette résolution, c'était le désir de mettre un terme au pouvoir exercé par la reine comme régente pendant son absence, pouvoir dont elle avait, selon lui, porté beaucoup trop loin les limites. Jaloux au plus haut point de son autorité, il avait toujours cherché à restreindre l'ascendant de la reine, et l'habileté qu'il reconnaissait, malgré lui, à cette princesse, ajoutait

encore à sa susceptibilité <sup>1</sup>. Dans son impatience d'aller ressaisir à Naples le timon du gouvernement, il quitta le commandement de l'armée que lui avait remis l'Empereur, sans lui en avoir préalablement demandé l'autorisation.

Le prince vice-roi, ne croyant pas qu'une si haute fonction pût être abandonnée ni acceptée d'une telle manière, s'était refusé à l'offre que lui faisait le roi de la remettre entre ses mains. Par le départ du roi, le commandement étant devenu vacant, ce fut un devoir pour lui de s'en saisir, et l'Empereur, dont il ne faisait que devancer le choix, s'empressa de lui en donner la confirmation dans les termes les plus honorables.

Nous avons dit, d'après d'autres écrivains, mais sans l'affirmer, que le roi de Naples paraissait avoir approuvé la suspension d'hostilités qui se faisait remarquer entre les Autrichiens et les Russes. Si cette approbation n'est pas constatée en ce qui concerne le roi de Naples, elle est un

<sup>1</sup> Dans le cours de la retraite, Murat, apprenant que la reine avait passé une revue, lui écrivit de Winkowo le 13 octobre : « Viens ici me remplacer, les Russes seront battus : les bulletins parleront de toi ; ils sont muets pour le peu que je fais. » La reine fit à cette boutade une réponse très-sensée, qui prouve le bon esprit et la supériorité de cette princesse.



fait hors de doute de la part de l'ambassadeur de France à Varsovie.

On a vu précédemment quelle fatale influence M. de Pradt avait exercée en Pologne, à l'ouverture de la campagne. La fin de l'ambassade répondit à son commencement.

M. de Pradt, même avant d'avoir reçu ses lettres de rappel, est loin d'aspirer à ce qu'il lui soit voté, comme à Varron, des remerciements pour n'avoir point désespéré de la république. Non-seulement il désespérait de tout, mais il en faisait parade, il le proclamait là surtout où il eût dû se taire<sup>1</sup>. Le duché de Varsovie subsiste encore, il n'est point envahi; l'ambassadeur de France doit n'avoir qu'un objet, c'est que cet allié fasse pour lui-même et pour la France les plus grands efforts dans l'intérêt commun et jusqu'à la dernière extrémité. M. de Pradt n'entend pas ainsi ses devoirs; il se joue du prince dont il est l'agent; de sa patrie, dont la situation sera d'autant plus fâcheuse qu'elle aura perdu une plus grande étendue de territoire. Si les Polonais continuent à donner à la France et à Napoléon d'admirables preuves de dévoue-

<sup>1</sup> Ces informations me furent données peu de jours après. Je refusais d'y croire : bientôt le doute ne me fut plus possible. Ce que je repoussais comme offensant pour M. de Pradt en 1812, il l'a avoué avec orgueil en 1815.

ment, ce ne sera point par le concours, ce sera contre les suggestions de M. de Pradt. Suivant ce qu'il en rapporte lui-même, il a cherché avec quelques-uns d'entre eux à quels nouveaux maîtres ils doivent se livrer; et loin de travailler à les retenir dans l'alliance française, il leur laisse pleine liberté d'action, il leur donne carte blanche. « Tout est fini, leur dit-il, pensez à vous. » Grâce au ciel, le nombre de ceux qui suivront ce conseil ne sera pas considérable. Les braves, les loyaux Polonais ne reconnaissent point à M. de Pradt le droit de les délier de leurs engagements; ils tiennent compte à l'Empereur des bonnes intentions qu'il a eues pour eux, ils ne l'abandonnent point dans ses revers; ils iront le rejoindre en Allemagne quand ils ne pourront plus se maintenir sur leur propre territoire. Quelle est l'âme généreuse qui ne sera pas touchée de cette magnanime émigration, et qui ne frappera pas d'anathème *le sauve qui peut* de M. de Pradt?

Cette coupable désertion, grosse de tant de calamités pour la France, il ne la conseille pas seulement à la Pologne, il l'étend aussi à l'armée autrichienne. « Je profitai, dit-il, des derniers moments de mon ambassade pour rendre à l'armée autrichienne un service auquel beau- coup de motifs me déterminaient. » Voilà le

ministre de Napoléon consacrant les derniers jours de son ambassade non pas aux intérêts de la France, mais à l'armée autrichienne que déjà, suivant son expression, il avait eue à défendre contre les Polonais « qui l'accusaient de « lentes étudiées. Je déclarai, continue-t-il, « que dans l'état où étaient les choses, je regardais comme une barbarie inutile de sacrifier « un homme de plus ; que l'armée du prince de « Schwarzenberg devait se refuser à toute demande offensive, et se borner à suivre le mouvement général de la retraite, en réservant « ses forces pour les services plus utiles auxquels elle pourrait être encore appelée. » Mais quels services plus utiles pouvait-elle jamais être appelée à rendre, que de contribuer à ralentir le mouvement de cette retraite, que d'arrêter la marche de l'ennemi pour couvrir l'armée française, que de lier ses opérations à celles des troupes réunies à Posen, sous les ordres du prince vice-roi, qui le lui demandait avec instance, que de retarder enfin et de disputer aux Russes le passage de la Vistule ? Sans doute, à part cette inexplicable condescendance de M. de Pradt pour les désirs du prince de Schwarzenberg, le corps auxiliaire n'eût pas suivi une direction meilleure ; mais du moins on n'aurait pas vu un agent français fournir des moyens justifica-

tifs<sup>1</sup> à la préparation d'une perfidie autrichienne. Ainsi les derniers actes de M. de Pradt en Pologne ne tendaient, d'une part, qu'à provoquer la défection du duché de Varsovie, et de l'autre, qu'à concourir, si ce concours n'eût pas été superflu, à paralyser l'action du corps auxiliaire, c'est-à-dire, à enlever à la France les deux seuls appuis qui lui restassent contre le débordement de la Russie. Ce n'est donc pas sans raison, comme on l'a pu croire, que M. de Pradt s'est vanté d'avoir été l'une des grandes causes de la perte de Napoléon. Si nous sommes entrés ici dans de tels détails, c'est que véritablement on n'a pas connu en France toute l'étendue des effets désastreux qu'ont produits, pendant la guerre de Russie, nous ne disons pas la perversité, mais les bévues, les incroyables folies de cet ambassadeur. Certes, il ne faut pas le prendre au mot lorsqu'il se présente comme l'homme qui a empêché Napoléon d'être le maître du monde; le fameux *C'était moi* ne peut pas

<sup>1</sup> « Plusieurs fois, dit M. de Pradt, l'agent autrichien, baron de Baum, m'avait transmis les expressions de la satisfaction du cabinet de Vienne. » Le fait est facile à croire. Par ses invitations au prince de Schwarzenberg de veiller sur Varsovie, il éloignait le corps auxiliaire du terrain où il aurait dû combattre. L'Autriche pouvait ainsi lui en montrer de la reconnaissance; mais avait-il droit à celle de l'empereur Napoléon?

être accepté comme une vérité incontestable ; mais il reste toujours trop constant que, si jamais il exista un ambassadeur qui trompât les calculs, méconnût les instructions, bravât même les ordres du prince qu'il servait ; qui, en brisant l'un des plus puissants ressorts destinés à soulever une nation tout entière, privât son gouvernement de la plus importante de ses ressources, cet homme, ce fut M. de Pradt.

A peine le successeur <sup>1</sup> de M. de Pradt fut-il entré en fonction, qu'il se conduisit d'après des principes tout opposés. M. de Pradt aurait communiqué aux ministres du duché son propre découragement, si le plus grand nombre d'entre eux <sup>2</sup> n'eût été animé des sentiments d'une inviolable fidélité et d'un dévouement sincère à la cause française. Son successeur employa ses premiers soins, sinon à réveiller en eux leurs précédentes espérances, du moins

<sup>1</sup> Le titre qui me fut donné était celui d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, avec les droits et prérogatives de l'ambassadeur extraordinaire. Le principal de ces droits consistait, de l'aveu du roi de Saxe, dans le droit d'assister au conseil des ministres.

<sup>2</sup> Deux seulement, comme nous l'exposerons plus tard, avaient songé à leurs maîtres à venir, et ces hommes qui, suivant M. de Pradt, voulaient se soumettre au gouvernement *prussien*, étaient entrés en communication avec l'empereur *Alexandre*. Nouvelle preuve de la rare sagacité de l'ambassadeur.

à leur inspirer la fermeté qui honore et ennoblit le malheur, à leur faire comprendre que, même dans ses revers, la France était encore la seule puissance qui pût combattre ou traiter avec avantage pour eux. M. de Pradt avait fait témoigner au prince Schwarzenberg qu'il pouvait se dispenser de toute offensive et se garder de « sacrifier un homme de plus. » Le nouvel agent de Napoléon se hâta de tenir au prince de Schwarzenberg un tout autre langage. Il ignorait, il voulait ignorer qu'il existât une secrète intelligence avec les Russes et le commandant du corps <sup>1</sup> auxiliaire. Il ne voyait, il ne devait voir en lui que le chef d'un corps allié; il lui demandait ce qui eût été possible encore, si telle eût été la volonté de la cour de Vienne, de se maintenir devant Varsovie assez longtemps pour que des circonstances nouvelles qui pouvaient survenir, empêchassent les Russes de passer la Vistule. L'abandon de Varsovie ne pouvait pas être considéré comme un simple désastre de guerre. Ce serait une calamité morale, un coup mortel

<sup>1</sup> Le prince de Schwarzenberg, dont le quartier général était à Pultusk, étant venu faire une apparition à Varsovie, un jour j'entrai chez lui au moment où un parlementaire russe venait d'en sortir. C'était M. d'Anstett, le même agent que j'avais trouvé, chargé d'une mission occulte, à mon arrivée à Varsovie, au commencement de 1811.

pour l'opinion, un signal de l'anéantissement de la Pologne et même du duché qui en avait fait revivre le fantôme. Le corps d'armée du prince Schwarzenberg était le plus frais, le mieux tenu, le plus entier qui existât alors sur le continent. Il se composait encore, en troupes autrichiennes, de trente mille <sup>1</sup> hommes; en troupes saxonnes et françaises sous les ordres du général Reynier, de quatorze à quinze mille hommes, auxquels le prince Poniatowski aurait, au besoin, pu joindre un utile contingent. Seul, de toute la grande armée, le cinquième corps, le corps polonais, soit par la précaution de faire ferrer les chevaux à glace, soit par la qualité des chevaux accoutumés à la rigueur du climat, avait ramené son artillerie de Moscou, et avait pu montrer avec orgueil tous ses canons à Varsovie. Malgré leur affaiblissement et leurs fatigues, cinq à six mille combattants eussent pu se présenter encore sur le terrain pour un jour de bataille. Ainsi le général autrichien se trouvait en état d'opposer, aux Russes <sup>2</sup> harassés et réduits à une situation misérable, une armée de cinquante mille hom-

<sup>1</sup> Le corps autrichien avait fait quelques pertes; mais des renforts lui étaient arrivés, et il se trouvait toujours au complet.

<sup>2</sup> L'armée de Koutousof, suivant Robert Wilson, était réduite de cent vingt mille hommes à trente-cinq mille hommes. Les autres corps avaient souffert dans la même proportion.

mes, aussi belle, aussi vigoureuse qu'au début de la campagne. Se fût-il même seulement borné à vouloir garder les positions qu'il occupait, il eût fallu un certain temps aux Russes pour réunir des forces capables de le contraindre à les abandonner, et dans l'intervalle, le prince vice-roi aurait eu le loisir de lier ses opérations à celles du corps auxiliaire, de manière à entraver la marche de l'ennemi, qui, dans cette hypothèse, ne se serait avancé qu'avec beaucoup de réserve et d'incertitude. Déjà le quartier général du prince de Schwarzenberg était arrivé à Pultusk. Ce général resserrait par degré ses cantonnements, laissant à découvert le territoire du duché dans une grande partie. Lorsqu'un détachement russe se montrait devant lui, il restait immobile jusqu'à ce que ce corps se fût grossi, et alors il faisait un mouvement rétrograde, alléguant qu'il courait risque d'être débordé, tourné, coupé. Ces trois mots formaient tout le vocabulaire à son usage. Le général Reynier, trop faible pour agir seul, se trouvait enveloppé dans les manœuvres de l'armée autrichienne. Une seule circonstance eût pu encore retenir cette armée, c'eût été que le prince Eugène reçût assez tôt des renforts pour faire un mouvement qui enlevât au prince Schwarzenberg la possibilité de continuer sa retraite, à moins de



lui donner le caractère d'une défection, et à cette époque l'Autriche n'eût pas osé aller jusque-là; mais le général autrichien savait à merveille le peu de forces qu'avait à sa disposition le prince Eugène, et il se garda bien de lui laisser le délai dont il aurait eu besoin. Tous les efforts pour arrêter l'armée autrichienne furent inutiles <sup>1</sup>. Dans une réunion qui eut lieu chez le ministre de France, ce ministre, ainsi que le prince Poniatowski et le général Reynier, insistèrent vivement auprès du prince Schwarzenberg pour qu'il s'engageât à ne point évacuer Varsovie sans combattre; on ne put obtenir de lui un pareil engagement. Seulement il fit espérer qu'il se défendrait s'il était attaqué de front; espérance illusoire, puisqu'il faisait toutes ses dispositions de manière à pouvoir dire que l'ennemi manœuvrait sur ses flancs, ce qui ne lui permettait pas de garder la ligne qu'il occupait. Plusieurs offi-

<sup>1</sup> Dans une conversation particulière, le prince de Schwarzenberg me dit avec une sorte de franchise : « Écoutez : avant tout je dois ménager mon armée; je ne suis pas, moi, empereur ni roi; je ne puis pas faire un *va-tout* comme l'Empereur. » Pour adoucir ce trait un peu vif, il ajouta que, vu la difficulté d'être soutenu immédiatement par le prince Eugène, la conservation de son corps était son premier devoir, *même dans l'intérêt de la France*. On voit que le général autrichien avait profité des conseils de M. de Pradt. Il nous gardait son armée pour une meilleure occasion.

ciers successivement envoyés auprès de lui par le prince Eugène, ne reçurent que des réponses pareilles à celles qu'il faisait aux instances du prince Poniatowski et du ministre de France.

Lorsque ce dernier eut reconnu qu'il n'y avait nul moyen d'empêcher la retraite du général autrichien, il dut au moins désirer que cette retraite se fit dans une direction conforme aux intérêts de son gouvernement. D'abord le prince Schwarzenberg se montra presque disposé à se porter sur Posen; ensuite c'était sur Kalish, enfin il ajoutait, que comme il pourrait bien n'être pas libre dans son choix, il se verrait probablement contraint de se replier sur Cracovie <sup>1</sup>. Ce

<sup>1</sup> Dans la liberté de langage qui régnait entre le prince de Schwarzenberg et moi, je lui dis un jour que, d'après des renseignements venus du quartier général russe, nous savions que l'empereur Alexandre avait fait défendre à ses généraux d'attaquer les Autrichiens. Au lieu de nier le fait, le prince l'admit comme possible. De cet aveu je tirai la conséquence que c'était une belle occasion pour tenir à Varsovie, puisque les Russes ne l'y attaqueraient pas. Sur ce point, nous ne fûmes plus d'accord.

A la fin de janvier, Varsovie ne pouvait plus être sauvé que par un dégel. Nous en eûmes un moment l'espérance. La débâcle, la rupture des ponts, la difficulté de leur rétablissement, pouvaient nous donner un répit qui aurait laissé au prince Eugène le temps de se renforcer et de se mettre en état d'agir. Cette apparence d'une chance favorable pour nous fut peut-être ce qui engagea le prince de Schwarzenberg à donner à sa retraite un mouvement plus accéléré. Toute cette conduite sera expliquée plus tard par des motifs politiques.

dernier mot exprimait évidemment sa véritable intention.

Le 30 janvier, le quartier général autrichien, rapproché graduellement de Varsovie, se trouvait déjà entre cette ville et Modlin. Le lendemain, le prince de Schwarzenberg se porta sur la rive gauche de la Vistule, sans en prévenir ni le prince Poniatowski, ni le ministre de France, dont il voulait éviter les représentations et les plaintes. Il s'abstint même de leur en donner avis. Seulement, le 1<sup>er</sup> février, il écrivit au ministre de France un billet <sup>1</sup>, d'après lequel ils durent se disposer à l'évacuation de Varsovie. Le

« Voici le texte de ce billet que j'ai conservé : « Si je n'étais pas forcé de me rendre à mon quartier général pour y faire quelques dispositions pressantes, je me serais rendu auprès de vous, Monsieur le Baron. Je compte cependant m'en dédommager demain, n'étant établi qu'à une petite lieue de Varsovie.

« Les renseignements que je me suis procurés sur les mouvements de l'ennemi portent, en substance, que le quartier général de l'empereur Alexandre était attendu pour aujourd'hui à Mława, que le corps du général Winzingerode est en marche sur Plotzek pour inquiéter de là les communications, et que Miloradowicz, qui était hier à Makow, se dirige sur Varsovie où il aurait ordre de se réunir avec Saken et Wolkouski.

« Varsovie pourrait ainsi, comme vous le voyez bien, devenir le théâtre des combats, tandis que tout annonce *que sous peu de jours les communications seront sérieusement menacées.*

« Je crois devoir vous faire ces observations pour ne pas vous laisser dans l'ignorance sur des faits qui *doivent nécessairement influencer sur des mesures à prendre et que les circonstances exigent.* »

prince Schwarzenberg déclarant, dans ce billet, que Varsovie peut devenir *le théâtre des combats*<sup>1</sup>; que *sous peu de jours les communications seront sérieusement menacées*; qu'enfin il fait ces observations en raison de l'influence qu'elles doivent avoir *sur des mesures à prendre et que les circonstances exigent*, ces expressions parurent au conseil des ministres un ordre de départ positif et formel. Cependant on voulut attendre une signification directe que ne reçut ni le conseil, ni le prince Poniatowski; mais un aide de camp du général autrichien vint faire entendre au ministre de France qu'il devait regarder comme officielle la communication qui lui avait été donnée, et songer à se mettre en sûreté, lui et le conseil des ministres. Le conseil, ayant préparé les bases d'une convention pour garantir la sécurité des habitants, le ministre de France recommanda vivement au prince de Schwarzenberg d'insister sur l'adoption de ce projet. Le prince répondit à cette invitation par des protestations fastueuses, qu'il ne se fit nul scrupule<sup>2</sup> d'oublier.

<sup>1</sup> Le prince de Schwarzenberg entendait par là qu'il faudrait nous déterminer à combattre, si nous voulions y rester; car, pour lui, il nous avait bien fait connaître qu'il ne se battrait pas.

<sup>2</sup> Avant mon départ, j'allai encore une fois voir le prince de Schwarzenberg, et je le priai instamment d'obtenir, pour les

Les membres du gouvernement quittèrent Varsovie le 3 février. Les derniers jours de la résidence des Français en cette capitale furent des jours de désolation et de deuil. L'esprit public, qui avait paru d'abord affaibli et altéré, s'était relevé à l'approche du dénouement. Malgré nos malheurs, nos fautes, nos torts même, l'affection générale était tout entière pour la France. Le ministre de Napoléon retarda autant qu'il put son départ. Il resta des derniers dans la ville avec le général français du Taillis, qui en était gouverneur, et le prince Poniatowski. Tous trois s'obstinèrent à y demeurer jusqu'à ce qu'un aide de camp du prince Schwarzenberg vint leur signifier <sup>1</sup> que le prince ne répondait pas que les Russes ne cherchassent à entrer dans la ville au premier moment. Le congé n'admettait pas de réplique. Ainsi, le 5 février, Varsovie cessa d'être le chef-lieu d'un État indépendant,

habitants, les conditions les plus avantageuses qu'il serait possible. Il me répondit que déjà il s'était adressé au général Saken, mais que celui-ci l'avait renvoyé à Miloradowicz, son aîné dans le commandement.

<sup>1</sup> Pour savoir ce qui se passerait au moment de l'occupation de la ville par les Russes, j'y laissai l'un des secrétaires de l'ambassade, M. de Rumigny, qui devait, au moment de la retraite finale des Autrichiens, prendre la même route qu'eux. Quelques heures après, le prince de Schwarzenberg lui fit dire de me rejoindre.

créé en 1807, et depuis protégé par la France, comme une pierre d'attente pour la reconstitution éventuelle de l'ancien royaume de Pologne. A dater de ce jour, le duché de Varsovie n'existe plus <sup>1</sup>.

La fortune a prononcé. La Pologne, que la campagne de Russie devait faire sortir de ses cendres, a vu disparaître jusqu'au germe, espoir de sa renaissance. Tout ce que le succès eût excusé, devient faute chez l'empereur Napoléon. C'est une faute d'avoir demandé au hasard d'une courte campagne un résultat que deux campa-

<sup>1</sup> Quoique l'évacuation fût consommée le 5, les Russes n'entrèrent à Varsovie que le 8. Dans les journées du 5 et du 6, les habitants s'imaginèrent que les Autrichiens avaient pressé notre départ pour s'y établir à notre place et y passer la mauvaise saison. Quoique le corps auxiliaire ne leur fût guère moins odieux que les troupes ennemies, ils eussent cependant accepté comme un bienfait l'occupation autrichienne, dans l'espoir de notre retour. L'illusion ne fut pas longue. La convention qui fut conclue ne renferma point les garanties que nous avions demandées au prince de Schwarzenberg, et livra la ville aux Russes presque à discrétion.

Quelques jours avant notre départ, le prince de Schwarzenberg avait fait au général Reynier une confidence assez importante, et dont celui-ci s'empressa de m'instruire; c'était que le but de l'empereur Alexandre, en passant la Vistule, était de se porter en toute hâte sur la Silésie pour y avoir une entrevue avec le roi de Prusse. On verra plus tard que dès lors, en effet, il y avait un commencement d'intelligences secrètes entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

gnes pouvaient seules produire avec certitude ; c'est une faute d'avoir passé le Borysthène , en laissant à sa droite un corps autrichien dont le chef ne sera pas toujours d'une docilité scrupuleuse à ses ordres ; et à sa gauche , un corps dirigé , il est vrai , par un maréchal français , mais dont les troupes prussiennes forment plus que les deux tiers ; c'est une faute , enfin , et celle-là résume , aggrave ou caractérise toutes les autres , d'avoir attendu l'hiver à Moscou , au lieu d'en partir le lendemain de l'incendie . Nous avons admis les arrêts du sort quand ils nous ont été favorables ; il faut bien y souscrire lorsqu'ils nous sont contraires . Le sort a jugé sévèrement la campagne de Russie .

Le prince Schwarzenberg , après avoir fait passer son armée sur la rive gauche de la Vistule , se disposant à se retirer en Galicie , conformément à l'accord conclu par lui avec les Russes , le général Reynier , commandant le septième corps , composé de Français et de Saxons , se sépara de l'armée autrichienne pour suivre une direction qu'il jugea plus utile aux intérêts de l'Empereur . Il prit , en conséquence , la route de Kalish , désirant gagner promptement le territoire prussien , pays encore allié ou présumé tel . Le corps polonais se porta sur Pétrikau avec l'intention de rejoindre le général Reynier .

Au moment où le prince Eugène vit sa droite découverte par l'abandon de Varsovie, sa gauche étant déjà débordée par Wittgenstein, auquel les Prussiens avaient livré passage, il se hâta de compléter la garnison de Thorn, et il s'achemina de Posen vers l'Oder. Dans la nuit du 11 au 12 février, le général Czernichef surprit, à Zirke, deux régiments de lanciers lithuaniens <sup>1</sup> qu'il jeta dans un grand désordre. Le prince Giedroic <sup>2</sup>, qui les commandait, fut fait prisonnier.

A peine le général Reynier arrivait à Kalish, qu'il y fut joint et attaqué par le général Winzingerode qui avait passé la Wartha à Kolo, malgré la promesse faite par le prince Schwarzenberg de couvrir la Wartha. Une des brigades saxonnes, commandée par le général Gablentz, se trouvant coupée du septième corps, se replia sur Czenstokow. Reynier, après avoir défendu sa position <sup>3</sup>

<sup>1</sup> Les provinces lithuaniennes s'étaient empressées de lever des régiments d'infanterie et de cavalerie; mais ils étaient à peine en état d'entrer en campagne lors de notre retraite. Ce fut une faute de vouloir des régiments organisés sur le pied français. Une *pospolite* eût été bien plus tôt prête et eût rendu plus de services.

<sup>2</sup> Le prince Giedroic était un de ces patriotes polonais déjà distingués par leur lutte contre la Russie dans les révolutions antérieures. Son fils et toute sa famille, réservés à être encore plus tard victimes de révolutions malheureuses, seront obligés de chercher un refuge en France en 1830.

<sup>3</sup> Le 13 février.



jusqu'au soir, la quitta dans la nuit, et marcha sur Glogau, où il arriva le 19, et d'où ensuite il se rendit à Dresde.

Cependant le prince Eugène ne pouvant pas garder longtemps la ligne de l'Oder, se dirigea sur Berlin, où s'étaient déjà montrés les Cosaques de Czernichef, qui s'en éloignèrent à son approche. Là, ayant reçu des renforts qu'amena le général Grenier, il distribua ses troupes en trois divisions sous les ordres des généraux Charpentier, Fressinet et Gérard. Son intention n'était pas de tenir dans une ville déjà ennemie ou prête à le devenir ; mais, par l'occupation de la capitale de la Prusse, d'une part, il retardait la défection imminente de cette puissance ; de l'autre, il ralentissait la marche de l'ennemi, et obligeait Wittgenstein à ne s'avancer qu'avec précaution et en force ; temporisation utile, qui donnait le temps à l'Empereur d'assembler et d'organiser de nouveaux corps d'armée derrière l'Elbe. Le vice-roi se maintint à Berlin jusqu'au 4 mars, puis il se retira sur Wittenberg, ensuite sur Leipzig ; et la ligne de l'Elbe fut le point où il s'établit pour attendre les événements ultérieurs. Les corps russes, de leur côté, s'avancèrent sur l'Elbe, à mesure que les Français prenaient position sur l'une ou l'autre rive de ce fleuve. Ces manœuvres de guerre n'ayant pas,

pour le moment, une grande importance, ou du moins une importance dont les suites soient immédiates, nous allons reporter notre attention d'abord sur les affaires intérieures de la France, et ensuite sur les questions d'ordre politique, qui, dans l'intervalle des derniers événements, ont subi ou vont subir de très-sensibles modifications.

---

---

## CHAPITRE IV.

### GUERRE ET POLITIQUE.

Arrivée de l'Empereur à Paris. — Affaire Mallet. — Concordat. — Politique extérieure. — Rupture des États-Unis avec l'Angleterre. — Négociations pour l'indemnité américaine. — Espagne. — Sages conseils de Napoléon à son frère (dépêche du 15 mars 1812). — Opérations militaires. — Siège et reddition de Badajoz. — Bataille de Salamanque. — Mission du colonel Desprez. — Retraite des Français. — Entrée de Wellington dans Madrid. — Wellington assiège vainement Burgos. — Sa retraite. — Réflexions. — Politique extérieure. — France et Autriche. — France et Prusse. — Mission du prince d'Hatzfeld. — Insubordination des habitants et des troupes en Prusse. — Intrigues de l'Angleterre et de la Russie près des cabinets de Vienne et de Berlin. — Désapprobation donnée par le roi de Prusse à la défection d'York. — Instructions du comte de Golz à M. de Tarrach. — Armements de la Prusse. — Note de M. d'Hardenberg à M. de Saint-Marsau (du 15 février 1813). — Proposition d'intervention entre les parties belligérantes. — Traité d'alliance entre la Russie et la Prusse. — Duplicité du cabinet prussien. — Entrevue de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse à Breslau. — Création de la landwehr par un édit royal du 10 mars.

---

NAPOLÉON, parti de Dresde le 15 décembre, rentrait le 18, vers onze heures du soir, aux Tuileries. Le 29<sup>e</sup> bulletin, ce courageux acte d'ac-

cusation de l'Empereur contre lui-même, qui faisait connaître à la France les désastres éprouvés en Russie, n'avait précédé son arrivée que de vingt-quatre heures, et la nouvelle simultanée de son retour vint à propos calmer la stupeur produite par de si terribles révélations.

Le 19, tous les ministres, qui, réveillés dans la nuit, se sont hâtés de préparer leurs portefeuilles, sont de bonne heure réunis auprès de l'Empereur. Son travail le plus urgent doit avoir pour objet la réorganisation de l'armée elle-même. C'est donc aux ministres de la guerre et de la direction de la guerre, aux conseillers d'État et chefs des diverses branches de ces administrations, qu'il consacre la plus grande partie de cette journée.

Les autres ministres sont tous successivement admis; la journée pour lui ne se termine qu'à une heure du matin. Le 20 était un dimanche : la réception a lieu suivant l'usage. L'Empereur y paraît avec la contenance ferme d'un homme qu'un grand malheur afflige, mais que la fortune n'a point abattu.

Alors commencent ces harangues officielles des grands corps de l'État, dans lesquelles, depuis, on n'a voulu voir que l'exagération de la flatterie et le langage honteux de la servitude. Les mêmes félicitations sur son retour lui sont

adressées de toutes les extrémités de l'empire, de Marseille comme de Lille, de Rome comme de Hambourg. Faut-il donc croire qu'il y ait en partout un odieux concours de bassesse, une rivalité exécrationnable d'infamie et de lâcheté? Non! quarante millions d'âmes, dont les destinées sont liées à celles d'un seul homme, dont les imaginations sont, depuis seize ans, exaltées par les prodiges que ce même homme a opérés, ne mentent point à leur conscience, lorsqu'en apprenant un grand revers, le premier de son règne, elles se réjouissent de voir reparaître, au sein de sa capitale, celui qui seul peut tout réparer. Il put y avoir de l'exagération dans les formes de langage; mais le fond de la pensée est l'expression d'un sentiment populaire. Certes, le sol de la France eût dû tressaillir d'effroi au terrible avertissement de toute l'étendue des pertes essuyées en Russie, mais, par une bizarre disposition de l'esprit humain, l'éloignement des lieux affaiblit l'impression des événements. Un malheur, quelque grand qu'on se le représente, si l'on en est séparé par quatre cents lieues de distance, ne produit pas des émotions aussi profondes, aussi vives que s'il s'était passé sur un théâtre plus rapproché. La vérité, d'ailleurs, était telle alors qu'elle ne se devinait pas, et qu'il eût fallu être sur le terrain pour juger les faits

et les apprécier. Pour les masses, la guerre de Russie n'était qu'une campagne malheureuse. Tant d'autres campagnes n'avaient été qu'une suite de triomphes ! Depuis le jour où Napoléon Bonaparte, débutant en Italie par la défaite aussi rapide qu'imprévue de cinq armées autrichiennes, avait donné aux armées françaises cet éclat qu'elles ont conservé après nos désastres, chacun de ses pas avait été un succès, chacune de ses batailles une victoire. Le monde était plein de son nom, les peuples qu'il gouvernait s'associaient à sa gloire. En proclamant leur foi dans son génie, ils étaient loyaux et sincères. Ils le prouvèrent par leurs actes. Aussi l'Empereur pourra-t-il bientôt s'élançer encore dans la carrière, et faire de nouveau trembler ses ennemis.

Tandis que Napoléon prolongeait à Moskou son fatal séjour, un homme obscur, détenu pour fait d'un complot : à qui, tant l'Empereur était cruel, on avait donné pour prison une maison de santé, formait le hardi dessein d'opérer une révolution en France, et de renverser le gouvernement impérial. Ce fier conspirateur n'a point de complices, il n'a pas même d'auxiliaires sérieux ; mais il connaît deux hommes qu'il juge propres à le devenir. Tous deux sont en prison, et dans une prison mieux gardée que la sienne ; il ira

les y prendre. Ses moyens, ses armes, ce n'est point son épée, c'est sa plume. Tout le succès de son projet se fonde sur la puissance magique d'un mot : *L'Empereur est mort* : pour rendre le mot croyable, il lui faut l'appui d'un grand corps de l'État. Ce grand corps, c'est le sénat dont Mallet va emprunter le nom ; c'est le sénat qu'il va mettre en jeu, et dont il sera censé être le mandataire. Il fabrique, sous ce nom imposant, des sénatus-consultes, des décrets, des proclamations, et notamment une décision par laquelle il se confère à lui-même le commandement de la ville de Paris. Muni de ces actes faux, revêtu de son uniforme d'officier général, dans la nuit du 22 au 23 octobre, vers deux heures du matin, il se rend à la caserne Popincourt, occupée par la 10<sup>e</sup> cohorte de la garde nationale, se présente au colonel, sous le nom du général Lamotte, lui annonce sa mission, fait retentir aux oreilles des soldats la terrible nouvelle de la mort de l'Empereur, et leur ordonne de le suivre. Accoutumée aux sévères lois de la discipline, la troupe obéit sans qu'un seul officier songe à mettre en doute la vérité de faits ainsi proclamés par un officier général. La cohorte se partage en plusieurs colonnes. L'une d'elles, sous les ordres du colonel, doit aller prendre possession de l'hôtel de ville, et faire

préparer une salle pour les séances du gouvernement provisoire. Voulant s'adjoindre des coopérateurs dignes de lui, Mallet, suivi d'un fort détachement, court à la prison de la Force, fait mettre en liberté les généraux Lahorie<sup>1</sup> et Guidal<sup>2</sup>, personnages déconsidérés, auxquels il donne ses instructions en les trompant eux-mêmes par la fausse nouvelle de la mort de l'Empereur. L'un d'eux, Lahorie, pénètre au ministère de la police, fait enlever le duc de Rovigo, et s'établit comme son successeur. Le préfet de police, également pris au dépourvu, a été de même mis en lieu de sûreté. Guidal, qui devait arrêter le ministre de la guerre, n'a pas eu le temps de remplir sa mission. Mallet a gardé pour lui la tâche la plus difficile, c'est de s'installer dans l'hôtel du gouverneur de Paris, où il saisira les pouvoirs, les instruments du pouvoir, les bureaux, les cachets, les agents, et d'où il pourra mettre en mouvement toutes les troupes qui se trouvent dans la capitale. L'action demande de la vigueur; la vigueur ne lui manque pas. Après un essai de mensonge inutile auprès du gouverneur, le gé-

<sup>1</sup> Lahorie, complice de Georges Cadoudal, avait été condamné à mort. Touché par les prières et les larmes d'une jeune fille demandant la grâce de son père, l'Empereur l'avait accordée.

<sup>2</sup> Guidal, autérieurement jacobin forcené, arrêté comme prévenu d'espionnage pour le compte des Anglais.



néral Hullin, il lui tire à bout portant un coup de pistolet au visage et le met hors de combat ; mais sur ces entrefaites un officier d'état-major, le lieutenant-colonel de Laborde, a reconnu l'audacieux imposteur ; il se précipite sur lui, le désarme et le livre, pour être conduit en prison, à la troupe qui avait marché à sa voix. A dix heures du matin, le drame était fini. Paris presque tout entier ignorait l'événement ; lorsqu'on en eut connaissance, le danger n'existait plus. Par malheur, il y avait dans l'affaire un incident bizarre, l'arrestation de deux hauts fonctionnaires par deux détenus évadés, qui avaient fait avec eux l'échange de leurs places. La question ainsi posée offrait un côté ridicule, et, pour le ridicule, chez les Français, il n'y a point d'indulgence. Du reste, quel était le but de Mallet, ou même Mallet avait-il un but ? Était-ce pour un parti qu'il agissait, et pour quel parti ? Facétieux par caractère, inquiet, entreprenant, las surtout d'une inaction qui lui pèse, peut-être n'a-t-il voulu qu'en sortir avec éclat. La France,

« Suivant des écrivains qui, depuis, ont voulu rapporter à la dynastie des Bourbons tous les faits antérieurs, le gouvernement provisoire que Mallet voulait former, devait se composer de MM. Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, le général Moreau, et de M. Frochot, préfet de la Seine. Il devait y avoir un cinquième membre qu'on ne nommait pas.

l'Europe n'apprirent l'entreprise qu'en apprenant la punition des coupables; mais, aux yeux de l'Empereur, une grande perturbation morale avait été produite. Le fait seul d'une témérité individuelle mettait à nu la racine du pouvoir, et montrait combien elle avait peu de profondeur : la loi fondamentale de l'État, l'hérédité de l'empire, se trouvait méconnue, et même par le premier administrateur de la capitale. Comment au premier bruit *l'Empereur est mort*, n'a-t-on pas répondu par le cri de *Vive l'Empereur* ! Le trône est-il donc vacant ? La succession n'est-elle pas assurée ? Le roi de Rome n'est-il pas là ? Le devoir est tracé pour tous ; il l'est surtout pour le principal magistrat du département de la Seine. Ce magistrat cependant est un homme d'honneur, un serviteur fidèle et dévoué du gouvernement. Son erreur n'admet qu'une explication raisonnable. M. Frochot était absent au moment où un corps de troupes s'est emparé de l'hôtel de ville. Averti de ce qui s'y passe par le billet d'un ami renfermant les mots : *Fuit imperator*, il arrive ; et voyant faire des préparatifs dirigés par un colonel, que l'on déclare porteur d'ordres du ministre de la police et de délibérations du sénat, il laisse un libre cours <sup>1</sup>

<sup>1</sup> « Faites, dit-il aux employés, ce que ces messieurs ordonnent. » Immédiatement après, se voyant libre, il se rendit chez l'archichancelier.

à l'exécution de ces ordres. La grandeur même de l'événement supposé est la seule cause de sa faute. L'Empereur est pour le monde un si colossal personnage, que la nouvelle brusque, inattendue, de sa mort, est comme un coup de foudre qui fascine les yeux, épouvante les imaginations surprises, et ôte toute faculté de réflexion. M. Frochot n'a point échappé à cette puissance de l'imprévu. C'est là tout son crime. Napoléon lui-même n'en doute pas<sup>1</sup>; mais dans une circonstance comme celle qui a eu lieu, manquer de sang-froid, de présence d'esprit, est un délit politique d'une grave nature. L'exemple est fâcheux, et demande une éclatante improbation.

Dès sa première audience, l'Empereur laisse éclater cette pensée dans une allocution au conseil d'État. Suivant son habitude, c'est à l'idéologie qu'il impute les désordres qui le blessent. C'est elle qu'il accuse des écarts de la raison. Il préfère, aux abstractions des hommes de théorie, l'expérience du passé et les leçons de l'histoire : « Voilà, dit-il, les principes que le conseil d'État

<sup>1</sup> L'Empereur dit à un de ses ministres, M. le comte Mollien : « Ce pauvre préfet de Paris a été bien malheureusement dupe de l'échauffourée de Mallet; mais eût-il été vrai que j'étais mort, il aurait eu autre chose à faire que de reconnaître l'autorité de Mallet.... Il est membre du conseil d'État, il sera jugé par ses pairs. »

« d'un grand empire ne doit jamais perdre de  
« vne. Il doit y joindre un courage à toute  
« épreuve, et, à l'exemple des présidents Harlay  
« et Molé, être prêt à périr en défendant le sou-  
« verain, le trône et les lois.... La plus belle mort  
« serait celle du soldat qui périt au champ d'hon-  
« neur, si la mort d'un magistrat périssant en  
« défendant le souverain, le trône et les lois,  
« n'était pas plus glorieuse encore! » La conduite  
du préfet de la Seine ayant été livrée au juge-  
ment du conseil d'État, la sentence fut sévère.  
M. Frochot, destitué, emporta dans sa retraite  
l'affection de tous ceux qui le connaissaient, et  
l'estime de l'Empereur <sup>1</sup>.

Les dogmes politiques énoncés par Napoléon  
ne manquent pas de trouver de nombreux échos.  
Le principe des droits *légitimes*, de cette légiti-

<sup>1</sup> Des documents conservés dans la famille de M. Frochot, et qui nous ont été communiqués, prouvent que le sacrifice du préfet avait été concerté avant le retour de Napoléon. M. Frochot voulait voir l'Empereur dès son arrivée; cette entrevue aurait pu détourner le coup qui le menaçait, et que *quelques hommes cruels* (expression de M. Frochot) avaient jugé tout d'abord indispensable. Ce fut Cambacérès qui l'empêcha de demander une audience particulière; il existe une lettre de lui à ce sujet. On peut regretter que l'empereur Napoléon ait été excité ainsi à frapper un des hommes qui lui étaient le plus dévoués. M. Frochot n'en resta pas moins *l'un des siens*; il oublia l'injure comme d'autres ont oublié les bienfaits. A. E.

mité dont la restauration fera un jour un si terrible abus, eut des prôneurs effrénés dès le mois de décembre 1812. Presque tous les orateurs des grandes députations juraient un dévouement sans borne à l'héritier <sup>1</sup> du trône comme à l'Empereur lui-même.

Il est malheureusement trop vrai que plus tard ces éclatantes protestations seront renouvelées, par un trop grand nombre des mêmes hommes, en faveur d'une autre dynastie; mais en 1812, dans l'ébranlement d'un empire immense, dont tout esprit sensé ne pouvait guère redouter la ruine, comme on ne voyait d'espoir, de salut, que dans l'Empereur et le maintien de sa couronne, les vœux formés pour lui et pour son fils ne manquaient pas de sincérité. On était de bonne foi, même dans la lutte de l'hyperbole.

Une pensée grave préoccupait vivement l'Empereur, c'était de donner satisfaction aux esprits religieux qu'affligeait sa mésintelligence avec le pape. Les débats élevés entre la France et le Saint-Siège avaient, en 1811, été conduits bien près de leur terme. Le bref rapporté de

<sup>1</sup> « Le bon sens s'arrête avec respect devant le mystère du pouvoir et de l'obéissance.... Nous lui jurons d'avance un dévouement sans bornes comme à vous-même. »

Discours de M. de Fontanes... et mille autres.

Savone par la seconde députation qu'y avait envoyée l'Empereur, ne laissait guère subsister entre les deux partis qu'un très-léger dissentiment. Jusqu'au milieu de 1812, Pie VII était resté à Savone, où un administrateur éclairé<sup>1</sup> et sage tâchait, conformément à ses instructions, d'en rendre le séjour moins pénible; mais l'apparition d'une escadre anglaise, dans le voisinage de cette résidence, ayant fait naître quelques inquiétudes, le Saint-Père avait été transféré à Fontainebleau, où il était traité en souverain. Indépendamment de sept ou huit cardinaux romains, qui formaient son conseil<sup>2</sup>, il y avait auprès de lui un certain nombre d'archevêques et évêques, tant de l'empire que du royaume d'Italie, appelés au rôle de conciliateurs<sup>3</sup>.

Les difficultés encore existantes se réduisaient à deux points d'une médiocre importance; l'un d'ordre politique, l'autre d'ordre spirituel. Pour sa résidence, le Pape réclamait Rome; un palais lui était préparé à Paris. On lui parla d'Avignon,

<sup>1</sup> M. le comte de Chabrol, depuis préfet de la Seine.

<sup>2</sup> Les cardinaux de Bayonne, Fabrice Ruffo, Roverella, Dugnani, Doria et l'archevêque d'Édesse, son aumônier.

<sup>3</sup> M. de Barral, archevêque de Tours, le cardinal Maury, archevêque de Paris, M. Duvoisin, évêque de Nantes, M. Hirn, évêque de Trèves, M. Bourlier, évêque d'Évreux; les évêques de Plaisance, de Felire et de Faenza.

cette offre parut ne pas lui déplaire. Sous le rapport d'ordre spirituel, la question vraiment intéressante pour la France était que, comme dans le cas de vacance d'un siège épiscopal il y avait, pour l'Empereur, d'après le concordat de 1801, obligation de nommer à l'évêché vacant dans un temps déterminé, il fût pareillement fixé un délai dans lequel le Pape fût tenu de donner l'institution canonique, ou de faire connaître les motifs canoniques de son refus. Le motif de la fixation de ce délai ayant été précédemment admis, il ne restait qu'à en assigner la durée. On avait d'abord demandé trois mois de la part de l'Empereur; sur l'avis des évêques français, le délai fut porté à six mois. Le Pape semblait écouter avec faveur cette dernière proposition. Telle était la situation des choses dans le cours de janvier 1813. Au commencement de ce mois, à propos du renouvellement de l'année, un échange de compliments avait eu lieu par l'envoi d'un chambellan impérial auprès du Pape, et du cardinal Doria auprès de Napoléon. L'empereur comprit, et avec raison, que le véritable moyen d'arriver à une solution prompte était une négociation personnelle. Le 19 janvier, sous prétexte d'une chasse, il se trouve tout à coup à Fontainebleau. Le lendemain il rend visite au Saint-Père. Tous deux avaient l'un

pour l'autre un fonds de penchant mutuel d'affection. L'entrevue fut amicale et la conversation en langue <sup>1</sup> italienne. Après deux heures d'une conférence réciproquement bienveillante, on tomba d'accord sur les articles contestés, et un secrétaire fut appelé, auquel on dicta les bases d'un nouveau concordat. Les jours suivants, les cardinaux et prélats des deux nations s'entendirent sur la rédaction définitive de cet acte, qui fut signé le 25, par le Pape et par l'Empereur. Tout s'était passé entre eux dans les formes les plus libres et selon toutes les lois des convenances; mais cette authenticité des faits n'a pas empêché les ennemis de Napoléon de prétendre qu'il avait abusé de l'avantage de sa situation, et que Pie VII n'avait cédé qu'à la contrainte. Des hommes que l'on regrette de blâmer ont eux-mêmes été assez mal inspirés pour vouloir accréditer un bruit aussi faux. Il est, dans les grandes crises des États, même pour les plus beaux talents, un conseiller bien dangereux et bien perfide, l'esprit de parti. Quel mauvais génie a pu porter un écrivain célèbre (Chateaubriand) à dire, et sans doute à écrire, car il a dû le croire pour le dire : « que *l'Empereur avait*

<sup>1</sup> San Padre, Figlio mio, étaient les noms que se donnaient le Pape et l'Empereur.



« osé, en cette circonstance, frapper de sa propre main le souverain Pontife, et traîner le père de l'Église par ses cheveux blancs ? » Combien l'auteur de cette assertion en a été cruellement puni ! Elle a été repoussée même par les deux hommes qui, d'ailleurs, ont prodigué le plus d'outrages à Napoléon, M. de Pradt en France, et Walter Scott en Angleterre<sup>1</sup>.

Un historien de Pie VII, historien français plus ultramontain que le Pape, veut bien, à la vérité, ne pas admettre que Napoléon ait exercé une volonté matérielle sur le Saint-Père, mais il met tous ses soins à faire supposer que celui-ci a cependant eu à souffrir une sorte de violence morale. « Il ne restait plus, dit-il, en ce moment, à Pie VII, que la faculté de ce mouvement de la main qui pût encore machinalement tracer un nom. Ce nom fut apposé le 25 janvier, sur un papier que l'Empereur signa sur-le-champ après lui. » Ainsi, pour expliquer la conclusion du nouveau concordat, l'étrange apologiste de Pie VII représente le vénérable Pontife comme réduit à un état misérable de faiblesse et d'en-

<sup>1</sup> Histoire des quatre concordats, tome III, pages 5 et 6.

<sup>2</sup> « Nous croyons volontiers que les bruits qui l'accusent de l'avoir maltraité personnellement sont dénués non-seulement de preuve, mais de toute vérité. »

WALTER SCOTT, tome XIV, page 183.

fance. Ensuite, pour disculper le Saint-Père de cette dégénération intellectuelle dont il lui plaît de le gratifier, il en impute le crime aux prélats, et surtout aux cardinaux romains qui ont concouru à cette réconciliation du Pape avec l'Empereur. Sa colère contre eux ne connaît point de bornes; à l'entendre, ce sont de véritables bourreaux <sup>1</sup>! Une partialité si prononcée contre un intérêt national, par suite d'une haine passionnée contre Napoléon, paraît si extraordinaire dans un ouvrage publié en 1836, qu'on se sent disposé à l'indulgence, même pour l'accusation plus hardie qui portait une autre date. Du moins M. de Chateaubriand écrivait en 1815.

Tout était consommé : le Pape et l'Empereur se trouvaient d'accord; l'Église allait être pacifiée; le voile de l'oubli devait couvrir le passé. L'Empereur ne fait pas les choses à demi. Tous les cardinaux, jusqu'alors hostiles, sont mis en liberté. Ils accourent; pour prix de la clémence

<sup>1</sup> « Quand ceux qui réglaient ce manège virent que le Pape était absolument anéanti... quand ils n'eurent plus affaire qu'à un corps débile... ils calculèrent l'effet d'une de ces fièvres lentes qui disposent à la prostration des forces et à l'apathie.... Le Pape fut comme pris à partie par les trois cardinaux et les évêques... et violenté par la présence de l'Empereur, *qui le regardait fixement.* » (Hist. de Pie VII, par M. Arlaud, t. II, p. 303-305.) Ainsi le Pape aurait signé sous l'empire d'une fascination pareille à celle du basilic !!

impériale, ils s'attachent à irriter le Saint-Père contre lui, à inquiéter sa conscience, à y faire naître des scrupules, à lui persuader que la situation de l'Europe était de nature à le dispenser de souscrire le traité auquel il a consenti, et que telles sont encore les circonstances, qu'elles permettent la rétractation. Pie VII est obsédé par ces conseillers nouveaux, qui accusent les premiers d'inhabileté et même de corruption; ils tourmentent, agitent, ébranlent l'âme timorée du Saint-Père. Les institutions canoniques qu'on lui demande pour les évêques nommés par Napoléon sont différées sous de vains prétextes. L'Empereur, qui ne tarde pas à reconnaître l'imprudence de sa générosité, se hâte, pour faire cesser ces nouvelles hésitations, de donner au concordat la solennité d'une publication officielle. A défaut de raisons meilleures, les cardinaux ennemis prirent texte de cette publication non convenue pour en faire une allégation contre la validité de l'acte, allégation qui ne soutient pas l'examen.

Pourtant, au fond, le concordat de 1813 n'est que la consécration des principes établis, proclamés par le concile de 1811, et que le Saint-Père lui-même avait accepté par son bref du 20 septembre de la même année. L'indépendance du gouvernement français à l'égard de la cour de

Rome, les libertés autrefois tant vantées de l'Église gallicane, n'existeront véritablement que le jour où les principes de ce concordat seront devenus la base des rapports du gouvernement français-avec le Saint-Siège.

L'année 1812, qui, pour la France, fut marquée en Europe par la défection de deux grandes puissances, ses deux plus anciennes alliées, la Turquie et la Suède, lui avait donné en échange, sinon un allié, du moins un auxiliaire dans le nouveau monde. Ce fut au moment où allait s'ouvrir la campagne de Russie, au moment où tout offrait encore à l'empereur Napoléon les chances du plus brillant avenir, que cette dernière faveur lui fut accordée par la fortune; faveur qui eût pu, quelques années plus tôt, avoir d'immenses résultats, mais que les événements de la guerre rendront stérile, tant pour l'intérêt direct de la France que pour le grand principe qui finissait par décider les Américains, le principe de la liberté des mers. La déclaration de guerre du gouvernement fédéral contre l'Angleterre avait été proclamée le 18 juin 1812<sup>1</sup>. Les États-

<sup>1</sup> Cinq jours après la déclaration de guerre, le gouvernement anglais, par suite du tort que causaient à ses manufactures les ordres du conseil, en prononçait la révocation. « Si l'on s'était donné la peine de notifier cette révocation aux États-Unis avant que leurs citoyens courussent aux armes, il n'y au-

Unis se trouvèrent ainsi engagés dans une lutte dont ils n'avaient pu prévoir toutes les difficultés; mais ils la soutinrent avec l'énergie et la persévérance d'une nation libre, forte de son bon droit, et confiante dans la justice de sa cause.

Depuis la fin de 1810, la disposition constamment annoncée par l'Empereur de rapporter tous ses décrets oppressifs, pourvu que l'Angleterre, de son côté, révoquât ses ordres du conseil; et l'annulation effective des décrets de Berlin et de Milan envers les bâtiments américains capturés, lorsqu'ils ne l'avaient pas été pour une autre raison, contrastaient vivement avec les mesures chaque jour plus vexatoires de l'Angleterre, et surtout avec la pratique odieuse de *la presse* qui avait produit l'enlèvement de plus de six mille matelots américains. Le président, M. Madisson, avait d'ailleurs acquis la preuve des efforts faits par le cabinet britannique pour exciter les citoyens des États-Unis à la révolte et à la trahison contre leur gouvernement; intrigues commencées dès 1809, c'est-à-dire en

« rail point eu de guerre, cette première cause des hostilités  
« n'existant plus. Quant à l'autre cause (la presse anglaise), elle  
« serait devenue le sujet d'une négociation. »

Manifeste du gouvernement américain,  
du 10 février 1815, page 90.

pleine paix, et lorsque rien n'annonçait une rupture prochaine entre les deux nations.

Quoique l'Empereur eût, par le fait, aboli, à l'égard des bâtimens américains, l'application des décrets de Berlin et de Milan, comme dans un rapport du duc de Bassano, communiqué au Sénat le 10 mars 1812, il n'était point fait mention de la révocation de ces décrets, le prince régent se fonda sur le silence de ce rapport pour déclarer, en date du 21 avril, que les ordres du conseil étaient maintenus. A la réception de cette nouvelle, l'envoyé américain, à Paris, M. Barlow, pressa le gouvernement français d'enlever à l'Angleterre, par une déclaration franche et précise, le prétexte dont elle s'armait pour justifier la continuation de ces violences, si préjudiciables à ses concitoyens. Le ministère français s'empressa de démontrer à cet envoyé que l'allégation du prince régent était mal fondée; que la révocation des décrets de Berlin et de Milan était réelle; qu'elle avait été prononcée par un décret impérial du 28 avril 1811, et que, de plus, ces décrets étaient regardés comme non avenus à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1810, *en ce qui concernait les bâtimens américains*. On lui communiqua des lettres écrites, tant par le grand juge, ministre de la justice, que par le ministre des finances, dans le but d'assurer l'effet de cette

exception adoptée en faveur des États-Unis. S'il n'en avait point été question dans le rapport du duc de Bassano, le motif de cette réticence tenait à la situation de la France avec la Russie. La bonne volonté de l'empereur Napoléon pour le gouvernement fédéral était ainsi un fait appuyé sur d'incontestables preuves.

La question d'un traité de commerce, déjà agitée en 1811, prit en 1812 un peu plus de consistance. Les articles furent débattus entre l'agent américain et le ministre français; mais la négociation n'avancant pas, le duc de Bassano, pour lui imprimer un mouvement plus rapide, ayant jugé utile d'en charger un plénipotentiaire spécial, proposa de confier cette tâche au comte d'Hauterive, l'un des chefs de son département. L'Empereur, qui pourtant rendait plus que personne justice aux talents de M. d'Hauterive dont il avait plus d'une fois fait l'heureuse expérience, céda encore, en cette circonstance, à l'une de ces prédilections capricieuses dont il n'a pas toujours eu à s'applaudir. Il choisit pour cette commission le conseiller d'État duc de Dalberg <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On verra bientôt le duc de Dalberg, qui devait 200,000 liv. de rente à l'amitié de l'Empereur pour son oncle le grand-duc de Francfort, lever des premiers contre son bienfaiteur l'étendard de la révolte, et se signaler parmi ses plus implacables ennemis.

Le projet de traité rédigé par le ministre américain se composait de trente et un articles. Sur ce nombre, seize offraient le renouvellement pur et simple de stipulations faisant partie du traité de 1800. Les plus graves difficultés roulaient sur la définition du blocus, sur les papiers à exiger des navires suspects, et sur les indemnités réclamées pour les bâtiments américains indûment saisis par la France. A l'égard de ce dernier article, le gouvernement fédéral ne dissimulait pas qu'étant jusqu'à un certain point un gouvernement de parti, il lui importait beaucoup, pour multiplier le nombre de ses adhérents et trouver plus d'appui dans les populations, de pouvoir favoriser les intérêts personnels, et il présentait cette nécessité de sa position particulière comme un argument pour rendre la France facile sur les réclamations. L'Empereur, tout en appréciant cette situation du cabinet américain, et l'utilité de ménager un parti qui agissait dans son système, ne voulait cependant sacrifier à cette considération *ni des principes généraux, ni même des valeurs très-considérables*. Tel fut l'esprit des instructions données à son plénipotentiaire.

Tandis que l'on discutait sans résultat des rédactions d'articles, la nouvelle de la déclaration de guerre votée par les Américains contre



l'Angleterre, vint donner à la négociation une face nouvelle. M. Barlow, prétendant qu'à raison même de cet incident nouveau, la France devait se montrer plus libérale envers ses concitoyens, voulait faire passer avant tout cette question d'indemnité. Il y avait alors auprès de cet envoyé, comme antérieurement et depuis, auprès des légations américaines en France, des coteries d'intrigues qui fondaient sur les démêlés de la France et des États-Unis, de ces spéculations d'argent où la corruption et la vénalité jouent un grand rôle. Une société, dont faisaient partie des négociants d'Amsterdam et de Boston, proposait un moyen de libération qui ne coûterait rien à la France. Elle trouvait ce moyen dans les limites non encore déterminées que l'on pourrait donner à la Louisiane. A la faveur de l'extension de ces limites, il serait facile de faire des concessions de terrain qui satisferaient à toutes les réclamations formées par les Américains. Un autre mode d'arrangement suggéré aussi à M. Barlow, offrait encore au gouvernement français la possibilité de terminer tout le débat sans faire sortir un écu du trésor français. Ce nouveau mode consistait dans une remise à faire aux États-Unis de quatre-vingts *licences*, pour apporter dans les ports français, de tous pays ou lieux en Europe et en Amérique,

certains produits des colonies, ou autres produits américains, *spécifiés dans lesdites licences*, chaque licence devant être, par cargaison, de trois cents tonneaux au moins, ou quatre cents tonneaux au plus. En échange, les Américains auraient exporté de France ou d'Italie, dans l'espace de deux ans, la valeur des marchandises importées en vertu desdites licences. Lorsqu'à la fin de 1812, le cabinet de Washington évaluait à trente millions de francs ses demandes d'indemnités, et qu'il se montrait prêt à recevoir des licences en remboursement, il est bien probable que la valeur réelle des pertes ne s'élevait pas effectivement à cette somme, et tout constate que les réclamations américaines, qui deviendront un jour le texte d'une lutte assez vive, ont été, dès l'origine, bien plutôt une affaire d'intrigue, une spéculation d'agioteurs, qu'une question de dignité et même d'un intérêt vrai pour le gouvernement fédéral.

Avant que rien fût terminé à Paris, M. Barlow ayant été invité à se rendre à Wilna, ainsi que les autres membres du corps diplomatique, ce ministre se mit en route pour cette destination. Parti malade de Paris, il alla mourir à Zarnowicz, dans le voisinage de Varsovie.

On peut résumer en quelques mots cette

grande affaire, sur laquelle la France fera un jour de si inexplicables concessions.

En 1812, les Américains, en portant leurs demandes à trente millions, n'insistaient que secondairement sur le droit; c'était une sorte de faveur politique qu'ils demandaient, pour fortifier, par la satisfaction donnée à des intérêts personnels, le parti du gouvernement qui s'unissait au système français. Auparavant même, ils s'étaient montrés disposés à prendre, comme acquit de la dette française, la cession des Florides. Devenus maîtres des Florides, par le fait de la possession, ils avaient prétendu n'avoir plus à traiter sur ce point avec la France, mais avec l'Espagne. Il avait paru ensuite que le différend pouvait se concilier moyennant une simple extension des limites de la Louisiane. Enfin, une note formelle du plénipotentiaire américain tranchait tout, résolvait tout par une simple remise de *quatre-vingts licences*, et même d'abord il n'en demandait que soixante. On estimait qu'il pourrait y avoir un bénéfice de douze millions de francs au moins pour les entremetteurs obligés qui offraient de se charger de cette opération. Faut-il véritablement regarder comme une créance bien fondée, bien avérée, bien légitime, celle dont les Américains faisaient eux-mêmes si bon marché en 1812? et comment faut-il

dra-t-il un jour qualifier le pouvoir qui aura le courage de tirer du trésor vingt-cinq millions pour en gratifier les États-Unis, après vingt années d'une contestation durant laquelle le gouvernement américain, si on l'eût voulu, eût, pour quelques millions, donné avec empressement quittance de toutes ses demandes ?

L'empereur Napoléon ne vit dans la proposition de l'envoyé américain, ou plutôt dans la proposition des spéculateurs dont il était l'instrument, qu'une invention de bourse, qu'une œuvre de cupidité privée, à laquelle ne pouvait s'associer un gouvernement qui se respecte, et il s'indigna que son plénipotentiaire eût laissé un pareil projet aller aussi loin et prendre autant de consistance. La négociation, interrompue par la mort de M. Barlow, n'eut pas d'autre suite en 1812.

L'association tardive des États-Unis à la guerre de la France contre le gouvernement anglais n'apportait aucun secours pour la grande lutte continentale, à laquelle les désastres de la campagne de Russie venaient de donner un caractère si différent de celui qu'elle avait eu jusqu'alors. Trois mois de témérités et de fautes ont compromis l'ouvrage de douze années d'habileté et de génie. Une fermentation menaçante agite toutes les parties de l'Allemagne. Les alliances,

graduellement relâchées, tendent partout à se rompre. A l'égard des deux grandes puissances qui, avant d'être les auxiliaires de Napoléon, avaient eu à porter l'humiliation des défaites et les charges de la conquête, la direction si peu prévue des événements va nécessairement introduire dans leur politique de nouveaux éléments de combinaison et de calcul. A Vienne, à Berlin, le langage est encore le même; les sentiments ont pris un autre cours. Dans les États de second ordre, le danger est moins urgent, mais là également il commence à se faire sentir. Presque partout ce sont les peuples qui entraînent les gouvernements. Le soulèvement des esprits qui éclate sur quelques points, qui s'annonce seulement dans d'autres, est moins la révolte de la souffrance contre l'oppression que celle de l'orgueil blessé contre la suprématie du talent et de la gloire. Les peuples amis eux-mêmes avaient été fatigués des longs et prodigieux succès de l'empereur Napoléon. La Bavière, le Wurtemberg se reprochent d'avoir combattu, pour le compte des Français, contre les Allemands leurs compatriotes, leurs frères : l'accroissement de grandeur qu'ont reçu leurs princes n'est pas, aux yeux des populations germaniques, une compensation suffisante des blessures faites à la vanité nationale, abaissée dans l'Autriche et la Prusse, dont ils ont con-

tribué à ruiner la puissance et à démembrer les provinces. Les rois nouveaux, qui peuvent oublier en un jour tout ce qu'ils doivent à des victoires dont ils ont partagé le fruit, désirent encore rester fidèles à la cause de leur grand allié; mais la fidélité n'est plus que dans l'intention des princes, elle chancelle dans leurs ministres, elle est éteinte dans leurs cours; et il faudrait à nos armes de grands triomphes pour la raffermir.

L'empereur Napoléon ne se méprend pas sur la situation de l'Europe. Il se sent la force de satisfaire à toutes les nécessités qu'elle lui impose, et cette force est réelle, mais à condition qu'il saura faire quelque part un grand sacrifice. Malheureusement ce sacrifice, il ne le fera pas. Il le refusera toujours à l'Autriche; il s'y décidera trop tard pour l'Espagne.

Ce fut, comme nous l'avons dit précédemment, la veille de la bataille de la Moskowa que l'Empereur reçut la nouvelle de celle que le duc de Raguse venait de perdre aux Aropiles, et que les Anglais ont nommée bataille de Salamanque. Nous reviendrons bientôt sur les suites de cet événement; mais nous devons d'abord jeter un coup d'œil sur ce qui s'était passé, dans le cours de 1812, en Espagne ou relativement à l'Espagne.

Avant de partir pour Dresde, avec la perspec-

tive d'une guerre probable dans le Nord, l'empereur Napoléon avait songé à se délivrer des embarras de la lutte sanglante qu'il avait à soutenir au delà des Pyrénées. Quoique jusqu'alors il eût nourri l'idée d'étendre les frontières de l'empire français jusqu'à l'Èbre, et que l'organisation administrative donnée aux provinces en deçà de ce fleuve autorisât cette supposition, il jugea que ce serait toujours pour lui un grand avantage d'être quitte des affaires de ce pays, et il se décida tout d'un coup à une concession dont jusqu'alors il avait paru fort éloigné. Depuis plus d'un an, il avait engagé le roi Joseph à convoquer une assemblée de cortès, à opposer des cortès napoléoniennes aux cortès agissant au nom de Ferdinand VII, à rivaliser d'idées généreuses et libérales avec l'assemblée de Cadix, afin de rallier à sa cause les hommes de bonne foi qui voulaient avant tout le bien de leur pays. Un obstacle pouvait arrêter les patriotes espagnols et les empêcher de se réunir au nouveau roi : c'était la crainte fortement accréditée que l'Empereur ne fit acheter à son frère la couronne par le démembrement de la monarchie. Eh bien, cet obstacle, l'Empereur est prêt à le faire disparaître. Il existe une lettre du ministre des relations extérieures, datée du 15 mars, où l'on sent partout la main de l'Empereur, ses

pensées et son style. Sans contredit, suivant cette lettre, la régence qui vient d'être formée à Cadix, est ennemie de la France; mais elle n'a pas moins de haine pour l'Angleterre, et le roi Joseph ne doit pas hésiter à entrer en communication avec cette régence. Pourquoi les cortès de Cadix refuseraient-elles de reconnaître la nouvelle dynastie, si le roi se prête à ce qu'elles désirent, et leur garantit l'indépendance, à laquelle elles mettent tant de prix? « Le roi peut, de son côté, « adopter la constitution de Cadix<sup>1</sup>, qui est celle « de Bayonne, à l'exception de *quelques spécu-* « *lations idéologiques*, contraires aux mœurs du « pays. Si un tel arrangement avait lieu, l'Em- « pereur ne ferait pas de difficulté de reconnaître « l'intégrité de l'Espagne et de retirer ses troupes « en totalité, du moment où la tranquillité serait « rétablie. » La suite de cette dépêche, un peu sévère pour le roi et pour ses ministres, leur indique des moyens d'exécution. Si le gouvernement avait eu une marche suivie, il disposerait dès à présent du meilleur instrument dont il puisse se servir, d'une assemblée délibérant, discutant, éclaircissant toutes les questions, et portant la lumière dans les provinces par ses

<sup>1</sup> Cette constitution, qui se préparait depuis longtemps, ne fut publiée et jurée que le 18 mars.



discours <sup>1</sup>, ses adresses et ses députations. Les ministres ont voulu entourer le roi de *troupes espagnoles avant d'avoir gagné l'opinion*. Contre-sens manifeste ! Si on avait commencé par *gagner l'opinion*, on aurait eu autant de *troupes espagnoles* qu'on en aurait voulu. Qui empêche le roi de convoquer, comme on l'y a déjà invité plus d'une fois, des cortès formées des députés de toutes les provinces soumises, c'est-à-dire, maintenant des deux tiers du royaume ? *Huit cents députés* réunis auprès du roi feraient à la nation un appel qui ne pourrait manquer d'être entendu. Quand ces cortès auront fait un grand nombre de discours, de rapports, une *constitution même, puisque telle est la manie des Espagnols* ; lorsqu'elles auront envoyé dans leurs provinces des députations solennelles pour y recommander l'union, « pourquoi n'en « enverraient-elles pas aussi à Cadix, en Galice, « à Alicante, partout où l'insurrection existe, et « où le besoin de voir arriver le terme d'une lutte « si prolongée est le vœu de tout le monde ? »

Pour préparer la convocation des cortès, on pourrait sur-le-champ faire venir des pétitions

<sup>1</sup> Telle avait été aussi, comme on l'a vu, l'intention de l'Empereur en Pologne, lorsqu'il fit convoquer une diète confédérée à Varsovie ; intention dont M. de Pradt fit manquer l'effet en prenant sur lui de dissoudre la diète.

de la part des villes, évêques et archevêques qui reconnaissent le roi. Ces pétitions porteraient que le malheur du pays est au comble, qu'on ne peut éviter le massacre total des populations et la *perte des Indes*, qu'en se ralliant au trône *sous la protection d'une constitution librement consentie*. Le roi répondra que « l'intégrité et l'indépendance de l'Espagne seront assurées ; que les troupes françaises se retireront de l'Espagne dès que l'on posera les armes, et tout ce que fera le roi sera ratifié par l'Empereur. » Ces vues de Napoléon, si franchement exprimées, sont claires et précises. Le roi Joseph a tant de fois protesté qu'il aimerait mieux descendre du trône que de consentir au démembrement de la monarchie ! Qui ne croirait qu'il va répondre avec empressement à une telle invitation de saisir la voie de salut qui lui est offerte ? Il n'en est pas ainsi ; ce monarque d'hier, qui n'est rien par lui-même, s'offusque<sup>1</sup> de la facilité avec laquelle l'Empereur incline à sacrifier la constitution de Bayonne. Pour lui, sa garantie est la constitution de Bayonne. La seconde, celle de Cadix, est plutôt un abus manifeste de principes de démagogie, que des principes de son aînée, et

<sup>1</sup> Expressions de la réponse de l'ambassadeur à la dépêche du ministre des affaires étrangères, du 15 mars.

« c'est risquer de mettre le désordre constitu-  
« tionnel à la place de l'anarchie insurrection-  
« nelle, que d'endosser la robe faite pour accabler  
« la royauté dans la personne et sous le nom de  
« Ferdinand VII. » Voilà comment une pensée  
grande et conforme à la situation des esprits en  
Espagne est accueillie par un roi de création  
nouvelle, qui n'a d'appui que dans la puissance  
des armes françaises! Voilà comment Napoléon  
est compris<sup>1</sup> par ses frères! Voilà que le roi  
élevé sur les ruines de Ferdinand VII, au lieu de  
s'accommoder d'une royauté telle que Napoléon  
l'accepterait pour lui, entend la maintenir telle  
que Ferdinand la voudrait s'il était libre, et telle,  
en effet, qu'il la voudra un jour, au risque de  
se perdre, lui et son royaume! Il est fâcheux,  
assurément, pour Napoléon, d'avoir des frères

<sup>1</sup> S'il est un fait bien constaté, c'est celui qui résulte de la dépêche du 15 mars que nous venons de rapporter, c'est-à-dire, que c'était l'Empereur qui voulait une convocation de cortès en Espagne. Eh bien, l'historien de la guerre et de la révolution de la Péninsule, M. de Toreno, affirme précisément le contraire. « Si cette convocation n'eut pas lieu, dit cet historien (t. V, p. 52), il faut l'attribuer à la répugnance que Napoléon a toujours eue pour la réunion de corps populaires... » *El temor o Napoleon que hasta en sus mayores apuros repugnabula congregacion de cueros populares.* « Voilà comme on écrit l'histoire, lorsque l'on ne connaît pas les correspondances diplomatiques des gouvernements.

qui le secondent si mal ; mais la faute en remonte toujours à lui. Pourquoi, de ses frères, a-t-il fait des rois ?

Joseph avait désiré le commandement supérieur sur les chefs militaires en Espagne ; un tel commandement était un rôle difficile avec des lieutenants tels que les maréchaux Soult, Marmont et Suchet ; mais du moins il fallait en user après l'avoir obtenu. A peine l'Empereur y a-t-il consenti, que le roi est embarrassé d'un tel fardeau, et maintenant il préférerait recevoir de Paris des ordres directs. Quant à la question civile, vainement l'ambassadeur Delaforêt le presse de préparer au moins la convocation des cortès : rien ne s'exécute. Le roi se plaint du peu de zèle de ses ministres, les ministres de la peine qu'ils ont à obtenir des décisions du roi. Sur ce point, selon toute apparence, les ministres et le roi étaient d'accord. Les ministres, qui pressentaient ce que depuis l'on a déclaré en France <sup>1</sup>, que le gouvernement représentatif n'avait pas été inventé pour l'agrément des fonctions ministérielles, partageaient les répugnances du roi, ou du moins n'étaient pas tentés de faire de grands efforts pour les vaincre. Sous le rapport administratif comme sous le rapport militaire, l'indolence

<sup>1</sup> Le ministre de l'intérieur, M. de Vaublanc.

était la même, et cependant alors l'état du pays se trouvait plus favorable qu'à aucune époque antérieure. Suchet avait subjugué l'Aragon, la Catalogne et Valence. Son autorité s'y était affermie par un habile mélange de modération et de fermeté. Dans l'Andalousie, le maréchal Soult avait pacifié la masse des populations. Une administration judicieuse et énergique faisait tourner toutes les ressources de cette riche province à l'avantage de son armée. Tout présageait pour la France un avenir heureux. Ce fut alors que Wellington, audacieux pour la première fois, tenta et poussa avec une extrême vigueur une entreprise que justifia le succès, le siège de Badajoz, qui fut suivi de la prise de cette place. A la nouvelle du siège, le maréchal Soult marchait avec ce qu'il avait de troupes disponibles, pour aller secourir les assiégés, lorsque, dans la route, il apprit que depuis deux jours la place était rendue; ce qui lui causa d'autant plus de surprise, qu'il avait supposé que le duc de Raguse aurait pu y arriver plus tôt que lui et tenir en échec l'armée anglo-portugaise.

Au moment où la reddition de Badajoz changeait si brusquement les affaires au profit des ennemis de la France, c'était un devoir pour le roi Joseph de mettre en mouvement, sans perdre un seul jour, l'armée du Centre qui était

sous ses ordres immédiats, pour aller joindre l'armée de Portugal, et arrêter, par cette réunion de forces, le cours des succès de l'ennemi. Le roi perdit un temps précieux sans agir, et le duc de Raguse va, dans sa présomptueuse confiance, profiter de cette lenteur pour combattre seul et se perdre. L'armée anglo-portugaise s'étant avancée vers Salamanque, qui fut évacuée à son approche, attaqua et prit les forts de cette ville. Quoique trop peu hâtif, le roi Joseph marchait au secours de l'armée de Portugal. D'un autre côté, quinze cents chevaux, détachés de l'armée du Nord, devaient, sous peu de jours, se réunir à la même armée. Lord Wellington, qui connaissait ces divers mouvements, n'était nullement disposé à offrir la bataille. La prudence prescrivait au duc de Raguse un délai bien court pour le mettre en état d'attaquer l'ennemi avec une grande certitude de succès. Ce n'est point la prudence, c'est son orgueil qu'il écoute. Après l'arrivée du roi, l'honneur de la victoire ne serait pas pour lui, ou du moins cet honneur serait partagé. Son mauvais génie l'entraîne, et tandis que les Anglo-Portugais se tiennent sur une grande réserve, c'est lui qui se hâte de prendre l'offensive. Un renfort précieux vient, il est vrai, de lui survenir, c'est une division de huit mille hommes

que le général Bonnet lui amène des Asturies. En vain plusieurs corps espagnols, formant près de vingt mille hommes, ont voulu arrêter cette division et lui couper le passage. Le brave et habile général s'est jeté dans des montagnes couvertes de neiges, et, quoiqu'il n'y existe point de routes praticables, il est parvenu à sauver toute son artillerie. Le duc de Raguse compte sous ses ordres à peu près quarante mille hommes; mais l'armée anglo-portugaise est beaucoup plus considérable, et dispose surtout d'une plus nombreuse cavalerie. Cette disproportion évidente de forces n'arrête point le téméraire maréchal. Depuis plusieurs jours les deux armées sont en présence. Deux mamelons isolés s'élèvent dans la plaine et sont nommés les *Aropiles*, du nom d'un village voisin. Le plus élevé est occupé par les Français, l'autre par l'ennemi. Le 22 juillet, vers midi, l'affaire s'engage; pendant quelques heures on combat avec un avantage à peu près égal; mais un faux mouvement, exécuté à la gauche de l'armée française, qui s'était étendue beaucoup trop loin, fut très-habilement mis à profit par lord Wellington, et celui-ci fit aussitôt tous ses efforts pour séparer cette aile gauche des Français de leur centre. C'est dans le moment où le duc de Raguse donnait des ordres pour réparer les fâcheux effets de cette impru-

dence, qu'un boulet creux lui fit deux blessures graves, qui l'obligèrent à quitter le champ de bataille. L'absence momentanée du général en chef répandit une certaine fluctuation dans les divisions françaises, et le général Bonnet, qui remplaçait le duc de Raguse, ayant été lui-même blessé presque aussitôt, le général Clausel qui lui succéda, ne pouvant plus songer à vaincre, dut se borner à rétablir l'ordre de bataille, ce qu'il exécuta avec une présence d'esprit digne des plus grands éloges. Attaqué sur sa droite et sur son front, il se maintint sur le terrain qu'il occupait jusqu'à la nuit, protégé par des batteries qui, servies admirablement, causaient de grands ravages dans l'armée anglo-portugaise. Le nombre des tués et blessés était à peu près de cinq mille hommes dans l'une et l'autre armée; mais deux mille Français restèrent prisonniers, et le résultat de la journée fut bien différent pour les deux partis. Outre que, pour une armée plus forte, la perte était bien moins sensible, les Français durent se replier sur la Tormès, que l'ennemi leur laissa franchir sans les inquiéter davantage. Son dernier effort fut contre la division du général Foy qui formait l'arrière-garde, et qui repoussa toutes ses attaques.

Le duc de Raguse ne manqua pas d'écrire à l'Empereur, que la blessure qu'il avait reçue, en



le mettant hors de combat, avait seule décidé la victoire en faveur de lord Wellington. Cette vaniteuse assertion ne trompa point l'Empereur. En effet, le mal était consommé au moment où le maréchal fut atteint, et c'est la belle manœuvre du général Clausel qui, en ralliant la gauche sur le centre et la droite, sauva l'armée d'une imminente destruction.

Une nouvelle aussi malheureuse, apportée à Napoléon la veille de la grande journée de la Moskowa, avait dû exciter en lui une grande colère, et contre le duc de Raguse, trop pressé de combattre, et contre le roi Joseph, trop lent à marcher à son secours. En exprimant au ministre de la guerre son mécontentement de la conduite du duc de Raguse, il le charge de poser à ce maréchal plusieurs questions : Pourquoi a-t-il livré bataille sans les ordres du roi ? Pourquoi a-t-il quitté la défensive pour l'offensive avant que l'armée du Centre l'eût rejoint ? « Il y a là, écrivait l'Empereur, un crime d'insubordination qui est cause de tous les malheurs de cette affaire... En faisant coïncider ces deux circonstances, d'avoir pris l'offensive sans les

<sup>1</sup> Le général Clausel fut surnommé par les soldats *le Héros malheureux des Aropiles*. Ce général fut aussi blessé, mais légèrement.

« ordres du général en chef, et de ne pas avoir  
« retardé la bataille de deux jours pour ne pas  
« recevoir quinze mille hommes d'infanterie que  
« lui amenait le roi, et mille cinq cents chevaux  
« de l'armée du Nord, on est fondé à penser que  
« ce maréchal a craint que le roi ne participe au  
« succès de la bataille, et qu'il a sacrifié à la  
« vanité la gloire de la patrie et l'avantage de  
« mon service. » L'Empereur, toujours indulgent,  
et quelquefois jusqu'à la faiblesse, pour ses plus  
anciens compagnons d'armes, a soin, dans sa  
lettre au ministre de la guerre, de lui recom-  
mander de n'adresser ces questions au duc de  
Raguse qu'après qu'il serait arrivé en France,  
« remis de sa blessure et à peu près rétabli. »

Aussitôt après la bataille des Arapiles, le roi  
Joseph, qui avait fort à cœur de conserver  
Madrid, avait écrit au maréchal Soult d'évacuer  
l'Andalousie et de se diriger sur Tolède. Le duc  
de Dalmatie n'avait pu dissimuler au roi que  
cette mesure, tout à fait extraordinaire, lui pa-  
raissait l'une des plus funestes pour l'honneur  
des armées impériales, pour le bien du service  
de l'Empereur et pour celui du roi lui-même. Il  
lui proposait, au contraire, de venir le joindre  
en Andalousie, et d'y amener avec les troupes de  
l'armée du Centre, celles de l'armée de l'Aragon,  
auxquelles ses ordres pourraient promptement

parvenir. C'était là, selon le maréchal, le vrai moyen de rétablir les affaires. « Du moment, » disait-il, que nous aurons soixante-dix à quatre-vingt mille hommes réunis dans le midi de l'Espagne, le théâtre de la guerre est changé, l'armée de Portugal se trouve dégagée, et elle peut se reporter successivement jusqu'au Tage. « Qu'importe à Votre Majesté de conserver Madrid, si elle perd le royaume? Philippe V en sortit trois fois et y rentra en souverain. » Ce conseil ne fut nullement du goût du roi Joseph. Ce prince, qui ne se sentait point exempt de reproche, avait envoyé auprès de l'Empereur un officier de son état-major, le colonel Desprez, pour lui porter la justification de sa conduite, et ses plaintes contre les maréchaux, notamment contre le maréchal Soult. Ses griefs contre ce maréchal ne se bornaient pas au peu de promptitude de son obéissance. Il l'accusait de nourrir des projets ambitieux, qui n'allaient, selon lui, à rien moins qu'à se faire proclamer roi d'Andalousie. Le colonel Desprez avait été reçu par l'Empereur au Kremlin, le soir du 18 octobre, jour où commençait l'évacuation de Moskou, et au moment où l'Empereur venait d'apprendre que le roi de Naples avait été attaqué par les Russes et forcé à la retraite. C'est dans ces conjonctures si délicates pour lui-même, que l'Em-

pereur s'occupe avec cet officier des affaires d'Espagne, et discute avec lui les fautes commises par le roi Joseph. Suivant Napoléon, « le « mouvement en faveur de l'armée de Portugal « avait été commencé trop tard; il aurait pu être « fait un mois plus tôt... Après la bataille de « Salamanque, le roi aurait dû se porter sur le « Duero et rallier l'armée de Portugal. » Ainsi, dans l'opinion de l'Empereur, le roi avait eu des torts graves avant et après la bataille. Quant aux dissentiments entre le roi et le maréchal Soult, l'Empereur avait répondu que dans les circonstances difficiles où il se trouvait, il ne pouvait s'occuper de *pauvretés semblables*. « Il ajouta, » continue le colonel Desprez dans le compte rendu de sa mission au roi, « que le maréchal « Soult était la *seule tête militaire* qu'il eût en « Espagne, qu'il ne pouvait l'en retirer sans « compromettre l'armée. » On ne saurait assez admirer avec quelle justesse l'Empereur, à huit cents lieues de distance, appréciait ce qui se passait en Espagne.

Au lieu de rallier, comme il eût dû le faire, l'armée de Portugal après la perte de la bataille, le roi Joseph, qui ne songeait qu'à sa capitale, se dirigea sur Ségovie. Dès lors le général Clausel, qui se trouvait abandonné à lui-même, dut faire sa retraite sur Valladolid, que bientôt il lui fallut

aussi évacuer. Lord Wellington, ne supposant pas que cette armée fût de quelque temps en état de présenter une résistance sérieuse, détacha de l'armée anglo-portugaise un corps de vingt mille hommes, avec lequel il s'achemina vers Madrid. Le roi quitta cette ville le 11 août, se portant d'abord vers Tolède; mais, sur la nouvelle que le maréchal Soult allait évacuer l'Andalousie, il se retira sur Valence. Cette retraite offrit le plus affligeant des spectacles. Toutes les personnes attachées à la cour, et quinze à dix-huit mille habitants, de ceux qui s'étaient prononcés le plus ouvertement pour la nouvelle dynastie, avaient suivi l'armée du Centre pour se soustraire à l'ennemi, et surtout à la persécution bien plus à craindre encore de leurs propres concitoyens. Un convoi formé de plus de deux mille voitures, portant des femmes et des enfants, fut trop souvent en butte aux mauvais traitements de cette portion de soldats indisciplinés qui restent toujours en arrière des grands corps pour se livrer au désordre et au pillage. Presque aussitôt après le départ de Joseph, lord Wellington entra dans Madrid au milieu des acclamations de certaines classes, toujours prêtes à saluer le vainqueur. L'enthousiasme ne fut pas de longue durée, et les mêmes démonstrations attendaient le retour du roi.

Cependant le général Clausel, ayant réorganisé l'armée de Portugal, lui avait fait prendre une attitude offensive, et ses habiles manœuvres vinrent réveiller dans Madrid lord Wellington, occupé à se concilier, par des fêtes, la population de cette capitale. Le général anglais en partit le 1<sup>er</sup> septembre, et, donnant à toutes ses forces une impulsion mieux entendue, il obligea l'armée de Portugal à reprendre son mouvement de retraite et à se replier au delà de Burgos. Alors commença le siège de cette ville. Burgos n'est qu'une place de troisième ordre; mais elle avait pour sa défense un habile et brave gouverneur, le général Dubreton, et une garnison de dix-sept à dix-huit cents hommes, digne de son gouverneur. L'attaque fut énergique et la résistance admirable. Les assiégeants étaient au nombre de plus de trente mille. La garnison eut à souffrir beaucoup de privations, surtout celle de l'eau, la pire de toutes : elle les supporta sans se plaindre, soutenue et encouragée par ses chefs, qui lui donnaient l'exemple de tous les genres de sacrifices et de dévouement. Vainement l'ennemi fit jouer quatre mines, pratiqua plusieurs brèches, et livra cinq assauts. L'armée de Portugal, qui avait reçu quelques renforts, et dont le général Souham avait pris le commandement, s'avançant au secours de la place, le siège, après avoir duré

trente-cinq jours, fut levé le 22 octobre. Ainsi une bicoque, intrépidement défendue, avait bravé tous les efforts d'une armée qu'enorgueillissait une récente victoire; et la prise de Badajoz <sup>1</sup>, dont lord Wellington était si fier, ne servait qu'à lui rendre plus sensible l'échec essuyé devant Burgos.

Tandis que le général anglais s'était livré à une entreprise où la fortune lui devait être infidèle, et se retirait à son tour, quoique lentement et en bon ordre, devant cette armée de Portugal qu'il avait précédemment vaincue, le maréchal Soult, obligé, par le cours des événements, d'évacuer l'Andalousie, avait quitté Séville le 26 août, et, marchant par Grenade, s'était porté sur la frontière du royaume de Valence, et avait eu à Almanza une entrevue avec le roi Joseph et le maréchal Suchet. Il paraît que le roi proposa au maréchal Jourdan et au maréchal Suchet de prendre le commandement des armées réunies du Centre et du Sud. Ni l'un ni l'autre de ces maréchaux n'accepta cette proposition. Joseph dut donc, quoiqu'à regret, remettre ce commandement au maré-

<sup>1</sup> Le brave général Philippon, qui avait une première fois fait dans Badajoz la plus glorieuse défense, n'avait, au second siège, succombé que par l'insuffisance de sa garnison, trop faible pour l'étendue des ouvrages qu'elle avait à garder.

chal Soult. Celui-ci, sans perdre de temps, marcha sur le Tage, passa ce fleuve auprès d'Araujuez, poursuivit le général Hill <sup>1</sup>, qui se retirait devant lui, et étant entré en communication avec l'armée de Portugal, dirigea tous les mouvements dans le but de forcer à une bataille l'armée anglo-portugaise, qui d'ailleurs, de son côté, annonçait l'intention de combattre sur un terrain déjà glorieux pour elle. Le 1<sup>er</sup> novembre, le roi était rentré dans Madrid, mais il n'y passa qu'un jour, et se hâta de rejoindre l'armée. Soult ayant sous ses ordres immédiats l'armée du Midi et l'armée du Centre, le roi donna le commandement de l'armée de Portugal au général Drouet d'Erlon. Cette armée, comme les deux autres, était naturellement sous la haute direction du maréchal. Lord Wellington ayant sous sa main et le corps du général Hill et les troupes revenues du siège de Burgos, ainsi que des renforts arrivés récemment, avait mis une affectation orgueilleuse à s'établir sur le même point qu'il avait occupé deux mois auparavant, à San-Christoval devant Salamanque. L'armée française aussi était belle et nombreuse <sup>2</sup>. Chacune des

<sup>1</sup> Le corps du général Hill avait été grossi par des renforts venus de Cadix, où ces troupes n'étaient plus nécessaires depuis que le siège en avait été levé.

<sup>2</sup> Elle formait quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie et douze mille de cavalerie.



deux armées offrait ainsi des masses redoutables, et le choc, s'il avait lieu, devait être des plus violents. Aussi les historiens anglais ont-ils beaucoup loué lord Wellington d'avoir su y échapper, quoiqu'il ait dû cet avantage à une circonstance fortuite. Les soldats français appelaient à grands cris la bataille, impatients de venger la défaite du duc de Raguse sur le même champ de bataille. Si nous en croyons celui des historiens anglais qui a jeté le plus de jour sur la guerre de la Péninsule, le colonel Napier, deux opinions auraient été en présence dans le quartier général du roi Joseph, celle du maréchal Soult et celle du maréchal Jourdan. Ce dernier, reprenant toute l'ardeur de la jeunesse, était d'avis qu'il fallait brusquer le passage de la Tormès qui, selon lui, était presque partout guéable, sur beaucoup de points à la fois, de manière à placer soudainement l'ennemi dans une position telle qu'il lui fût impossible de refuser d'en venir aux mains. Cette opinion obtenait une grande faveur dans l'état-major du roi et chez le roi lui-même. Tout en partageant les vues du maréchal Jourdan et les désirs de l'armée, le maréchal Soult pensait qu'au lieu de tenter des passages inconnus, et qui pouvaient être dangereux, il était plus prudent de franchir la Tormès à des gués sûrs qu'il indiquait, prétendant

que le délai ne serait pas plus long et que le but serait pareillement atteint. La responsabilité du commandement en chef pesant sur ce maréchal, le roi adopta son avis. Le passage de la Tormès s'exécuta en effet avec succès le 14 et le 15 novembre, et tout promettait pour le lendemain une bataille infaillible, lorsque des orages, une forte pluie, et surtout une brume épaisse, condamnèrent l'armée française à une journée d'inaction dont le général anglais profita<sup>1</sup> pour opérer sa retraite sur Ciudad-Rodrigo. Il ne resta plus au maréchal Soult qu'à poursuivre l'ennemi, et à tâcher de couper son arrière-garde, ce qui ne donna que quelques milliers de prisonniers. Sans doute, pour l'honneur de nos armes, on peut regretter que la défaite du duc de Raguse n'ait pas été effacée par une victoire remportée sur le même terrain; mais telle était la situation des affaires en Espagne, qu'un triomphe momentané, quelque éclatant qu'il fût, ne pouvait pas avoir un caractère décisif, et n'aurait pas empêché cette étrange guerre de reprendre

<sup>1</sup> L'historien anglais Napier dit que l'armée anglo-portugaise fit sa retraite avec une hardiesse étonnante, et il ajoute : « avec beaucoup de bonheur aussi; car il s'éleva un brouillard épais et il tomba une forte pluie qui rendirent presque impraticables les sentiers et les champs par lesquels l'ennemi s'avancait, tandis que les alliés avaient pour eux les hauts chemins. »

son cours quelques mois plus tard. Lord Wellington fit prendre des cautions à son armée dans le voisinage de Ciudad-Rodrigo, et partit peu de jours après pour Cadix, où les cortès lui prodiguèrent les plus éclatants témoignages de reconnaissance. Le maréchal Soult porta son quartier général à Tolède, et le roi retourna à Madrid <sup>1</sup>.

Quelques jours après la rentrée de ce prince dans sa capitale, parut un article de gazette officielle, dans lequel on déplorait les malheurs de l'Espagne, et l'on cherchait à démontrer qu'il n'y avait de bonheur possible pour ce pays que sous la protection du roi Joseph. Cet article se terminait ainsi : « Et quoi donc ! est-il quelque autre  
« asile certain dans une tempête aussi violente ?  
« Ah, ne le cherchons point dans les *dogmes révolutionnaires et jacobiniques* que l'assemblée  
« de Cadix prêche à une nation qui s'est fait  
« connaître dans l'univers *par ses principes monarchiques et religieux*. » Si l'on rapproche ce langage des conseils donnés au roi par l'Empereur le 15 mars de cette année, il faut bien reconnaître que les deux frères sont loin d'entendre de la même manière les questions politiques. Lorsque Napoléon engage Joseph à

<sup>1</sup> Le 4 décembre.

lutter d'idées libérales avec les cortès de Cadix, celui-ci se révolte contre les dogmes révolutionnaires et jacobiniques de cette assemblée. Étrange contraste ! Spectacle vraiment incroyable que présente la Péninsule ! Un roi né de la révolution française, un roi qui, pour n'être pas réputé usurpateur, devrait vouloir se faire adopter par la nation espagnole, et par conséquent chercher à lui plaire par les opinions qui ont la vogue du moment, ce roi se constitue le champion du principe religieux et monarchique, tandis que les défenseurs de la cause de Ferdinand VII proclament les droits de l'homme, et appuient, sur des doctrines démagogiques, la couronne de ce prince ! On dirait que Joseph, confident des vœux secrets de Ferdinand, tient à lui garder, comme en dépôt, son héritage intact, et tel que celui-ci le voudra au prix même du sang des hommes qui auront le plus puissamment concouru à le lui faire recouvrer.

- En dépit des contre-sens de Joseph, la situation de l'Espagne se trouve de nouveau assez favorable ; mais ce n'est pas la France qui doit s'en réjouir. Il est trop souvent des circonstances où ce qui paraît un succès est un malheur.
- Pour des princes surtout qui ont à soutenir des luttes engagées sur des terrains différents, un

avantage partiel sur l'un de ces points peut nuire à l'ensemble des affaires, et devenir la cause d'un désastre général, qui enveloppe toutes ses opérations, et attaque jusqu'à la racine de sa puissance. Deux fois Napoléon l'a éprouvé en Espagne. Avant de s'embarquer dans la guerre du Nord, il avait eu la pensée d'abandonner tout à fait le midi et le centre de l'Espagne pour faire replier toutes ses troupes sur l'Èbre. Ce projet était sage. L'Empereur y renonça par la considération des beaux faits d'armes qui avaient illustré le maréchal Suchet en Aragon, dans la Catalogne, et dans le royaume de Valence, où la destruction de l'armée de Blake avait assuré aux Français une domination pleine et incontestée. Il pensa que cette position prospère pourrait se maintenir, et il ne demandait à ses généraux au delà des Pyrénées que de ne rien hasarder qui pût compromettre l'état existant. Supposons, au contraire, qu'il eût persisté dans son premier dessein; il aurait, à son retour de la campagne de Russie, pu adopter un parti décisif à l'égard de la Péninsule, en rétablissant, comme déjà il avait été tenté de le faire, Ferdinand VII sur le trône, et par là deux cent cinquante mille hommes de vieilles troupes se fussent trouvés à sa disposition pour recommencer la guerre en Allemagne.

La perte de la bataille de Salamanque semblerait avoir dû ramener l'Empereur à ses premières idées, et probablement si, à la fin de 1812, il eût retrouvé les affaires d'Espagne en mauvais état, il se serait résigné à un grand sacrifice pour diminuer l'étendue des charges auxquelles il avait à pourvoir. Mais voilà que l'issue heureuse de la campagne, la belle défense de Burgos, la réorganisation de l'armée de Portugal et la réunion de cette armée à celles du Centre et du Sud, qui, sous les ordres du maréchal Soult, ont forcé les Anglo-Portugais à se retirer devant elles, en redonnant aux affaires de la Péninsule un aspect plus satisfaisant, viennent persuader à l'Empereur que la perte de la bataille de Salamanque, qui n'a été au fond qu'un accident, n'a point porté un dommage essentiel à l'ascendant des armes françaises, et qu'il peut tout à la fois conserver ce pays et tenir tête à ses ennemis en Allemagne. Ce sont ainsi des succès inopportuns qui deux fois l'ont empêché de prendre, à l'égard de l'Espagne, un parti définitif, auquel il reviendra plus tard. Il ne sera plus temps.

A peine arrivé à Paris, l'Empereur a senti le besoin de surveiller les deux cours d'Autriche et de Prusse, et de bien s'assurer de leurs véritables dispositions. C'est surtout à Vienne que

ses instances sont vives. « Si la grandeur des efforts devait se mesurer à la grandeur des intérêts <sup>1</sup>, l'Autriche, dans la guerre contre la Russie, serait la partie principale, et la France, l'auxiliaire. La France ne confine point à la Russie, elle est hors de l'atteinte des hordes russes. Plusieurs provinces de Pologne, que l'Autriche conserve, pourraient tenter l'ambition du cabinet de Pétersbourg; l'Autriche a essayé de l'alliance de ce cabinet, elle sait quel fruit elle en a tiré... L'ambition de la France est tournée vers la mer.... L'Autriche n'a rien à espérer de la Russie, rien à craindre de la France. » Aux lettres de l'empereur Napoléon, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ont répondu par les protestations d'une inviolable fidélité à l'alliance qu'ils ont conclue avec lui. C'est dans ces conjonctures que survient tout à coup la défection du général York. Le coup était imprévu. Le baron d'Hardenberg en a paru atterré. L'indignation du roi a été réelle. « Il y a, dit ce prince, de quoi prendre une attaque d'apoplexie. » Le mot partait du cœur; la droiture de l'homme se révoltait contre la perfidie; l'autorité du maître se sentait blessée par la désobéissance du sujet. Les premières mesures que

<sup>1</sup> Instructions données à M. Otto, en date du 26 décembre.

l'on adopta sont dictées par ce double sentiment. La convention signée par le général York est formellement désavouée par le roi. L'ordre est donné de faire arrêter ce général et de le conduire à Berlin. Le général Kleist le remplacera dans le commandement. Un aide de camp de S. M. Prussienne, M. de Natzmer, se rend auprès du roi de Naples, commandant en chef l'armée française, pour l'engager à prendre envers les troupes prussiennes telles dispositions qu'il jugera convenables. En même temps, le prince d'Hatzfeld va partir pour porter à l'empereur Napoléon l'expression des sentiments du roi. « Plus j'ai été sensible, écrit ce prince<sup>1</sup>, à la « satisfaction que V. M. Impériale a témoignée de « la conduite de mes troupes pendant la campagne, plus j'ai été affecté et indigné des démarches que le général York a osé se permettre. » S. M. Prussienne renouvelle ensuite à l'Empereur les assurances « de son *attachement constant à sa cause et à sa personne.* » Une mission secrète est en outre confiée au prince d'Hatzfeld: ce serait d'ajouter à l'alliance de gouvernement une alliance privée<sup>2</sup>. Le roi, lorsque

<sup>1</sup> Lettre en date du 9 janvier.

<sup>2</sup> L'intention du baron d'Hardenberg, écrivait M. de Saint-Marsan, serait, « après avoir assuré l'existence de la Prusse par l'alliance politique, d'obtenir sa restauration par une alliance



la proposition lui en a été faite par M. d'Hardenberg, a déclaré d'abord que, comme père de famille, il avait peu de penchant à contracter une alliance d'après des vues politiques. « Si cependant, a-t-il dit, je vois qu'il en résulte des avantages considérables qui placent ma monarchie dans un rang plus élevé que celui où elle se trouve actuellement, je ne balancerai pas. » Le roi est-il de bonne foi dans cette déclaration ? Nous n'en faisons aucun doute. A la date de sa lettre et de la mission du prince d'Hatzfeld, nous croyons que si l'Empereur, prenant conseil de sa position nouvelle, eût voulu et qu'il eût pu offrir à la Prusse l'espèce de restauration qui formait l'objet de ses vœux, il y aurait eu encore moyen de retenir cette puissance, et probablement elle eût mieux aimé accepter du gouvernement français une reconstitution partielle de son existence ancienne, que de s'associer de nouveau à la Russie dans des chances de guerre, dont précédemment les résultats lui avaient été si funestes. Cette manière de penser nous paraît avoir été sincère à Berlin jusqu'au 10 janvier ; à une date plus éloignée, nous ne la garantissons

de famille qui détruirait tout soupçon, toute méfiance, engagerait la France à mettre la Prusse à sa place et à en former la barrière du Nord. »

plus. L'époque est extraordinaire, la crise rapide et précipitée. Les événements qui se développent dans le duché de Varsovie et dans le nord de la Prusse, l'insubordination des habitants et même des troupes qui se prononcent ouvertement en faveur des Russes, agitent les imaginations populaires, et sont de nature à ébranler jusqu'aux résolutions des hommes d'État.

Le chancelier baron d'Hardenberg n'a été remplacé à la tête des affaires en Prusse qu'avec l'assentiment de Napoléon; mais sa reconnaissance pour l'empereur des Français ne le dispense pas de ses devoirs envers le prince dont il est le principal ministre. Il désire donc, il doit désirer l'amélioration des destinées de la monarchie prussienne, s'il est possible, par le concours de la France; dans le cas contraire, par toutes les voies que les circonstances pourront lui présenter. Telle est, selon nous, au 10 janvier, la situation où il se trouve. Son rôle est d'avoir les yeux ouverts de tous les côtés à la fois, de juger l'état présent des parties adverses, de balancer, pour les temps ultérieurs, les chances heureuses ou malheureuses, et de faire en sorte d'attacher le sort de la Prusse à la roue du char de la fortune. C'est aussi pour le chancelier une obligation essentielle de prendre, dans le

pays même, son point d'appui, et de ne pas heurter l'opinion dominante. Cette opinion, on ne saurait le méconnaître, est non-seulement défavorable, mais même passionnée contre la France. Napoléon, qui n'avait pas été assez impitoyable pour renverser la maison régnante, ne s'était pas montré assez généreux pour se créer des droits à une vive reconnaissance. Le ressentiment des humiliations essuyées en 1806 et 1807 entretenait dans l'armée un ardent désir de représailles. La rigueur de Napoléon à exiger le paiement des contributions imposées à la même époque, et les charges récentes que la guerre de Russie faisait peser sur les pays traversés par nos troupes, avaient causé une irritation presque générale. Si les hommes liés au système français avaient jusque-là cru devoir tempérer l'exaltation des sociétés secrètes, la gravité du moment ne comportait plus guère les conseils de la modération. C'est presque toujours aux passions énergiques que les grandes crises appartiennent.

Tandis que Napoléon s'occupait presque exclusivement de combats, sa politique sommeillait ou se bornait à réchauffer le zèle de ses alliés. Il n'en était pas ainsi des autres gouvernements. Les cabinets de Pétersbourg et de Londres mettaient tout en mouvement pour séduire ses alliés

et lui susciter des ennemis. A Vienne, un Anglais voyageur, Walpole, cherchait à augmenter encore, dans la haute société, la haine contre Napoléon, et à tenter le cabinet par les offres <sup>1</sup> les plus magnifiques. Des communications avaient été faites à la Prusse de la part de la Russie, les unes par l'intermédiaire du prince royal de Suède, d'autres par des lettres directement adressées au baron d'Hardenberg.

Si nous voulions faire remonter un peu haut les commencements de la désertion de la Prusse, les indices ne nous manqueraient pas. Le cabinet de Berlin, comme beaucoup d'autres, avait une double correspondance avec ses agents au dehors; l'une jusqu'à un certain point ostensible <sup>2</sup>, l'autre tout à fait secrète. Ainsi, au moment même où l'alliance avec Napoléon venait

« On a fait à l'Autriche les offres les plus brillantes, non-seulement la rétrocession des provinces illyriennes et la suprématie en Allemagne, mais l'Italie, l'Italie tout entière sans doute, et dix millions sterling de subsides. On promet tout; on assure que l'Allemagne est prête à se soulever tout entière contre la France; on n'hésite pas à dire que la France elle-même est à la veille d'une grande révolution. »

Lettres de M. Otto, derniers jours de décembre  
et premiers jours de janvier.

<sup>1</sup> L'une était signée par le ministre des affaires étrangères, comte de Golz, l'autre, par M. Lecoq, l'un des principaux employés de ce département.

d'être signée, où le cabinet en affectait une vive joie, une lettre particulière de chancellerie disait à M. de Tarrach, agent prussien en Suède : « Il fallait en passer par là... ou par la fenêtre. » Ainsi encore, lorsque la correspondance officielle, en conformité des vues de la France, faisait, le 30 août, une déclaration énergique au gouvernement suédois, la correspondance occulte prescrivait à l'agent prussien des insinuations verbales propres à calmer l'impression que la déclaration aurait pu produire. La Suède ne s'y trompait pas, et ne savait point mauvais gré à la Prusse de ce tribut obligé, payé par elle à ses engagements envers la France.

Plusieurs fois des lettres de Stockholm assurèrent la cour de Berlin que l'empereur Alexandre comprenait parfaitement la position du roi, et ne lui en conservait pas moins son ancienne amitié. Au mois d'octobre, une tentative plus marquée fut faite par la Russie auprès du baron d'Hardenberg. « Nos intérêts sont les vôtres. Le moment est venu où nous devons nous parler sérieusement. En attirant, ainsi que nous l'avons fait, l'ennemi dans l'intérieur de notre empire, nous vous avons donné, ainsi qu'à l'Autriche, toute liberté de volonté, et une occasion dont il est de votre intérêt de tirer parti... Le parti qu'a pris la Prusse, de se joindre aux ennemis

« de la Russie, a été excusé dans le cœur de l'em-  
« pereur : il ne demande pas mieux que d'en  
« effacer le souvenir. Présentez à l'Autriche l'évi-  
« dence de votre intérêt commun, montrez-lui  
« la chute de l'empereur Napoléon et la liberté  
« de l'Europe comme résultat immédiat de votre  
« défection à la cause de la France. Vous me  
« connaissez assez, Monsieur le Baron, pour être  
« sûr que je ne vous parlerais pas dans le sens de  
« cette lettre, *si je n'y étais formellement auto-*  
« *risé*<sup>1</sup>. » La lettre portait en outre que le per-  
sonnage qui en était chargé avait des instructions  
pour tous les cas. On juge bien que les dé-  
marches de la Russie ne s'étaient pas bornées à  
cette ouverture, et qu'elles avaient dû prendre  
un caractère plus pressant à mesure que la guerre  
et l'hiver étaient devenus plus favorables aux en-  
nemis de Napoléon.

Pour les puissances de second ordre, et telle  
était alors la Prusse, c'est une nécessité de né-  
gociier sans cesse, de se préparer plus d'une  
issue, de se ménager, en des sens divers, un re-  
cours éventuel ; mais de ces préliminaires à un  
changement complet de politique, la distance

<sup>1</sup> Lettre datée du 19 octobre. On verra dans le chap. suivant qu'antérieurement même à cette époque, le cabinet prussien avait été positivement encouragé par M. de Metternich à donner suite aux ouvertures qui lui seraient faites par la Russie, s'il devait y trouver son intérêt.

est grande. Quelles que fussent donc les provocations auxquelles le cabinet prussien était en butte, nous sommes convaincu que l'idée d'une brusque renonciation aux engagements contractés répugnait vivement au roi, et même à M. d'Hardenberg, lorsque tout à coup le général York osa en prendre l'éclatante initiative. A supposer que le cabinet eût déjà pu admettre la probabilité d'un revirement plus ou moins prochain, il dut s'offenser qu'un sujet se permit de faire la leçon au roi, et on eut à cœur de repousser bien loin la supposition d'une lâche complicité. La défection, si elle a lieu, doit être spontanée et volontaire; la dignité du gouvernement ne veut pas qu'elle lui soit imposée. Cependant les événements marchent si vite, que la temporisation devient difficile; la secousse est si violente, que la résistance s'épuise. Le prince d'Hatzfeld vient de partir pour Paris, et le lendemain, ce qu'il va demander à la France, on cherche si on ne pourra pas le trouver plus sûrement ailleurs. Stockholm était, comme nous l'avons dit, le siège principal des négociations dirigées contre la France. L'agent prussien, M. de Tarrach, était dans des relations suivies avec les ministres de Russie et d'Angleterre. Ce dernier, M. Thornton, lui avait fait, dans les premiers jours de janvier, des ouvertures sur lesquelles

le cabinet de Berlin différait à prendre parti. C'est le 16 de ce mois qu'il se décide à s'expliquer, et ce n'est plus la correspondance occulte qui intervient. Le ministre des affaires étrangères, comte de Golz, trace lui-même à M. de Tarrach la conduite qu'il doit tenir avec M. Thornton. « Le roi, écrit ce ministre, est « charmé de trouver dans les propositions du « gouvernement anglais autant de modération « que d'*égards dus à la position aujourd'hui si « gênée de la Prusse*. S. M. croit donc qu'on « pourra tirer grand parti des confidences de « M. Thornton, pour savoir quels doivent être « les véritables projets de l'Angleterre et de ses « alliés à l'égard de l'expédition projetée pour le « printemps prochain, et quels sont surtout les « avantages que la Grande-Bretagne pourra offrir « à la Prusse en retour d'une coopération directe « ou indirecte. » Une grande prudence est recommandée à M. de Tarrach pour tromper les regards observateurs et ne point compromettre « *le système actuel du roi*. » Par une telle lettre, on juge quelle opinion il faut se former de ce système actuel. Le mot subsiste, la chose a disparu. A dater de ce jour, la rupture de la Prusse est, à nos yeux, une œuvre consommée. La pensée est conçue, le projet formé; il ne reste plus qu'à choisir le mode d'exécution. Toutefois,



on se gardera bien de se démasquer. Voilà le cabinet engagé dans une voie d'avilissante hypocrisie, qui donne à sa désertion une couleur méprisable qu'elle ne présenterait pas, s'il avait l'audace de la franchise. Presque tous ses actes vont, pour quelque temps, être de véritables mensonges. Au fond, sa colère contre le général York est amortie, et peut-être révoque-t-on en secret la désapprobation dont on l'a frappé; mais il faut tromper la France, et, trois jours après la date de la lettre que nous venons de rapporter, le 19 janvier, la Gazette de Berlin publie la proclamation royale, qui ordonne de traduire devant un conseil de guerre les généraux York et Massembach. Les dispositions <sup>1</sup> financières destinées incontestablement à être employées contre la France, on continue de vouloir persuader à la France que c'est pour elle qu'on les adopte, comme aussi que c'est pour elle qu'ont lieu de nouvelles levées, quoique évidemment les troupes prussiennes soient tenues à dessein loin des points que, dans l'intérêt français, il eût été important de défendre.

Dès le milieu de janvier, le cabinet prussien, sous prétexte que Berlin pourrait bientôt être

<sup>1</sup> Ordonnance du 19 janvier, qui ordonne l'émission de onze millions de thalers (à peu près quarante millions de francs), et qui établit un impôt sur le revenu.

le théâtre de la guerre, avait fait pressentir que le roi se proposait de quitter cette capitale pour se rendre à Breslau, et on annonçait en même temps l'intention de faire reconnaître la neutralité de cette province. L'empereur Napoléon ne se trompa guère sur les conséquences de ce projet. Le déplacement du roi ne lui paraissait pas offrir d'inconvénient ; mais il ne pouvait approuver qu'on ouvrît des négociations avec les Russes pour la neutralité de la Silésie. « Une « négociation sur ce sujet serait un commence-  
« ment d'arrangement avec l'ennemi. » Ainsi s'exprimait le duc de Bassano le 26 janvier ; et, quelques jours plus tard, il insistait vivement sur la même observation : « Personne, écrivait-il, « n'est plus que l'Empereur éloigné de juger sur « de simples apparences ; mais il a prévu que « l'Europe trouverait, comme elle l'a trouvée, « cette démarche extraordinaire. » Il terminait cette lettre en disant que si, comme on l'assurait toujours, les sentiments du roi n'étaient pas changés, « il fallait que, dans toute sa conduite, « ses intentions se montrassent si bien, que l'Eu-  
« rope n'en pût concevoir aucun doute, ni l'en-  
« nemi aucune espérance. » Évidemment toute confiance est détruite à Paris ; mais, de part et d'autre, on a intérêt à gagner du temps. On prolonge, comme de concert, un simulacre d'in-

telligence, et réciproquement on s'abstient d'un éclat prématuré. A Berlin on n'avait pas attendu la réponse de la France sur le projet de départ du roi. Ce prince s'était mis en route, dès le 22 janvier, pour Breslau<sup>1</sup>, et M. de Saint-Marsau l'y avait suivi. On avait laissé une régence à Berlin, sous la présidence du comte de Golz, ministre des affaires étrangères. Dans la situation anarchique où elle se trouve, la Prusse a trois fantômes de gouvernement, et le plus puissant des trois n'est ni à Berlin, ni à Breslau; il est à Königsberg. Quoique cette ville et les provinces voisines soient considérées comme pays conquis, les Russes, en y organisant une administration, ont placé à sa tête l'ancien ministre du roi, baron de Stein, témoignant par ce choix qu'ils regardent la Prusse tout entière comme devant être bientôt leur alliée. En dépit des ordres contraires du roi, qu'il déclare n'avoir pas reçus, le général York annonce, par la gazette de cette ville, qu'il garde son commandement, et il s'occupe<sup>2</sup> à lever

<sup>1</sup> L'auteur d'une histoire de Prusse dit, au sujet de ce départ du roi pour Breslau : « Chacun de ses sujets appréciera à leur juste valeur les protestations qu'il réitéra alors de son attachement constant pour la France. » C'est un écrivain prussien qui juge ainsi les sentiments du roi.

<sup>2</sup> Il s'était formé à Königsberg une espèce de junta, et le général York disait dans une proclamation du 12 février : « Les re-

des recrues pour renforcer son corps d'armée. Les ennemis de la France déclarent hautement que le roi approuve et favorise sous main tout ce qui se fait contre ses ordres ostensibles, attendant que les circonstances *le forcent* de se prononcer dans le même sens. Ces espérances ne sont que trop fondées, et bientôt les dispositions prises par le gouvernement ne peuvent plus laisser de doute sur ses intentions véritables. Un édit royal, en date du 3 février, appelle les fils de famille de dix-sept à vingt-quatre ans à s'armer et à s'équiper à leurs frais. Une seconde ordonnance du 9 et une troisième du 10 donnent à la première plus de développement et d'étendue. Cette dernière porte que l'âge fixé pose seulement les bornes des devoirs, mais n'exclut nullement les volontaires qui, ayant passé l'âge de vingt-quatre ans, voudraient suivre la carrière des armes. Au mépris des préjugés qui, antérieurement, réservaient à la noblesse toutes les distinctions militaires, il est expressément déclaré que, dans la distribution des grades, la capacité et la bonne conduite seront seules prises en considération. On promet en outre indistinctement à tous ceux qui auront répondu à cet

présentants de la nation assemblés ont décrété, outre l'armement général, l'organisation d'un corps national de cavalerie pour renforcer l'armée. »

appel, de leur donner la préférence dans toutes les promotions militaires et civiles. Pour combattre la France, on ne trouve rien de mieux que de lui emprunter jusqu'à ces principes dont on lui a si longtemps fait un crime, et pour la destruction desquels on a formé tant de coalitions.

Le but de tous ces actes n'est pas officiellement déterminé, mais il n'est guère possible de s'y méprendre. Le triomphe des sociétés secrètes éclate partout, à Berlin comme à Breslau. Déjà cette dernière ville a vu reparaître autour du gouvernement les chefs de parti qu'il avait précédemment écartés, les généraux Blücher, Scharnhort, Gneisenau et autres personnages plus ou moins considérables. Cependant les communications avec la France continuent à être très-actives.

Une faute grave en politique (et par malheur l'empereur Napoléon va, en peu de temps, en commettre plusieurs de cette nature), c'est de faire trop tard des concessions qui, venues plus tôt, auraient pu changer le cours des événements. Dans une conversation avec l'envoyé du roi, le comte de Krusemark, l'Empereur dit qu'il désire la paix; qu'il consentirait pour la faire, « à des compensations <sup>1</sup> prises dans le duché de

<sup>1</sup> Dépêche de M. de Krusemark datée du 9 février.

« Varsovie et dans une partie du royaume de  
« Westphalie, si la paix n'était que continentale;  
« mais que, si elle était générale, il consentirait  
« à *de plus grandes modifications de son système...* »  
Une pareille déclaration, connue à Berlin un  
mois auparavant, eût probablement porté ce  
cabinet à de sérieuses réflexions. Du reste, l'em-  
pereur Napoléon persiste à demander que le roi  
n'entre point en négociation avec l'ennemi com-  
mun. S'il a confiance dans la personne du roi,  
il se défie de la majeure partie de la nation  
prussienne, et surtout du parti qui la domine.  
Il ne peut aussi que s'alarmer du recrutement  
extraordinaire de la Prusse, *lorsque le roi n'a*  
*que des officiers auxquels il ne peut pas se fier*  
*lui-même.* Tels sont les termes où en sont encore,  
vers le 10 février, le roi de Prusse et l'empereur  
Napoléon. Deux points forment ainsi le texte  
d'un débat plus ou moins sincère, mais prolongé  
comme tel, la défiance qu'inspirent à l'Empe-  
reur les armements extraordinaires de la Prusse,  
et le refus qu'il oppose à toute négociation entre  
le roi et l'empereur de Russie. Sur l'un et l'autre  
point, le cabinet de Breslau ne manque point  
de moyens de justification, et, on ne peut en  
disconvenir, les raisonnements qu'il élève contre  
la prétention de la France ne sont point sans  
valeur. Sur la question du recrutement extraor-

dinaire, « il faut bien, dit le baron d'Hardenberg  
« à M. de Saint-Marsan, que le roi arme le peu-  
« ple, pour qu'on n'arme pas le peuple contre  
« lui. » Cette crainte n'était nullement chimé-  
rique. La position du roi avait effectivement ses  
dangers, et M. d'Hardenberg les expose très-  
bien dans sa réponse à M. de Krusemark. « Quel-  
« que puissants que soient <sup>1</sup>, écrit-il à cet en-  
« voyé, les secours de l'Empereur, nous ne  
« pouvons y compter maintenant ; et si l'invasion  
« russe avait lieu, le roi serait obligé de quitter  
« son pays et ses sujets, en un mot, *d'émigrer*.  
« Voilà pourquoi le premier des devoirs est d'ar-  
« mer, de soutenir notre neutralité, et d'empêcher  
« aussi que nous ne soyons forcés par le peuple  
« à des mesures qui ne doivent partir que du  
« souverain. Le roi perdrait toute estime et toute  
« confiance s'il agissait différemment. »

Quant au refus fait par l'Empereur de con-  
sentir à l'établissement de pourparlers entre le  
roi et l'empereur Alexandre, M. d'Hardenberg  
disait : « Ce refus <sup>2</sup> ne peut que mettre le roi

<sup>1</sup> Lettre du baron d'Hardenberg à M. de Krusemark, ministre de Prusse à Paris. En ce moment le cabinet prussien paraissait vouloir essayer un système de neutralité armée, qui devait nécessairement lui avoir été suggéré par l'Autriche, ainsi que le faisait dès lors remarquer, avec beaucoup de sagacité, M. Lefèvre, secrétaire de la légation française.

<sup>2</sup> Lettre à M. de Saint-Marsan en date du 15 février.

« dans un cruel embarras. L'Empereur voudrait-il  
« donc que le roi fût privé d'un avantage essen-  
« tiel, qui est une condition de l'alliance? Déjà  
« avant la guerre, le roi avait fait pressentir  
« l'empereur Alexandre sur la neutralité de la  
« Silésie, lors de l'envoi du colonel de Knessebeck,  
« et l'amitié personnelle de ce prince lui valut  
« l'espoir qu'il la reconnaîtrait. Maintenant, il  
« n'y a pas un instant à perdre pour s'en assu-  
« rer... Le roi a cru ne pas devoir tarder d'en-  
« voyer le même colonel de Knessebeck vers l'em-  
« pereur de Russie.

« Mais il y a encore un autre motif. Les Russes  
« se présentent en libérateurs des peuples qui  
« ont gémi si longtemps sous le poids de la  
« guerre. Des mouvements insurrectionnels ne  
« peuvent qu'en être la suite. Ce danger, et celui  
« que le mal se propage à chaque pas que feront  
« les Russes jusque dans les provinces en deçà  
« de l'Oder et dans le nord de l'Allemagne, sont  
« des raisons de plus pour souhaiter cette neu-  
« tralité, et pour armer, à cette fin, par l'impul-  
« sion du souverain.... » Quoique, dans  
notre opinion, le cabinet prussien ait depuis quel-  
que temps déjà, sinon décidé, du moins entrevu,  
que prochainement il se réunirait aux ennemis  
de la France, nous n'avons point dissimulé que



toute autre détermination de sa part était difficile et hasardeuse. Seulement, il nous semble qu'il eût pu s'abstenir de pousser la fausseté aussi loin qu'il le fait. Nous lisons, par exemple, dans une dépêche de M. de Saint-Marsan, en date du 15 février : « Le baron d'Hardenberg m'a « juré vingt fois *aujourd'hui* que le système n'a « point varié... Il m'a dit qu'il attendait avec une « inquiétude et une impatience sans égales une « réponse de Paris; parce que si, vu les circons- « tances, S. M. l'Empereur approuve la démarche « faite pour obtenir la neutralité de la Silésie, et « *qu'elle donne quelques secours à la Prusse*, le « système sera plus que jamais consolidé, et que, « certainement, il n'y aura que le désespoir qui « puisse jeter la Prusse dans les bras de la « Russie. » Le luxe gratuit de duplicité, que déploie ici le baron d'Hardenberg, nuit à la bonne opinion que l'on voudrait conserver de son caractère. Ses demandes de secours pécuniaires, présentées à Paris par le prince d'Hatzfeld, secours dont en ce moment on fait une condition de fidélité, étaient évidemment inadmissibles. L'Empereur pouvait-il être assez débonnaire pour consacrer des fonds français à des armements prussiens, qui, soit d'après une résolution arrêtée de longue main, soit par un entraînement instantané, devaient infailliblement tour-

ner à l'avantage de ses ennemis et aller grossir leurs armées ?

Nous sommes arrivés au moment décisif, où la dissimulation, déjà fort déplacée, va devenir impossible. Le lendemain du jour où le baron d'Hardenberg avait tenu à M. de Saint-Marsan le langage que nous venons de rapporter, il lui remettait une note datée de ce même jour 15, qui portait un tout autre caractère. « Le roi, « disait ce ministre, a appris avec satisfaction « que l'Empereur n'a pas rejeté les vues salutaires « de l'Autriche pour le rétablissement de la paix. « En la rendant à l'Europe, S. M. Impériale se « couvrirait de la plus belle gloire, et le roi se « trouverait au comble du bonheur s'il pouvait y « contribuer. *Il lui est venu dans l'idée* que rien « n'amènerait plus ce grand œuvre qu'une trêve, « d'après laquelle les armées russes et françaises « se retireraient à une certaine distance et établiraient des lignes de démarcation, en laissant des pays intermédiaires entre elles. S. M. Impériale serait-elle portée à entrer dans un arrangement pareil ? Consentirait-elle à remettre la garde des forteresses de l'Oder, de Pillau et de Danzig (pour celle-ci, conjointement avec des troupes saxonnes, en conformité du traité de Tilsitt) aux troupes du roi, et de re-tirer son armée derrière l'Elbe, moyennant que

« l'empereur Alexandre retirât toutes ses troupes  
« derrière la Vistule? Le roi ordonne à M. de  
« Krusemark et au prince d'Hatzfeld de deman-  
« der là-dessus les intentions de S. M. Impériale.  
« Il fait sonder également l'empereur Alexandre  
« comme sur une idée qui vient absolument  
« de lui seul, et qui ne peut compromettre en  
« rien les résolutions que l'Empereur votre sou-  
« verain pourrait prendre à cet égard. S. M. le  
« roi *réglera d'après celles-ci ses démarches ulté-  
« rieures.* » Une proposition d'une telle nature,  
faite au gouvernement français par le cabinet  
prussien, est bien en réalité la signification d'une  
rupture définitive. Ce cabinet savait à merveille  
que Napoléon, qui se disposait à rentrer bientôt  
en campagne, n'était pas homme à se dessaisir  
de places telles que Danzig, Stettin, Custrin  
et Glogau, sur la seule espérance que, dans ce  
cas, les troupes françaises se replaçant derrière  
l'Elbe, les troupes russes, de leur côté, se retire-  
raient derrière la Vistule. C'était donc un adieu  
formel que le roi adressait à Napoléon. D'ailleurs,  
lorsque ce prince annonçait qu'il réglerait ses  
démarches d'après les résolutions de l'Empereur,  
il y avait dans cette assertion un trait d'impos-  
ture bien inutile, puisque dès lors on était en  
négociation pour une alliance avec la Russie. Le  
colonel Knesebeck se trouvait au quartier géné-

ral russe; le chef d'état-major du général Winzingerode arrivait à Breslau, et l'empereur Alexandre à Kalish. Les communications, les discussions même de détail, devaient avoir une date déjà ancienne, pour que la conclusion de l'alliance ait pu avoir lieu dix à douze jours après, sans que les signataires fussent même réunis sur le même terrain. En effet, le baron d'Hardenberg la signait à Breslau le 27 février, et le général Koutonsof à Kalish le 28.

L'article 2 du traité, qui en forme la disposition fondamentale, exprime le but de l'alliance dans les termes suivants : « L'alliance entre la  
« Russie et la Prusse est offensive pour la guerre  
« actuelle. Son but immédiat est de reconstruire  
« la Prusse dans les proportions qui doivent  
« assurer la tranquillité des deux États et en  
« établir la garantie. Comme ce double objet  
« ne saurait être atteint aussi longtemps que les  
« forces militaires de la France occuperont des  
« positions ou des places fortes dans le nord de  
« l'Allemagne, aussi longtemps même que cette  
« puissance y exercerait une influence quelcon-  
« que, les principales opérations de la guerre  
« seront dirigées en premier lieu vers ce point  
« essentiel. » Par l'article 3, la Russie s'engage à mettre immédiatement en campagne cent cinquante mille hommes, et la Prusse quatre-

vingt mille. Cet engagement de la part de la Prusse, de fournir immédiatement quatre-vingt mille hommes, montre tout ce qu'il y a de dérisoire dans les allégations du baron d'Hardenberg sur l'impuissance où la Prusse est réduite par le refus de secours pécuniaires que lui fait l'empereur Napoléon, allégations répétées par ce ministre à M. de Saint-Marsan le jour <sup>1</sup> même où il mettait quatre-vingt mille hommes à la disposition de la Russie.

Indépendamment des avantages assurés à la Prusse par les articles patents du traité, des articles secrets donnaient encore à ces premières garanties plus de précision et de latitude, notamment l'article premier, conçu ainsi qu'il suit :

« La sûreté entière et l'indépendance de la Prusse  
 « ne pouvant être solidement établies qu'en lui  
 « rendant la force réelle qu'elle avait avant la  
 « guerre de 1806, S. M. l'empereur de toutes  
 « les Russies, qui avait à cet égard, dans les dé-  
 « clarations officielles, été au-devant des vœux  
 « de S. M. le roi de Prusse, s'engage, par le pré-  
 « sent article secret et séparé, à ne pas poser les  
 « armes aussi longtemps que la Prusse ne sera  
 « point reconstituée dans ses proportions statis-  
 « tiques, géographiques et financières, confor-

<sup>1</sup> Dépêche de M. de Saint-Marsan, du 27 février.

« *mes à ce qu'elle était avant la guerre précitée.*  
« Pour cet effet, S. M. l'empereur de Russie pro-  
« met de la manière la plus solennelle d'appli-  
« quer aux équivalents que les circonstances  
« pourraient exiger, pour l'intérêt même des  
« deux États, et à l'agrandissement de la Prusse,  
« toutes les acquisitions qui pourraient être  
« faites par les armes et les négociations dans le  
« Nord de l'Allemagne, à l'exception des an-  
« ciennes possessions de la maison d'Hanovre.»  
La réserve relative au Hanovre est bien natu-  
relle dans un traité où l'empereur de Russie,  
déjà lui-même à la solde de l'Angleterre, promet  
au roi de Prusse ses bons offices pour lui faire  
donner des subsides par cette puissance.

Nous n'avons pas atténué les difficultés de  
la position du cabinet prussien; nous reconnais-  
sons qu'il eût été pénible pour le roi de voir  
ses sujets, excités par les sociétés secrètes et  
appuyés par les Russes, en venir presque à une  
révolte ouverte contre lui; nous concevons que,  
sans être entièrement infidèle, il a pu s'enten-  
dre avec l'Autriche pour intervenir entre la  
France et la Russie par une médiation armée,  
afin de procurer une paix, à l'aide de laquelle  
il pût recouvrer une partie de son ancienne  
existence; et qu'enfin, se voyant à peu près dans  
l'obligation d'opter, ses calculs l'aient conduit

à entrevoir plus d'avantages dans le renouvellement de sa liaison avec l'empereur Alexandre, que dans le maintien d'une amitié nouvelle avec l'homme qui précédemment, usant contre lui de toute la rigueur de la victoire, l'avait privé de moitié de ses États. Cependant, si tout passage d'un camp dans un autre a un côté odieux, ce qui est pire encore, c'est la lenteur d'une transaction laborieuse qui, pendant six semaines, cache, dans des entretiens de chaque jour, une trahison résolue sous les dehors d'une incorruptible loyauté. Aujourd'hui, bien que l'alliance avec la Russie soit conclue, on n'ose pas encore lever le masque, on ne le détache que par degrés, et le baron d'Hardenberg abuse sans pitié de la crédulité du ministre de France. La confiance de M. de Saint-Marsan dans la droiture du roi et de M. d'Hardenberg, confiance qui peut être une faute en diplomatie, est portée à un tel point, que le 2 mars il continuait à écrire : « Si on fait quelque chose pour le roi, « je suis loin de croire à l'impossibilité de le « retenir dans notre système. » C'est seulement quelques jours après qu'il croit découvrir, chez le baron d'Hardenberg, un peu d'exaltation dans le sens des sectaires, ou plutôt, par une expression adoucie, un peu d'esprit chevaleresque. Là enfin le voile se lève même pour lui.

L'intelligence, établie avec les Russes, éclate à ses yeux; et, le 15 mars, l'arrivée de l'empereur Alexandre lui révèle qu'il est temps de prendre ses passe-ports et de rentrer en France.

Quoiqu'à Paris on n'ait point partagé tout à fait l'avenglement de ce ministre, on a mis aussi trop de lenteur dans la délibération, et on ne s'est prêté à faire une concession qu'après qu'il n'était plus temps. L'empereur Alexandre et le roi, réunis à Breslau, combinaient ensemble les opérations de la campagne, lorsqu'en France on se décidait à permettre <sup>1</sup> que le roi renonçât à l'alliance, sous la condition que, redevenue État indépendant, la Prusse maintiendrait la neutralité de la Silésie. Nous ignorons si ce consentement, donné un mois plus tôt, aurait eu une utilité réelle; c'eût été du moins une épreuve alors convenable, qui aurait mis le bon droit du côté de la France, et aggravé les torts de la Prusse dans le cas où elle eût persisté à se joindre à nos ennemis.

En quittant Breslau, M. de Saint-Marsan emporta une longue note du baron d'Hardenberg, ayant pour objet de relever les griefs de la Prusse contre l'empereur Napoléon, et de <sup>2</sup> jus-

<sup>1</sup> Lettre du duc de Bassano, du 18 mars.

<sup>2</sup> L'auteur d'une histoire de Prusse, que nous avons déjà citée,



tifier par ces motifs la dernière détermination du roi. Le comte de Krusemark, envoyé du roi à Paris, remit pareillement au duc de Bassano un mémoire dans le même esprit, auquel le duc répondit, en discutant et réfutant article par article toutes les allégations prussiennes. Nous nous dispenserons de nous arrêter ici sur ces documents diplomatiques qui n'offrent qu'un échange de récriminations présentées avec plus ou moins d'art, et qui ne jetteraient sur nos récits aucune lumière nouvelle. Ces sortes de publications postérieures aux événements ne peuvent avoir quelque autorité que pour les personnes qui n'ont pas eu connaissance des relations secrètes des cabinets entre eux antérieurement aux faits accomplis. Là seulement la vérité existe, et c'est là, comme nous le faisons toujours, qu'il faut la chercher.

Pendant la réunion de l'empereur Alexandre et du roi à Breslau, le cabinet prussien adopta l'une de ses mesures les plus énergiques, la le-

dit avec assez de bonne foi : « Cependant les esprits moins prévenus ne pouvaient se dissimuler que le procès entre les deux nations était des plus compliqués. La France, en effet, pouvait se plaindre, avec une assez grande apparence de justice, des événements qui venaient de se passer sur le Niemen et l'Oder, tandis que la véritable raison de l'exaspération de la Prusse, son honneur blessé, et la crainte de son entière dissolution, pouvait bien être alléguée en général, mais non démontrée par les faits.

vée d'une *landwehr*, ou milice composée des hommes valides de dix-sept à quarante ans. Ces hommes devaient s'équiper eux-mêmes, ou être équipés par le pays. Par suite du mouvement révolutionnaire qui entraînait le gouvernement comme le peuple, on remettait en honneur la pique, l'arme de la révolution française. Le pays fournissait les piques dont devait être armé le premier rang des corps d'infanterie; le gouvernement ne donnait que les armes à feu et les munitions. Les fantassins et cavaliers prussiens devaient être distingués par une croix de fer-blanc, portant l'inscription : *Pour Dieu, le roi et la patrie*.

Comme tous les sujets, sans distinction de classe, étaient appelés à la défense de l'État, un édit du roi, du 10 mars, avait créé un ordre nouveau qui pourrait être accordé à tous, *l'ordre de la Croix de Fer*<sup>1</sup>. Les appels faits par les ordonnances royales avaient été entendus : l'université de Berlin s'était dépeuplée à l'apparition de la première de ces ordonnances; après la publication des deux autres, il y avait eu une sorte d'insurrection générale dans les villes;

<sup>1</sup> Le préambule de cet édit portait : « La fermeté avec laquelle le peuple a supporté les maux inévitables d'un temps de fer ne s'est point affaiblie... »

banques, bureaux, comptoirs, tout était vide. La guerre nouvelle que va commencer la Prusse s'annonce par des symptômes inouïs jusqu'alors. Le roi lui-même, dans sa proclamation, indique à ses sujets les modèles qu'ils doivent suivre : « Songez, leur dit-il, à l'exemple de nos « alliés les Russes; *songez aux Espagnols, aux* « *Portugais...* » Bientôt cet esprit de la proclamation du roi passera dans les actes relatifs à la levée en masse, actes qui ordonneront l'extermination même du soldat isolé. L'empereur Alexandre quitta Breslau le 19 mars, et, deux jours après, le roi en partit pour retourner à Berlin.

---

---

## CHAPITRE V.

### POLITIQUE EXTÉRIEURE.

France et Autriche. — Impopularité de l'alliance française en Autriche. — Explication de la conduite du prince Schwarzenberg. — Propositions faites à l'Autriche. — Intelligence secrètes avec la Prusse. — Langage alarmant de M. de Metternich à la fin de 1812. — Nouveau système de l'Autriche. — Mission de M. de Bubna à Paris. — Proposition d'entremise autrichienne. — Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche, du 7 janvier. — Acceptation de l'entremise autrichienne. — Fautes de l'empereur Napoléon. — Demandes d'explications. — Excuses de M. de Metternich. — M. de Metternich et M. Otto. — Réponse de l'empereur d'Autriche à Napoléon. — Vœux de M. de Metternich pour la paix. — Agitation de l'Allemagne à l'approche des Russes. — Résumé des affaires d'Autriche pendant les deux premiers mois de 1813. — Mission de M. de Wessenberg à Londres, et de M. de Lebzeltern auprès de l'empereur Alexandre. — Rappel de M. Otto. — Diplomatie occulte de l'Autriche. — Arrestation de M. de Wessenberg à Hambourg. — Réponse de l'empereur Alexandre à l'offre d'entremise de l'Autriche. — Affaires de Suède. — Fautes de M. de Cabre, successeur d'Alquier. — Communications faites à M. de Cabre par le gouvernement suédois, pendant les derniers mois de 1812. — Conseils stratégiques de Bernadotte à l'empereur Alexandre. — Sa conduite équivoque au moment de l'entrée de Napoléon à Moscou. —

Rupture définitive avec la France par suite de la retraite. — Renvoi brutal de M. de Cabre. — Préparatifs pour l'expédition suédoise du Nord. — Indiscrétions étranges du prince royal. — M. de Neiperg, agent de l'Autriche, à Stockholm. — Note dictée au duc de Bassano par l'empereur Napoléon, pour le chargé d'affaires de Suède à Paris. — France et Danemark. — Lettre de Napoléon au roi de Danemark. — Intrigues des alliés pour obtenir son accession à l'alliance du Nord. — Langage menaçant du prince royal de Suède. — Le gouvernement danois entame des négociations avec la cour de Londres. — Magnanimité de l'empereur Napoléon. — Envoi de Pozzo di Borgo à Stockholm. — Traité du 3 mars 1813. — Jugement porté sur ce traité par les Anglais eux-mêmes. — Réflexions sur la conduite du prince royal de Suède.

---

Nous abordons maintenant un ordre d'événements dont l'appréciation est aussi nécessaire que difficile. Pour comprendre la conduite du cabinet autrichien après les événements de 1812, il faut remonter plus haut, et nous placer tout d'abord à Vienne, au moment même où ces événements s'accomplissent.

Ainsi que nous l'avons vu dans le cours du volume précédent, l'union de l'Autriche et de la France, au commencement de 1812, avait été inévitable. La neutralité autrichienne n'était pas plus possible alors qu'elle ne le sera plus tard. Les avantages assurés à l'Autriche, dans

le cas d'une heureuse issue de la guerre, par l'art. 7 du traité secret <sup>1</sup>, ne permettaient de supposer aucune arrière-pensée de répugnance ni de regret de la part du cabinet autrichien. Confiant dans la fortune de Napoléon, il s'était décidé à braver une impopularité momentanée, dans la perspective d'avantages certains. C'était lui-même qui avait offert l'alliance, et Napoléon, trop satisfait de cette spontanéité, n'avait pas suffisamment raisonné le traité lui-même; il y avait laissé insérer des conditions tout à fait autrichiennes, et dont les conséquences seront funestes.

Déjà les événements de la guerre nous ont montré l'usage que faisait le prince Schwartzenberg de la clause du 4<sup>e</sup> article du traité secret, qui maintenait le contingent auxiliaire autrichien en corps séparé et distinct des forces françaises. La conduite de ce général diplomate, dont la campagne fut politique autant que militaire, va s'expliquer naturellement par les dispositions de l'armée et de la nation, et par celles

<sup>1</sup> Art. 7. — « L'empereur des Français, dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, s'engage à procurer à l'Autriche des indemnités et agrandissements de territoire qui, non-seulement compensent les sacrifices et les charges de la coopération de S. M. pendant la guerre, mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existe entre ces deux souverains. »

même du cabinet de Vienne, que la marche des événements et des passions modifiait déjà sensiblement vers les derniers mois de 1812.

L'impopularité de l'alliance française avait passé les prévisions de ce cabinet. Dès le début de la campagne, tous les vœux, toutes les espérances, avaient été ostensiblement en faveur des Russes. Le souvenir encore si récent des événements de 1809 réunissait, dans un commun ressentiment contre la France, l'aristocratie, les employés, le peuple de race allemande et hongroise, les officiers et les soldats, ceux-là même qui combattaient pour nous. On conçoit que les Russes trouvaient une sympathie plus marquée encore parmi les habitants des provinces méridionales, leurs coreligionnaires.

Sous l'influence de telles pensées, la fatale inaction de Schwartzenberg n'a rien qui doive nous surprendre. Le succès de la guerre dépendait de lui après la défaite de Tormasow ; elle lui laissait libre l'accès des trois provinces russo-polonaises de Wolhynie, de Podolie et d'Ukraine, où les populations n'attendaient qu'un signal pour se lever en masse, où les dépôts mêmes des recrues auraient formé un premier noyau d'insurrection, et cela au moment où Napoléon marchait sur Moskou !

Mais Schwartzenberg s'est arrêté alors, comme

l'exigeait le salut de la Russie. Il est resté vingt-deux jours dans cette inaction perfide. Pressé de marcher en avant pour achever de détruire Tormasow, et séparer de Napoléon l'armée du Danube, il s'en est défendu en alléguant la nécessité d'attendre des renforts. Il ajoutait que d'ailleurs, en qualité de corps auxiliaire, il était tenu seulement à aider, et non à conquérir ; faire de soi-même des envahissements, serait entraîner son gouvernement dans un état de guerre *direct et général*. « Tel est, dit judicieusement M. Aubernon à ce sujet, le danger d'un allié qui s'est réservé le droit de n'agir que comme « auxiliaire dans une grande guerre ; rien de « plus perfide que cette sorte d'associations. « Loin d'être une alliance utile, elles sont pres- « que toujours un commencement de trahi- « son. »

A l'époque où je remplaçai M. de Pradt, je pus voir, par moi-même, à quel point les relations entre les officiers russes et ceux de l'état-major du prince Schwartzemberg étaient fréquentes et intimes. Elles s'étaient formées dès le mois d'août. « Les ordres ostensibles les plus sévères, dit encore M. Aubernon, étaient donnés par le cabinet de Vienne pour rompre toutes ces relations avec les ennemis de Napoléon ; mais, par l'effet des instructions secrètes ou de



disposition des esprits, ces ordres rigoureux, arrivés jusqu'au dernier rang des exécuteurs, se changeaient en rapports plus fréquents et plus intimes. » Une lenteur calculée présidait en même temps à l'envoi des renforts<sup>1</sup>; ils n'arrivèrent que plus d'un mois après l'apparition de l'armée de Tchitchakof sur le Dniester, et sa jonction avec celle de Tormasow, qui, tranquille sur les projets ultérieurs des Autrichiens, avait pu concentrer ses forces, et contenir les provinces russo-polonaises. Un général français actif et entreprenant, dans la position où était le prince de Schwartzenberg au mois d'août, aurait amené, au-devant de l'empereur Napoléon, une armée de réserve sur la Bérésina. Grâce au général autrichien, l'empereur Napoléon y trouva une armée de plus à combattre. Sans doute Schwartzenberg était loin alors de prévoir toute l'étendue de nos désastres; mais en craignant de trop compromettre la Russie, de trop faire pour la France, et surtout pour la Pologne, il a contribué essentiellement à la perte de l'armée française. Ce retour sur les événements accomplis

<sup>1</sup> Un renfort de sept mille hommes, débouchant par Zamosc, fit mine de vouloir joindre le corps autrichien, après que cette communication directe eut été complètement interceptée : ce mouvement n'eut même lieu que dans les premiers jours d'octobre.

était nécessaire pour aborder une importante question, qui sans doute s'est déjà présentée plus d'une fois à l'esprit de nos lecteurs : la conduite du prince de Schwartzenberg a-t-elle été le résultat d'une politique de cabinet?

Jusqu'à l'entrée de Napoléon à Moskou, le prince a eu pour instructions de ménager son contingent, de donner satisfaction à l'alliance, tout en n'entreprenant rien de décisif. De là son mouvement contre Tormasow, et puis sa longue inaction. Jusqu'ici la fidélité de M. de Metternich ne s'est pas compromise. Les termes dans lesquels l'empereur Napoléon a laissé rédiger le traité du 14 mars, ont permis au ministre autrichien de concilier l'exécution modérée des clauses de l'alliance, avec des égards pour l'opinion de la nation et de l'armée. Il est vrai que ce système mixte a été désastreux pour nous : toutefois la conduite peu généreuse du général autrichien a été ménagée de manière à éviter toute infraction à la lettre du traité, à justifier son inaction par des prétextes plausibles aux yeux mêmes de Napoléon, si la victoire lui restait fidèle, sans le concours de l'Autriche et malgré ses vœux secrets. Mais c'est pendant le séjour des Français à Moskou, sous l'influence même de l'occupation prolongée de cette ville, qu'une importante modification s'est faite dans

les idées du ministre autrichien; modification qui, réagissant plus tard sur les mouvements du corps auxiliaire, portera un nouveau coup à nos intérêts militaires.

Dans le volume précédent, j'ai déjà fait connaître les insinuations, les séductions de toute sorte auxquelles M. de Metternich était en butte. A toute heure, il respirait un air hostile à la France. En quittant Moskou, les Français incendièrent, par ordre de l'Empereur<sup>1</sup>, le palais du comte de Razamowski; faibles représailles du mal qu'il faisait à la France, dans son splendide hôtel de Vienne. Ces réunions tumultueuses et brillantes, ces femmes et ces fêtes soldées par l'Angleterre, n'étaient pas pour elle des auxiliaires moins utiles que les glaces de la Russie<sup>2</sup>.

Tandis que l'empereur Napoléon perd un temps précieux à attendre, puis à solliciter d'Alexandre des paroles de paix, un premier rapprochement a lieu entre l'Autriche et la Prusse, qui médite déjà sa défection : rapprochement qui, si insignifiant qu'il ait pu être dans

<sup>1</sup> Lettre du 20 octobre.

<sup>2</sup> Une princesse russe, célèbre alors à Vienne par son train de maison fastueux et par la légèreté de sa conduite, en était à son troisième favori parmi les ministres des relations extérieures de l'Autriche, tant elle aimait la politique. On devine le nom de ce troisième favori.

la forme, n'en est pas moins une voie ouverte à des confidences ultérieures, un commencement d'intelligences secrètes. Dès le 14 septembre<sup>1</sup>, la cour de Prusse a consulté celle de Vienne sur le parti qu'elle aurait à prendre si les armées françaises éprouvaient des revers. Dans le mois précédent, M. de Metternich, encore fidèle à l'alliance, se hâtait de transmettre à M. Otto, notre ambassadeur, des renseignements sur l'exaltation populaire qui régnaît en Prusse. Au mois de septembre, il dissimule soigneusement à notre ambassadeur la communication équivoque du gouvernement prussien. Cependant, trois semaines s'écoulaient sans qu'aucune réponse y soit faite. Enfin, au moment où la prolongation imprudente du séjour à Moskou multiplie les chances défavorables contre l'empereur Napoléon, M. de Metternich répond : « Que les cabinets de Berlin et de Vienne n'étant pas dans « des positions identiques, chacun doit suivre « la ligne de ses intérêts<sup>2</sup>. » Cette réponse, qui autorisait la confiance du cabinet prussien dans l'Autriche, quelque parti que la tournure des événements lui suggérât de prendre, éclaire à une sombre profondeur les ténèbres de la politique autrichienne.

<sup>1</sup> Conversation de Bernadotte avec M. de Tarrach.

<sup>2</sup> 4 octobre.

C'est donc la prévision commune des malheurs de la retraite française qui forme, entre les cours de Vienne et de Berlin, le lien d'un premier rapprochement. C'est sous l'influence même de ces malheurs, que des rapports analogues s'établiront entre l'Autriche et la Russie. Depuis la jonction de l'armée du Danube avec Tormasow, le prince de Schwartzemberg, mettant plus que jamais en avant le même prétexte d'infériorité de forces, habilement ménagé, ne faisait plus aux Russes qu'une guerre simulée. Enfin, le 20 décembre, sans aucune autorisation, il concluait, avec l'agent russe d'Anstedt, un accord pour la cessation des hostilités. C'était une première infraction au traité qui l'avait mis sous les ordres de l'empereur Napoléon; infraction d'autant plus grave, qu'elle n'était pas le résultat d'une sérieuse nécessité.

Cependant l'Europe entière fixait les yeux sur la Russie. A Vienne, l'opinion publique avait accueilli nos premiers succès avec une anxiété croissante, nos désastres avec une joie mal dissimulée. Ceux-là même qui avaient fait l'alliance française partagèrent ce sentiment. Leur dévouement eût-il été sincère encore, ce ne pouvait être un malheur à leurs yeux de voir décroître un ascendant auquel l'Autriche avait obéi, mais qui avait durement pesé sur elle. Elle

n'aurait plus été que l'humble satellite de la France victorieuse; nos malheurs lui rendaient sa prépondérance. Les détails en étaient transmis avec empressement par les correspondances anglo-russes, et par celles des officiers du corps auxiliaire. Un moment même les événements semblèrent dépasser toutes les prévisions de nos ennemis; ils purent espérer que Napoléon lui-même ne reviendrait pas. On comprend que les sollicitations des agents de l'Angleterre et de la Russie, qui n'avaient jamais cessé, devinrent alors plus pressantes que jamais. M. de Metternich chancelait sous l'impression de cette gigantesque catastrophe. Depuis le commencement de la retraite, il ne dissimulait plus combien cette guerre lui était désagréable; il insistait avec une vivacité croissante sur la nécessité d'y mettre un terme.

Enfin, dès les premiers jours de décembre, le ministre autrichien se crut assez fort de notre fâcheuse position pour prendre un ton plus imposant. Dans une dépêche adressée le 9 au chargé d'affaires à Paris, M. de Floret, il parlait de l'attitude ferme et imperturbable de l'empereur, son maître, qui seul contenait des millions d'hommes dans de justes bornes; mais en même temps il priait l'empereur des Français de ne point exposer ses alliés à ne pouvoir réprimer,

à la longue, un esprit d'opposition dont le débordement complèterait les malheurs de l'Europe. Vers la fin du même mois, son langage avec M. Otto était devenu plus explicite encore, et presque menaçant; il semblait se faire un mérite de ne pas déclarer de suite la guerre à la France : « En prenant ce parti, disait-il, l'Autriche aurait, en peu de temps, pour elle toute l'Allemagne et toute l'Italie. »

Mais le retour de Napoléon à Paris a bien vite modifié ces idées prématurément belliqueuses. Cet événement réparait déjà à demi les pertes de la campagne, et rendait de nouveau les chances égales entre les parties belligérantes. M. de Metternich sent qu'il a été trop loin, et se hâte de revenir sur ses pas. Les protestations les plus vives de fidélité à l'alliance française succèdent aux insinuations peu rassurantes des jours précédents; rien n'est épargné pour en atténuer le fâcheux effet. Pourtant, à travers ce langage amical, le nouveau système du cabinet autrichien se fait jour; il se sent sur un bon terrain, et veut en profiter. Si magnifiques qu'elles soient, les propositions de nos ennemis ne peuvent être pour lui qu'un pis-aller. Les provinces qu'ils offrent sont à la France, et ils ne peuvent presque rien pour en assurer la reprise. L'Angleterre propose déjà dix millions de subsides; mais le gouvernement

autrichien sait par expérience que l'argent étranger solde toujours mal une guerre. La France, au contraire, peut beaucoup pour l'Autriche : par la restitution spontanée des provinces illyriennes et de Trieste, elle effacerait, derrière l'alliance de famille, les fâcheux souvenirs de 1809. Il est vrai que, par le traité de 1812, l'Autriche garantissait l'intégrité du territoire français ; mais le cabinet de Vienne n'a considéré ce traité que comme un *engagement de circonstance*<sup>1</sup>, qui lui laisse toute liberté de se prévaloir des nouveaux événements. Sa fidélité ne saurait plus être gratuite. Le mot d'*indépendance*, plusieurs fois répété dans les entretiens de M. de Metternich avec l'ambassadeur français, révèle toute sa pensée<sup>2</sup>. L'Autriche doit désormais intervenir comme partie principale dans toute solution de la crise actuelle : par tout l'effort de ses armées, si c'est encore la guerre ; par ses démarches, si c'est la paix.

M. de Bubna est chargé de porter une réponse

<sup>1</sup> Expression employée par l'écrivain de Gentz dans un mémoire apologétique de la conduite de l'Autriche, publié en juillet 1813.

<sup>2</sup> Dites-nous franchement ce que vous voulez faire, et mettez-nous à même d'agir avec vous comme un bon allié, et envers les autres comme une puissance indépendante. — 3 janvier, M. Otto.



de l'empereur d'Autriche à la lettre que Napoléon lui avait écrite de Dresde. Le choix d'un des rares et sincères partisans de l'alliance française doit être agréable à l'Empereur et provoquer sa confiance. Sa mission est délicate. Il est chargé de faire agréer à Napoléon l'entremise autrichienne pour la paix, et de négocier une alliance plus intime avec la France, si l'empereur Napoléon manifeste des dispositions favorables. Aussi est-il autorisé à exercer au besoin des fonctions diplomatiques <sup>1</sup>.

D'après ses instructions, l'ambassadeur français avait vivement insisté sur ce point, que le vrai péril de l'Autriche était du côté de la Russie. M. de Metternich répondait : « Ce n'est plus la France que nous redoutons, mais bien les Russes, dont vous-mêmes, par vos concessions successives, avez augmenté la puissance. » A Paris, M. de Bubna tenait le même langage. « Le caractère de Napoléon, dit M. Fain à ce sujet, perdrait de sa grandeur, s'il était assez méfiant pour refuser d'ajouter foi à de telles expressions ! » J'aime et j'honore dans M. Fain le sentiment qui lui fournit cette excuse. Une noble confiance sied sans doute à un caractère élevé, mais c'est plutôt dans les relations d'homme à

<sup>1</sup> 3 janvier, M. Otto.

homme que dans celles de puissance à puissance. On eût pu facilement prévoir que, dans la présente crise, la crainte des envahissements de la Russie ne serait pas une garantie suffisante de la fidélité du cabinet de Vienne.

Maintenant que nous avons la pensée de l'Autriche, il nous faut celle de Napoléon : nous la trouvons tout entière, et malheureusement immuable, dans une lettre écrite par lui, le 7 janvier, à son beau-père. Il commence par s'expliquer franchement sur les désastres de sa dernière campagne. « Dans cette horrible tempête de froid, le bivouac est devenu insupportable. . . . Les soldats cherchaient vainement des maisons et des abris. Voilà comment les Cosaques en ont ramassé des milliers. Il est vrai que, du 7 novembre au 16, le thermomètre étant descendu de 10 degrés à 18, et même à 22, *trente mille* de nos chevaux d'artillerie et de cavalerie sont morts. J'ai abandonné plusieurs milliers de voitures d'artillerie, d'ambulance, de bagage, par défaut de chevaux. . . J'ai fait de grandes pertes ; mais les Russes ne s'en peuvent glorifier d'aucune manière. J'ai voulu entrer dans ces détails, non par une susceptibilité militaire, mais parce que cela m'a paru nécessaire pour que Votre Majesté juge bien le point où nous en sommes. »

Après l'exposé de ce qu'il a perdu, il présente

le tableau de ses ressources militaires et financières. Selon lui, le résultat de la campagne prochaine ne saurait être douteux <sup>1</sup>. Puis il vient à ce qu'il attend de l'Autriche : « Si V. M. veut faire marcher les nouveaux trente mille hommes que je lui ai demandés <sup>2</sup>, je ferai volontiers un traité de subsides pour que le parti qu'elle prendra ne soit pas onéreux à ses finances. La conséquence de tout ceci doit être que je ne ferai aucune démarche pour la paix, parceque, les dernières circonstances ayant tourné à l'avantage de la Russie, c'est à son cabinet à faire des démarches, s'il juge bien la situation des affaires ; que cependant je ne me refuserai point à celles que veut faire V. M. » Vis-à-vis de l'Angleterre, il se considère comme dans la même position qu'avant la dernière campagne : ainsi il s'en réfère à la lettre écrite au ministère anglais le 27 avril 1812, avant l'entrevue de Dresde <sup>3</sup>. Il cédera sur le traité de Tilsitt, en ce qui

<sup>1</sup> « La grande armée se fût-elle noyée jusqu'au dernier homme en repassant le Niemen, nous n'en serions pas moins en mesure de rentrer en campagne au printemps avec la supériorité de nos armes. » (Lettre confidentielle de M. de Bassano à M. de Metternich, du 8 janvier.) Ceci pouvait être pris pour une vaine bravade ; l'héroïsme de nos jeunes soldats en fit une vérité.

<sup>2</sup> Par sa lettre écrite de Dresde le 14 décembre 1812.

<sup>3</sup> Voy. t. X, p. 435. La négociation avait été rompue de suite

peut compromettre l'entière indépendance de la Russie, *mais il n'abandonnera pas un seul village* du duché de Varsovie <sup>1</sup>, et ne souffrira pas que la Russie reçoive aucun accroissement du côté de l'Autriche, de la Prusse et de la Suède. Quelles sont donc les provinces sur lesquelles pourront porter ses sacrifices ? Ici, Napoléon fait une distinction qui n'est certes pas à l'abri de critique, selon que les territoires conquis ont été réunis à la France seulement par des décrets impériaux, ou par des sénatus-consultes : ces derniers, selon lui, tiennent à la France par des liens constitutionnels; ils y sont unis pour jamais. «V. M., dit-il en finissant, connaît maintenant mes affaires et mes vues *comme moi-même*; elle peut, en conséquence, agir comme elle le jugera convenable dans l'intérêt de la paix. Je ne pourrais avoir de l'éloignement pour traiter avec la Russie, que dans le cas où elle aurait obtenu réellement une victoire sur mes troupes; mais, quelque sentiment que puisse m'inspirer l'excès de la jactance des Russes, j'en fais le sacrifice à l'a-

par le refus qu'avait fait l'Angleterre d'abandonner la cause de Ferdinand VII.

<sup>1</sup> Si la Russie ne veut que s'affranchir des obligations de Tilsitt et *conserver la Pologne russe*, on pourra s'entendre. (8 janvier, M. de Bassano.)

mour de la paix, dont l'Europe a réellement tant besoin. »

Toute la diplomatie française des premiers mois de 1813 est dans cette lettre, empreinte d'une noble fierté, qu'on ne saurait s'empêcher d'admirer tout en la blâmant. Le système politique que vient de développer Napoléon, est un pas de plus vers Sainte-Hélène.

Ne vouloir de paix avec l'Angleterre en janvier 1813 que sur des bases refusées par elle en avril 1812, c'est dire qu'on ne veut pas traiter avec cette puissance. La Russie est trop engagée avec l'Angleterre pour traiter seule ; ce n'est pas d'ailleurs après des événements comme ceux de 1812 que ce cabinet dérogera à son habitude prise, depuis le règne de Pierre le Grand, de ne faire la paix qu'avec un agrandissement sérieux. Déjà à cette époque la question du partage de la Pologne était fort avancée dans les rapports secrets de l'Autriche et de la Russie, et M. de Metternich pouvait dire à M. Otto, sans craindre de se tromper, que *probablement la Russie demanderait la Vistule pour frontière*<sup>1</sup>. Et Na-

<sup>1</sup> M. Otto, 11 janvier. L'Angleterre, en cas de négociation, était disposée à rendre toutes ses conquêtes, à l'exception de Malte et du cap de Bonne-Espérance. L'agent Walpole était à Vienne depuis le mois de novembre, et c'était par lui que M. de Metternich connaissait ces détails.

poléon déclare ne pas vouloir abandonner un seul village du duché de Varsovie. On s'étonnera sans doute aussi, et non sans raison, qu'il veuille faire accepter aux puissances étrangères une distinction entre les territoires réunis constitutionnellement ou non à la France. D'après ce principe, elles n'auraient pu espérer de compensations que sur Corfou, l'Illyrie, la Dalmatie. La Russie n'aurait pu, par exemple, prononcer le nom du duché d'Oldenbourg, première cause de la guerre; ce duché faisant partie de la 32<sup>e</sup> division militaire, réunie constitutionnellement à l'empire. Pendant les premiers mois de 1813, Napoléon réitérera toujours mal à propos des déclarations semblables; il se perdra en ne cédant jamais rien à temps. En ce moment, il ne croit pas qu'une paix honorable soit possible; il répugne à traiter sous l'influence immédiate d'un grand désastre militaire : toutes ses espérances sont dans la prochaine campagne. Si, par égard pour son beau-père, il ne se refuse pas ouvertement aux démarches de l'Autriche, il les élude, en posant des conditions inacceptables. Ce qu'il attend véritablement de cette puissance, c'est l'obéissance passive du soldat, c'est un contingent auxiliaire doublé. Il n'ignore pas pourtant les promesses dont les agents anglo-russes tentent la fidélité du gouvernement autrichien : à

l'offre des subsides anglais, de l'Illyrie, du Tyrol, d'une partie de l'Italie, du rétablissement de la suprématie autrichienne sur l'Allemagne, qu'oppose-t-il? La proposition d'un traité de subsides, la communication confidentielle du règlement alors en délibération au conseil d'État pour le couronnement et le sacre de l'impératrice et du roi de Rome, et du projet de loi qui doit donner à l'Empereur la faculté de conférer la régence à Marie-Louise <sup>1</sup>. C'était la nation et non le souverain qu'il fallait gagner <sup>2</sup>. L'alliance de Napoléon avec ce prince est devenue un grand malheur : si cette considération ne lui inspirait pas une fatale confiance, il ne verrait là qu'une nation froissée par ses conquêtes, et que l'intérêt seul peut rattacher à sa fortune chancelante; il se déciderait à des sacrifices nécessaires. C'est ici l'une des plus graves erreurs de la politique impériale, celle, sans contredit, qui a eu les suites les plus funestes. Cette faute capitale, c'est d'avoir dédaigné l'Autriche tant qu'elle a été disponible, tant qu'elle s'est offerte à lui, tant qu'il a dépendu de lui de se l'attacher par de grands intérêts; et cette puissance a été disponible, elle

<sup>1</sup> 7 janvier, duc de Bassano.

<sup>2</sup> Cependant le bruit du couronnement prochain de Marie-Louise produisit un bon effet à Vienne. — 18 janvier, M. Otto.

s'est offerte à lui pendant quatre mois consécutifs. C'est lui qui a eu l'air de ne pas la comprendre; qui, affectant de ne lui demander que le maintien du corps auxiliaire, a mis un orgueil impolitique à la laisser en dehors des grandes questions qui allaient se résoudre, questions dans lesquelles elle témoignait vouloir entrer avec nous, dans lesquelles, sur notre refus, elle entrera contre nous. La guerre entamée devait finir par quelque grand partage de dépouilles. L'Autriche prétendait ne pas y rester étrangère. En l'admettant pour le combat, l'empereur Napoléon ne lui laissait espérer aucune part dans les fruits de la victoire. Elle finira donc par employer tous ses moyens à porter la victoire ailleurs, à la décider en faveur d'un parti qui lui offre une belle part dans ses bénéfices.

L'Empereur a cru jusqu'à la fin que l'affection de son beau-père dominerait les plus mauvaises dispositions de son gouvernement, et sauverait ainsi à la France l'humiliation de paraître craindre un adversaire de plus. Il n'ignorait pas cependant que les sentiments personnels de l'empereur François étaient combattus incessamment par les dispositions hostiles de certains personnages qui avaient accès à toute heure auprès de lui. Le cabinet autri-



chien d'ailleurs n'autorisait point l'illusion à laquelle l'Empereur se plaisait à se livrer. Pouvaient-on méconnaître ses pensées, ses vues, lorsque M. de Metternich disait à M. Otto : « Jus-  
« qu'ici la guerre n'est pas *autrichienne*<sup>1</sup> ; si  
« elle le devient dans la suite, ce n'est pas avec  
« trente mille hommes, mais avec toutes les  
« forces de la monarchie, que nous attaquerons  
« les Russes. » Il fallait donc la rendre autrichienne, cette guerre où l'Autriche n'avait jusque-là figuré que dans un rang inférieur qui ne peut plus lui convenir. Il fallait la rendre autrichienne par une véritable fraternité d'armes, par une association franche de vues et d'intérêts. C'était là le point décisif qui pouvait rendre les deux cours maîtresses par leur union du destin de l'Europe. C'est ce que ne voulait pas Napoléon. Il tenait à rester seul maître, dominateur unique de la paix et de la guerre ; il n'acceptait le cabinet autrichien que comme un esclave, non comme un égal, et c'est ce qui le perdit<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Dépêche de M. Otto, du 26 janvier 1813.

<sup>2</sup> Tout ceci avait été écrit avant que M. Bignon eût subi l'influence du mandat de l'empereur Napoléon. Il aurait peut-être modifié quelques expressions de ce passage dans sa rédaction définitive. J'ai cru devoir laisser subsister sa première inspiration, d'autant plus que ses idées n'ont jamais varié relative-

Dans sa lettre à son beau-père, l'empereur Napoléon ne pouvait ni ne devait faire aucune allusion du langage peu rassurant de M. de Metternich, pendant le mois précédent. Une demande d'explications lui semblait pourtant nécessaire : elle fut l'objet de deux dépêches confidentielles du duc de Bassano à M. de Metternich<sup>1</sup>. Les expressions en étaient convenables et mesurées. On affectait de rejeter tout le blâme sur des rapports inexacts du chargé d'affaires d'Autriche à Paris ; on insistait vivement sur les nouveaux préparatifs et les ressources de la France, ressources telles, que la défection de ses alliés ne serait un péril et un malheur que pour eux. M. de Metternich s'empressa de désavouer les propos qu'il avait tenus à l'ambassadeur, et qu'on lui rappelait ; assura n'avoir jamais dépassé les termes de la dépêche du 9 décembre, qui n'exprimait que la crainte d'être débordé par l'opinion publique ; en un mot, mit tout en usage pour éloigner une défiance qui pouvait préjudicier à la mission de Bubna<sup>2</sup>.

ment à ce point important. On verra bientôt que, tout en blâmant la conduite de Napoléon, il n'entend ni approuver ni excuser celle de l'Autriche.

A. E.

<sup>1</sup> 7 et 8 janvier.

<sup>2</sup> M. de Metternich écrivait, peu de jours après, à M. de Floret : « Dites au duc de Bassano que je regarde cette correspon-

Celui-ci fut très-bien accueilli personnellement par Napoléon ; mais il n'eut à transmettre à sa cour aucune des ouvertures positives que l'on espérait. Pourtant il eut avec l'Empereur quelques entretiens intimes, dans lesquels celui-ci semblait ne se dissimuler nullement la possibilité d'un changement de système politique en Autriche, et l'influence funeste qu'aurait un pareil revirement sur les affaires de la France<sup>1</sup>. Il lui échappa un mot significatif : « On doit s'expliquer sur ce que l'on veut : on fait de nouveaux arrangements, voilà la marche de ma politique. » Ainsi Napoléon aurait attendu les propositions de l'Autriche comme il attendait celles de la Russie. La situation était loin d'être la même. Il était

dance comme une de ces légères querelles qui s'élèvent dans les meilleurs ménages, et qui, loin d'affaiblir la bonne harmonie, tendent, au contraire, à la fortifier. »

« L'Empereur m'a dit : « J'ai pleine confiance dans l'empereur d'Autriche et dans Metternich ; mais il ne faut pas oublier que la France a fait beaucoup de mal à l'Autriche : cela laisse des ressentiments qui ne peuvent pas s'effacer si vite. Des événements extraordinaires comme ceux de cette campagne font beaucoup d'effet. Les nations sont méfiantes. *Vous avez fait votre alliance avec moi à perpétuité, mais...* » Là, l'empereur Napoléon s'est interrompu, et il a fait la transition suivante : « Lorsque j'ai vu que le traité de Tilsitt gênait la Russie, j'ai voulu négocier ; mais la Russie ne voulait pas ; elle a voulu rompre de front : cela ne vaut rien. On doit s'expliquer sur ce que l'on veut... »

(Rapport de M. de Bubna, du 3 février.)

vraiment digne de Napoléon de ne pas parler le premier à la Russie, puisque les derniers événements avaient tourné à l'avantage de cette puissance. La position des deux parties était simple ; celle de l'Autriche, au contraire, était fautive vis-à-vis de la France ; et l'intérêt des deux cabinets aurait exigé que Napoléon fit les premières ouvertures. Le silence de l'Autriche s'expliquait parfaitement par l'embarras de réclamer le prix d'une fidélité déjà garantie par un traité. Qu'il y ait eu de sa part duplicité, politique déloyale et mesquine, personne ne saurait le nier ; mais telle qu'elle était, on pouvait en tirer parti, et on ne l'a pas fait.

Napoléon avait donné son consentement aux démarches projetées par l'Autriche auprès de l'Angleterre et de la Russie, pourvu que l'Autriche les fit d'elle-même, et qu'elles ne préjudiciassent en rien à l'augmentation du corps auxiliaire, et à l'exécution des autres articles du traité, si l'on ne parvenait pas à s'entendre. Quoiqu'il fit tout pour ne pas devoir craindre la guerre, il aurait regardé la paix comme l'événement le plus heureux ; il la désirait pour le bien de ses peuples, mais ne croyait pas devoir donner à ce vœu une publicité intempestive qui pourrait nuire aux démarches de l'Autriche<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> 13 janvier, M. de Bassano.

Rien de plus sage et de plus politique que cette réserve que M. de Metternich s'applaudissait hautement d'avoir obtenue; malheureusement l'empereur Napoléon en détruira bientôt l'heureux effet.

Les relations de M. de Metternich avec notre ambassadeur étaient satisfaisantes; le ministre croyait n'avoir pas encore la réponse entière de la France, et s'attendait chaque jour à apprendre quelque chose de plus par M. de Bubna. Il s'expliqua nettement avec M. Otto sur l'impossibilité où se trouvait désormais l'Autriche de maintenir le système continental, quand des quantités énormes de marchandises anglaises étaient introduites en Allemagne à la suite des armées russes. Il alla jusqu'à applaudir aux bases proposées par la France pour les négociations avec la Russie et l'Angleterre, tout en priant instamment qu'on n'en parlât pas, *et qu'on le laissât faire*. Jamais M. Otto ne l'avait vu si heureux. Un fait peu important en lui-même caractérise suffisamment ses dispositions en ce moment; il témoigna le désir d'envoyer à Paris M. de Stadion, *d'abord pour ne plus l'avoir à Vienne*, ensuite parce qu'il le prétendait converti à l'alliance française. La conversion eût été bien miraculeuse et bien prompte. On connaît déjà trop bien les antécédents de ce personnage, pour

ne pas deviner l'attitude qu'il avait prise à Vienne dans les derniers mois de 1812. Il avait été question de lui pour remplacer M. de Metternich lui-même. Sa mission à Paris aurait annulé une influence qui nous sera funeste.

La lettre de Napoléon nécessitait une réponse de son beau-père; nous la trouvons sous la date du 23 janvier. Elle se ressent du silence de M. de Bubna pendant cet intervalle. « Dans un moment où les destinées de l'Autriche, de la France et de l'Europe réclament à la fois l'accord des souverains, j'ai cru entrevoir avec peine que V. M. ne me voue pas toute la confiance qui seule peut consolider les rapports entre *deux puissances du premier ordre....* Les communications que mon cabinet a faites à celui de V. M. lui garantissent que, loin de douter des moyens de la France, c'est sur l'existence même de ces moyens que je fonde l'espoir le plus flatteur qui puisse m'occuper : *celui de la paix*. V. M. a justifié mon entière confiance dans ses intentions, en acceptant l'*entremise* que je lui ai offerte.... » Après avoir parlé des démarches qui vont être tentées en Russie et en Angleterre, il ajoute : « Je connais les vœux de mes peuples, je connais la nature et l'étendue des sacrifices que je puis leur imposer : ils peuvent être *grands et nombreux*, dès qu'ils auront pour but la tranquillité

générale. Il existe deux moyens pour atteindre le but. *Celui de la persuasion* : je ne négligerai rien pour la porter en Angleterre et en Russie au plus haut degré d'évidence. *Celui d'une attitude imposante de la puissance intervenante*<sup>1</sup>. J'ai, d'après les désirs mêmes de V. M., donné l'ordre de mobiliser, en sus du corps auxiliaire, et des corps de Gallicie et de Transylvanie, des forces suffisantes pour élever la totalité des armées autrichiennes à cent mille hommes. Ces forces tiendront éloignés de mes États le théâtre et les désordres inséparables d'une guerre désastreuse. Placées dans les flancs de l'ennemi, elles sont faites sans doute pour en imposer à la Russie, et même à l'Angleterre, en motivant des inquiétudes pour son allié. Je vais sous ce rapport, et sans réclamer de V. M. le moindre sacrifice, au delà des désirs qu'exprime la dernière lettre de Votre Majesté. . . . »

La lettre du 7 janvier nous a révélé toute la faute de Napoléon; celle-ci nous en montre les conséquences. Déjà une scission profonde s'y manifeste entre le système autrichien et le système français. En ce moment, ce que veut Napoléon, c'est la guerre, et l'augmentation des renforts autrichiens concertés sur les bases de

<sup>1</sup> Tout à l'heure *entremise*, maintenant *intervention*.

l'alliance. Ce que veut maintenant l'Autriche, c'est la paix, garantie par son *intervention*. Ce mot dit tout. L'entremise était compatible encore avec l'alliance : l'intervention ne l'est plus. Dès ce moment, le gouvernement autrichien, dont l'intention évidente est de se montrer plus fort que Napoléon ne pensait, veut, par ses préparatifs, imposer autant à la France qu'à ses ennemis. Napoléon demandait soixante mille hommes de troupes auxiliaires, on lui en promet cent mille prêts à agir contre lui-même, s'il se refuse aux conditions que l'Autriche jugera convenables. C'est vraiment une singulière façon d'aller *au delà de ses désirs*; et nous concevons parfaitement que l'empereur d'Autriche refuse les subsides français <sup>1</sup>.

S'il est incontestable que le silence de Napoléon, depuis l'arrivée de Bubna, lui a valu cette lettre, on pourrait se demander si une pareille manifestation était de nature à le faire parler. Le connaissait-on assez peu à Vienne pour croire qu'une menace pouvait modifier ses résolutions ? Tout dans cette pièce semble conçu de manière à l'irriter. Nous y voyons percer je ne sais quelle

<sup>1</sup> M. de Metternich dit aussi à M. Otto : « L'Autriche ne peut accepter un subside français qui la ferait sortir de la position indépendante où il faut qu'elle soit pour être utile. » (26 janvier.)



satisfaction secrète de ce grand désastre qui permet maintenant à l'Autriche de se poser en puissance du premier ordre à côté de la France. Au reste, M. de Metternich lui-même semblait mettre le remède à côté du mal. « Plus les moments sont forts, écrivait-il le même jour à M. de Bassano <sup>1</sup>, plus ils sont décisifs pour le salut des deux empires (*car c'est de ce salut qu'il s'agit aujourd'hui*), moins il faut que les cabinets sacrifient d'immenses intérêts à des considérations secondaires. » Le conseil était salubre, surtout en ce qui concernait l'Autriche. Le ressentiment de sa conduite équivoque, de ses premières menaces, était alors une de ces considérations secondaires qu'il fallait écarter. La lettre de l'empereur d'Autriche arriva au moment où les renseignements les plus significatifs sur les dispositions du corps auxiliaire affluaient à Paris.

Il est temps de nous reporter au quartier général du prince Schwartzemberg, et d'y reprendre la trace des secrètes intelligences qui s'établissent entre l'Autriche et la Russie; intelligences dont l'empereur Napoléon aurait pu prévenir les développements par une politique mieux entendue à l'égard de l'Autriche. Dès la fin de décembre, le prince Schwartzemberg ne pouvait plus allé-

<sup>1</sup> 23 janvier.

guer l'infériorité du nombre pour justifier son inaction. Décimée dans sa poursuite par l'hiver, son terrible auxiliaire, l'armée russe n'offrait elle-même que des débris. Le général autrichien pouvait, on s'en souvient, opposer à ces débris plus de cinquante mille hommes, dont les neuf dixièmes n'avaient pas même souffert du froid, et défendre au moins Varsovie et le passage de la Vistule, si la politique réservée de sa cour lui défendait désormais tout mouvement offensif. Nous avons pu croire, au milieu du tumulte des événements, qu'en agissant d'une manière toute différente, le prince de Schwartzenberg obéissait seulement à l'esprit hostile de la nation et de l'armée, à une sollicitude exagérée pour la conservation de ses soldats. Mais l'ensemble de sa conduite ne permet pas de maintenir cette hypothèse, trop favorable à la bonne foi du cabinet de Vienne. Depuis la translation de son quartier général à Pultusk, le prince a reçu de nouvelles instructions; il suit visiblement un plan tracé d'avance. A partir de cette époque, les communications entre les Autrichiens et les Russes sont devenues à la fois plus secrètes et plus fréquentes. Pendant cette suspension d'armes, négociée par M. d'Anstett, et qui a obtenu l'assentiment imprudent de l'archevêque de Malines, le prince Schwartzenberg a fait un mouvement

sur la Vistule, et découvre, par la concentration de ses forces, une partie du grand-duché. Quand son quartier général n'est plus qu'à deux lieues de Varsovie<sup>1</sup>, une nouvelle conférence a lieu entre lui et un général russe : à Varsovie même, il voit encore M. d'Anstett. L'abandon de la ligne de la Vistule, la retraite sur Cracovie, direction la plus préjudiciable aux intérêts militaires de la France; enfin, les mesures à prendre pour que cette retraite, concertée d'avance, semble nécessitée par le mouvement de l'armée russe, tels sont les points débattus et arrêtés dans ces mystérieuses conférences. Il y a été aussi question de la Prusse. Dès cette époque, le gouvernement autrichien voit dans la reconstitution politique de la monarchie du grand Frédéric un objet d'un intérêt européen; et son assentiment aux intelligences qui s'établissent entre la Russie et la Prusse va être bientôt garanti par des faits. L'empereur Alexandre avait hâte de passer la Vistule et de se diriger sur la Silésie, pour avoir une entrevue avec le roi de Prusse. Le prince de Schwartzemberg en fit naïvement l'aveu au général Reynier, au moment même où il manœuvrait de manière à ne pas gêner cette communication. Il faudrait donc une prévention bien

<sup>1</sup> 30 janvier.

aveugle pour voir dans toutes ces démarches autre chose que l'exécution d'engagements secrets qu'il n'avait certainement pas pris de son chef, et qu'il n'a pas même su dissimuler sérieusement. Quand il nous faisait annoncer l'arrivée prochaine de cent quatre-vingt mille Russes devant Varsovie, espérait-il vraiment nous faire accroire que lui-même fût la dupe de cette exagération ridicule ? Il se trahissait plus ouvertement encore, quelques jours après, en me refusant de conserver Varsovie, lorsque, de son propre aveu, les hostilités avaient cessé entre les Autrichiens et les Russes (preuve évidente que l'abandon de cette ville était une condition de la suspension d'armes) ; puis en insinuant qu'il pourrait bien *être forcé* de prendre la direction de Cracovie dans sa retraite<sup>1</sup>. A cette époque, les Russes renvoyaient déjà les prisonniers autrichiens.

Il y a donc eu, dès le commencement de l'année 1813, un accord secret pour l'abandon de Varsovie, et l'évacuation immédiate de la plus grande partie du grand-duché par le corps auxiliaire autrichien. Le prince de Schwartzenberg,

<sup>1</sup> La communication de Posen avec Varsovie n'était alors interceptée que par quelques pulks de Cosaques. Rien n'aurait été plus facile au général autrichien que de rejoindre le prince Eugène, s'il n'avait pas déjà pris des engagements contraires.

placé sous les ordres de l'empereur Napoléon par un traité, et qui par conséquent n'eût pas même dû conclure un armistice sans l'autorisation du commandant en chef français, n'aurait pas pris certainement sous sa seule responsabilité la mesure bien autrement grave dont il est ici question, mesure dont l'exécution fut si prompte et si inflexible. A cette époque, les vues des trois puissances, relativement aux Polonais, étaient loin d'être nettement définies : nous en donnerons ultérieurement la preuve ; mais l'anéantissement de l'influence française, dans le grand-duché, avait été articulé et convenu entre elles comme le préalable nécessaire de tout engagement ultérieur <sup>1</sup>.

Tandis que cet engagement secret recevait son exécution par la retraite des Autrichiens, le cabinet de Vienne s'excusait déjà à Paris de cette retraite, en l'y présentant comme le résultat d'une véritable nécessité. *Dès le 25 janvier*, huit jours avant que le prince Schwartzemberg n'eût officiellement annoncé la nécessité prochaine d'évacuer Varsovie, une dépêche du cabinet autrichien, adressée au comte de Bubna, annonçait

<sup>1</sup> Au moment de l'évacuation de Varsovie, des communications suivies avaient eu lieu entre Berlin et Vienne. (2 février, M. Otto.)

que le corps autrichien *avait dû* faire sa retraite *vers la Gallicie*, « mais ne restait pas moins sous les ordres immédiats de S. M. l'empereur Napoléon, dont il dépendait de lui faire adresser par le major général tels ordres qu'il jugeait convenables. » En effet, le corps auxiliaire, en se retirant par Cracovie, s'isolait complètement de l'armée française, et par conséquent était censé attendre des ordres de Paris. Rien n'était mieux combiné pour que les ordres arrivassent toujours trop tard. En même temps que M. de Bubna communiquait à Paris la nouvelle de la retraite du corps autrichien, l'empereur Napoléon recevait du prince Eugène les avis les plus alarmants. Un de ses aides de camp, envoyé à Pultusk, n'avait pu être entièrement abusé; il avait vu le prince Schwartzenberg opérer son mouvement rétrograde, et les avant-postes autrichiens et russes fraterniser ensemble. L'empereur Napoléon ne voulut voir dans ces actes équivoques que l'effet du mauvais esprit de l'aristocratie et de l'armée, et se hâta d'envoyer de nouvelles instructions à Vienne. Deux dépêches, des 3 et 10 février, étaient principalement relatives aux mouvements du corps auxiliaire. Le prince Schwartzenberg avait reçu, par le vice-roi, l'ordre de tenir à Varsovie; si cette ville était évacuée, *ce n'était pas sur Craco-*

*vie, mais sur Kalish, que la retraite devait se faire.* Ce mouvement, en effet, aurait couvert la Saxe, et mis obstacle aux communications de l'empereur Alexandre avec le roi de Prusse. Le prince de Schwartzenberg, pendant ce temps, s'était parfaitement mis en mesure pour que les *ordres immédiats*, les seuls auxquels il fût tenu d'obéir en vertu du traité, arrivassent au moment où l'exécution en serait devenue impossible. Quelque temps après, vivement pressé à Vienne par notre ambassadeur, il convint qu'il aurait pu faire sa retraite sur Kalish, *s'il avait reçu des ordres plus tôt*<sup>1</sup>. Il se plaignit vivement des Polonais, et notamment du prince Poniatowski, qui, suivant lui, faisait au vice-roi et à M. Bignon de faux rapports<sup>2</sup>. « Si je ne songeais qu'à me faire valoir personnellement, dit-il encore, j'aurais pu chercher les combats avant de quitter Pultusk (il aurait pu alors écraser les Russes). Mais à quoi cela aurait-il abouti contre des

<sup>1</sup> 17 février, M. Otto. C'est à Kalish même que fut signé, quelques jours après, le traité d'alliance entre la Russie et la Prusse.

<sup>2</sup> Poniatowski était ami de collège de Schwartzenberg. Malgré la conduite équivoque de celui-ci, dans les premiers temps de la guerre ils étaient restés dans de bons rapports; mais ils se fâchèrent quand Schwartzenberg, qui avait promis, dans le mois de décembre, à Poniatowski de défendre Varsovie, se prépara à l'abandonner. De ce moment Poniatowski ne douta plus qu'il n'y eût un commencement de trahison de la part de l'Autriche.

forces toujours croissantes? J'ai mieux aimé conserver intact *un corps qui pourra être utile dans la campagne prochaine.* » C'est à la coalition que ce corps soigneusement conservé deviendra utile : il combattrà à Dresde et à Leipzig.

Cependant, les Autrichiens se retiraient lentement, pas à pas, autant pour continuer à sauver les apparences vis-à-vis de l'empereur Napoléon, que pour rester le plus longtemps possible en mesure d'agir dans un sens absolument opposé, si de nouveaux arrangements avec la France modifiaient les résolutions du cabinet de Vienne, dont l'alliance semblait, en ce moment, aux enchères. Napoléon, prisonnier à Sainte-Hélène, a paru croire que, dès les premiers jours de ses revers, l'Autriche avait été en état d'hostilité contre lui. Ce système serait, sans contredit, le plus commode pour justifier la conduite qu'il crut devoir tenir vis-à-vis de cette puissance : malheureusement ce système repose sur une base faussée. Sans doute l'Autriche, comme alliée, n'avait pas désiré le triomphe de la France, ni fait d'efforts sincères pour y contribuer; sans doute, elle avait éprouvé une maligne joie de nos désastres, qui limitaient à jamais l'ambition et la fortune d'un allié trop redoutable : enfin, le démembrement de la Pologne lui avait semblé une conséquence si naturelle et si désirable de



ces événements, qu'elle se hâtait déjà d'en préparer l'accomplissement. De ce premier pas fait hors de l'alliance française, à la résolution de faire la guerre à la France, la distance était grande encore, et cette distance, elle devait mettre encore près de six mois à la parcourir.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que la politique du cabinet de Vienne a été telle, que si les sentiments personnels de l'empereur François avaient pu modifier les tendances hostiles à la France, de manière à obtenir seulement la neutralité de l'Autriche dans les nouveaux combats qui se préparaient<sup>1</sup>, il ne se trouverait assurément personne pour blâmer l'empereur Napoléon d'avoir su se soustraire à la pénible nécessité de récompenser un com-

<sup>1</sup> L'empereur Napoléon a compté sur cette chance jusqu'au dernier moment des négociations de Prague. Il s'abusait sur le caractère de son beau-père; ce fut encore une de ses grandes erreurs. Dès les derniers mois de 1812, l'empereur François était en butte aux suggestions les plus hostiles. L'un de ses familiers, le comte de S..., qui avait reçu cinquante mille livres de rente de Napoléon, s'était chargé de mettre *directement* sous les yeux de l'empereur François des écrits dirigés contre la France. Il était notamment en correspondance avec W. Schlegel, alors à Stockholm, et communiquait les lettres qu'il en recevait à l'Empereur, avec lequel il soupait en tête à tête presque tous les soirs. A cette époque, la faction aristocratique, hostile à la France, se défait encore de M. de Metternich et voulait le remplacer par le comte de Stadion.

franchise, sur l'urgence de la paix. « Nous apprécions, dit-il, les forces véritables de la France. S'il ne s'agissait que d'un calcul de moyens matériels, nous jugerions autrement les futurs contingents; mais nous devons surtout juger la position morale des princes et des peuples... La position présente est l'événement le plus gigantesque de l'histoire moderne. Jusqu'ici toutes les entreprises de l'empereur Napoléon avaient été couronnées de succès; *c'est sur cette échelle qu'il faut évaluer l'effet qu'a dû produire sur tous les peuples la désastreuse fin de la dernière campagne....* De l'aveu de la France, la Russie n'est pas à conquérir. Une première, une deuxième, une troisième campagne n'offrent donc plus aux puissances intermédiaires que des chances de destruction pour elles-mêmes. Il faut être à Berlin ou à Vienne pour juger de l'effervescence qui règne dans tous les pays entre la Vistule et le Rhin, et qui gagne chaque jour en intensité... Que M. de Bassano se place *hors de Paris*. Le premier but de la guerre, celui de poser une barrière à la Russie, est manqué... Maintenant le seul remède aux maux de l'Europe est la *paix générale*, si l'Angleterre s'y prête; sinon, une paix continentale. » Pour parvenir à cet heureux résultat, un *congrès* semblait dès lors indispensable à M. de Metternich; un congrès qui réunirait

des plénipotentiaires français, autrichiens, turcs, russes, et anglais, si l'Angleterre accédait à la négociation. Nous verrons plus tard ce qui adviendra de cette idée, et par quelles phases étranges elle devait passer pour aboutir au congrès de Vienne.

On comprend la difficulté, je dirais presque l'impossibilité, d'assigner à toutes les passions, à tous les intérêts contradictoires alors en mouvement à Vienne, leur part exacte d'influence sur tout ce qui s'y faisait et s'y disait. M. de Metternich semblait redoubler d'intimité avec l'ambassadeur de France. Souvent il le faisait appeler dans son cabinet pour décacheter et lire des dépêches avec lui. Cette affectation de confiance, qu'aucune sympathie personnelle de caractère ne justifiait, commence à sembler suspecte. Cependant M. de Metternich était encore de bonne foi, quand il s'entretenait avec notre ambassadeur de l'agitation croissante qui se manifestait dans l'Allemagne entière à l'approche des Russes, quand il lui montrait le fanatisme religieux des Esclavons et autres sujets autrichiens qui professaient la religion grecque, secondant le fanatisme politique de l'aristocratie et celui de l'armée <sup>1</sup>. On répétait au peuple que

<sup>1</sup> 19 février, M. Otlo. Vers cette époque, un projet contre la

l'Empereur était trompé, qu'il fallait le servir en agissant contre sa volonté. « Croyez, disait M. de Metternich, que, sous peu, l'insurrection de la Prusse s'étendra jusqu'au Rhin. Les Russes prononcent en Pologne le nom de Restauration du royaume. Ce mot agite même notre Gallicie, » ajoutait-il, *les larmes aux yeux*. Les larmes étaient de trop; mais nous verrons bientôt que cette appréhension avait un motif très-réel. « L'Autriche, disait-il encore à M. Otto, peut, en se concertant avec la France, mettre un terme à cette invasion révolutionnaire et arriver à la paix... » On faisait prêter serment aux employés autrichiens de n'entrer dans aucune société secrète. Plusieurs personnages marquants, compromis par leur exaltation, furent arrêtés, notamment M. Hormayer, conseiller à la chancellerie d'État, connu pour ses rapports avec les Tyroliens <sup>1</sup>. L'empereur François se plaignait de sa position entre une faction qui voulait le forcer à changer de système, et un allié qui ne lui donnait aucune idée de ses projets. En un mot, l'Autriche demandait de la confiance, des

vie de M. de Metternich se tramait à Vienne. Plusieurs officiers furent arrêtés comme complices.

<sup>1</sup> Une vive agitation régnait dans ce pays, où le patriotisme consistait à préférer la domination de l'Autriche à celle de la Bavière.

explications; elle proposait beaucoup et ne reçut pas de réponse. Ses insinuations furent sans effet, ses protestations acceptées comme une dette, quand il fallait lui en offrir le prix pour qu'elles restassent ou qu'elles redevinssent sincères.

En résumé, la correspondance des deux cabinets roulait pendant les mois de janvier et de février sur trois points principaux : l'entremise offerte par l'Autriche pour la paix ; l'attitude qu'elle prendrait si ses démarches échouaient ; enfin, les mouvements du corps auxiliaire.

Relativement à l'entremise, les explications étaient faciles. Aussitôt après son acceptation par l'empereur Napoléon, M. de Metternich avait annoncé de prochaines démarches en Russie et en Angleterre. M. de WesseMBERG, ministre d'Autriche à Munich, était parti de Vienne le 8 février, porteur d'une lettre de M. de Metternich pour lord Castelreagh. Le départ de M. de Lebzeltern pour le quartier général de l'empereur Alexandre éprouva de plus longs retards, bien que l'envoyé russe Stackelberg, revenu de Gratz à Vienne dès le 26 janvier, eût annoncé tout d'abord que la Russie voulait négocier, et garanti d'avance la réception la plus flatteuse pour l'envoyé autrichien. En réalité, ces deux agents de l'Autriche allaient à Londres et à Wilna,

comme M. de Bubna était venu à Paris, moins pour parler que pour entendre.

Un germe de profond désaccord s'était dès lors manifesté sur le second point : l'attitude que prendrait l'Autriche en cas d'hostilités nouvelles. Napoléon voulait seulement avoir à sa solde soixante mille Autrichiens, comme il avait des troupes auxiliaires de la confédération du Rhin ; l'Autriche n'entendait plus prendre part à la guerre que comme partie principale.

Enfin, relativement aux mouvements du corps auxiliaire en Pologne, l'Autriche avait tout à excuser, tout à pallier. M. de Bubna, qui, dès le commencement de février, avait annoncé à Paris la retraite du corps autrichien sur la Gallicie, y communiqua, vers la fin du même mois, la teneur d'un armistice conclu avec les Russes par le général Frimont, successeur de Schwartzemberg. Cette suspension d'armes n'était pas de nature à satisfaire l'Empereur. Faite sans autorisation, elle constituait une nouvelle infraction au traité de 1812. Pour atténuer l'effet de cet aveu nécessaire, on ajoutait que la position de ce corps empêchait l'aile gauche de l'armée russe de se porter sur l'Oder. Ce ne fut en effet que plus d'un mois après, que le corps autrichien quitta, par suite d'un accord secret, cette position qui gênait encore les Russes.

L'ordre des événements nous amène à parler maintenant du rappel de M. Otto, et de l'injustice de Napoléon à son égard. Ce rappel avait été annoncé, dès le 25 janvier, par une lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche. Le motif ostensible était que les connaissances de ce diplomate, sur les affaires d'Angleterre et des États-Unis, rendaient sa présence nécessaire à Paris. Le motif réel, si nous en croyons M. Fain, c'est que l'Empereur voulait savoir définitivement à quoi s'en tenir à l'égard de l'Autriche. On lit aussi dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* (tom. III, p. 95) : « Jusqu'à l'ambassade de M. de Narbonne, nous avons été trompés par l'Autriche. En moins de quinze jours, M. de Narbonne eut tout pénétré. » Nous croyons avoir démontré que Napoléon savait fort bien à cette époque à quoi s'en tenir à l'égard de l'Autriche, et que les bons renseignements ne lui avaient pas manqué de la part de son ambassadeur. Celui-ci avait fidèlement rapporté le langage de M. de Metternich, ses alternatives de menaces et de caresses. En même temps, il avait insisté avec force sur le mauvais esprit du peuple, de l'armée et de la cour, et n'avait pas dissimulé certaines démarches équivoques du gouvernement autrichien, telles que la formation de magasins militaires dans la haute Autriche, mesure

très-réelle, que M. de Metternich avait fait démentir à Paris. En admettant même que M. Otto, d'ailleurs partisan sincère de la paix, eût été la dupe un moment de M. de Metternich, quand celui-ci lui disait, avec sa bonne foi ordinaire, que l'Autriche, en travaillant à la pacification du continent, *ne voulait rien pour elle*, il n'avait pu ni croire, ni laisser croire longtemps à ce désintéressement, quand le même ministre lui avait déclaré que l'Autriche n'attaquerait les Russes qu'avec toutes les forces de la monarchie, et seulement si la guerre devenait *autrichienne*. Tout le tort de M. Otto (et ce tort, son successeur le continuera), c'est de n'avoir pas insisté de lui-même sur l'impossibilité d'une médiation autrichienne gratuite. Ces observations me sont dictées par un sentiment de justice. Le négociateur qui signa, en 1802, les conditions de la paix d'Amiens, M. Otto, a obtenu, dans la carrière diplomatique, une réputation assez honorable pour qu'un de ses anciens collègues mette quelque intérêt à le venger d'une injuste inculpation, qui menaçait de passer en axiome dans l'histoire de cette époque.

Pour compléter le tableau de la situation politique de l'Autriche en février 1813, il importe de résumer aussi les relations occultes de cette puissance avec nos ennemis. Nous connaissons



déjà les offres qui lui étaient faites dès le mois de décembre; M. de Metternich n'en a pas fait mystère. Mais ce qu'il ne disait pas, c'est qu'au mois de février les alliés pouvaient se croire sûrs de l'assentiment de l'Autriche sur deux des points principaux d'un nouvel ordre politique : l'anéantissement de toute influence française en Pologne, et la reconstitution de la Prusse. L'entente était parfaite entre les trois cours sur le premier point, dont l'Autriche préparait déjà la réalisation par la retraite du corps auxiliaire. Chacun des mouvements de cette retraite était combiné d'avance avec les Russes et les Prussiens; nous en donnerons ultérieurement la preuve. Mais, dans la pensée des cabinets autrichien et prussien, ce n'était là qu'une mesure préalable à la dissolution et au partage du duché de Varsovie; cette partie de la question était loin d'être aussi avancée vis-à-vis de la Russie, qui jouait alors un jeu double relativement à la Pologne, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Ce qui est indubitable, c'est que, vers le milieu de février, la Prusse et l'Autriche elle-même témoignaient à l'empereur Alexandre des dispositions favorables; mais que l'idée de l'établissement d'un royaume russo-polonais par ce prince aurait suffi pour les rejeter dans les bras de la

France<sup>1</sup>. Relativement à la reconstitution politique de la Prusse, une parfaite conformité de vues existait depuis plusieurs mois déjà entre les cabinets russe et autrichien. Nous avons vu que, dès le commencement d'octobre, l'Autriche, confidentiellement consultée par la Prusse, avait donné une sorte d'approbation tacite au profit que cette puissance pourrait tirer des désastres de la France. Lors de la défection d'York, et depuis, M. Otto avait eu occasion de remarquer des rapports fréquents et suivis entre Berlin et Vienne. M. de Metternich, qui, pendant le mois de janvier, assurait encore à M. Otto qu'il ne cessait d'encourager la Prusse à *ne pas dévier de son système*, s'est lui-même chargé de nous révéler le vrai sens de ces encouragements. Dans une lettre adressée par lui au ministre de Prusse, le 28 octobre 1814, au congrès de Vienne, on lit ce qui suit : « Le jour où S. M. « Impériale a pris sur elle de conseiller au roi « de Prusse de ne pas arrêter le noble élan qui, « vers la fin de 1812, l'avait porté à préparer

<sup>1</sup> Ce sont les expressions mêmes d'une lettre de l'empereur Alexandre au prince Czartoryski, que je citerai tout entière dans le chapitre suivant. Son indécision ne fut pas longue. Le deuxième article secret du traité de Kalish sacrifiait déjà une partie de la Pologne à l'alliance prussienne.

« des moyens pour seconder les efforts que la  
« Russie voulait consacrer au soutien de l'in-  
« dépendance en Europe; ce jour-là même, la  
« détermination de S. M. Impériale de ne pas  
« séparer ses intérêts de ceux de la Prusse ne  
« pouvait être douteuse <sup>1</sup>. » On a voulu, par  
une interprétation rigoureuse de cet aveu, en  
faire ressortir l'existence d'une lettre autographe  
de l'empereur François. Je ne voudrais y voir  
qu'une tendance de cabinet, qui, du reste, suffi-  
rait pour expliquer l'idée jetée en avant par M. de  
Metternich, dès sa première conférence avec  
le nouvel ambassadeur français, de rendre à  
la Prusse une assez grande consistance pour  
qu'elle pût servir de barrière commune contre  
la Russie <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> V. Schœll, Congrès de Vienne, VI, 61.

<sup>2</sup> Dépêche du 24 mars. D'après l'un des articles du traité de Kalish, ce traité, qui devait rester secret pendant deux mois, pouvait être communiqué d'avance à l'Angleterre, à l'Autriche et à la Suède. Ce rapprochement était déjà un indice significatif de l'assentiment donné par cette cour à la reconstitution de la Prusse. Toutefois cette puissance prenait, avec la Russie, l'engagement réciproque de tout faire pour décider la cour de Vienne à se joindre à elle. Ainsi, à cette époque, l'Autriche n'avait pris encore aucun engagement positif. Nous verrons même qu'il était encore temps alors d'obtenir de cette puissance une coopération active et franche au système français, en lui garantissant une part des dépouilles de la Prusse, malgré les

On se tromperait, du reste, en voyant, dans l'approbation donnée, dès le commencement de 1813, aux préparatifs militaires de la Prusse, un encouragement direct à se déclarer contre la France. Au commencement de février, M. d'Hardenberg disait à l'ambassadeur français : « Ne voyez dans nos armements qu'une *démonstration pacifique* et un moyen d'arriver à un arrangement général. » Le gouvernement prussien voulait dès lors réaliser cette attitude de médiation armée que l'Autriche prendra deux mois après. Le secrétaire de l'ambassade de Berlin, M. Lefebvre, observait, dès le 13 février, que cette attitude nouvelle que la Prusse semblait vouloir prendre, avait dû nécessairement être concertée avec Vienne. La Prusse seule eût été trop faible. Les révélations de M. de Metternich ont justifié pleinement une conjecture qui fait honneur à la sagacité de ce diplomate distingué. Mais la Prusse n'avait pas les mêmes raisons que l'Autriche d'espérer quelque chose de la France; elle était d'ailleurs placée sous l'influence immédiate des événements; son gouvernement fut entraîné par l'exaltation populaire. M. de Metternich en parut vivement affligé. « Telles sont,

assurances d'un auguste intérêt qui avaient pu être données à celle-ci.

disait-il à M. Otto, les conséquences de la fâcheuse position des princes vis-à-vis des peuples. La monarchie prussienne a été le misérable jouet des événements. » Cette défection prématurée rompait en effet l'entente des deux cours, et déjouait les premiers calculs du cabinet de Vienne. L'Autriche n'avait encore ni les moyens ni la volonté de suivre la Prusse dans cette nouvelle voie.

Si la lettre de l'empereur François, à laquelle M. de Metternich a semblé faire allusion lors du congrès de Vienne, a réellement existé, nous aimons à croire du moins qu'elle remonte à l'époque où le gouvernement prussien n'en était encore qu'à préparer une médiation armée ; et même, dans cette hypothèse, l'intervention directe du beau-père de Napoléon était au moins inconvenante <sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, la défection de la Prusse, qui venait compliquer la question, rendait plus urgente la nécessité d'un grand sacrifice auquel Napoléon persistait toujours à se refuser. Un déplorable malentendu vint encore augmenter

<sup>1</sup> Le comte de Zichy était alors ministre d'Autriche à Berlin. Tout à fait opposé au système français, il était en même temps l'un de ceux qui exerçaient une influence réelle sur l'esprit débile de l'empereur François.

l'irritation des esprits à Vienne, et froissa personnellement l'empereur François. M. de Wessenberg, envoyé pour proposer à l'Angleterre l'entremise autrichienne, fut arrêté<sup>1</sup> à Hambourg par un commissaire français qui le prit pour un agent anglais; il ne fut relâché qu'après la visite de tous ses papiers. Une telle visite était par trop impolitique pour avoir été jamais commandée par Napoléon, quand même il aurait dès lors supposé que cette mission en Angleterre cachait une arrière-pensée. M. de Bassano écrivit de suite que la conduite du commissaire français avait indigné l'Empereur; mais le mal était fait. Le voyage de l'agent autrichien fut retardé par de nouveaux empêchements qui se liaient à d'autres incidents politiques dont nous parlerons. Du côté de la Russie, la solution fut plus prompte. Cette puissance s'était hâtée de profiter des démarches de l'Autriche pour se remettre ouvertement en rapport avec elle<sup>2</sup>. Dans les premiers jours de mars, M. Otto transmit à sa cour une réponse de l'empereur Alexandre à la

<sup>1</sup> Au commencement de mars.

<sup>2</sup> M. de Stackelberg, qui s'était retiré à Gratz lors de la rupture entre la France et la Russie, était revenu à Vienne dès la fin de janvier. M. de Metternich prétendait l'avoir morigéné rudement pour la présomption excessive que les événements de 1812 lui avaient inspirée.

démarche faite par l'Autriche concernant la mission projetée de M. de Lebzeltern. Cette réponse était antérieure à la signature du traité avec la Prusse. Alors l'empereur Alexandre acceptait non-seulement cet envoyé, mais encore l'intervention autrichienne pour la paix. *Il regrette que l'Autriche n'ait pas voulu profiter de cette circonstance pour réparer ses pertes* ; mais il respecte ses motifs, et n'a d'autre but que le rétablissement de la paix générale. En rapportant ces expressions à notre ambassadeur, M. de Metternich lui avoua que la Russie s'était en effet donné et se donnait encore beaucoup de mouvement pour attirer l'Autriche dans son alliance. Il ajouta *qu'elle ne réussirait pas*. Cette assurance devait-elle balancer la présomption si naturelle, que l'Autriche finirait par céder à la séduction des avantages qui lui étaient offerts, si, de notre côté, nous ne faisons quelques efforts pour la retenir ? Le 20 mars, un courrier de M. de Lebzeltern arriva à Vienne, porteur d'une réponse officielle de M. de Nesselrode, datée de Kalish, le 11 mars<sup>1</sup>. « L'empereur Alexandre veut la paix, mais la paix avec des garanties, et telle par

<sup>1</sup> Les traités avec la Prusse et la Suède avaient été signés dans l'intervalle de ces deux réponses, ce qui explique le ton péremptoire et belliqueux de la dernière.

conséquent que l'Autriche doit la désirer elle-même. Les liens sont trop étroits entre la Russie et la Grande-Bretagne, trop intimes entre la Russie et la Prusse, trop fortement établis avec la Suède, pour que S. M. puisse désormais séparer sa cause de celle d'aucune des puissances alliées avec elle. L'entremise de l'Autriche est acceptée par la Russie, dans le cas où elle sera acceptée aussi par l'Angleterre, la Prusse et la Suède <sup>1</sup>.»

Laissons un instant la politique autrichienne, pour jeter un coup d'œil sur les dernières communications de la France avec la Suède, et sur les engagements qui maintenant garantissent d'une manière irrévocable à nos ennemis la coopération de Bernadotte.

Depuis la déclaration de neutralité, remise à Paris par M. d'Ohsson le 20 mai 1812, aucune communication officielle n'avait eu lieu entre les deux cours, mais les chargés d'affaires étaient encore à leur poste respectif. M. de Cabre, successeur de M. Alquier à Stockholm, était l'un de ces hommes actifs, mais inconsiderés, qu'il peut être bon parfois d'écouter, mais par lesquels il est dangereux d'agir. Il était là en obser-

<sup>1</sup> 20 mars, M. Otto. C'est la dernière lettre de cet ambassadeur. M. de Narbonne était arrivé depuis le 17.



vateur, et rien de plus. Pendant les dix derniers mois de son séjour à Stockholm, il ne reçut du duc de Bassano qu'une ou deux lettres insignifiantes. Malheureusement sa correspondance prouve qu'il a voulu être autre chose qu'observateur, se créer une sorte de rôle politique, et que ses propos imprudents ont été mis, par le prince royal, sur le compte de l'empereur Napoléon. Dès le 18 juin 1812, M. de Cabre avait reçu une communication du gouvernement suédois, qui croyait avoir à se plaindre de son langage, propre à exciter des divisions en Suède. On refusa de s'expliquer vis-à-vis de lui d'une manière plus claire. Mais lors de la clôture des états de Suède, le 18 août, le roi de Suède commença son discours par leur exprimer sa satisfaction de ce que, par leur esprit d'union et de *désintéressement*, ils avaient empêché qu'*aucune puissance étrangère* réussît à affaiblir ou à rompre les liens qui unissent l'héritier du trône aux Suédois<sup>1</sup>. On avait dit au prince royal que M. de Cabre avait reçu de l'argent pour intriguer contre lui à la diète; on lui rapportait des pro-

<sup>1</sup> A la fin de ce discours, le roi annonça qu'il venait de conclure la paix avec l'Angleterre le 18 juillet précédent. Une ordonnance du 29 du même mois avait déjà, en exécution de ce traité, rouvert les ports suédois aux navires de commerce de toutes les nations sans exception.

pos de cet envoyé, qui, par une déplorable imitation de son prédécesseur, parlait, à qui voulait l'entendre, des sentiments hostiles de l'empereur Napoléon pour le prince royal <sup>1</sup>. Le gouvernement suédois n'a pas cru que M. de Cabre eût agi ainsi sans autorisation. C'était pourtant la vérité. L'envoyé français jetait ainsi de l'huile sur le feu avec une inconcevable légèreté, au moment où Bernadotte préparait déjà une diversion dans le nord de l'Allemagne <sup>2</sup>.

Une nouvelle communication fut faite à l'envoyé français, quand on apprit à Stockholm que le général Morand, qui commandait la Poméranie, avait déclaré aux officiers suédois qu'ils étaient prisonniers de guerre, et les avait envoyés à Stettin. Cette mesure ne remontait qu'au prince d'Eckmühl, qui s'y était cru suffisamment autorisé par les relations que la Suède venait

<sup>1</sup> Je veux bien croire que le prince qu'ils servent me hait, *puisque tous me l'ont dit*; mais je ne puis croire qu'il les approuve, écrivait Bernadotte à sa femme.

<sup>2</sup> Bernadotte avait alors pour espion à Copenhague un sieur G., qui l'avait jadis suivi en Suède, puis quitté par suite de prétendus dissentiments. Il avait été pris pour secrétaire par M. Alquier, alors ministre de France en Danemark. Les informations qu'il transmettait au prince royal sur ses ennemis en Suède donnèrent lieu à plusieurs arrestations. Cet agent fut enfin signalé pour ce qu'il était par la police de Hambourg, et arrêté vers le commencement d'octobre.

de renouer publiquement avec l'Angleterre <sup>1</sup>. On demanda à M. de Cabre en quelle qualité il était à Stockholm : si c'était comme ministre ou agent d'une puissance amie. Il répondit qu'il était toujours agent d'une puissance amie, puisqu'il n'avait pas reçu l'ordre de se retirer ; qu'au reste, il allait rendre compte à sa cour. C'était en ce moment même que Napoléon apprenait à Witepsk le traité conclu au mois de mars précédent, traité sur lequel M. de Cabre lui-même n'avait pu avoir que de vagues conjectures <sup>2</sup>.

Pendant les mois de juillet et d'août, Bernadotte n'avait cessé de prodiguer à l'empereur Alexandre des conseils stratégiques dont il ne faudrait pas pourtant s'exagérer l'influence <sup>3</sup>. Un jour il disait qu'il n'y avait pas à céder, dût-on reculer jusqu'à la mer Caspienne pour mieux égarer l'ennemi ; le lendemain, c'était l'empereur Alexandre qui devait se jeter en Allemagne, et aller révolutionner la confédération du Rhin, pendant que Napoléon le chercherait en Russie. Il y avait une idée à laquelle il tenait beaucoup,

<sup>1</sup> Plusieurs bâtiments suédois portant des marchandises anglaises furent capturés dans les derniers mois de 1812 par des corsaires français.

<sup>2</sup> Lettres du 30 juin et autres.

<sup>3</sup> On trouvera des documents intéressants sur ce point dans *l'Histoire de Charles-Jean*, par M. Sarrans, t. I, ch. vi.

et c'était bien la plus absurde que l'on pût concevoir : c'était de détacher le prince Poniatowski de Napoléon, en lui faisant offrir en sous-main la couronne de Pologne. Bernadotte prétendait être assuré des dispositions de Poniatowski ; il jugeait, par lui-même sans doute, qu'il n'y avait pas de loyauté à l'épreuve d'une couronne. Cette proposition ne prouve qu'une chose, c'est qu'il ne connaissait ni Poniatowski ni Alexandre. Dans sa correspondance avec ce prince, Bernadotte ne s'était pas fait faute de lui promettre une prompte et active coopération, soit dans le nord de l'Allemagne, soit même en Russie. « Nous irons chercher Napoléon partout où il sera, écrivait-il avec son emphase accoutumée, et nous déciderons le sort du monde <sup>1</sup>. » A travers ce fatras hyperbolique qui lui est familier, il n'est pas difficile de démêler la vraie situation des affaires. Toute diversion de la Suède en faveur de l'empereur Alexandre veut pour préliminaire indispensable l'adjonction d'un corps russe ; la garantie de l'*Angleterre* et de la Russie pour la réunion de la Norwège, et un traité de subsides anglais pour l'entretien des troupes suédoises <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Sarrans, I, 252.

<sup>2</sup> Le traité d'Oerebro était principalement commercial. Le

Toute la difficulté se résout donc dans une question d'argent ; tant que Bernadotte n'aura pas eu satisfaction sur ce point , il parlera beaucoup , mais il ne fera pas un seul pas.

A l'époque même de la conférence d'Abo, aucun projet d'expédition contre la France ne pouvait être sérieux. Le parti français, toujours assez nombreux à Stockholm, exprimait sa désapprobation de la conduite du prince royal, avec d'autant moins de ménagement que le succès des armes russes devenait plus problématique. On disait hautement que si Napoléon triomphait, la Suède allait se retrouver vis-à-vis de la France avec Bernadotte dans la même position qu'avec Gustave IV. La nouvelle de l'entrée des Français à Moskou mit le comble aux alarmes du prince royal. En public il affecta une assurance que démentaient ses lettres à l'empereur Alexandre <sup>1</sup>, et les tergiversations manifestes de la politique suédoise depuis ce moment jusqu'à la nouvelle de nos malheurs. Toujours inquiet des intrigues de M. de Cabre, qu'il

seul article qui eût rapport à la guerre était l'art. 3, par lequel le gouvernement britannique s'engageait à coopérer à la défense de la Suède dans toute guerre qui lui serait faite en haine de la présente pacification.

<sup>1</sup> Voir Sarrans, p. 270 et suiv. Cet écrivain consciencieux fait bonne justice des fanfaronnades officielles de Bernadotte.

s'obstinait à croire autorisées, il lui avait fait donner par M. d'Engestrom, quelques jours avant les nouvelles de Moskou, une sorte d'injonction de voyager dans l'intérieur de la Suède<sup>1</sup>. L'envoyé français avait demandé un délai de quelques jours pour réfléchir. Les nouvelles arrivèrent, et il ne fut plus question de ce voyage. Ce grand événement militaire n'était jamais sérieusement entré dans la pensée de Bernadotte. La meilleure preuve que nous puissions en donner, c'est précisément l'engagement qu'il avait pris à Abo, *sous condition* de se rendre à Pétersbourg avec trente mille Suédois, si les Français entraient dans Moskou. Cette condition n'est pas plutôt accomplie, qu'il recule, et ne dissimule plus les impossibilités de tout genre qui le dominent, et la nécessité de ménager l'opinion de la nation suédoise, et les lenteurs de l'Angleterre, qui ne réalise pas les espérances que ses agents avaient fait naître à Oerebro, et n'accorde ni emprunts ni subsides.

Dans ce moment, Bernadotte ne promettait plus le concours immédiat de la Suède que sous la condition de la remise également immédiate de la Finlande, ou de l'arrivée du corps auxiliaire

<sup>1</sup> De Cabre, 2 octobre.

russe promis à Abo : c'était dire qu'il ne voulait plus agir que d'après les événements <sup>1</sup>. Les faits confirment cette interprétation du nouveau langage que tient le prince royal sous l'influence momentanée des revers de la Russie. Les mouvements de troupes suédoises pour l'expédition de Fionie, l'armement de la flotte, tout est suspendu. Il est évident que la Suède songe à s'isoler <sup>2</sup>. Cependant les fugitifs de Russie affluent à Stockholm; on fait même des préparatifs à Abo pour l'arrivée de l'impératrice; l'agitation des légations russe et anglaise

<sup>1</sup> Nous trouvons à cette époque, dans la correspondance de M. de Tarrach, chargé d'affaires prussien, un fait qui confirme ce que nous disions tout à l'heure du peu d'exactitude des notions que possédait alors Bernadotte sur les affaires du continent. Après avoir parlé de son embarras manifeste par suite des revers de la Russie, il ajoute : « Au reste, il est à regretter que ce prince ne ménage pas toujours autant qu'il le devrait ses confidences et ses propos. Il n'y a pas trois jours qu'il a fait une sortie très-vive au chargé d'affaires d'Autriche contre le système actuellement suivi par la cour de Vienne, et cela en présence de madame de Staël et d'autres personnes. Il a même accusé de vénalité quelques membres de ce ministère. » (De Tarrach, 13 octobre.) Assurément alors, l'action du prince de Schwartzberg sur le Styr méritait plutôt les éloges que le blâme de Bernadotte. Ainsi, il croyait Poniatowski disposé à trahir la France, mais l'Autriche complètement engagée dans le système français. Il y avait compensation.

<sup>2</sup> Lettre de M. de Binder, du 13 octobre.

contraste avec l'inaction du gouvernement<sup>1</sup> suédois. On parle au prince royal de pourparlers ouverts entre les deux empereurs, et Bernadotte répond, non sans émotion, que les propositions de Napoléon *ne seront pas écoutées*. Il a deviné juste cette fois. Pendant cet intervalle, la correspondance de Bernadotte avec l'empereur Alexandre ne fut qu'une suite de récriminations plus ou moins amères des deux côtés. Alexandre accusait de mauvaise foi le prince royal, dont le dévouement à la Russie ne semblait pas à l'épreuve de l'adversité. Bernadotte faisait valoir, au contraire, les services qu'il avait déjà rendus à la Russie, rien qu'en faisant prendre à la Suède une attitude menaçante, rien qu'en n'agissant pas de concert avec la France. Il avait déplorablement raison. Toutefois on était sérieusement alarmé sur sa fidélité, car les légations anglaise et russe furent autorisées à prononcer une sorte de mot magique, le nom du fils de Gustave IV. L'illégitimité de l'ancien souverain n'était pas aussi avérée alors que Bernadotte l'aurait voulu; sa terreur fut extrême. Toute communication

<sup>1</sup> Le salon de madame de Staël est le rendez-vous de tous ceux qui aiment à déchirer l'Empereur.... Elle déploie pour la Russie un zèle d'apôtre. (De Tarrach, 3 novembre; de Gabre, 24 novembre.)



avec l'ex-roi, son épouse ou leurs enfants, fut défendue sous les peines les plus sévères <sup>1</sup>.

On apprit à Stockholm la rentrée des Russes à Moskou vers la fin de novembre ; dès ce moment, et sous l'impression des nouvelles désastreuses qui se succédaient coup sur coup, le dévouement de Bernadotte pour la cause de la coalition se manifesta de nouveau avec une énergie dont l'Angleterre et la Russie ne purent lui savoir beaucoup de gré, mais qu'elles mirent largement à profit. Une<sup>2</sup> proclamation qui qualifiait l'empereur Napoléon d'*ennemi commun du nord de l'Europe*, signala cette recrudescence de zèle du prince royal. La France, disait-il avec son aplomb accoutumé, « *ne pouvait taxer de perfidie son alliance avec la Russie...* » Nous en savons assez sur sa politique pendant les premiers mois de 1812, pour apprécier convenablement la valeur de cette assertion.

L'envoyé français, toléré jusque-là à Stockholm comme une sorte d'épouvantail pour la Russie et l'Angleterre, se ressentit bientôt des nouveaux événements. On lui fit savoir <sup>3</sup>, en le qualifiant avec assez d'impertinence par son

<sup>1</sup> De Tarrach, 29 novembre.

<sup>2</sup> Fin novembre.

<sup>3</sup> 1<sup>er</sup> décembre.

titre d'auditeur au conseil d'État, que la prolongation de son séjour à Stockholm dépendait de la réponse attendue relativement aux officiers suédois traités comme prisonniers de guerre<sup>1</sup>. Le 18 décembre, M. d'Engestrom le prévient que le roi regarde sa présence comme n'étant plus nécessaire à Stockholm. M. de Cabre n'ayant pas d'ordre pour partir, demanda une communication écrite qui lui parvint le 22. Elle portait en substance que trois mois s'étant écoulés sans réponse aux explications demandées à propos des démarches hostiles de la France, pour cette raison et d'autres au moins aussi importantes, S. M. désirait qu'il quittât la Suède aussitôt que possible<sup>2</sup>. M. de Cabre crut devoir renvoyer les passe-ports qui lui avaient été remis, alléguant que la note non officielle qu'il recevait ne le justifierait pas suffisamment vis-à-vis de sa cour d'avoir quitté son poste. Il reçut pour réponse que son caractère diplomatique ayant déjà cessé, il n'était plus qu'un étranger justiciable de la *police*, et que le grand gouverneur, auquel des propos peu avantageux avaient été tenus sur son compte<sup>3</sup>, avait reçu l'ordre de le faire partir dans

<sup>1</sup> Dans ce moment il eût été difficile d'avoir cette réponse. Napoléon était en route pour Paris.

<sup>2</sup> Note de M. d'Engestrom, du 22 décembre.

<sup>3</sup> Tout ceci avait rapport aux propos tenus sur Bernadotte

les vingt-quatre heures. Après une pareille déclaration, il ne pouvait plus être question de scrupules dilatoires; il ne resta à M. de Cabre, pour éviter l'injurieuse intervention d'un *commissaire de police*, qu'à redemander ses passe-ports : encore fallut-il l'intervention du chargé d'affaires prussien pour les ravoïr; le gouvernement suédois tenait à son idée de faire reconduire à la frontière le chargé d'affaires français par un agent de police<sup>1</sup>. Et c'est ainsi qu'un Français, auquel la gloire de son pays avait si bien profité, s'apprêtait à lui prouver sa reconnaissance à coups de canon, et préludait à la guerre par l'insulte<sup>2</sup>.

L'expulsion de M. de Cabre avait été vivement pressée par les Anglais et les Russes, qui craignaient la versatilité du prince royal. Précé-

sans autorisation du gouvernement français. Dans le rapport du 7 février 1813, M. d'Engestrom affecta aussi de parler des intrigues ténébreuses et peu conformes au droit des nations, qui avaient hâté le renvoi de M. de Cabre.

<sup>1</sup> Lettre de M. d'Engestrom, du 23, et de Cabre, du 25 décembre.

<sup>2</sup> On a prétendu que Bernadotte avait ignoré, puis désapprouvé les formes brutales de ce renvoi. Cette assertion est par trop absurde pour être réfutée. Nous n'avons que des éloges à donner à la conduite de M. de Cabre dans ces derniers jours : son attitude ferme et prudente fit bien ressortir toute l'inconvenance des procédés qu'on eut à son égard.

demment, Bernadotte, toujours inquiet pour l'acquisition de la Norwége, avait fait du renvoi de M. de Blome, chargé d'affaires de Danemark en Russie, la condition du renvoi de M. de Cabre. Mais les puissances alliées ménageaient encore le Danemark, et craignaient que Bernadotte, une fois sûr de leur assentiment, ne portât toutes ses forces du côté de la Norwége, et n'abandonnât ou n'ajournât l'affaire la plus importante pour la coalition, l'expédition du nord de l'Allemagne. En d'autres termes, Bernadotte faisait alors de l'acquisition de la Norwége une condition préalable de cette diversion; et on voulait ne la lui accorder que comme récompense. Cette observation nous semble expliquer tout le système politique des coalisés, relativement à la Suède et au Danemark, pendant les premiers mois de 1813.

Le prince royal de Suède avait repris toute son activité sous l'influence des malheurs de son ancienne patrie. Il ne se reposait de ses préparatifs et de ses plans de campagne qu'en entretenant les agents des diverses puissances du continent; avec les ennemis de la France, il concerta ses projets hostiles; les généraux Hope et Suchtelen lui communiquent les projets de l'Angleterre et de la Russie. Ne sachant pas l'état déplorable de l'armée russe, il la trouve trop lente à pour-

suivre ses avantages; il s'en plaint au général Suchtelen <sup>1</sup>. Mais c'est surtout aux agents des puissances encore douteuses qu'il se plaît à détailler ses projets : aux Suédois il joindra des Russes, et une division composée d'Anglais, d'Espagnols, de la légion allemande levée en Russie; il lui faut sous ses drapeaux des hommes de toutes les nations ennemies de la France <sup>2</sup>. Le 23 février, dans une entrevue avec M. de Tarrach, le prince royal s'exprimait ainsi : « Dites à votre maître que je débarquerai dans six semaines en Allemagne, à la tête de trente-cinq mille Suédois, autant de Russes, dix mille Allemands. Si le roi de Prusse le veut... je débarquerai sur tel point qu'il lui conviendra de désigner... Le temps arrive où il faut que la Prusse se décide... Si les gouvernements ne sont pas las du joug de la France, *les peuples le sont, et agiront*. On est d'accord pour que la Prusse devienne une grande puissance, *pour qu'il n'y ait plus que de grandes puissances en Allemagne*. » Parmi les provinces qui entreraient dans le lot

<sup>1</sup> 15 janvier, M. de Tarrach. — Auparavant, témoignant son affliction à l'empereur Alexandre de ce que Napoléon n'avait pas été fait prisonnier, l'ex-maréchal de France Bernadotte ajoutait : « C'eût été trop de biens à la fois. » Lettre du 17 décembre 1812.

<sup>2</sup> M. de Binder, 19 janvier.

de la Prusse, Bernadotte cite la Saxe ducale, et peut-être même *toute la Saxe*. (Ainsi, dès cette époque, la spoliation de ce vertueux monarque entraînait dans les combinaisons des alliés.) Il redoublait de cajoleries et de promesses avec les agents autrichiens. Dans une de ses conversations avec M. de Binder, il se dit autorisé à offrir à l'Autriche les limites du traité de Campo-Formio : il ne s'agissait plus d'une guerre de rois, mais d'une guerre nationale; de renverser le système fédératif de la France, et de rendre à l'Allemagne une organisation durable <sup>1</sup>. Son zèle de prosélytisme l'entraîna aux plus étranges confidences. Si on l'en croyait, dans l'inter-

<sup>1</sup> Plusieurs mois auparavant, Bernadotte avait rédigé un mémoire sur l'Allemagne, et l'avait envoyé à Londres. Il y avait mis toute sa haine et toute son ambition. Son plan était de faire soulever ce pays, de dissoudre la confédération du Rhin, de former une ligue germanique à laquelle le roi d'Angleterre accèderait comme électeur d'Hanovre, d'inviter l'Autriche à se joindre à la ligue en lui garantissant une certaine suprématie, sans nuire à l'indépendance des autres États. Si ce prince refusait, on offrirait cette dignité au prince régent d'Angleterre, à la Prusse ou à l'empereur Alexandre (quelle absurdité!). En cas de refus de ces princes, il serait nécessaire que le commandant en chef de l'armée alliée (ce devait être lui) continuât d'exercer le pouvoir de *président*, en constituant la ligue en conseil de dictature germanique, jusqu'à ce que la constitution fût rédigée et approuvée par les coalisés. Telles étaient les chimères qui troublaient le cerveau du prince royal.

valle de la bataille d'Aspern et de celle de Wagram, en 1809, il aurait fait donner au ministère autrichien, par l'entremise du marquis de Gallo, le conseil d'accepter un accommodement, parce qu'il voyait qu'alors l'Autriche serait battue!

Vers la fin de février, M. de Neiperg était revenu de Vienne, et avait repris son poste à Stockholm. Cet agent, bien éloigné assurément alors de prévoir l'étrange destinée que lui ferait ce grand bouleversement social, dans lequel il jouait un rôle si secondaire<sup>1</sup>, était complètement opposé à l'alliance française; mais ses vues, qui font honneur à son patriotisme comme Allemand, ne s'en accordaient pas mieux avec celles du prince royal de Suède. La présence des étrangers, quels qu'ils fussent, lui était également odieuse : il aurait voulu une levée de boucliers pour expulser Russes et Français. Conformément à ses instructions, il parla de la médiation autrichienne pour la paix; mais il reconnut bientôt que les idées pacifiques étaient peu goûtées à Stockholm. M. de Wessemberg, chargé de suivre cette médiation à Lon-

<sup>1</sup> On sait que le comte de Neiperg a été le deuxième époux de Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, de la veuve de Napoléon.

dres, et qui venait d'être arrêté à Hambourg par un commissaire français, éprouvait autant de difficultés à entrer sur le territoire ennemi qu'à quitter le nôtre : il eut beaucoup de peine à obtenir des passe-ports pour traverser la Suède et gagner Gothenbourg. Certains pourparlers avec le ministère danois avaient éveillé la défiance du cabinet de Stockholm.

A la suite du renvoi de M. de Cabre, un rapport fut fait au roi de Suède, le 7 janvier 1813, par le ministre des relations extérieures. Ce rapport est une longue suite de récriminations contre la politique suivie par le cabinet des Tuileries à l'égard de la Suède. Nous avons discuté dans leur temps les griefs accumulés dans cette pièce, ce qui nous dispense d'y revenir. Le chargé d'affaires de Suède à Paris, M. d'Ohsson, demandait en même temps ses passe-ports, d'après les instructions de sa cour, en se plaignant de n'avoir pu obtenir d'explications sur l'envahissement de la Poméranie et la déportation en France des prisonniers suédois. Avec ses passe-ports, le ministre de Suède reçut la note suivante, dictée par Napoléon à M. de Bassano. « La Suède, non contente de violer ouvertement les conditions de la paix conclue par le traité de Paris, fit, au mois de décembre 1811, attaquer et enlever des bâtimens français armés, et jeter en prison les



équipages de ces bâtiments; elle n'offrit ni ne donna aucune satisfaction pour une insulte aussi grave. Ce fut alors que la Poméranie fut occupée. L'occupation fut presque immédiatement suivie, non pas simplement d'explications, mais d'ouvertures, qui ne permettaient pas au gouvernement suédois de douter qu'en prenant une mesure à laquelle l'honneur français l'avait impérieusement forcée, la France ne conservât pour la Suède les sentiments qui les avaient unies depuis des siècles. » On rappelle ensuite les propositions suédoises, apportées par M. Signeul, au moment de la guerre de Russie, la nécessité où s'est trouvé l'Empereur d'opposer à la demande de la Norwége (qu'il avait garantie au Danemark) l'indignation du silence... « Quoi qu'il en puisse être, ni des haines particulières, ni des séductions momentanées ne peuvent détruire les rapports que la nature des choses a mis entre les deux nations... La France repoussera donc de tous ses vœux une guerre qu'elle considérerait comme *une guerre civile*. Tels furent les sentiments de l'Empereur, lorsque le dernier roi de Suède se mit en hostilité contre lui. Lorsque ce prince eut amené lui-même, par les erreurs de sa politique, la catastrophe qui l'a frappé, S. M. plaignit ses fautes et ses malheurs. Elle retardera donc, autant qu'il est en elle, l'éclat d'une rup-

ture '... Elle ne croira à la guerre que si la Suède la déclare, et si, exécutant les projets qui sont représentés comme le but de ces armements, elle attaque à force ouverte les côtes de la Baltique ou les possessions du roi de Danemark, pour la défense desquelles S. M. s'est engagée à disposer d'un corps de quarante mille hommes. Même alors S. M. ne fera la guerre que pour la défense de ses alliés, *pour empêcher la Suède de leur nuire, et non pour nuire à la Suède*, qu'elle s'affligera de voir entraînée par ses passions violentes et par une ambition mal dirigée... Quant aux prisonniers envoyés en France... par mesure de précaution... ils seront rendus.»

Pourquoi ce langage si digne, si ferme, et si modéré en même temps, n'avait-il pas toujours été celui des agents français près de la cour de Stockholm?

Jusqu'au commencement de 1813, le Danemark avait conservé la neutralité. Toutes les fanfaronnades de Bernadotte n'avaient pu faire croire au cabinet de Copenhague que l'empereur Alexandre, en faveur d'un allié récent, consentirait à la spoliation d'un prince de sa maison, qui ne lui avait donné aucun sujet de

\* Napoléon tint parole. La guerre ne fut déclarée à la Suède que le 20 août 1813.

plainte. La prépondérance que venaient d'acquérir les alliés faisait déjà prévoir le moment où il serait contraint de renoncer à l'alliance française <sup>1</sup>.

Napoléon avait, dans le roi de Danemark, une confiance entière et bien fondée. Il avait répondu de Moskou à des lettres de ce prince; mais sa correspondance avait été interceptée. Il lui écrivit de nouveau de Paris <sup>2</sup>. Dans cette lettre, comme dans celle qu'il adressa deux jours après à l'empereur d'Autriche, il raconte la campagne, met tous les malheurs sur le compte de l'hiver, puis il parle de ses nouvelles ressources. Arrivant ensuite à ce qui concerne plus particulièrement le Danemark, il s'exprime ainsi : « J'ai garanti à V. M. l'intégrité de ses États. Rien au monde ne saurait lui en faire perdre la moindre partie. Que

<sup>1</sup> Une convention secrète, signée à Paris le 7 mars 1812, et ratifiée le 26 à Copenhague, avait confirmé le traité d'alliance de Fontainebleau, entre le Danemark et la France. Le roi de Danemark s'engageait (art. 2) à tenir dans le Holstein dix mille hommes de troupes, prêts à se porter sur la rive gauche de l'Elbe, à la première réquisition du commandant de la 32<sup>e</sup> division militaire. L'empereur Napoléon prenait un engagement corrélatif : un pareil nombre de troupes françaises devait être mis de suite à la disposition du Danemark, s'il était attaqué. Ces mesures avaient été concertées dans la prévision d'un débarquement de troupes anglaises ou même suédoises.

<sup>2</sup> Le 5 janvier.

V. M. soit sans inquiétude. Tous les efforts des ennemis du Danemark seront vains. Je connais toutes les intrigues que la Russie, l'Angleterre et la Suède font jouer autour de V. M., mais *je connais aussi son caractère et la loyauté de sa nation*. Je suis sans inquiétude sur le système qu'elle a suivi jusqu'à ce jour avec persévérance, conformément à ses intérêts et à la vraie politique de ses peuples. »

Dans une dépêche du 17 janvier, M. Alquier, ministre de France à Copenhague, entretenait sa cour des démarches actives de la légation russe et de l'agent suédois <sup>1</sup> pour déterminer l'accession du Danemark à la coalition du Nord, et la cession de la Norwège à la Suède, sous la condition de dédommagements qui seraient fournis par les armées alliées. Quelques jours après, le ministre Rosenkrantz lui transmettait de plus grands détails sur ces propositions <sup>2</sup>. Si, en échange de la Norwège, le roi n'était pas satisfait du Mecklembourg, de la Poméranie, et du

<sup>1</sup> Cet agent portait un nom célèbre dans les annales de la diplomatie, mais sous lequel la France ne devait pas s'attendre à trouver un ennemi : il s'appelait Oxenstiern. « Il cache, écrivait M. Alquier, sous des formes simples, lourdes et même niaises, un esprit actif, délié, malfaisant. On pourrait dire de lui ce que disait Mirabeau de.... Il a la tête d'un veau et le cœur d'un renard. »

<sup>2</sup> Le 24 janvier.

duché de Magdebourg, il pouvait demander tout le territoire qui s'étend depuis la barrière d'Altona jusqu'à l'extrémité du pays de Hanovre : on consentait à tout. Le prince royal de Suède se chargerait, disait-on, de conquérir en peu de temps tous les États qui seraient désignés, et de les remettre entre les mains du roi, sous la double garantie de Stockholm et de Pétersbourg. Ces offres étaient justement suspectes, on ne pouvait croire sérieusement que l'empereur de Russie consentît à dépouiller les ducs de Mecklembourg ses parents. Quant à Magdebourg, on disposait de cette ville, en la considérant comme une dépendance du royaume de Westphalie ; mais Magdebourg appartenait auparavant à la Prusse, dont la reconstitution politique allait être garantie pour prix de ses efforts contre Napoléon, et personne n'admettra que jamais les puissances coalisées aient pu songer sérieusement à dépouiller la Prusse au profit du Danemark, dans un partage définitif <sup>1</sup>. Toutes ces promesses étaient donc illusoires, et le ministre danois avait raison de s'en défier.

<sup>1</sup> A cette époque même, l'agent anglais Thornton, s'abouchant à Stockholm avec M. de Tarrach, chargé secrètement de savoir ce que l'Angleterre offrirait à la Prusse pour prix d'un changement de système, lui assurait que le moindre avantage qui pourrait en résulter pour elle serait le rétablissement de la monarchie prussienne telle qu'elle était avant 1806.

Chaque jour les sollicitations du gouvernement suédois devenaient plus pressantes à Copenhague comme à Stockholm, auprès du chargé d'affaires danois; chaque jour Bernadotte se montrait plus impérieux dans son langage. L'envoyé russe Suchtelen, par suite des relations encore amicales de son souverain et du roi de Danemark, jouait le rôle de médiateur dans ce conflit; pour amener une sorte de transaction, il engageait le chargé d'affaires danois à presser sa cour de donner à la Suède au moins l'évêché de Drontheim. On se rappelle qu'en 1810, Bernadotte se serait trouvé trop heureux d'obtenir une telle concession par l'intervention de la France; mais son rôle était changé, il se sentait trop nécessaire en ce moment à la coalition pour ne pas prendre un ton plus haut: il rejeta cette proposition d'arrangement avec colère, s'écriant que ce n'était pas l'évêché de Drontheim, mais la Norwége entière qu'il voulait avoir. Quelques jours après, il dit au chargé d'affaires danois Beaudissin: « Eh bien, Monsieur, quelles résolutions prend le roi sur les propositions?—Il est invariable dans la résolution de ne jamais céder la Norwége. — En ce cas, il accélère sa ruine. . . . Il pourrait être encore appelé à jouer un grand rôle, et à réparer les pertes que lui causera l'alliance de la France;

mais il n'y a pas de temps à perdre. Prévenez M. de Rosenkrantz qu'une guerre de Norwége entraînera nécessairement une attaque sur la Seeland, et que, si le roi vient à perdre cette île, *il n'y rentrera jamais*, car les Anglais s'en empareront <sup>1</sup>. »

C'était à cette époque que l'Autriche, jalouse de jouer un rôle important dans ces grands événements, publiait avec affectation le consentement donné par Napoléon à ce que l'empereur d'Autriche employât son entremise pour la pacification générale de l'Europe. M. Alquier écrivait, le 26 janvier, que cette nouvelle ne produisait pas à Copenhague l'impression qu'il aurait désirée. On y croyait avec raison que des propositions de paix avec l'Angleterre, basées sur des conditions antérieures aux derniers événements, n'avaient aucune chance de succès. On ne saurait se dissimuler combien la position du Danemark était pénible. Sans défense du côté de la mer contre les Anglais, qui pouvaient revenir chaque jour bombarder impunément sa capitale, le roi de Danemark était menacé de perdre aussi la protection française du côté du continent par suite de l'effervescence croissante

<sup>1</sup> Cette menace était sérieuse; M. d'Engestrom la répéta au chargé d'affaires danois.

de l'Allemagne, et de la révolte de Hambourg. Ce n'est pas tout : le Danemark, qui avait jusqu'à scrupuleusement observé le blocus continental, souffrait cruellement de sa fidélité au système de Napoléon, et le préjudice matériel qui en résultait pour la nation avait dû influencer sur l'opinion publique. M. Alquier écrivait, le 21 janvier : « Le roi est, à mon sens, le seul homme de ses États qui soit franchement du parti français. » Cet envoyé, dont nous avons blâmé la rigidité dans les affaires de Suède, était lui-même d'avis que la France ne faisait pas assez pour un allié aussi sincère que le roi de Danemark. Il regardait comme indispensable de laisser un peu cours aux communications commerciales, d'accorder au moins un transit provisoire aux produits danois jusqu'à la conclusion du traité de commerce promis par l'article 11 de la convention du 7 mars, entre le Danemark et la France, de délivrer des licences dans les ports de la Baltique pour l'approvisionnement de la Norvège. Si de telles concessions avaient été faites à temps, le ministre danois n'aurait pu, comme il faisait, répéter à M. Alquier : « La France, notre alliée, nous refuse tout : l'Angleterre, notre ennemie, nous offre tout. » Le duc de Bassano fit de belles promesses<sup>1</sup>, annonça que toutes les choses fai-

<sup>1</sup> 23 janvier.



sables seraient faites; mais cette réponse favorable sera suivie de longs délais; et *quand, plus d'un mois après*<sup>1</sup>, Alquier annoncera que l'Empereur va statuer sur les réclamations du Danemark, cette communication sera reçue avec indifférence; on aura l'air de penser que toutes les difficultés relatives aux ports de la Baltique s'arrangeront autrement que par les concessions tardives de la France. Là, comme ailleurs, nous serons punis par où nous avons péché.

Le langage de plus en plus menaçant de la Suède éclaira tout à coup le gouvernement danois sur ses périls. Il espéra, en changeant d'attitude, prévenir les projets de spoliation concertés d'avance entre les alliés, et obtenir même, par l'intermédiaire de la Russie, la restitution de la flotte enlevée en 1807. Dans l'état de choses que nous avons signalé, cette détermination était d'ailleurs excusable, et l'on ne saurait lui reprocher du moins d'avoir manqué de franchise envers la France. M. Alquier avait, depuis plus d'un mois, préparé sa cour à cette catastrophe. Le 9 février, M. de Rosenkrantz lui déclara formellement qu'il venait d'entamer des négociations avec la cour de Londres<sup>2</sup>. Deux courriers partirent

<sup>1</sup> 2 mars.

<sup>2</sup> La même déclaration était faite à Paris par l'ambassadeur

en même temps de Copenhague, l'un pour Londres, portant une lettre de M. de Rosenkrantz à lord Castlereagh; l'autre pour Paris, avec une lettre du roi, dans laquelle il exposait franchement à Napoléon sa situation, les circonstances impérieuses qui l'obligeaient à se retirer de l'alliance française; mais en même temps il promettait formellement de ne rien entreprendre contre les intérêts de la France <sup>1</sup>.

Le gouvernement danois ignorant encore l'effet qu'allait produire sur Napoléon cette quasi-rupture, n'était nullement tranquille. Une coïncidence assez singulière augmenta ses inquiétudes; ce fut le passage de M. Signeul, naguère consul de Suède en France, qui retournait à Stockholm. M. de Rosenkrantz savait que cet agent avait été chargé plus d'une fois de communications importantes entre la France et la Suède : ou pouvait craindre que Napoléon n'eût la pensée

suédois, M. de Waltendorf. « L'empereur Napoléon, dit le ministre danois à M. Alquier, a fait connaître qu'il acceptait l'entremise de l'Autriche pour la paix avec l'Angleterre. Pourquoi ne recevrons-nous pas aussi les ouvertures qu'on pourrait nous faire, et pourquoi n'en ferions-nous pas nous-mêmes? »

<sup>1</sup> Ce changement de système se révéla bientôt par des faits. Un ordre de l'amirauté danoise interdit l'armement des corsaires dans les ports. Cette mesure produisit une vive sensation. On voyait la paix comme certaine. (Alquier, 9 et 13 février.)

de s'arranger directement avec cette puissance, en consentant enfin à la cession de la Norvège. Cette appréhension avait beaucoup diminué la fatuité du ministre danois. Il fut bientôt rassuré par la réponse de l'ambassadeur à Paris, M. de Waltendorf. A la première communication des démarches faites à Londres, M. de Bassano avait été vivement surpris; mais l'empereur Napoléon faisait répondre qu'il tenait compte au roi de la loyauté qu'il avait mise dans cette déclaration, et qu'il n'en ferait pas moins tout ce qui dépendrait de lui pour empêcher que la Norvège fût enlevée à la cour de Copenhague. Ce langage était noble et vraiment digne des deux monarques. Napoléon avait vu avec raison dans les lettres de Frédéric, plus d'affection et de sincérité que dans celles de son propre beau-père. Il jugeait bien la position du Danemark, entre lui, qui, en ce moment, ne pouvait rien pour le soutenir, et les alliés, qui pouvaient tout pour l'accabler <sup>1</sup>.

Par la levée du blocus continental, le roi de Danemark se retirait de l'alliance française, mais n'accédait pas encore à celle du Nord. Nous aurons plus tard à raconter ou à flétrir les manœuvres par lesquelles on parvint à le

<sup>1</sup> 6 mai.

compromettre tout à fait, vis-à-vis de Napoléon.

Malgré les bruyantes effusions de Bernadotte en sentiments et en projets hostiles à la France, le cabinet de Londres et celui de Pétersbourg eurent encore quelques instants de doute sur lui pendant les deux premiers mois de 1813. Après avoir remis sa note au duc de Bassano, M. d'Ohsson, le chargé d'affaires de Suède, était encore resté plus d'un mois à Paris; quelques explications confidentielles avaient eu lieu sur les mesures de rigueur spontanées du prince d'Eckmühl en Poméranie, sur le langage tenu par M. de Cabre à Stockholm, langage qui fut tout à fait désavoué. De plus, l'empereur Alexandre craignait toujours que Bernadotte ne chancelât au moment définitif, quand il faudrait solennellement s'engager à combattre la France<sup>1</sup>. On crut donc nécessaire d'envoyer à Stockholm l'un des agents de la Russie les plus dévoués et les plus subtils, un compatriote de Napoléon, M. Pozzo di Borgo, qui préludait, par des missions secrètes contre la France, à sa longue ambassade de Paris<sup>2</sup>. C'était un puissant renfort qui

<sup>1</sup> Cette défiance si naturelle n'est-elle pas la condamnation de Bernadotte?

<sup>2</sup> Il est remarquable que les deux agents de la Russie qui ont porté les plus funestes coups à la France, MM. d'Ansielt et Pozzo di Borgo, étaient nés Français.

arrivait à madame de Staël et au général Suchtelen pour combattre les hésitations du prince royal, hésitations à la réalité desquelles nous nous plaisons à croire. On ne cessait de lui répéter qu'il n'y avait plus à regarder derrière lui, que Napoléon ne lui pardonnerait jamais. Enfin, on hâta la conclusion du traité qui l'enchaînait irrévocablement à l'alliance du Nord, et, au moment même où Napoléon promettait au Danemark de tout faire pour lui faire conserver la Norvège, les alliés garantissaient cette province à la Suède par le traité de Stockholm, signé le 3 mars 1813. Tous les projets hostiles à la France, qui avaient été agités dans les conférences précédentes, y reçoivent leur sanction définitive. Un corps de trente mille Suédois au moins agira sur le continent contre les ennemis communs, de concert avec un corps de troupes russes; tous deux sous les ordres du prince royal (art. 1<sup>er</sup>). L'Angleterre accède aux conventions déjà existantes au sujet de la Norvège entre la Russie et la Suède, et promet de concourir à leur exécution, si le refus préliminaire du Danemark d'accéder à la confédération du Nord, d'après les conditions stipulées toujours entre la Russie et la Suède, rend nécessaire l'emploi de la force (art. 2). La Suède, par l'article 6, accorde aux sujets britanniques, pendant vingt ans, le droit d'entrepôt

dans les ports de Gothenbourg, de Carlshamn et de Stralsund.

Le commandement en chef de l'expédition projetée a dû être confié à Bernadotte : son nom, sa renommée militaire, entrent en ligne de compte dans ce marché que va solder l'Angleterre; d'ailleurs, c'est lui, Français, qui décide ce traité contre la France; aussi aucune garantie n'est négligée pour le retenir dans cette étrange alliance. L'*enthousiasme patriotique* de la Suède contre Napoléon est taxé à un million sterling, payable en cinq termes (art. 3)<sup>1</sup>. Les puissances contractantes s'engagent à ne pas séparer, dans leurs traités futurs, leurs intérêts naturels, et en particulier ceux qui sont relatifs à l'objet du traité actuel. Mais tout cela ne suffit point encore; il faut que le nouvel allié des puissances coalisées devienne le complice d'une grave insulte contre sa patrie, insulte pire que le sang versé, et qui le compromette d'avance sans retour : aussi l'Angleterre a forcé la Suède à se laisser céder la Guadeloupe, dernière colonie française tombée, après une longue et opiniâtre résistance, au pouvoir des maîtres de la mer (art. 5)<sup>2</sup>. Rien de

<sup>1</sup> L'article 4 stipule une avance d'*entrée en campagne*.

<sup>2</sup> La cession de la Guadeloupe avait été proposée à la Suède dès le commencement de 1812.

plus contraire au droit public que cette cession en faveur d'une tierce puissance, récemment encore alliée de la puissance dépouillée qui ne figure pas au traité. Pour qu'une telle condition ait pu être proposée, débattue, et enfin acceptée et rendue publique, ce n'a pas été trop de toute la haine combinée de Bernadotte et de l'Angleterre contre Napoléon.

Au reste, nous ne saurions être plus sévères pour ce traité que ne le furent les Anglais eux-mêmes. Quand il fut examiné à la chambre des pairs, lord Grey demanda la communication de la correspondance entre le cabinet de Copenhague et celui de Londres. Il s'étonnait *de cette nécessité d'employer la force*, présentée comme imminente, quand il était notoire que le cabinet de Copenhague avait fait depuis des démarches à Londres pour négocier une accession plus complète aux bases de la confédération du Nord, et que les troupes danoises avaient dépassé déjà l'attitude de la neutralité armée, puisqu'elles étaient entrées dans Hambourg à la suite des troupes de la coalition<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Lord Grey démontra aussi l'impossibilité de toutes les compensations proposées. Les villes anséatiques méritaient trop d'être libres par leur patriotique enthousiasme, qui devançait même l'arrivée des libérateurs. Le Mecklembourg avait un souverain allié à la Russie ; le Hanovre était l'antique domaine des

L'opposition de M. Ponsonby fut plus énergique encore à la chambre des communes : il demanda que la chambre se formât en comité, pour demander au prince régent de faire suspendre l'exécution du traité. Il démontra avec sagacité comment la cession de la Finlande à la Russie, consentie par Napoléon, avait amené celle de la Norwége garantie par la Russie à la Suède, aux dépens du Danemark, auquel, à son tour, l'Angleterre, de concert avec la Suède et la Russie, promettait une indemnité aux dépens d'États sur lesquels elle n'avait pas plus de droits que Napoléon n'en avait sur la Finlande, et la Russie sur la Norwége, lors du traité de Tilsitt. L'Angleterre devenait donc solidaire, avec la Suède et la Russie, de cette série d'injustices politiques qui remontait à Napoléon ; ainsi, au moment où ces trois puissances proclamaient leur intention commune de délivrer l'Europe de la tyrannie de l'Empereur, elles aussi allaient spolier des États faibles, et renouveler dans le Nord l'*acte infamant du partage de la Pologne*. M. Canning pensait également que le gouvernement britannique ne n'avait nul droit de garantir la permanente

rois d'Angleterre. Nous verrons, dans le volume suivant, comment le Danemark avait été amené à s'engager tout à fait dans la coalition, ce qui n'avait pas empêché les ministres anglais de présenter le traité aux chambres.



possession de la Norwège, qui n'était encore acquise ni par force ni par aucun traité. Ces deux orateurs blâmèrent amèrement l'acte relatif à la Guadeloupe, comme contraire aux saines maximes du droit public, et au but avoué du traité, qui était de hâter la paix de l'Europe. La France voudrait certainement ravoïr cette colonie<sup>1</sup>. Mais la voix de l'équité se perdait dans le tumulte des passions; le traité passa, parce que son but véritable, comme l'avait bien dit lord Ponsonby, n'était pas la paix, mais une guerre plus active contre l'*ennemi de toute paix*, c'est-à-dire contre l'ennemi de la fortune et de la suprématie de l'Angleterre.

Le sort en est donc jeté. Bernadotte est irrévocablement engagé avec les ennemis de la France, et, dès ce moment, nous pouvons le juger, car il restera fidèle à l'alliance sacrilège qu'il vient de conclure<sup>2</sup>. En appréciant sa con-

<sup>1</sup> Un sénatus-consulte du 14 octobre 1813 défendit qu'aucun traité fût fait avec la Suède et ses alliés, qu'au préalable la Suède n'eût renoncé à la possession de la Guadeloupe.

<sup>2</sup> Les historiens de cette époque se sont beaucoup trop occupés d'une prétendue lettre du 23 mars, adressée par Bernadotte à Napoléon, qui ne l'a connue que bien plus tard. Cette lettre, sorte de défi très-peu convenable de la part du prince royal, avait été lue à madame de Staël, si nous en croyons l'un des historiens de Bernadotte. Nous serions porté à en croire plus même qu'il n'en dit; on sait que cette femme célèbre

duite, je suis resté impartial autant que je l'ai pu; mais je crois que la postérité sera sévère pour lui. Elle décidera si les torts de Napoléon à son égard ont été même bien réels, si d'ailleurs ils excusaient de pareilles représailles exercées aux dépens de son ancienne patrie par Bernadotte. Impatient de cesser d'être Français pour cesser d'être soumis à l'Empereur, nous l'avons vu porter dans le Nord la vanité proverbiale de son pays natal, et faire sa raison d'État de cette vanité. Avec un homme de cette trempe, des incidents tout à fait secondaires ont pris tout à coup une importance inattendue; les procédés de M. Alquier, quelques mots acerbes de Napoléon, infidèlement ou mal à propos rapportés, quelques flatteries de l'empereur Alexandre, je ne sais quelles chimériques espérances peut-être, ont décidé la marche des affaires: l'indépendance politique de la Suède n'était qu'un prétexte sonore, dont il cherchait à s'étourdir lui-même. A lui seul tout l'honneur d'avoir fait de son pays d'adoption l'allié sti-

a pris part à la rédaction de plusieurs écrits dirigés contre Napoléon. La lettre du 23 mars n'est autre chose qu'un nouveau pamphlet, que les ennemis de l'Empereur avaient jugé de nature à impressionner les esprits, en Allemagne et même en France. Des milliers d'exemplaires en furent distribués pendant les mois de mai, juin et juillet.

pendié des ennemis de son pays natal; du palais même qu'il devait aux victoires françaises, un foyer d'intrigues et de conspirations contre la France! Aussi coupable, mais plus heureux que d'autres, sa défection l'aura sauvé: débris profané de notre gloire, sa fortune restera debout. N'importe, pas un de ses vieux compagnons d'armes n'aura envié sa royauté!

---

---

## CHAPITRE VI.

### FRANCE ET AUTRICHE — RETRAITE DE POLOGNE.

Retraite de Pologne. — Le prince Poniatowski et les Polonais. — Mission du prince de Schwartzemberg à Paris. — Conduite du général Frimont son successeur. — Continuation du mouvement de retraite. — Séjour à Czenstockow. — Arrivée à Cracovie. — Plaintes du comité de la confédération générale. — Dévouement des Polonais. — Insolence des Autrichiens. — Contestations entre le général Frimont et le prince Poniatowski. — Hommages rendus au roi de Saxe dans le grand-duché, malgré la présence des Russes. — Le prince Adam Czartoryski. — Démarches secrètes de deux ministres du grand-duché auprès de l'empereur Alexandre. — Lettre de ce prince, interceptée par les Autrichiens — Conflit entre les sentiments personnels de l'empereur Alexandre et la politique de son cabinet. — Aveux de M. Mostowski, ministre de l'intérieur. — Excuses en faveur des deux ministres. — Étrange langage de M. de Pradt. — Création d'un conseil suprême de gouvernement pour la Pologne, par un ukase de l'empereur Alexandre. — Dissolution du conseil de la confédération générale. — Instructions données par l'empereur Napoléon à son nouvel ambassadeur en Autriche, M. de Narbonne. — Proposition tardive d'un partage de la Prusse. — Le prince de Schwartzemberg et M. Mercy d'Argenteau. — Effervescence révolutionnaire en Autriche et en Allemagne. — Proclamations adressées aux Saxons. — Dispositions équivoques de M. de Metternich. — Convention secrète de Kalish entre les Autrichiens et les Russes (29 mars). — Réflexions sur cette convention. — Nouvelles instances du général Frimont. — Duplicité du cabinet autrichien. — Nouveaux ordres de

Napoléon pour le corps auxiliaire. — Mensonges officiels du prince de Schwartzenberg à Paris. — Indignation de l'empereur Napoléon. — Note de M. de Narbonne, du 21 avril. — L'Autriche prend l'attitude d'une médiation armée. — Redoublement d'insistance du général Frimont pour le départ des troupes polonaises. — Le prince Poniatowski se décide à la retraite. — Occupation de Cracovie par les Russes. — Le corps polonais va rejoindre la grande armée.

---

Nous avons vu le prince Schwartzenberg, jaloux, comme il le disait lui-même, de conserver intact un corps *qui pouvait être utile dans la campagne prochaine*, se retirer devant les Russes, leur abandonnant Varsovie à discrétion<sup>1</sup>. Les membres du gouvernement s'étaient retirés à Pétrikau. La retraite précipitée du général Reynier sur Kalish hâta notre départ; le 11 février, nous partîmes pour Czenstockow. Les mouvements du corps auxiliaire autrichien nous contraignaient à prendre cette direction. Tandis que Napoléon lui envoyait l'ordre de tenir à Varsovie, ou du moins de se retirer sur Kalish, M. de Metternich avait

<sup>1</sup> Les Russes ménagèrent beaucoup Varsovie, et pour plusieurs raisons. Outre qu'ils n'avaient pas oublié que les sentiments de cette ville étaient dangereux, nous verrons bientôt que ce système de modération entraînait dans la politique de l'empereur Alexandre.

déjà entre les mains, et montrait à l'ambassadeur de France, le rapport du prince de Schwartzenberg. *Coupé* de Posen (j'ai déjà parlé de ses trois mots favoris, débordé, tourné, coupé), il n'avait pu, disait-il, exécuter les ordres du vice-roi, et s'était replié sur Cracovie, après avoir favorisé la retraite du général Reynier<sup>1</sup>. Il aurait été difficile au prince de Schwartzenberg de démontrer comment il avait été coupé de Posen. Au moment où il se retira par la route de Cracovie, il n'y avait entre la Wartha et la Vistule que les deux divisions russes d'avant-garde de Wintzingerode, qui avaient passé la Vistule à Plotzk, et qui atteignirent le général Reynier à Kalish. A Vienne, le prince de Schwartzenberg avoua lui-même qu'il aurait pu prendre cette direction. Les communications directes de Posen n'étaient occupées que par des Cosaques, au moment de l'évacuation de Varsovie. La première troupe russe qui entra à Posen le 20 février, après la retraite de l'armée française, ce fut l'avant-garde de l'armée de Moldavie, dont la concentration des Autrichiens avait favorisé les mouvements, et qui n'avait franchi la Vistule qu'après leur départ; et l'on se rappelle que, dès le 25 janvier,

<sup>1</sup> Il avait envoyé sur la route de Kalish quelques régiments qui restèrent dans une inaction complète.

au moment où les Russes se mettaient à peine en mouvement pour franchir la Vistule, douze jours enfin avant l'évacuation de Varsovie, le cabinet de Vienne faisait déjà annoncer à Paris la retraite du corps auxiliaire sur la Gallicie. L'impossibilité de se retirer sur Posen, comme l'impossibilité de se maintenir à Varsovie, n'était donc qu'une suite du système concerté d'avance pour isoler le corps autrichien de l'armée française, faciliter les communications hostiles de la Prusse, et livrer à l'occupation russe nos vrais, nos fidèles auxiliaires, les Polonais.

Un homme, dont le nom rappelle tous les beaux sentiments, toutes les généreuses pensées, un héros dont la mémoire est à jamais sacrée pour ses compatriotes, le prince Poniatowski, avait rassemblé d'illustres débris. Sept à huit mille hommes de toute arme, tristes restes d'une brillante armée, formaient alors toute la force nationale. Il les dirigeait sur Sokolnick, afin d'aller rejoindre le général Reynier; mais, après le combat de Kalish, cette jonction était devenue impossible. Il restait au corps polonais la faculté de se jeter dans un coin de la Silésie. C'était une ressource aventureuse, dans un moment où l'on pouvait déjà supposer que la politique de quelques cabinets allait subir d'importantes modifications. D'ailleurs, le corps polonais était peu en

état de faire campagne; composé en grande partie de recrues, encore vêtues de leurs habits de paysan, il avait besoin d'être habillé, exercé, organisé dans toutes ses parties. Une fois hors du territoire polonais, tous les moyens lui eussent manqué à la fois. Ces avantages, au contraire, lui étaient conservés en le plaçant sous le rempart des troupes autrichiennes, dont nous ne redoutions pas encore une complète trahison.

Cependant le prince de Schwartzenberg, fatigué peut-être du double rôle qu'il avait à jouer constamment entre les Russes et nous, avait demandé, dès le milieu de janvier, à venir passer six semaines à Vienne. M. de Metternich songea de suite à l'envoyer à Paris. « Cette mission, disait-il à M. Otto, aura un double but, faire connaître à Paris le véritable état des choses, et manifester à l'Europe les dispositions du cabinet autrichien, en envoyant le commandant du corps auxiliaire prendre les ordres de son chef. » Sans doute ce langage, et l'idée même de la démarche, indiquent suffisamment que le chef du gouvernement autrichien n'avait pas perdu encore tout espoir de s'entendre avec Napoléon. Il faut bien convenir néanmoins que le prince de Schwartzenberg, qui, depuis le commencement de la campagne, n'avait fait qu'éluder ou enfreindre



les ordres qu'il avait reçus, était singulièrement choisi pour en aller prendre d'autres. Si sa conduite avait été dès lors nettement définie, ou si l'Empereur n'avait pas jugé plus prudent de paraître se laisser abuser, à quelle réception cet envoyé eût-il dû s'attendre ?

Le général Frimont, qui l'avait remplacé dans le commandement du corps auxiliaire, après avoir conclu en secret une nouvelle suspension d'armes, continuait le mouvement sur Cracovie avec l'inflexible roideur d'une consigne. La conduite des Autrichiens pendant cette retraite était de nature à entretenir les craintes les plus sérieuses sur la stabilité même de l'alliance française à Vienne. J'écrivais à M. de Bassano, le 12 février : « Les lettres que je reçois des départements occupés par les Autrichiens, présentent un tableau désolant sur tous les points ; ils cherchent à détruire les ressources par une consommation énorme de denrées, à décourager les habitants par de mauvaises nouvelles ; ils empêchent la levée des recrues, ou même dispersent les réunions déjà formées. Cette manière d'agir est si générale, si unanime, qu'on est presque obligé d'y voir une marche systématique, suivie et tracée de haute main. » Les officiers autrichiens, irrités de retrouver partout des portraits de Napoléon, dans la chaumière du pauvre comme

dans la demeure du riche, les déchiraient ou les chargeaient d'inscriptions injurieuses.

Dès le 18, le général Frimont avait porté son quartier général à Mieckow, dans le département de Cracovie, et, obligeant ainsi le corps polonais à faire un mouvement analogue au sien, nous faisait perdre sans nécessité les départements de Radom et de Lublin, dont nous disposions encore en grande partie. Pressés par les événements, nous nous arrêtâmes deux jours seulement à Czenstockow, petite ville dont le couvent fortifié est célèbre dans les annales religieuses et patriotiques de la Pologne, par sa Vierge miraculeuse, et par l'héroïque défense de Pulawski en 1771. Tout en prévoyant que la garnison, de sept à huit cents hommes, qu'il fallait laisser à Czenstockow, serait bientôt compromise, c'était un sacrifice qu'il fallait faire à l'opinion du peuple, qui eût tout cru perdu sans ressource, si on eût négligé de défendre le sanctuaire de la nation <sup>1</sup>.

Nous arrivâmes le 20 à Cracovie, où notre

<sup>1</sup> En traversant Siewers, sur la route de Czenstockow à Cracovie, j'appris que la veille on y avait vu passer un major autrichien revenant de Breslau, où il avait été envoyé par le général Frimont; preuve nouvelle, sinon de l'existence d'un accord politique entre l'Autriche et la Prusse, du moins d'une parfaite intelligence entre ces deux cours relativement aux positions mi-

séjour fut de près de trois mois. Pendant ce temps, de sourdes intrigues furent mises en jeu pour achever de désorganiser le parti français et d'annuler son influence. Pour bien comprendre la nature de ces menées, il est indispensable de reprendre les choses de plus haut.

A peine étais-je rentré en fonctions, comme ministre de France, auprès du gouvernement du duché, que plusieurs membres du conseil de la confédération s'étaient adressés à moi pour se plaindre de la nullité à laquelle le conseil avait été voué dès son origine. Je rendis compte de leurs plaintes au duc de Bassano de la manière suivante : « Ils m'ont demandé, lui disais-je, en date du 7 février, si l'Empereur approuvait l'inaction à laquelle la confédération a été condamnée, si telle a été dès le principe la volonté de S. M. Impériale, ou bien si c'est le résultat d'événements non prévus qui a empêché cette grande idée de la formation d'une confédération générale de recevoir le développement qu'elle doit avoir en effet; si, enfin, il n'y a pas encore aujourd'hui quelques moyens de lui rendre de l'éclat et de la considération, surtout de la faire

litaires qu'elles devaient réciproquement conserver. Quelque temps auparavant, le roi de Prusse avait envoyé auprès du prince de Schwartzemberg un officier d'état-major que j'avais connu à Berlin. Je l'avais vu à son retour par Pétrikau.

concourir d'une manière active à l'indépendance de son pays. » J'ai cité textuellement ce passage, afin qu'il soit bien constaté que le jugement porté maintenant par moi sur ces questions n'a pas été l'inspiration accidentelle et tardive des ressentiments qu'eussent pu faire naître en mon esprit les injures de M. de Pradt. D'après la lecture des instructions de ce dernier, ainsi que sa correspondance, il ne m'aurait pas été difficile de répondre aux interrogations qui m'étaient faites. J'étais convaincu dès lors que les intentions de l'Empereur avaient été volontairement enfreintes ou mal comprises; mais quelles qu'eussent été les causes, le mal était fait; la possibilité de le réparer, plus que douteuse. Je me tins sur la réserve, et me bornai à répondre que je demanderais des ordres, prévoyant même qu'on ne m'en donnerait pas.

Nos ressources financières étaient épuisées; les secours de la France pouvaient seuls aider le prince Poniatowski à réorganiser son corps d'armée. Les munitions lui manquaient, et il ne fallait pas compter sur l'Autriche pour s'en procurer. Napoléon ne nous avait pas oubliés; mais les malheureuses circonstances où nous nous trouvions paralysèrent l'effet de ses dispositions. Sur quatre millions qui avaient été successivement alloués pour l'armement et l'équipement du

corps polonais, la seule somme liquide qu'il toucha dans sa retraite, fut une somme de 250,000 fr., que me rapporta de Mayence M. de Rumigny, l'un des secrétaires de l'ambassade. Cependant, j'aime à le dire pour l'honneur des Polonais, la volonté était excellente, les hommes ne manquaient pas. Resserrée dans deux départements, peu après dans un seul, enfin renfermée dans une ville, cette petite armée se recomposait en se retirant. Chaque jour elle se grossissait de volontaires des départements envahis. Ingénieux pour rejoindre le drapeau national, comme le sont les déserteurs dans d'autres pays, ils savaient traverser les lignes des Russes et celles des Autrichiens, qui semblaient plutôt nous bloquer que nous défendre. Quelque pénible que fût le fardeau de plus de cinquante mille hommes et de seize à dix-sept mille chevaux, rassemblés dans un si étroit espace<sup>1</sup>, le patriotisme des habitants et des autorités suffisait à tout.

En dépit des dévastations que la guerre avait entraînées, les Polonais des provinces russes, comme ceux du duché de Varsovie, continuaient

|                  |        |
|------------------|--------|
| Autrichiens..... | 30,000 |
| Polonais.....    | 18,000 |
| Saxons.....      | 2,500  |
| Français.....    | 800    |
| Total.....       | 51,300 |

aussi à montrer pour les Français une affection que le malheur n'avait point refroidie. Je vis arriver à Cracovie, un à un, près de cinq cents militaires français qui, restés en route pendant la retraite de Moskou, avaient trouvé leur refuge en Lithuanie dans des maisons particulières. Quoiqu'il fût prescrit aux habitants de remettre aux autorités russes tous les Français qui pouvaient être chez eux; quoique des peines rigoureuses fussent attachées à l'infraction de cet ordre, ces militaires isolés avaient rencontré partout l'hospitalité la plus généreuse. Blessés ou épuisés de fatigues, ils avaient reçu tous les soins de la fraternité. Le jour on les cachait; la nuit, on les conduisait d'asile en asile, de château en château, de cabane en cabane. On ne les laissait qu'au moment où ils pouvaient se réunir aux troupes polonaises. De ces cinq cents hommes et de quelques compagnies de voltigeurs, qui avaient été obligées de se replier sur nous auprès de Czenstockow, le prince Poniatowski forma un bataillon, qui fut placé dans le corps polonais.

Les difficultés de notre position venaient bien moins de l'ennemi que de la conduite plus qu'équivoque de nos alliés prétendus. Les mouvements successifs et tout à fait spontanés du général Frimont, qui nous conduisaient à la frontière du duché, pouvaient, d'un moment à l'au-

tre, nous forcer à prendre un parti extrême. Le prince Poniatowski, encore séparé de nous, m'avait écrit, dès le 22 février, pour me demander mon opinion sur l'alternative où il pouvait se trouver à chaque instant de se jeter sur le territoire, soit de l'Autriche, soit de la Prusse. Il n'était déjà plus permis de songer à ce dernier parti. J'écrivis de suite à l'ambassade de France à Vienne, pour savoir si les Polonais et la brigade saxonne de Gablenz, qui nous avait rejoints, pourraient, au besoin, trouver un asile sur le territoire autrichien. Le roi de Saxe faisait en même temps une semblable démarche près du cabinet de Vienne. Ce cabinet avait un double intérêt à suivre cette négociation : nous faire quitter le sol de la Pologne, et lier la politique du roi de Saxe à la sienne. Aussi la demande de ce souverain fut-elle accueillie avec empressement ; et une convention, conclue avec le ministre de Saxe à Vienne, régla éventuellement l'itinéraire que nous devions suivre<sup>1</sup>. Cette

<sup>1</sup> Les conditions de cette équivoque hospitalité furent dictées par le gouvernement autrichien, qui ne manqua pas, comme on pense, à se prévaloir de tous les avantages de sa position. Ainsi, il fut stipulé que, si les Polonais ne payaient pas en espèces les vivres qu'on s'engageait à leur fournir, l'Autriche se rembourserait sur le prix de la vente aux enchères d'une certaine quantité de sel, prise sur la portion du produit annuel des salines

convention, dans le premier moment, nous parut un bienfait. Nous ignorions alors qu'elle avait été le préliminaire d'un accord de neutralité armée entre l'Autriche et la Saxe, et que, par conséquent, elle avait dû être cachée à l'empereur Napoléon. Il nous semblait que, puisqu'on s'occupait à Vienne de notre sûreté, c'était une preuve que ce cabinet tenait encore à l'alliance française, et qu'ainsi tout n'était pas désespéré, même pour le duché de Varsovie. Il se passa, en effet, quelques semaines, pendant lesquelles nous fûmes autorisés à croire que la politique autrichienne pourrait reprendre une direction plus favorable. C'était un intervalle donné à une double négociation. Le prince de Schwartzemberg était à Paris, et M. de Lebzeltern se rendait au quartier général de l'empereur Alexandre. Cet agent, qui avait passé à Cracovie vers le milieu de février, déterminé par un incident, dont la nature nous est inconnue, s'était arrêté aux avant-postes autrichiens pour y attendre de nouvelles instructions qu'il ne reçut que le 4 mars. Alors seulement il continua sa route.

Chaque jour cependant de nouvelles difficultés s'élevaient entre le prince Poniatowski et le

de Wieliczka, qui appartenaient au grand-duché. La valeur du sel à vendre dépendait ainsi d'une enchère faite par les Autrichiens eux-mêmes : il fallut céder à cette exigence avide.



général Frimont; l'idée fixe de celui-ci était de séparer entièrement les Polonais des Russes. Pour les y décider, il alla jusqu'à promettre de marcher en avant, de regagner du terrain, non pas desuite, mais quand et comme il le voudrait. N'importe, ce langage dans la bouche d'un chef autrichien fut une douce surprise pour nous<sup>1</sup>.

Dans ces tristes circonstances, un jour fut néanmoins consacré à des réjouissances publiques, et ce souvenir fait trop d'honneur aux Polonais pour que je n'aime pas à le rappeler. Il existe dans cette nation un sentiment de générosité qui aime à éclater aux jours de crise. On sait qu'en 1794, après la défaite de Kosciusko, malgré l'occupation russe, Varsovie fut illuminée le jour de l'anniversaire de la naissance de ce héros citoyen. Le 5 mars 1813, au moment où le duché de Varsovie était sur le point d'échapper au roi de Saxe, on mit dans la célébration de la fête de ce prince plus d'éclat qu'on ne l'eût fait dans des temps prospères. Indépen-

<sup>1</sup> Le mot de dix jours plusieurs fois répété par lui nous fit comprendre qu'il y avait, entre les Autrichiens et les Russes, une suspension d'hostilités qui devait durer dix jours encore, mais qui pouvait ne pas être renouvelée. Cette suspension était celle dont M. de Bubna avait donné connaissance à Paris, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent. Elle avait succédé à l'accord conclu précédemment avec le prince de Schwartzemberg, par l'intermédiaire de M. d'Anstedt.

damment d'une réunion nombreuse chez moi, où se trouvaient seulement les hautes classes de la société, il y eut dans le vaste bazar de Cracovie une assemblée où se trouvèrent confondues la noblesse et la bourgeoisie. Nous n'avions, nous, aucun mérite là où nous étions à rendre cet hommage au souverain du duché, mais c'était une action digne d'éloge à Varsovie, à Kalish et à Posen, où les habitants, malgré la présence des Russes, s'en firent également un devoir. Cette conduite des Polonais était une noble dette payée aux vertus du roi de Saxe. Quoiqu'ils n'aimassent point en lui le souverain allemand, ils honoraient dans sa personne le bon prince, le monarque bienfaisant, dont le nom doit être cher à tous les pays et à tous les peuples.

Aux difficultés matérielles de la position où nous nous trouvions alors, la fortune vint ajouter un triste supplément de peines morales plus vives et plus douloureuses peut-être. Une secrète intrigue, dont la connaissance ne pouvait que nous être bien pénible, était depuis plusieurs mois dans une déplorable activité. Ce ne fut que dans les premiers jours de mars que m'en parvint la révélation. J'en ressentis moins de surprise que de chagrin, car elle ne m'apprenait que des faits dont plus d'une fois j'avais eu le soup-

çon, mais dont il m'avait toujours répugné d'admettre l'existence. Le soir même du jour où nous célébrions la fête du roi de Saxe, une main inconnue remit chez moi un paquet cacheté, renfermant une lettre et quelques autres papiers sans signature. Toute correspondance non avouée est suspecte; mais en cette circonstance, les détails qui m'étaient donnés, avaient, dans leur nature même, un cachet de vérité et de certitude. Un second envoi me parvint le 12 mars, et compléta non pas ma conviction qui était déjà entière, mais mon instruction. Deux Polonais, ministres du grand-duché, avaient cru trouver, dans les événements de la dernière campagne, une excuse suffisante pour oublier leur serment de fidélité au roi de Saxe, et s'associer à des projets de reconstitution de la Pologne par l'empereur Alexandre.

Une surveillance active de toutes les démarches du prince Czartoryski était alors l'un de mes devoirs comme ministre de France, puisqu'elles étaient en contradiction avec les intérêts français. Mais aujourd'hui je dois de plus, comme historien, un hommage éclatant à son noble caractère; et je ne puis mieux m'en acquitter qu'en citant de nouveau quelques fragments de sa correspondance avec l'empereur Alexandre, correspondance qui, d'ailleurs, se lie intime-

ment à l'histoire secrète de cette époque. Nous avons déjà vu, dans le premier chapitre de ce volume, comment le prince Czartoryski avait su concilier ses devoirs comme Polonais avec sa position exceptionnelle vis-à-vis du souverain de la Russie. Il s'était abstenu de paraître aux séances de la confédération générale, présidée par son père; mais il avait obéi à l'article 6 de l'acte de confédération, qui prescrivait à tous les Polonais ayant des emplois civils ou militaires en Russie, de quitter le service de cette puissance<sup>1</sup>, et avait adressé à l'empereur Alexandre

« Le moment est arrivé, sire, où mes divers devoirs ne peuvent plus se combiner..... Je sens profondément combien, dans ma situation, ce choix est pénible et délicat à faire : cependant, dès qu'il devient indispensable, comment pourrait-il être douteux devant le tribunal le plus sévère, celui de la conscience?... La Pologne a été solennellement proclamée par une confédération à la tête de laquelle mon père est placé..... Des actes de rigueur, des calamités de tous genres, vont porter à l'extrême l'animosité invétérée entre les deux nations; une guerre sanglante consolidera l'existence de ma patrie, ou mettra le comble à ses malheurs. Quel que soit le sort qui lui est réservé, je dois le partager... Je crois, sire, vous avoir prouvé mon dévouement; mes plus belles années vous ont été consacrées.... Tant que je l'ai pu, j'ai rempli avec zèle et loyauté mes obligations, non-seulement envers la personne de V. M., mais envers votre empire. Dans chaque occasion, obéir au devoir a été mon seul désir; il me prescrit aujourd'hui de délier les nœuds qui m'attachaient au service de la Russie.... Si ma conduite irritait V. M., je ne lui demande aucune indulgence, comme à un souverain

la démission de toutes ses dignités, notamment de celle de membre du conseil de l'empire. Il resta neutre tant qu'il put croire que le rétablissement de la Pologne serait l'œuvre de Napoléon : mais à l'époque de l'incendie de Moskou, le prince Czartoryski crut devoir se rapprocher du théâtre des événements, et préparer pour sa patrie un dernier moyen de salut, si le revirement de la fortune mettait de nouveau la Pologne à la merci des Russes. Son principal intermédiaire à Varsovie fut M. Matuszewicz, ministre des finances du grand-duché, qui se fit ensuite un prosélyte de M. Mostowski, ministre de l'intérieur. Si la position exceptionnelle du prince le rendait excusable de chercher à ébranler la fidélité des habitants du grand-duché à la cause française, l'excuse ne saurait s'étendre à deux fonctionnaires publics liés par un serment. L'intrigue prit naturellement plus de consistance par suite des événements de la retraite; et, vers la fin de novembre, les deux ministres que j'ai nommés rédigèrent ensemble des bases, moyen-

que la raison d'État doit seule diriger; je lui demande uniquement de se rappeler quelle façon de penser elle m'a toujours connue, quels motifs m'ont fait constamment agir.... Daignez agréer l'hommage d'un attachement auquel le devoir seul pouvait mettre des limites. »

Lettre du prince Adam à l'empereur Alexandre, du 4 juillet 1812.

nant l'acceptation desquelles ils se montraient disposés à reconnaître l'empereur Alexandre pour roi de Pologne. Lorsque plus tard le comte Mostowski me fit des aveux, il s'efforça d'atténuer leurs torts, en m'assurant qu'il n'avait été donné de ce projet qu'une communication confidentielle au prince Adam, en lui laissant la faculté d'en faire usage dans l'intérêt de la Pologne. Malheureusement, nous allons voir la réponse de l'empereur Alexandre faire mention de deux projets; l'un, signé Mostowski, l'autre, venant du prince Adam. Ces deux projets n'étaient pas tout à fait semblables. Les deux ministres se bornaient à demander la réunion du duché de Varsovie et de la Lithuanie en un royaume, que l'empereur Alexandre gouvernerait comme roi .. avec la constitution du 3 mai 1791 et celle du duché, modifiées l'une par l'autre. Il devait être stipulé, en outre, qu'il serait formé une armée polonaise de cent mille hommes, et qu'il n'entrerait point dans le royaume ainsi organisé d'autres troupes russes que la garde impériale. Entre ce projet et celui du prince Adam, la différence était sensible : il se montrait, par la nature même des conditions proposées dans son plan, meilleur Polonais que les deux ministres même du grand-duché, devenus ses coopérateurs. Plus exigeant dans ses demandes, il

voulait une réunion de toutes les provinces de l'ancienne Pologne, et réclamait, pour le royaume qui en serait recomposé, un prince de la famille impériale russe autre que l'empereur Alexandre <sup>1</sup>.

La réponse assez étendue de l'empereur

<sup>1</sup> « Les événements de la guerre ayant pris une tournure qui semble décisive, je crains que personne ne veuille à présent plaider auprès de V. M. I. les intérêts de ma patrie, et je me suis décidé à expédier M. K.... avec les papiers ci joints. Je redoute, d'une part, les insinuations des puissances continentales, qui voudront vous détourner d'une idée qui leur fera umbrage, et qui est trop belle pour que leurs cabinets puissent la comprendre... (Nous verrons bientôt que cette crainte n'était que trop fondée.) D'un autre côté, je crains les conseils des personnes qui vous entourent... Au fond, tout mon espoir n'est que dans vos sentiments, sire. Je crains qu'il est de mon devoir de ne pas cacher à V. M. qu'une source continuelle d'inquiétude et de frayeur pour les Polonais, c'est le grand-duc Constantin, qui est votre successeur apparent..... Un roi de Pologne qui aura trois cent mille Russes à ses ordres, dès qu'il voudra ne pas tenir ses promesses, ou détruire ce que son prédécesseur aura statué, en sera toujours le maître. C'est cet avenir qui rendra les Polonais si insistants à obtenir une constitution bien réglée, *quoique, après tout, les précautions de ce genre les mieux réglées ne puissent pas garantir d'une violence décidée, ni même d'un changement de principes et de volonté, dans un souverain futur de la Russie...* » L'empereur Nicolas se chargera de réaliser plus tard ce pressentiment sinistre. ••

« Si vos intentions sont favorables, sire, daignez me les faire connaître en toute hâte. En tardant de traiter et en ne s'y prenant pas bien, on risque que l'armée polonaise, qui déjà se réorganise, et une foule de militaires distingués, ne suivent la

Alexandre porte une double date, l'une en tête, et l'autre au bas de la lettre. Elle avait été commencée à Leypouny le 1<sup>er</sup> janvier (style russe), elle fut achevée le 3 à Krasnopol, et remise au sieur Klucksewski, secrétaire du prince Adam, dont il avait apporté les dépêches. Mais cet agent, en retournant près de son maître, fut arrêté auprès de Brody par les Autrichiens, qui avaient les yeux ouverts sur les Czartoryski, et surveillaient toutes leurs démarches. Le prince Adam, s'armant de sa qualité de conseiller privé au service de l'empereur de Russie, dont sa démission n'avait pas été acceptée, adressa

retraite et les drapeaux des Français. » Ce fut précisément ce qui arriva. Enfin il renouvelle avec instance la demande d'un congé absolu, qui sera, aux yeux de ses compatriotes, une garantie d'indépendance. La sincérité de son patriotisme lui inspire de nobles paroles : « J'ai adhéré à la confédération de tous mes vœux pour ma patrie, ainsi que mes trois lettres à V. M. le témoignent. Ce n'est pas, sans doute, quand mes compatriotes croient voir approcher le moment où leurs intentions les plus droites, leurs sacrifices les plus héroïques, leurs pertes les plus sensibles, ne seront suivis que de malheurs plus grands encore ; ce n'est pas quand toutes les espérances de mon pays semblent en péril, que j'irai me rétracter et renier devant V. M. une cause sacrée pour tout Polonais, et qui restera belle et juste, si même elle ne cesse d'être malheureuse. Si vous nous tendez la main, sire, je veux partager complètement la joie de mes compatriotes ; si vous nous rejetez, je partagerai leur affliction et leur désespoir. » Lettre du prince Czartoryski, du 27 décembre, jointe à l'envoi de son projet.



au gouverneur autrichien des réclamations qui n'obtinrent qu'un demi-succès. Le messager captif fut remis en liberté, ses papiers lui furent rendus, mais après que l'autorité autrichienne en eut pris lecture et gardé copie. Cette circonstance alarma vivement tous ceux qui étaient de l'intrigue : on craignit que la nouvelle de cette correspondance ne parvint au gouvernement français par la cour de Vienne elle-même, qui, ne se souciant nullement de voir la Pologne rétablie par les Russes et au profit des Russes, pourrait bien se faire auprès du cabinet des Tuileries un mérite de cette révélation. On voit en effet que je n'avais pas tardé à être instruit de tout <sup>1</sup>.

Dans sa première communication, mon correspondant anonyme ne m'avait donné que la substance de la réponse faite par l'empereur Alexandre; j'en trouvai le texte complet dans le second envoi. L'original de cette lettre, apporté à Cracovie, fut montré au prince Poniatowski, auquel on avait déjà, même avant que nous eussions quitté Varsovie, fait quelques insinuations qui naturellement avaient été très-inutiles,

<sup>1</sup> On se rappelle les larmes de M. de Metternich, quand il disait à notre ambassadeur que les Russes prononçaient en Pologne le mot de restauration du royaume.

mais dont il n'avait pas cru devoir me faire part. Lorsque, quelque temps après, nous arrivâmes à parler librement de ces manœuvres, il me dit que la lettre de l'empereur Alexandre était autographe, qu'il en avait la certitude, connaissant très-bien l'écriture de ce monarque; et il trouva la copie qui m'avait été adressée littéralement conforme à l'original. La même déclaration m'ayant été faite par l'une des personnes compromises, et cette pièce, qui, d'ailleurs, n'a rien en elle-même que de vraisemblable, ayant ainsi un caractère incontestable d'authenticité, je puis la produire ici sans crainte de méprise ni d'erreur.

Leypouny, 1<sup>er</sup> janvier 1813 (style russe).

« Il y a deux jours que je suis en possession de votre intéressante lettre du 15 décembre 1812, et de la copie de celle du 6 avec toutes les annexes. C'est à Maretsh que M. Kluczewski me les a remises; mais jusqu'ici la lettre originale du 6 ne m'est pas parvenue encore.

« Aujourd'hui j'ai reçu par le corps d'armée de Tschitschakof, une pièce signée : le ministre de l'intérieur Mostowski, dans une enveloppe à mon adresse. J'en joins ici la copie. Je ne perds pas un moment pour vous répondre, et cette réponse servira de même aux papiers de M. Mostowski.

« Les propositions renfermées dans ces pa-

piers, et les sentiments personnels qu'on me témoigne, ont excité en moi la plus vive sensibilité. Les succès par lesquels la Providence a voulu bénir mes efforts et ma persévérance, *n'ont nullement changé ni mes sentiments ni mes intentions envers la Pologne*. Que vos compatriotes soient donc tranquilles sur les appréhensions qu'ils peuvent avoir. La vengeance est un sentiment qui m'est inconnu, et ma plus douce jouissance est de payer le mal par le bien. Les ordres les plus sévères sont donnés à tous mes généraux d'agir en conséquence, et de traiter les Polonais en amis et en frères.

« Je vais vous parler avec toute franchise :

« Pour faire réussir mes idées favorites sur la Pologne, j'ai à vaincre quelques difficultés, malgré le brillant de ma position actuelle; d'abord l'opinion en Russie. La manière dont l'armée polonaise s'est conduite chez nous, le sac de Smolensk, de Moscou, la dévastation de tout le pays, ont ranimé les anciennes haines. Secondement, dans le moment actuel, *une publicité intempestive donnée à mes intentions sur la Pologne, jetterait complètement l'Autriche et la Prusse dans les bras de la France*; résultat qu'il est très-essentiel d'empêcher, d'autant plus que *ces deux puissances me témoignent déjà les meilleures dispositions*.

« Ces difficultés, avec de la sagesse et de la prudence, seraient vaincues; mais pour y parvenir, il faut que vous et vos compatriotes me secondiez. Il faut que vous m'aidiez vous-même à faire goûter mes plans aux Russes, et que vous justifiiez la prédilection qu'on me sait porter aux Polonais et pour tout ce qui tient à leurs idées favorites. Ayez quelque confiance en moi, *dans mon caractère, dans mes principes*, et vos espérances ne seront pas trompées. A mesure que les résultats militaires se développeront, vous verrez à quel point les intérêts de votre patrie me sont chers, et combien *je suis fidèle à mes anciennes idées*. Quant aux formes, vous savez que les plus libérales <sup>1</sup> sont celles que j'ai toujours préférées.

« Je dois vous avertir cependant, et cela d'une manière décidée, que l'idée de mon frère Michel <sup>2</sup> ne peut pas être admise. N'oubliez pas que la Lithuanie, la Podolie et la Volhynie se regardent toujours ici comme provinces russes, et qu'aucune logique au monde ne pourra persuader à la Russie de les voir sous la domination d'un autre souverain que celui qui régit toute la Rus-

<sup>1</sup> Ce mot alors n'était pas synonyme de révolutionnaire aux yeux de ce prince.

<sup>2</sup> C'était le projet du prince Adam.

sie. Quant à la dénomination sous laquelle elles se trouveront en faire partie, cette difficulté est plus facile à vaincre <sup>1</sup>.

« Je demande donc de vous que vous fassiez connaître de cette lettre ce que vous jugerez convenable aux personnes de la coopération desquelles vous croyez devoir vous servir, que vous engagiez vos compatriotes à témoigner aux Russes et à la Russie de bons sentiments, pour éteindre le souvenir de cette campagne, et pour faciliter par là mon ouvrage. »

Après quelques détails sur son armée et ses moyens de recrutement, il continue en ces termes :

« Voici en résumé le résultat que j'ai à vous annoncer. La Pologne et les Polonais n'ont à craindre aucune vengeance de ma part.

« Mes intentions à leur égard sont toujours les mêmes. Pour en donner des preuves, toutes les autorités du duché sont conservées partout; le gouvernement et les membres de la confédération sont invités à demeurer tranquillement à Varsovie.

« Cette ville ne sera pas occupée par mes troupes, pourvu que toutes les troupes étrangères en sortent, et que le nombre des troupes

<sup>1</sup> Le prince Adam avait proposé de réunir ces trois provinces au royaume de Pologne projeté.

polonaises qui y restera soit le moindre possible.

« Tous les généraux russes ont reçu ordre de traiter les Polonais comme des amis et des frères.

« A mesure que les succès des armées russes seront plus grands et plus complets, à mesure aussi la réalisation de mes intentions et de mes plans sur la Pologne sera plus certaine; des revers seuls pourraient y mettre obstacle.

« Ainsi tout ce que les Polonais feront pour aider à ces succès sera fait en même temps pour réaliser leurs espérances.

« Mais ce qui pourrait le plus cimenter un lien indissoluble entre les Polonais et moi, serait un traité d'alliance, conclu après l'occupation du pays, entre le gouvernement du duché et moi.

« Dès lors je me croirais autorisé, de la part de l'empire de Russie, à prendre un engagement sacré, à ne pas poser les armes, tant que les espérances de la Pologne ne seraient réalisées, parce que les Polonais auraient prouvé, à la face de la Russie et de l'Europe, qu'ils ont mis toute leur confiance en moi, et ce n'est jamais en vain qu'on s'en remet à ma loyauté.

« Finalement, vous êtes certainement l'intermédiaire qui, à tous égards, me convient le

mieux, par la confiance entière que j'ai mise en vous. Mes sentiments d'attachement vous sont irrévocablement voués. »

Krasnopol, 3 janvier 1813.

Je livre au jugement de la postérité ce document historique d'une irrécusable authenticité, et qui peut donner lieu aux plus sérieuses réflexions. Nous y voyons que l'empereur Alexandre avait lieu de se montrer satisfait des bonnes dispositions de la Prusse et de l'Autriche dès le commencement de janvier. Dans les conférences secrètes qui préparaient cette double défection, le sort de la Pologne était déjà bien près d'être décidé d'un commun accord. Néanmoins, je ne doute pas que l'empereur Alexandre ne fût sincère en 1813, comme il l'avait été en 1811 et 1812, quand nous étions assaillis sans cesse des bruits du rétablissement de la Pologne par la Russie; mais on aperçoit dans ces dernières démonstrations, qu'il se sent près d'être dominé par d'autres intérêts. Cette fois ses promesses sont restrictives, conditionnelles; il paraît craindre qu'on ne puisse les regarder comme captieuses, tant il prend soin de faire ressortir les réserves dont l'avenir peut forcer l'application. Prévoyant la possibilité d'être conduit, par des circonstances nouvelles, à des com-

binaisons différentes, il va au-devant des reproches qu'on pourrait lui faire un jour, et en ménage d'avance la réfutation <sup>1</sup>.

L'un des traits les plus significatifs de cette lettre, et en même temps le plus instructif pour nous, était la crainte exprimée par l'empereur Alexandre, qu'une publicité trop hâtive, donnée à ses intentions sur la Pologne, *ne jetât l'Autriche et la Prusse dans les bras de la France*. Ce passage seul était déjà du plus mauvais augure pour les Polonais, et suffisait pour dissiper le charme des flatteuses protestations au milieu desquelles il était placé; car, si les plans de l'empereur Alexandre, à l'égard de la Pologne, devaient trouver dans la Prusse et l'Autriche une opposition capable de les jeter dans les bras de la France, comment imaginer qu'il pût jamais triompher de la résistance de ces deux cours; d'abord en ce moment, où leur appui pouvait lui être si utile, et, plus tard, en cas de réussite, lorsqu'il aurait à leur tenir compte des services qu'il aurait reçus d'elles? Déjà lui-même il indi-

<sup>1</sup> Il n'est pas inutile de faire remarquer que l'un des obstacles qui entravent la bonne volonté de l'empereur Alexandre est l'opinion des Russes. Ainsi, dans le gouvernement même de l'autocratie, le monarque est esclave de l'opinion, tandis que nous avons vu les ministres les plus ineptes la braver impunément dans des gouvernements constitutionnels.



quait assez quel prix il mettait à l'amitié de ces puissances, puisqu'il se croyait contraint de dissimuler ses sentiments en faveur de la Pologne, dans la crainte d'altérer l'effet des bonnes dispositions qu'elles commençaient à lui témoigner.

A la vérité, un passage de cette lettre semblait destiné à vaincre toutes les défiances. Ce passage est celui qui porte, que la *réalisation de ses plans sur la Pologne* serait d'autant plus certaine que les succès des armées russes *seraient plus grands et plus complets*; qu'il n'y avait *que des revers qui pussent l'empêcher*. Quoique les faits n'aient pas répondu à cette promesse, nous n'en concluons pas qu'elle ne fût point très-sincère au moment où elle a été faite; mais dans les questions de cette espèce, en des conjonctures si extraordinaires, les princes peuvent-ils, comme hommes, comme amis, répondre de ce qu'ils feront le lendemain comme puissance? Le rétablissement de la Pologne était, disait l'empereur Alexandre, attaché aux succès de ses armes. C'était un cercle vicieux si, par événement, le préalable nécessaire de ses succès se trouvait être le sacrifice de la Pologne. Après avoir cédé au penchant de son cœur, après s'être livré avec un ami à une douce effusion d'espérances, l'empereur Alexandre, le mois

d'après, oubliera malgré lui, je n'en doute pas, mais enfin oubliera complètement ses chimères sentimentales et ses philanthropiques rêveries. Toutes ses anciennes idées, toutes ses intentions sur la Pologne l'accompagneront encore de la Vistule à l'Oder; mais elles feront naufrage à Kalish. Là sera leur terme; là le monarque remplacera l'ami; là disparaîtra l'idéalisme de l'homme pour faire place aux calculs matériels du cabinet; là se présenteront des puissances très-peu romantiques, qui, pour prix d'une défection immédiate et prochaine envers l'allié pour lequel elles combattent, demanderont des hommes et du territoire. Dès lors l'empereur Alexandre, forcé d'abandonner ces Polonais, auxquels il avait permis de brillantes illusions, dont il se berçait lui-même, ne verra plus dans les hommes que des quotités numériques, et dans le sol que des milles carrés, que des questions de configuration et d'étendue <sup>1</sup>.

On regrette cependant que l'empereur Alexandre ait engagé les Polonais à mettre leur con-

1 « S. M. l'empereur de Russie garantit à S. M. le roi de Prusse, avec ses possessions actuelles, plus particulièrement la vieille Prusse, à laquelle il sera joint un territoire qui, sous tous les rapports, tant militaires que géographiques, lie cette province à la Silésie. »

Deuxième article secret du traité du 26 février.

fiance *dans son caractère, dans ses principes*, parce que les principes et le caractère des princes ne peuvent, en de pareilles matières, maîtriser ni les événements, ni même les intérêts, qui sont pour eux les plus impérieuses des lois.

On ne s'étonne pas que l'empereur Alexandre ferme l'oreille à la demande de placer la couronne de Pologne sur la tête de son frère Michel. Demander sa renonciation à des possessions, dont quelques-unes étaient depuis longtemps naturalisées russes, était une proposition très-patriotique, qui fait honneur au prince Adam qui l'avait hasardée, mais dont il n'osait lui-même en espérer le succès, bien qu'il y vît, avec raison, la seule garantie efficace pour l'avenir de sa patrie. Au reste, l'empereur Alexandre commettait la plus grave des méprises, en supposant que les idées du prince Adam avaient cours dans le peuple, qui ne voyait alors, comme à présent, dans les Russes que des ennemis irrités. Toute cette intrigue était entre cinq ou six personnes; il y avait des chefs et pas de soldats.

Malgré ce que j'ai dit de la bonne foi du souverain de la Russie, je dois faire observer que lors de l'abandon de Varsovie, résultat évident d'un accord avec les Autrichiens, si la cour de Vienne avait pu penser que le projet d'établissement d'un royaume de Pologne, pour le

compte des Russes, fût sérieux, elle n'aurait pas mis tant d'empressement à leur faciliter l'occupation du territoire polonais. Ainsi, il y avait eu double action de la part du cabinet de Pétersbourg, et le langage de l'empereur Alexandre avec les Polonais n'était pas tout à fait celui de son cabinet avec l'Autriche <sup>1</sup>.

Comme je l'ai dit, les aveux du ministre de l'intérieur, M. Mostowski, me confirmèrent les détails de cette intrigue. Sa conduite, et surtout celle de son collègue, pouvait donner lieu aux plus graves inculpations. En thèse générale, tout ministre qui négocie, sans le consentement du prince qu'il sert, avec une puissance ennemie, offrant à cette puissance le trône de son souverain qui est en guerre avec elle, mérite d'être considéré comme coupable de trahison au premier chef. Pourtant, la conduite de ces deux ministres me semble devoir être jugée moins sévèrement. Lorsque j'en parlai librement au

<sup>1</sup> Un jour, à Vienne, M. de Narbonne parlait encore des bruits qui couraient sur l'organisation d'un royaume de Pologne par l'empereur Alexandre. M. de Metternich répondit très-sérieusement *que l'Autriche périrait plutôt que d'y consentir*. Les événements ont bien modifié depuis cette détermination. L'Autriche a consenti à la formation du royaume russe-polonais, et depuis, à quelque chose de pis encore, à sa réunion complète à la Russie. Après avoir si efficacement contribué au triomphe de l'influence russe, elle a dû en subir les conséquences.

prince Poniatowski, il me dit que, comme militaire et comme homme d'honneur, il s'était cru obligé de transmettre à Paris les renseignements qui lui étaient parvenus; mais que, quitte de cette tâche pénible, il devait s'en expliquer avec moi d'une manière moins rigoureuse; que la position des Polonais, jouets, depuis plus d'un demi-siècle, de la politique et de l'ambition des grandes puissances, était unique dans l'histoire; qu'une de leurs calamités était d'avoir été condamnés à se faire, pour ainsi dire, deux consciences; enfin, qu'on croyait devoir être Polonais avant d'être sujet du roi de Saxe, et même allié de la France. Incapable lui-même d'une action équivoque, ce prince cherchait les meilleures raisons pour excuser ses compatriotes. Ce procédé de sa part était d'autant plus généreux, qu'il aimait peu M. Matuszewicz <sup>1</sup>. Parmi les

<sup>1</sup> M. Matuszewicz n'était plus avec nous à cette époque. Il s'était fait envoyer en mission auprès du roi de Saxe, et de là à Paris même, pour y porter des renseignements sur l'état des affaires en Pologne. Une telle démarche, entreprise au moment où il savait que l'intrigue russo-polonaise était éventée, dénotait au moins de la hardiesse. Au reste, Napoléon apprécia avec une justesse extrême toutes les circonstances atténuantes de cette affaire, et pensa qu'il était d'une bonne politique de faire semblant d'ignorer les relations des deux ministres avec l'empereur Alexandre. M. de Bassano m'écrivit que l'Empereur jugeait convenable de couvrir toute cette affaire du voile de

excuses que me donna M. Mostowski, il en est une que je ne saurais passer sous silence: elle se rapporte à M. de Pradt. Afin que l'on puisse juger de la modération qui régnait dans ma correspondance, je vais citer le passage dont il est question. Voici ce que j'écrivais <sup>1</sup> à M. de Bassano: « Une autre excuse d'un genre plus étonnant, et qu'il est délicat pour moi de rapporter, mais que je ne puis pas cependant, sans manquer à mon devoir, passer sous silence, tient à une interprétation, *sans doute fausse* <sup>2</sup>, de quelques mots de M. l'archevêque de Malines. A l'époque des douloureux événements de la fin de la campagne, m'a dit M. Mostowski, M. l'ambassadeur était affecté de nos malheurs, il les partageait, et, croyant comme nous que tout était perdu, il nous dit que, puisqu'il n'y avait plus rien d'heureux à attendre, si nous avions des moyens particuliers de nous sauver, *c'était notre affaire*, et qu'on ne pouvait pas le trouver mauvais. Je ne vous cache pas, ajoutait M. Mos-

l'oubli. Dans une audience qu'obtint M. Matuszewicz, l'Empereur lui parla de ces correspondances secrètes, mais sans avoir l'air de savoir ou de croire qu'il y eût été mêlé.

<sup>1</sup> Dépêche du 19 mars 1813.

<sup>2</sup> Il ne faut pas oublier que c'est dans une dépêche destinée à rester secrète que je m'exprimais encore d'une manière si réservée.

towski, que nous avons pu voir dans ce langage une sorte d'autorisation de songer à l'avenir, pour le cas où notre pays deviendrait entièrement la conquête des Russes. A supposer que M. l'archevêque de Malines, dans un moment de démonstration d'intérêt pour des hommes au désespoir, eût tenu quelques propos à *peu près tels* que ceux-là, il ne serait pas trop généreux de s'excuser à ses dépens; mais il est assurément difficile de croire qu'il *n'y ait pas ici un peu d'altération dans les termes....* Il m'est désagréable d'avoir eu à citer ce fait; il s'est reproduit deux fois dans cette dernière conversation que j'ai eue avec M. Mostowski. »

Ainsi l'ambassadeur de Napoléon, après avoir paralysé l'insurrection polonaise au profit des Russes, encouragé l'inaction malveillante du corps auxiliaire, pour la plus grande satisfaction du cabinet de Vienne, passait les derniers jours de sa mission à leur donner l'exemple du découragement et le conseil de la défection ! Il avait été complètement la dupe de M. Matuszewicz, qui lui avait fait pressentir la possibilité de quelques communications secrètes avec les Prussiens, pour lui donner le change sur celles qui avaient lieu avec l'empereur Alexandre.

Au reste, le doute ne fut pas longtemps possible sur les intentions sérieuses de ce souverain.

Le 2 — 14 mars, un ukase créa pour la Pologne un conseil suprême de gouvernement, dont la composition seule décelait l'avenir de la Pologne à quiconque ne voulait pas être abusé. Toutes les anciennes idées d'Alexandre avaient évidemment fait place à des calculs nouveaux. Ce conseil, dont l'installation eut lieu à Varsovie le 22 mars — 3 avril, se composait d'un gouverneur et d'un vice-gouverneur, tous deux Russes de nation, Russes d'esprit encore plus, et de trois conseillers. Le nom du premier, le vénérable Wawrzewski, avait été mis là comme un hameçon offert aux patriotes crédules ; mais tous les hommes raisonnables savaient que la Russie pouvait abuser de ce nom honorable, mais non jamais avilir le caractère de celui qui le portait. Le prince Lubecki, second conseiller, était un de ces Polonais nourris à Pétersbourg, devenu plus Russe que les Russes mêmes. Le troisième était un ancien employé nommé Colomba. Il eût été impossible de rien comprendre à la mise en scène de cet obscur personnage, s'il n'eût été Prussien. Sa nomination présageait déjà le sacrifice d'une partie de la Pologne à la Prusse, pour prix de sa défection. Bientôt, en effet, on vit cette puissance reprendre possession des portions du territoire polonais qu'elle avait possédées avant 1807. Le traité de Kalish, encore tenu



secret, recevait déjà un commencement d'exécution. Quand la composition du conseil russe fut connue, les Polonais nous firent remarquer, avec un juste orgueil, qu'on n'avait pas osé faire entrer dans cette liste le nom d'un seul habitant du duché de Varsovie. Une pareille organisation n'était pas propre à nourrir les sentiments de confiance que réclamait la lettre de l'empereur Alexandre. Dans le même temps, à Varsovie, l'un des commissaires anglais auprès de l'armée russe, un homme qui dès lors était plus occupé de l'intérêt général des peuples que de l'intérêt privé des rois, Robert Wilson, ayant, à la fin d'un repas, porté un toast au rétablissement de la Pologne par la Russie et l'Angleterre, le gouverneur Landskoi et le commandant militaire Pahlen, déconcertés par ce vœu indiscret, avaient refusé d'y prendre part, alléguant que c'était une anticipation déplacée sur des événements dont il n'était pas possible de prévoir l'issue.

La dissolution du conseil de la confédération, qui eut lieu dans le mois d'avril, fut néanmoins amenée encore par les manœuvres du parti russe. L'histoire véridique de l'ambassade de M. de Pradt, que ses dépêches nous ont racontée bien mieux que lui, nous a fait connaître la formation de ce conseil, le mode

vicieux de cette formation, les efforts faits par M. de Pradt et par les ministres pour annuler cette autorité rivale, efforts malheureusement couronnés de succès. Ce conseil était sans action, mais son nom subsistait. Dans le système des Polonais qui fondaient sur l'empereur Alexandre le dernier espoir de leur patrie, il fallait faire disparaître un conseil formé sous les auspices de Napoléon. Les manœuvres secrètes de deux de ses membres, MM. Zamoyski et Linowski, préparaient l'exécution de ce dessein. Une occasion favorable s'offrit à eux, et ils ne la négligèrent pas. Au moment où les troupes polonaises durent quitter la rive gauche de la Vistule, le conseil fut brusquement convoqué : une proclamation fut lue et mise en délibération. Rédigée avec adresse, cette pièce ne portait que la suspension d'activité du conseil, et l'autorisation pour ses membres d'aller provisoirement où les appelaient leurs convenances personnelles. Deux d'entre eux, respectables vieillards, d'un patriotisme au-dessus de tout soupçon, l'évêque de Vigry et Badeni, donnèrent dans le piège, et votèrent, avec Zamoyski et Linowski, pour l'adoption de la mesure, qui passa ainsi à la majorité de quatre sur sept, malgré l'opposition énergique des patriotes Ostrowski, Skorckowski et Wenzick. Les promoteurs de cette décision en-

levée par la surprise, en hâtèrent la publication pour la rendre irrévocable.

En retraçant naguère ces faits sous des impressions plus récentes, j'avais trouvé d'amères paroles pour les fauteurs de toute cette intrigue russo-polonaise, autres que le prince Adam. En présence des nouveaux malheurs de la Pologne, de tels ressentiments ne sont plus possibles; et maintenant qu'il n'y a plus pour tous les Polonais qu'une espérance et qu'un drapeau, je ne sais plus que plaindre ceux qui ont eu confiance un moment dans la Russie. Leur mécompte a été trop cruel, pour que d'inutiles récriminations les poursuivent plus longtemps dans ce triste passé. Pardonnons-leur d'avoir voulu une Pologne à tout prix.

Si l'on a bien suivi jusqu'ici la marche des événements, on comprend que le sort des affaires de Pologne pouvait encore dépendre de ce que Napoléon voudrait faire pour l'Autriche. Malheureusement rien ne put modifier son inflexible résolution. Les instructions du nouvel ambassadeur à Vienne en font foi. Il devait donner des détails circonstanciés sur les armements immenses qui s'opéraient avec une incroyable activité<sup>1</sup>. Le couronnement de l'impé-

<sup>1</sup> Lettre de M. de Bassano, du 12 mars. Plusieurs passages de cette lettre portent des corrections de la main de l'Empereur.

ratrice et du roi de Rome, cérémonie qui aurait flatté du moins l'amour-propre personnel de l'empereur d'Autriche, était ajourné, soit à la paix, soit au moment d'une trêve. « Il eût été très-désagréable d'aller à Notre-Dame au moment où l'armée aurait évacué une province <sup>1</sup>. » Ici pourtant nous ne saurions blâmer Napoléon de sacrifier la satisfaction de son beau-père à la crainte de heurter le sentiment national en France. M. de Narbonne était chargé de témoigner combien l'Empereur avait été indigné de la conduite du commissaire de police à Hambourg envers M. de Wessemberg <sup>2</sup>. Quant à ce qui peut conduire à la paix, les intentions de l'Empereur sont les mêmes. « Nous ne consentirons à aucun agrandissement pour la Russie; nous ne *voulons rien céder* de notre territoire; nous n'insisterons sur aucune des clauses du traité de Tilsitt; nous nous prêterons à tout ce qui pourra conduire à une paix basée sur l'indépendance mutuelle... » Telles sont les bases immuables sur lesquelles M. de Narbonne vient continuer la discussion. Il était impossible de s'entendre ainsi dès le mois de décembre, à plus forte raison après la défection de la Prusse.

<sup>1</sup> Lettre du duc de Bassano, du 20 mars.

<sup>2</sup> On ne crut pas à cette indignation.

L'empereur Napoléon, qui n'avait encore, au commencement d'avril, aucune preuve certaine des intelligences de l'Autriche avec ses ennemis, se décida à tenter d'intéresser cette puissance dans un projet de démembrement de la monarchie prussienne. M. de Narbonne remit une note le 7 avril sur ce sujet. D'après la dernière réponse faite à M. de Lebzeltern, la Russie ne paraissant pas vouloir admettre de propositions raisonnables, le moment était venu pour l'Autriche de prendre part à la guerre avec cent mille hommes, ce qui annulerait le renfort que la Russie avait reçu par l'adjonction de la Prusse, dont la défection méritait un châtiment sévère. Des cinq millions d'habitants que lui laissait le traité de Tilsitt, elle n'en garderait qu'un sur la rive droite de la Vistule. Deux millions seraient donnés à la Saxe et à la Westphalie, *et deux à l'Autriche*. C'était la Silésie qui devait, d'après ce projet, former le lot de cette dernière puissance. Cette offre venait trop tard. Présentée un mois ou six semaines auparavant, comme un arrangement convenable dans l'hypothèse de la défection prussienne, elle pouvait opérer un revirement complet dans le système du cabinet de Vienne. Cette idée n'est pas, de ma part, une vague conjecture : du moment où Napoléon avait déclaré qu'il ne céderait rien du territoire

réuni constitutionnellement à l'empire, la Silésie était le seul prix suffisant qu'il pût offrir à l'Autriche pour solder sa fidélité. Pendant le mois de mars, les agents autrichiens de Baum et Neuman (correspondants directs de M. de Metternich) n'avaient cessé de me répéter, à Cracovie, que l'empereur Napoléon s'assurerait, par la cession de la Silésie, le concours sincère de l'Autriche et la réoccupation immédiate de la ligue de la Vistule par le corps auxiliaire; *il fallait seulement s'expliquer*. Cette voie est restée ouverte à la France, jusqu'au jour où ont été envoyés à M. de Lebzeltern les pouvoirs pour signer la convention du 29 mars, dont nous parlerons bientôt. Vers cette époque cessèrent les insinuations des agents autrichiens à Cracovie; vers cette époque aussi, M. de Metternich, tout en s'indignant de la défection prussienne avec notre ambassadeur, hasarda quelques insinuations sur la nécessité de rendre à la Prusse une consistance politique assez grande pour qu'elle pût servir de défense commune contre la Russie. C'est le 24 mars qu'il a commencé à tenir ce langage; de ce moment, il faut bien admettre qu'un engagement positif a été pris vis-à-vis de cette puissance. Cet engagement, si nous en croyons les révélations de M. de Metternich lui-même au congrès de Vienne, aurait été le résultat d'une démarche formelle

du souverain de l'Autriche. Napoléon a payé cher le scrupule qu'il a pu avoir de stipuler prématurément le partage de la Prusse. Son offre tardive a été plus nuisible qu'utile; en manifestant toute l'imminence du danger que courait la Prusse, elle hâta les développements de la nouvelle politique autrichienne<sup>1</sup>. Il était difficile que M. de Narbonne lui-même s'y trompât. M. de Metternich revenait fréquemment, dans ses entretiens, sur la nécessité de faire de la Prusse une barrière puissante contre les envahissements de la Russie. Sans doute, il était temps encore de retenir, par l'appât d'un grand avantage, une puissance qui n'en était encore qu'à combiner son plan de défection; mais Napoléon, qui, dans ce moment même, complétait ses préparatifs militaires, espérait à tort qu'une victoire le dispenserait de tout sacrifice personnel.

Le prince Schwartzenberg arrivait à Paris. Annoncée plus de deux mois auparavant, sa mission avait pris un caractère nouveau. Une rupture avec la France devenait chaque jour plus probable. En se rendant en France, le prince

<sup>1</sup> De ce moment, dit de Gentz dans son manifeste, l'empereur François considéra le danger de la Prusse *comme lui étant personnel*.

s'arrêta plusieurs jours à Munich ainsi qu'à Stuttgart et à Carlsruhe. Il avait pour instructions, sous prétexte de faire sa cour aux souverains dont il traversait les États, de tâcher de pénétrer jusqu'à quel point le dévouement à l'empereur Napoléon subsistait encore, et sur qui l'Autriche pouvait compter, si les circonstances la décidaient à prendre part à la guerre. Les démarches du prince de Schwartzenberg dans ce sens ne furent pas aussi secrètes qu'on pourrait le croire; il s'en expliqua lui-même, sans trop de détours, avec le ministre même de France en Bavière, M. Mercy d'Argenteau : « C'est la paix qu'il nous faut maintenant, lui disait-il; je vais faire tous mes efforts pour y déterminer l'Empereur. Je crains qu'il n'en veuille pas entendre parler avant d'avoir repris les armes, et, une fois engagé dans une nouvelle campagne, quel en sera le résultat? De nouveaux revers peuvent tout compromettre, *des succès peuvent l'entraîner trop loin...* Vous voyez quelle est la situation des esprits en Allemagne. La France n'est-elle pas assez grande, assez forte, *dans ses limites du Rhin, pour avoir besoin d'autres titres à son influence en Allemagne, que de ceux qui sont inhérents à sa puissance même?* Il faut que les villes hanséatiques redeviennent libres, que l'on renonce à l'Illyrie, que les souverains de



l'Allemagne soient indépendants. L'état actuel des choses ne peut plus subsister. L'Autriche ne veut interposer qu'une médiation utile *et favorable à la France*. Pour arriver à une paix générale, dans laquelle interviendrait l'Angleterre, il faut des sacrifices de la part de l'empereur Napoléon<sup>1</sup>. » On aurait peine à comprendre l'étrange liberté de cet entretien avec un ministre de France, si l'on ne savait que M. Mercy d'Argenteau, allié à une grande famille autrichienne, était considéré à Vienne, bien à tort assurément, comme aussi Autrichien que Français<sup>2</sup>. Le prince de Schwartzemberg ne prévoyait pas, et n'a peut-être jamais su que le compte rendu de cette conversation l'avait précédé à Paris. C'était le renseignement le plus alarmant qu'on y eût reçu encore sur l'opinion de Vienne. Les hommes les moins hostiles au système français, suivant l'impulsion générale, se familiarisaient de plus en plus avec l'idée de l'expulsion totale des Français du sol allemand. En présence de ces dispositions malveillantes, l'empereur Napoléon, qui comptait sur une prochaine victoire pour les

<sup>1</sup> Notice de M. de Mercy d'Argenteau sur sa mission en Bavière (manuscrite).

<sup>2</sup> L'empereur Napoléon, en nommant M. Mercy d'Argenteau ministre de France auprès d'une cour mal disposée pour l'Autriche, avait voulu donner à celle-ci une marque de confiance et d'égards. Il en a été bien récompensé, comme on voit.

anéantir, paraît s'être imposé pour règle immuable de tout ignorer, afin de n'avoir rien même à pardonner plus tard. Le premier résultat de ce système fut une complète réticence vis-à-vis du prince de Schwartzenberg, réticence qui rendit sa mission aussi inutile que celle du comte de Bubna. M. de Bassano ne fait que répéter au nouvel ambassadeur ce que l'empereur Napoléon écrivait le 7 janvier à l'empereur d'Autriche. Le traité de 1812 règle les rapports des deux États. Par ce traité, l'Autriche a garanti l'intégralité du territoire français; elle ne peut donc, en intervenant pour la paix, du consentement de la France, accueillir des propositions qui portent atteinte à cette intégralité : dans cette hypothèse, elle n'a plus autre chose à faire qu'à tenir son corps auxiliaire aux ordres de l'Empereur, toujours aux termes du traité. Il reste aux deux cours à se concerter pour une augmentation de ce contingent, augmentation que les circonstances rendent indispensable. Tel est le seul point sur lequel le duc de Bassano semble provoquer des explications qui ne sont plus possibles. Le prince de Schwartzenberg s'obstine à ne présenter les préparatifs militaires de l'Autriche que comme des démonstrations destinées à appuyer son intervention pacifique. Ou ne veut pas, on ne peut pas s'entendre.

L'Empereur voit Schwartzemberg et lui parle, non comme à un ambassadeur, mais comme au général du corps auxiliaire qui vient prendre ses ordres <sup>1</sup>. « L'Autriche, lui dit-il, pourrait porter « à cent cinquante mille hommes votre armée « de Cracovie, en même temps qu'elle rassem- « blerait trente à quarante mille hommes en « Bohême. Nous déboucherions tous à la fois « contre les Russes... C'est ainsi que nous par- « viendrons à pacifier l'Europe. » Ce fut la première et la seule fois, dans l'intervalle de la retraite de Russie à l'ouverture de la campagne de 1813, que l'empereur Napoléon parut considérer l'Autriche comme pouvant être plus qu'un vassal marchant sous la bannière de son suzerain. Aussi la cour de Vienne feignit de voir dans ces mots une ouverture indiquant que Napoléon lui-même reconnaissait pour elle la nécessité de changer de position, et elle en fit un argument bizarre pour justifier son attitude nouvelle de médiation armée <sup>2</sup>. Mais, en s'exprimant ainsi

<sup>1</sup> Fain, tome I, page 125.

<sup>2</sup> « La situation des choses, disait M. de Metternich, ne permet plus à l'Autriche de ne prendre part aux événements que comme auxiliaire. Elle n'a plus que deux partis à prendre : se neutraliser derrière ses frontières, ou prendre part directement à la guerre. L'empereur Napoléon a reconnu lui-même que les stipulations de secours limités du traité d'alliance ne peuvent s'appliquer aux circonstances actuelles. » Cela était vrai; mais M. de

avec le prince de Schwartzenberg, l'Empereur n'avait pas articulé une seule parole qui laissât entrevoir à cette cour le moindre prix des complaisances qu'on attendait d'elle, hors le stérile honneur de contribuer à une pacification qui la touchait peu, si elle n'en devait retirer aucun avantage. On lui demandait tout, sans lui rien promettre : elle n'est pas accoutumée à traiter sur de telles bases. Le prince de Schwartzenberg se borna simplement à répondre que, « si les « instructions du major général étaient envoyées « au général Frimont, il ne doutait pas qu'on « n'y obéît aussitôt. » Nous allons voir que les instructions n'ayant été envoyées que six semaines plus tard, des mesures avaient été prises pour qu'au moment où elles arriveraient, leur exécution ne fût plus possible. Après ce court entretien, dans lequel fut évité le point principal de discussion pour lequel le prince de Schwartzenberg s'était rendu à Paris, « l'Empereur laissa ce général autrichien achever sa « mission auprès de M. le duc de Bassano, et « brusqua son départ <sup>1</sup>. »

En se rendant à son poste, et à Vienne même,

Metternich dénaturait étrangement la pensée de Napoléon, qui voulait dire que l'Autriche devait donner un plus grand développement à la coopération qu'elle avait promise par le traité du 14 mars, et non pas l'annuler complètement.

<sup>1</sup> Manuscrit de 1813, t. I, p. 126.

le nouvel ambassadeur de France avait vu partout de sinistres présages. L'exaltation des esprits était effrayante : l'Autriche, comme le reste de l'Allemagne, était inondée d'écrits de toute espèce, s'accordant pour désigner la France comme l'ennemi commun ; écrits dont l'énergie révolutionnaire rivalisait, s'il est possible, avec les proclamations récentes des généraux et des princes de la coalition. Tout a été dit avant nous sur ce langage démagogique, employé alors sans scrupule par les Kutusoff, les Wittgenstein, les Blücher, par le souverain même de la Prusse. C'est surtout aux Saxons que s'adressent les plus énergiques, car leurs dispositions sont plus douteuses. La fidélité du roi de Saxe à la cause française, l'attachement de ses sujets pour lui, sentiment qu'on ne saurait impunément froisser, sont pour les alliés un embarras pénible. « Ce prince n'est pas libre, s'écrie Blücher ; les démarches qu'une politique perfide l'a forcé à faire ne lui seront pas imputées. » Wittgenstein invite les Saxons à recommencer la lutte de leurs ancêtres contre un nouveau Charlemagne, pour reconquérir leur indépendance et leur roi ; « et alors il pourra, si Dieu le veut, régner encore quarante-cinq ans ; *ne croyez pas que je veuille vous faire renoncer à lui*<sup>1</sup>. » Le 30 mars, nouvelle

<sup>1</sup> Bientôt la victoire rendra les alliés moins scrupuleux.

proclamation plus énergique encore : « Saxons, voyez ce qui se passe autour de vous, toute la nation prussienne se lève en masse : vous trouvez dans ses rangs le fils du laboureur à côté du fils du prince ; toute différence d'état est confondue dans ces grandes idées : honneur et liberté, roi et patrie. Il n'y a plus d'autres distinctions que celles des plus grands talents, du zèle le plus ardent pour la cause sainte. La liberté ou la mort ! tel est le mot d'ordre donné par Frédéric-Guillaume... Saxons!... Allemands!... *nos généalogies se terminent avec 1812. Les exploits de nos aïeux sont anéantis par l'avilissement de leurs descendants.* La délivrance de l'Allemagne fera seule renaître les races nobles, et rendra à celles qui l'étaient leur ancien lustre. »

La même effervescence régnait alors dans l'armée autrichienne. Pendant la retraite de Pologne, j'eus plus d'une occasion d'entendre des officiers supérieurs s'expliquer sur les plus hautes questions d'État, avec une étrange hardiesse d'expressions et d'idées. Ce fut à la suite d'un dîner chez moi, à Podgorze, que nous eûmes, le prince Poniatowski et moi, le plus curieux échantillon de ce jacobinisme autrichien. Je notai de suite, comme méritant d'être conservés, les propos que nous entendîmes ce soir-là. « Le siècle où nous sommes, disait un officier supérieur

de l'état-major autrichien, n'est pas le siècle des dynasties. Qu'importent aux Allemands les races abâtardies qui les gouvernent ? La chute de ces familles serait le plus petit des malheurs. » Pour clore cette conversation, devenue un peu vive, le prince Poniatowski s'étant mis à dire : « Laissons cela, les baïonnettes en décideront. » — « Non, reprit son interlocuteur, ce ne seront peut-être pas les baïonnettes, ce seront *les poignards* ! »

Toutes les passions étaient soulevées contre la France. Madame de Staël et Schlegel retraçaient aux Allemands des classes commerçantes les rigueurs et les désastreux résultats du blocus continental. Électrisés par des accents plus généreux, les jeunes gens des universités couraient aux armes. Au delà de l'expulsion des Français, l'unité allemande leur apparaissait comme un mirage trompeur ; les noms d'Arminius et de Thusnelda, de Civilis, de Velléda, de Witikind, étaient dans toutes les bouches ; à ces symboles immortels de la nationalité allemande s'unissait le souvenir plus récent de la reine Louise de Prusse, avec sa double auréole de malheur et de beauté.

\* L'officier qui tenait ces propos était le colonel Bianchi, depuis général et duc de Casalanza.

M. de Narbonne fit au duc de Bassano un rapport alarmant sur l'état des esprits <sup>1</sup>. Tout semblait, même en Autriche, présenter le même tableau que la Prusse avant la bataille d'Iéna. Quant à M. de Metternich, le ministre de France croyait encore, le 1<sup>er</sup> avril, à sa complète bonne foi dans le système français, mais *seulement en tant que cela nous conduirait à la paix*. Il lui semblait impossible que l'Autriche prît désormais une part active à la guerre, si ce n'est contre nous <sup>2</sup>. La conduite du chef de ce cabinet lui semblait telle, qu'il pourrait bientôt s'en faire un mérite auprès des puissances coalisées, leur dire : « Pour l'amour de la paix, j'ai tout bravé... Maintenant la France repoussant les conditions acceptées par vous, c'est moi qui vous propose de nous mettre à la tête de ses ennemis, et de reprendre en Europe l'attitude et le rang qui nous conviennent <sup>3</sup>. » La signature de la convention du 29 mars, à laquelle nous arrivons, justifiait ces prévisions funestes.

L'arrivée du nouvel ambassadeur nous a été

<sup>1</sup> 1<sup>er</sup> avril.

<sup>2</sup> Le comte de Stadion, dont les intelligences avec la Prusse et la Russie étaient notoires, venait d'être placé à la tête d'une commission de finances. Cette nomination était un gage donné par M. de Metternich au parti de la guerre.

<sup>3</sup> 1<sup>er</sup> avril.



défavorable, par cela seul qu'il n'apportait aucune concession. L'Autriche dédaignée s'éloigne encore d'un degré. C'est le lendemain même de la première conférence de M. de Metternich avec M. de Narbonne, que de nouveaux ordres sont envoyés au commandant du corps auxiliaire <sup>1</sup>. Il doit retarder la dénonciation de l'armistice, couvrir plus que jamais les Polonais, pour éviter entre eux et les Russes une collision qui pourrait compromettre les États héréditaires. Le prétexte de ces nouvelles mesures est la possibilité d'une attaque de forces supérieures, par suite de la défection prussienne; mais, en fait, les trois puissances sont désormais parfaitement d'accord pour notre expulsion, en attendant qu'elles s'accordent de même sur le reste. L'acte qui constate cet accord est, il est vrai, le moins solennel possible pour la forme, mais n'en est pas moins grave dans ses conséquences hypothétiques. Le voici avec le titre qui lui fut donné par les puissances contractantes <sup>2</sup>:

<sup>1</sup> 25 mars.

<sup>2</sup> Cet acte n'a pas été connu de Napoléon.

*Note échangée entre M. le comte de Nesselrode et M. le chevalier de Lebzeltern à Kalish, le 17—29 mars 1813, et tenant lieu de convention.*

« L'armée de S. M. l'empereur de Russie poussera des corps vers les flancs droit et gauche du corps autrichien, qui occupe aujourd'hui, sur la rive gauche de la Vistule, la ligne que lui a assignée le dernier armistice.

Le général russe, commandant les corps ci-dessus exprimés, dénoncera l'armistice au général commandant autrichien, et motivera explicitement cette dénonciation sur l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés, de laisser dans leur flanc et à leur dos un foyer de mouvements <sup>1</sup> et d'insurrection tel que l'offre l'armée polonaise sous M. le prince Poniatowski.

Cette dénonciation aura lieu vers les premiers jours d'avril (n. st.) <sup>2</sup>.

Les deux corps russes s'avanceront avec une force, sinon majeure, du moins égale <sup>3</sup> à celle

<sup>1</sup> Le général russe Sacken eut soin de tenir ce langage, et le général Frimont de nous le répéter.

<sup>2</sup> Elle eut lieu le 11.

<sup>3</sup> Le corps du général Sacken ne remplissant pas cet objet, le général Roth, chargé du siège de Zamosc, suspendit un moment cette opération pour venir le renforcer.

du corps autrichien, fort de trente mille hommes.

M. le lieutenant général baron de Frimont recevra l'ordre de préparer et d'effectuer sa retraite sur la rive droite de la Vistule. Il conservera des postes à Cracovie, à Opatowice et à Sandomir.

La retraite à peu près consommée, les généraux autrichien et russe conviendront de nouveau d'une suspension d'armes sans terme fixe, et à quinze jours de dénonciation, qui portera que les Autrichiens conserveront les villes de Cracovie, de Sandomir et d'Opatowice, avec un rayon convenable, comme tête de pont sur la rive gauche du fleuve, devant ces trois points.

La présente transaction restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et *ne pourra, de part et d'autre, être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement* <sup>1</sup>. »

Quoique cette convention n'eût qu'un objet spécial, qu'elle ne fût pas inconciliable, de la part de l'Autriche, avec le maintien de l'alliance française, elle était, d'un autre côté, comme une

<sup>1</sup> La brusque défection de la Prusse avait rompu les premières mesures du cabinet de Vienne, qui voulait d'abord concierter avec cette puissance son système de médiation armée. La convention du 29 mars constate le rétablissement d'une parfaite intelligence entre les trois cours.

voie ouverte pour un accord ultérieur sur des questions plus étendues. L'Autriche, par un article de cette convention, qui, toutefois, ne fut pas complètement exécuté, devant conserver Cracovie et trois têtes de pont sur la Vistule, s'était assuré le moyen d'entrer à volonté sur le territoire du duché de Varsovie, dans l'hypothèse de nouveaux arrangements avec la France. Elle portait, dans le cas contraire, un coup sensible à Napoléon, en lui ôtant un point d'appui précieux. Elle n'y réussit que trop bien.

Nous ne tardâmes pas à ressentir les effets du nouveau développement de la politique autrichienne. Dès les derniers jours de mars, se renouvela, à Cracovie, le bruit quelque temps interrompu d'un abandon complet du territoire polonais; les officiers du corps auxiliaire ajoutaient avec une joie insultante, que les Polonais devaient mettre bas les armes en traversant les États autrichiens. Dès le 2 avril, le général Stutterheim, chef d'état-major du corps auxiliaire, vint sonder le prince Poniatowski sur la question de la retraite, et sur celle du désarmement. Les bons arguments ne manquaient pas contre cette dernière insinuation; car, s'il est d'usage qu'un corps de troupes étrangères, passant sur un territoire *neutre*, mette ses armes sur des

chariots, à l'exception d'une compagnie par bataillon, il n'en est pas ainsi quand on fait route sur le territoire d'un État *allié*; et l'on ne raisonnait encore que dans l'hypothèse du maintien de l'alliance française. Le commandant en chef autrichien lui-même, dans une entrevue qu'il eut le surlendemain, s'expliqua nettement. Il avait, dit-il, ordre de tout faire pour ne point se battre. Il ajouta que le conseil aulique de guerre à Vienne *supposait* que les Russes dénonceraient très-prochainement l'armistice. Nous avons vu qu'il avait d'excellentes raisons de *supposer* cette dénonciation concertée d'avance. En conséquence, le général autrichien était formellement chargé de demander au prince Poniatowski des explications sur ce qu'il se proposait de faire dans cette hypothèse. Le prince, voulant du moins disputer le terrain pied à pied, proposa de placer des troupes polonaises sur la rive droite de la Vistule, dans le rayon de Podgorze, qui appartenait encore au duché : le général Frimont déclara qu'il ne l'y soutiendrait pas. Persuadé que si Napoléon tenait à nous faire rester en Pologne, il fallait qu'il employât à Vienne, et sans retard, tout l'ascendant qu'il pouvait y conserver encore, j'expédiai à Paris M. de Rumigny, l'un des secrétaires d'ambassade. En même temps j'écrivis à M. de Narbonne, pour

l'engager à solliciter du moins une prolongation provisoire <sup>1</sup>. M. de Narbonne était aussi inquiet que nous, car on lui tenait à Vienne le même langage qu'on nous tenait à Cracovie. A tout moment, lui disait M. de Metternich, l'armistice peut être dénoncé. Le 11 avril, il le fut en effet, par le général russe Sacken, et motivé, conformément à la convention secrète, sur la présence du corps polonais, qui entretenait une agitation dangereuse pour les Russes dans le pays envahi. Vivement pressé par le chef d'état-major autrichien, le prince Poniatowski demanda vingt-quatre heures de réflexion; il vint me voir, et nous débattîmes ensemble les chances des divers partis qui se présentaient à nous. Quitter le terrain polonais, peut-être huit jours avant que le premier coup de canon d'une campagne nouvelle fût tiré sur l'Elbe, nous paraissait une extrémité horrible. Sans savoir encore à quel point les Russes étaient d'accord avec nos prétendus alliés, nous comprenions bien qu'autant notre présence les gênait, autant elle servait les intérêts de la France et de la Pologne; nous devinions ce que Napoléon allait nous prescrire; il était plus honorable pour nous que cette insistance

<sup>1</sup> Ce fut M. Victor de Broglie, aujourd'hui duc de Broglie, qui porta cette lettre à Vienne.

à rester aux portes du duché fût spontanée. D'un autre côté, tout compromettre, risquer de perdre le fonds d'armée qui était la seule représentation subsistante de la nation polonaise, n'était pas non plus une détermination facile à prendre. « L'essentiel, avait dit l'Empereur en certaines circonstances, est de conserver les hommes; le territoire se retrouve toujours. » Ce mot eut une grande influence sur nos esprits. Le prince répondit enfin au général Frimont, qu'à l'expiration de l'armistice il aurait passé la Vistule. L'armistice avait été dénoncé le 11; nous gagnions encore quelques jours. J'écrivis lettre sur lettre à M. de Narbonne pour qu'il fit suspendre le mouvement rétrograde du corps auxiliaire. Cela n'était déjà plus en son pouvoir.

Cependant Napoléon, prêt à rentrer en campagne, n'avait pas tardé à manifester ses intentions relativement au corps auxiliaire, qui se trouvait, pour la troisième fois depuis le commencement de la guerre, placé de manière à opérer une diversion heureuse. Dès le 13 avril, l'Empereur écrivait à son beau-père : « Je pense être à Mayence du 15 au 16. Aussitôt que je serai entré en campagne, j'enverrai par Prague l'ordre au général Frimont de dénoncer l'armistice, et de prendre sous ses ordres le corps du

prince Poniatowski<sup>1</sup>. Pendant ce temps, le gouvernement autrichien déployait toute son activité en sens contraire à hâter la retraite du corps auxiliaire et la nôtre. Pour préparer Napoléon à cet événement, les mensonges officiels ne furent pas épargnés. On se plaignit de la conduite du corps polonais, s'obstinant à rester dans un rayon qui ne présentait *aucun avantage sous le rapport militaire*<sup>2</sup>. D'autres torts non moins imaginaires furent attribués aux Polonais dans une note remise à Paris<sup>3</sup> par le prince de Schwartzenberg. «Ce n'était, suivant lui, qu'après avoir été harcelés et *avoir perdu plusieurs milliers d'hommes inutilement*, que les Polonais s'étaient enfin rangés derrière la ligne autrichienne, en continuant d'exciter l'attention des Russes par de vaines provocations.» Rien de plus inexact que ces assertions si formelles. Sans doute les Polonais n'auraient pas demandé mieux que

<sup>1</sup> Lettre datée de Saint-Cloud, le 3 avril.

<sup>2</sup> Lettre de Metternich à Schwartzenberg, du 12 avril. Dans le moment même où le général Frimont nous pressait vivement, il lui échappa l'aveu que l'armée russe se portant sur l'Oder, le reste de cette armée, c'est-à-dire les troupes qui étaient devant nous, attendait l'effet de la dénonciation de l'armistice pour prendre la même direction. C'était donc une raison pour ne pas se retirer, puisque notre position obligeait l'ennemi à diviser ses forces.

<sup>3</sup> Le 22 avril.



de guerroyer avec les Russes ; mais la défiance que leur inspiraient les Autrichiens, les avait toujours tenus en respect. Les milliers d'hommes que l'ambassadeur autrichien tuait ainsi dans ses notes, se portaient à merveille. Un jour, ils succomberont sous la masse des bataillons nombreux qu'il dirigera comme général.

Tandis que M. de Metternich promettait encore à M. de Narbonne que le général Frimont ne se retirerait que devant des forces évidemment supérieures <sup>1</sup>, celui-ci, plus pressant que jamais, demandait que les Polonais se missent en retraite dès le 19. Cependant la persistance du prince Poniatowski à attendre des ordres directs de Napoléon, nous fit encore gagner quelques jours. Il fut convenu que le 29 ou le 30 seulement, les Polonais occuperaient le rayon sur la rive droite de la Vistule, et que le 3 mai ils commenceraient leur retraite, à moins qu'il ne fût arrivé alors des décisions supérieures qui donnassent un autre cours aux événements. De nouvelles promesses de M. de Metternich nous furent annoncées ; un courrier, disait-on, avait été envoyé à M. de Lebzeltern, auprès de l'empereur

<sup>1</sup> 17 avril. Dans ce moment-là, les Autrichiens étaient encore plus nombreux à eux seuls que le corps de Sacken qui leur était opposé.

Alexandre, pour solliciter une prolongation d'armistice <sup>1</sup>. Toute cette rhétorique d'incidents échouait contre la froideur négative de Frimont. Il ne connaissait que ses premiers ordres, qui n'avaient pas été modifiés, bien qu'on eût communiqué officiellement à M. de Narbonne de nouvelles instructions qui n'étaient pas envoyées. La mauvaise foi du cabinet autrichien était flagrante <sup>2</sup>.

Eu se rendant à Mayence, Napoléon rencontra le secrétaire d'ambassade que j'avais expédié le 6 pour Paris, et connut alors toute la vérité. Des explications furent demandées de suite au prince de Schwarzenberg, qui répondit vaguement. L'idée du désarmement des Polonais excita l'indignation de l'Empereur au plus haut degré. « S. M., écrivait de Mayence le prince de Neuchâtel à M. de Narbonne, n'entend pas « que le corps du prince Poniatowski pose les « armes pour quelque raison que ce soit. Elle

<sup>1</sup> 16 avril, M. de Narbonne.

<sup>2</sup> Le 2 avril, M. de Metternich montra à l'ambassadeur français un ordre pour le général Frimont, de fournir des vivres et des munitions aux troupes polonaises. Quelques jours après, ce général nous refusait positivement l'un et l'autre, sous le double prétexte de *manque d'ordres* et d'. A notre première étape sur le territoire autrichien, nous vîmes, près de Kenty, un approvisionnement énorme de munitions.

« préférerait apprendre la mort des 15,000 Français et Polonais qui sont à Cracovie, plutôt  
« que de leur voir poser les armes <sup>1</sup>... C'est la plus  
« importante de toutes les affaires, car elle touche  
« à l'honneur <sup>2</sup>. » Ce qu'exprimait si énergiquement l'Empereur, nous le sentions comme lui. Mieux valait, pour l'honneur de la France et de la Pologne, la mort ou la Sibérie avec les Russes, que le désarmement par les mains perfides de nos alliés.

La question marche rapidement à son terme. Muni de nouvelles instructions, l'ambassadeur français voit et revoit M. de Metternich; il insiste pour que le corps auxiliaire se maintienne au point où il est. Il rappelle que l'empereur des Français aurait eu déjà le droit de se plaindre d'un armistice conclu, sans son autorisation, par un général placé sous ses ordres; que maintenant la retraite du général Frimont *équivalait à un refus d'obéir* et viole le traité de Paris encore existant. Enfin, le 20 avril, M. de Metternich avoue avec embarras que le corps auxiliaire est de nouveau en retraite <sup>3</sup>. Il se rejette sur la

<sup>1</sup> 20 avril.

<sup>2</sup> 4 mai, duc de Vicence à M. de Narbonne.

<sup>3</sup> Il croyait, en effet, la retraite commencée de la veille, ignorant encore que la fermeté du prince Poniatowski nous avait valu un nouveau délai.

force du corps russe de Sacken, puis ajoute, comme poussé à bout : « Ne serait-il pas absurde que les Autrichiens se battissent pour les Polonais? — Les Polonais, répond l'ambassadeur français, sont des alliés qui se battront avec les Autrichiens pour conserver une position militaire. — Jamais on ne déterminera l'armée à se battre pour conserver Cracovie aux Polonais. — Certes, si vous n'êtes pas sûr de votre armée, il est sûr que l'alliance de l'Autriche perd beaucoup de son prix. » Du moment où le corps auxiliaire rentre sur le territoire autrichien, il est dissous en fait; les ordres de l'Empereur, qui peuvent arriver d'un moment à l'autre, ne trouveront plus ni chefs ni soldats pour obéir. Tel est le subterfuge perfide auquel vient aboutir cette longue et tortueuse négociation. Justement indigné, M. de Narbonne remet, dès le lendemain, à M. de Metternich une note pressante. Il témoigne sa surprise d'avoir entendu dire au ministre autrichien que le corps auxiliaire du général Frimont ne se permettra aucune hostilité, que même ce corps est en pleine retraite.... L'empereur Napoléon n'a jamais entendu que le vœu de l'Autriche pour la paix annulât un traité existant. *Le traité stipule un corps auxiliaire; ce corps doit être aux ordres de l'Empe-*

reur; s'il n'obéit pas, que n'a-t-on pas le droit d'en inférer?

Il n'y avait plus moyen d'hésiter devant une demande d'explication aussi formelle; aussi M. de Metternich, en réponse à cette note, déclare<sup>1</sup> enfin : « Que S. M. Impériale et Royale Apostolique se décide à prendre l'attitude d'une *médiation armée*; que désormais elle ne pourrait prendre part à la guerre dans la qualité de puissance simplement auxiliaire, et qu'en conséquence les stipulations de secours *limités* du traité d'alliance du 14 mars 1812, cessent d'être applicables à la conjoncture actuelle. » Une déclaration semblable est faite à Paris, le 22 du même mois, par le prince de Schwartzemberg, qui retourne à Vienne, plus mal disposé que jamais<sup>2</sup>.

Les faits que je viens d'exposer me semblent justifier suffisamment ce que j'ai dit dans le chapitre précédent de l'injuste partialité de Napoléon pour M. de Narbonne au préjudice de son

<sup>1</sup> 26 avril.

<sup>2</sup> Dans une des dernières conférences qu'il eut avec M. de Bassano, il lui échappa un mouvement significatif : « La politique a fait le mariage, la politique peut.... » Cette menace complétait sa conversation avec M. Mercy d'Argenteau. L'alliance de famille était désormais une garantie insuffisante de la fidélité autrichienne.

prédécesseur le comte Otto. Nous avons vu, en effet, que bien que Napoléon ait affecté d'abord de ne pas comprendre les dispositions de l'Autriche à profiter de nos revers pour nous faire payer sa fidélité, il n'avait plus rien à apprendre là-dessus, avant même l'arrivée de M. de Narbonne. Il est vrai que celui-ci, en annonçant quinze jours après son arrivée, « que l'Autriche avait désormais des engagements qui rendaient tout retour vers la France à peu près impossible <sup>1</sup>, » prétendait que, s'il avait été à Vienne deux mois plus tôt, il aurait pu prévenir le malheur. Mais nous ne saurions voir là qu'une illusion d'amour-propre. Lié par ses instructions qui ne lui permettaient aucune démarche, aucune promesse de nature à influencer sur la politique autrichienne, le nouvel ambassadeur français ne put que transmettre à sa cour les protestations équivoques de M. de Metternich. Nous venons de voir enfin que, quand le gouvernement autrichien se décida à modifier l'alliance française, M. de Narbonne ne devina pas cette détermination importante <sup>2</sup> : jusqu'à sa conférence du 20 avril avec M. de Metternich, il espéra mettre obsta-

<sup>1</sup> 10 avril.

<sup>2</sup> Napoléon dit : « En moins de quinze jours M. de Narbonne eut tout pénétré. »

cle à la dissolution du corps auxiliaire. Une conversation qu'il eut quelques jours après avec l'empereur d'Autriche, lui laissa peu de doutes sur la liaison souterraine qui existait dès lors entre ce cabinet et les puissances coalisées <sup>1</sup>. L'Empereur désapprouva cette conversation et la note du 21 avril <sup>2</sup>. « Elle a mis l'Autriche dans la nécessité de s'expliquer ; il eût mieux valu gagner du temps. Vaincus, l'empereur d'Autriche se serait tourné contre nous. Vainqueurs, comme nous le sommes, la chose eût été différente. On l'a mis dans la nécessité de faire un pas qu'il eût mieux valu qu'il n'eût point fait. » Napoléon est revenu sur cette idée

<sup>1</sup> « Si V. M. ne veut que gagner du temps avec l'Autriche, « vous aurez au moins un mois.... Si vous ne voulez que sa neutralité, quoique ce rôle soit plat et dangereux, la chose n'est « pas impossible.... Si V. M. espère la faire combattre pour la « France, je n'y vois pas d'apparence, à moins d'une victoire. » (23 avril, M. de Narbonne.) Napoléon a cru que l'Autriche se serait déclarée pour nous après Lützen, si la note du 21 avril ne l'avait forcée de prendre, plus tôt qu'elle n'eût voulu, l'attitude d'une médiation armée. Cette opinion est spécieuse, et trouvera peut-être des défenseurs plus tard ; bien que M. de Metternich ait dit à l'ambassadeur français, avant l'entrée en campagne, qu'une victoire de l'empereur Napoléon n'aurait d'autre effet sur l'Autriche que de lui faire prendre un ton plus imposant en faveur de la paix.

<sup>2</sup> 4 mai. Dépêche dictée au duc de Vicence pour M. de Narbonne, après l'affaire de Lützen.

à Sainte-Hélène. « Les succès de M. de Narbonne, » dit-il<sup>1</sup>, m'ont perdu peut-être. L'Autriche se « voyant devinée, jeta le masque et précipita ses « mesures. » L'Autriche ne précipita rien. Tout se fit chez elle avec ordre, et chaque chose vint à son temps.

Cependant, à Cracovie, nous espérions encore. La réponse de M. de Metternich à l'ambassadeur français, « que les ordres pour marcher en avant, arriveraient trop tard, le mouvement de retraite étant commencé, » ne nous parut pas alors très-défavorable. En effet, le mouvement de retraite *n'était pas commencé encore*<sup>2</sup>, grâce à la fermeté du prince Poniatowski : nous espérions que l'Autriche se croirait contrainte à rester fidèle. M. de Rumigny revint du quartier général vers cette époque, rapportant des lettres du duc de Bassano, et deux du major général pour le prince Poniatowski et le général Frimont. Le prince de Neuchâtel les prévenait tous deux, qu'incessamment un officier leur apporterait l'ordre de dénoncer l'armistice existant avec les Russes. Le général autrichien déclara qu'il obéirait aux ordres de l'empereur Napoléon quand il les recevrait ; mais, malgré cet avis,

<sup>1</sup> Mémorial, III, 95.

<sup>2</sup> 24 avril.



on plutôt à cause de cet avis, il redoubla ses instances auprès du prince Poniatowski pour que le mouvement convenu précédemment s'exécutât au jour fixé. Il se mettait ainsi en mesure de répondre à l'intention de M. de Metternich, en faisant prendre à son corps une position telle, que l'ordre arrivant de dénoncer l'armistice, il pût se dispenser d'y obéir alors, sous le prétexte que ses troupes, rentrées sur le territoire autrichien, n'existeraient plus comme corps auxiliaire. Le 30 avril, le corps autrichien se porta donc sur la rive droite de la Vistule; le prince Poniatowski prit position dans le rayon de Podgorze. La prise récente du fort de Czenstockow, et celle de Thorn, avaient redoublé la hauteur des Autrichiens dans leurs manières et dans leur langage. Alliés, ils se réjouissaient de nos pertes autant et plus que nos ennemis. Cependant, après bien des pourparlers et des difficultés, nous obtînmes un dernier répit de quatre jours. Nous n'avions plus de lettres de M. de Narbonne; il ne pouvait plus nous servir. Tandis qu'aux champs de Lützen, l'horizon de la fortune impériale semblait s'éclaircir, la fatalité de 1812 pesait encore de tout son poids sur nous, isolés, perdus que nous étions, entre les ennemis présents et ceux du lendemain. Des avis secrets, dictés peut-être par l'affection,

peut-être par la perfidie, nous faisaient tout craindre de la part des Autrichiens. Le prince Poniatowski, toujours intrépide, me disait en riant : « M. Bignon, vous pourriez bien, dans quelques jours, être prisonnier à Olmutz, et moi tué à la tête d'un de mes régiments de lanciers. » Depuis trente ans, la politique des ennemis de la France s'est permis contre elle des actes d'une telle nature, que la supposition des plus sinistres projets pouvait ne pas être invraisemblable, si le sort des armes nous était contraire sur l'Elbe. Notre avenir dépendait de là, et nous le sentions bien. Au reste, le présent était déjà bien cruel pour nous. Chaque jour, chaque heure, avait sa scène d'adieux et de douleurs. Le pont par lequel Cracovie communique au faubourg de Podgorze, était sans cesse encombré de piétons et de voitures. Les personnes les plus distinguées de la ville venaient visiter les troupes polonaises, embrasser leurs maris, leurs parents, leurs frères. Les femmes avaient pris le deuil pour cette séparation que le sort des armes a rendue éternelle. Dans une heureuse ignorance de l'avenir, elles croyaient n'avoir à gémir que sur une absence, tandis qu'en réalité elles portaient déjà le deuil de la patrie, le deuil de cette troupe de héros qui périra presque tout entière avec son illustre chef, dans les plaines de Leipzig.

Enfin parut le jour fatal où devait commencer la retraite. Ce ne fut pourtant pas sans une pénible hésitation que le prince se décida à faire partir sa première colonne. La veille encore, il avait examiné avec moi la question sous ses divers aspects; l'éclat qu'aurait un coup d'audace, puis ses chances, ses dangers, ses résultats trop vraisemblables. L'intérêt de la Pologne et de la France lui commandait de se réserver pour des temps meilleurs.

Le 8 mai, une lettre de mon collègue, M. de Serra, retiré à Prague avec le roi de Saxe, m'apporta des ordres de l'Empereur qui ne s'accordaient guère avec notre position. Si le prince Poniatowski était réduit à ses seules forces, l'intention de l'Empereur était qu'il fit une guerre de partisan. L'exécution de cet ordre était devenue impossible. Deux colonnes étaient déjà parties : si le prince les avait fait rétrograder, les Russes en auraient été de suite avertis; c'était jouer en un jour l'existence de ce reste d'armée auquel se rattachait l'avenir de la Pologne. Le 10 mai, nous reçûmes la nouvelle de la victoire de Lützen, contredite, il est vrai, par des bulletins des alliés et les lettres du ministre de Saxe, M. de Senft, gagné à leur cause. Pendant que des *Te Deum*, des illuminations, célébraient le prétendu triomphe de nos enne-

mis, leur défaite nous fut confirmée par le général Sokolnicki, envoyé en courrier au quartier général du prince Poniatowski. Cet officier apportait aussi, pour le commandant autrichien, l'ordre si longtemps attendu de dénoncer l'armistice et de marcher en avant. Le prince se hâta d'arrêter la marche de ses colonnes, et écrivit au général Frimont. La réponse de celui-ci fut telle que nous l'avions supposée d'avance. Sans méconnaître les ordres de l'Empereur, il déclara que, malgré sa volonté d'agir, la chose était devenue matériellement impossible ; que la dislocation de son corps, déjà effectuée en grande partie, ne lui permettait plus de le réunir, etc. Ainsi se réalisa la prédiction de M. de Metternich, qui, dès le 20 avril, avait dit à M. de Narbonne *que l'ordre de l'Empereur arriverait trop tard*.

Aux termes de la convention secrète de Kalish, les Autrichiens devaient conserver Cracovie. La temporisation du prince Poniatowski dérangerait ce calcul, en les obligeant de se retirer eux-mêmes pour décider la retraite des Polonais. Cet incident causa de l'embarras dans les mesures de l'état-major des Autrichiens, et une mésintelligence très-réelle entre eux et les Russes<sup>1</sup>. Enfin, le 12 mai, le général Frimont, re-

<sup>1</sup> Le 13 mai, j'écrivais à M. de Bassano : « La journée d'hier a

venant du quartier général russe, dit au préfet de Cracovie d'y envoyer une députation. Il ajouta, en ayant l'air de plaindre les habitants, « qu'ils devaient s'en prendre à l'obstination du prince Poniatowski et du ministre de France; que si les troupes polonaises s'étaient retirées depuis quinze jours, comme on le leur avait offert, les Autrichiens auraient gardé non-seulement Cracovie, mais même tout le département. » Nous croyions alors qu'il y avait de la fausseté dans ce langage du général Frimont, et nous avions tort. Cependant, ni le prince Poniatowski ni moi n'avons eu lieu de nous repentir de notre conduite. Dans la situation douteuse de l'Autriche, il était indifférent pour nous que Cracovie fût en son pouvoir plutôt qu'en celui des Russes, tandis que, par l'obstination qu'on nous reprochait, nous avions retenu devant cette place le général Sacken plus longtemps qu'il ne s'y était attendu. De plus, dans sa marche pour

été agitée pour les Autrichiens et pour nous. Des régiments quittaient Cracovie; d'autres y rentraient. C'était un mouvement inexplicable. Tantôt il me revenait de l'état-major autrichien que l'on tiendrait encore quatre ou cinq jours à Cracovie; et, comme il était inévitable que Sacken serait obligé de partir pour aller renforcer l'armée russe, on aurait sauvé à Cracovie le désagrément d'une occupation même passagère; tantôt on me faisait dire que Sacken menaçait d'entrer de force.... » J'aurais compris parfaitement toute cette confusion, si j'avais connu la convention de Kalish.

rejoindre la grande armée alliée dans les lignes de Bautzen, ce général, se tenant à la même hauteur que nous, de peur que nous ne fissions un brusque revirement sur Cracovie, ne put arriver à Wurtchen qu'au moment où la bataille du 21 mai était décidée, et nous verrons que l'absence d'un corps de vingt-cinq mille hommes n'a peut-être pas été sans influence sur le sort de cette journée.

Enfin, le 12 mai au soir, un officier de l'état-major du général Frimont vint m'informer que le lendemain les Autrichiens évacueraient Cracovie, à six heures du matin, et qu'à dix heures les Russes y entreraient. Il eût été ridicule de se laisser enlever par les Russes sans aucun but d'utilité. Je fis prévenir les ministres du message que je venais de recevoir, et, le 13 au matin, nous quittâmes, non sans espoir de retour, le sol polonais, que jamais je ne devais revoir, et où les ministres n'ont pu rentrer que comme sujets de l'empereur de Russie.

Le désarmement, contre lequel nous avions si énergiquement réclamé, n'eut qu'une ombre d'exécution. Les hommes fatigués mettaient seuls leurs fusils sur des chariots, et la cour de Vienne, qui n'avait insisté si fort sur ce point que pour mieux constater sa nouvelle position de neutralité, envoya bientôt l'autorisation de permettre

aux Polonais de conserver l'armement complet.

Le 15 mai, le prince arrêta son mouvement de retraite, malgré les plaintes des commissaires autrichiens. Les troupes polonaises se trouvaient alors à la hauteur où elles commenceraient à s'éloigner de la grande armée française, si elles suivaient le premier itinéraire qui leur avait été tracé; itinéraire qui les conduisait jusqu'en Bavière. Trois jours après, arriva l'ordre du major général de rejoindre la grande armée, si nous n'avions repris la route de Cracovie, en apprenant la victoire de Lützen. Il est indubitable que la direction sur Cracovie eût été préférée par l'Empereur; nous fîmes à Vienne une dernière démarche; mais on peut bien juger qu'après tant d'efforts pour nous arracher du sol de la Pologne, le cabinet autrichien n'était pas disposé à nous en rouvrir le chemin. En revanche, il consentit à ce que le corps polonais se rendît directement en Saxe par la Bohême; et le 25 mai les Polonais se dirigèrent sur Zittau. D'après de nouvelles instructions envoyées de Dresde, dont la victoire de Lützen venait de rouvrir les portes à Napoléon, M. de Narbonne avait énergiquement insisté sur ce changement de direction. « Parlez ferme, lui avait écrit le duc de Vicence <sup>1</sup>, et

<sup>1</sup> Dresde, le 14 mai.

dites même à M. de Metternich, s'il faut en venir là, *que la mesure est comblée.* » Des lettres de l'ex-ambassadeur russe à Vienne, Stakelberg, adressées à M. de Nesselrode, d'autres de M. de Humboldt au roi de Prusse, venaient d'être interceptées à Dresde<sup>1</sup>. Ces agents semblaient avoir trop à se louer des bonnes dispositions du cabinet autrichien, pour que le moindre doute restât possible à cet égard. Le roi de Saxe avait remis aussi à Napoléon toutes ses notes avec l'Autriche<sup>2</sup>. « Cependant, ajoute le duc de Vicence, l'Empereur pardonne à cette puissance tout ce qui s'est passé; il veut même l'ignorer<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> M. de Metternich, disaient-ils, leur avait promis de les faire *réveiller dans la nuit*, s'il arrivait des nouvelles.

<sup>2</sup> Nous reviendrons sur les détails de cette intrigue de la Saxe, qui nous montrera sous une autre face la duplicité de M. de Metternich.

<sup>3</sup> On remarque dans cette dépêche une phrase dictée évidemment par Napoléon, et qui se rapporte aux Bourbons.

Dans une lettre précédente, M. de Narbonne avait parlé d'un diner donné en Angleterre, auquel avait assisté le prince régent avec les fils du comte d'Artois, et d'un toast qui y avait été porté à Henri IV et à ses descendants. « Quant aux Bourbons, répond le duc de Vicence, vous ne devez jamais en parler. Personne, en France, en Europe, ni même en Angleterre, ne songe à eux. Une nation qui vient de lever douze cent mille hommes, sur un mot de l'Empereur, ne rentrera jamais sous leur joug. Il n'y a pas plus de raison pour qu'il soit question d'eux que des Montesquiou, qui prétendaient descendre de Char-



Plus nous avançons sur cette pente fatale des négociations de 1813, plus la faute d'avoir négligé l'Autriche, dès la fin de 1812, nous semble manifeste. Que Napoléon ignore ou veuille ignorer les intrigues de cette puissance, de tels ménagements ne suffisent plus pour la maintenir neutre ou la ramener à nous. Au reste, l'ambassadeur français n'eut pas besoin d'en venir à ces reproches dangereux pour obtenir le changement de direction qu'il sollicitait. Ce premier effet de la nouvelle victoire annonçait assez qu'il était encore temps de s'entendre avec l'Autriche, en se l'attachant par l'appât d'un grand avantage. Napoléon ne saura pas s'y résoudre. Il est engagé désormais dans une voie fatale, où la victoire même va hâter ses pas vers l'abîme.

lemagne et de Clovis. » Voilà ce qu'on pouvait soutenir très-raisonnablement en mai 1813, et en mai 1814 les Bourbons étaient aux Tuileries.

---

## LES SALINES DE WIELICZKA.

(MARS 1813.)

..... Parmi les distractions auxquelles on s'empressait de se livrer, dans la crainte du lendemain, la plus remarquable fut une visite que je fis aux salines de Wieliczka, avec le comte Stanislas Potocki, président du conseil de la confédération, et plusieurs ministres. Ces salines étaient, comme on sait, possédées en commun par l'Autriche et par le duché de Varsovie..... Nous arrivâmes d'abord dans une salle immense, où régnait un double rang de colonnes. A côté de cette salle était une chapelle taillée, ainsi que les statues des saints qui la décoraient, dans la masse de sel qui forme la montagne. Les parties les plus pittoresques de ce vaste abîme avaient été illuminées à l'occasion de notre visite, et tous les travaux étaient en pleine activité.... Deux modes d'exploitation étaient employés à la fois, la sape et la mine. Dans quelques endroits on faisait sauter des quartiers de rocher avec la poudre; dans d'autres, c'était le travail plus lent, mais plus régulier, de la hache et de la cognée. L'ouvrier faisait dans le mur deux entailles parallèles hautes de quinze à vingt pieds, sur une largeur de deux pieds à peu près. Il pratiquait ensuite une petite ouverture au point supérieur où les entailles s'arrêtaient; il y mettait un coin de fer qu'il enfonçait avec force, et aussitôt se détachait un bloc de sel en forme de colonne carrée, qui se brisait dans sa chute. Il y a trois qualités de sels : le plus beau et le plus cher est le sel gemme, qui est blanc comme le cristal.

L'intérieur de ces montagnes offre les variétés du monde extérieur. Il a ses plaines, ses escarpements, ses pentes, ses précipices. Lorsque, après avoir marché longtemps déjà, nous voulûmes pénétrer jusqu'au fond de l'abîme, un chemin étroit, dans lequel une rampe légère nous séparait seule de gouffres effrayants, nous conduisit sur le bord d'un lac que l'on traversait en bateau. Ce monde souterrain avait aussi son firmament : parvenus à cette profondeur, les lumières placées dans les ré-

gions supérieures de la mine nous apparaissaient comme des étoiles....

Il était difficile, à l'époque où nous étions, que des idées politiques ne vinssent pas nous poursuivre jusque dans les entrailles de la terre. Une remarque intéressante pour nous fut l'esprit dont était animée la population de ces mines. On pourrait croire que des hommes qui vivent presque sans voir le soleil sont indifférents aux événements qu'il éclaire; il semble qu'ils devraient peu s'inquiéter de ce qui se passe au-dessus de leur tête, des successions de gouvernement qui pèsent sur une surface à laquelle ils sont étrangers, et du changement des possesseurs au profit desquels est vendu le produit de leurs pacifiques exploitations. Mais cette population de la Gallicie autrichienne est une race polonaise; c'est le sang polonais qui coule dans ses veines, elle parle la langue polonaise, elle a le cœur polonais. Elle aime la France, parce qu'elle croit que la France aime la Pologne; et, parmi les souvenirs inouis qui se rattachent à un homme en qui tout fut inouï, ce n'est peut-être pas un des moins étranges que celui du cri de *vive l'empereur Napoléon!* retentissant, en 1813, dans les cavernes de Wieliczka, et répété par leurs innombrables échos. (Extrait des Mémoires inédits de M. Bignon.)

L'Autriche a obtenu, au congrès de Vienne, la propriété entière et absolue des mines de Wieliczka.

# TABLE

## DES CHAPITRES.

---

### CHAPITRE PREMIER.

#### POLITIQUE ET GUERRE.

Nomination d'un ambassadeur extraordinaire à Varsovie. — Instructions données à cet ambassadeur. — Motifs du choix de M. de Pradt. — Droit donné à l'ambassadeur d'assister au conseil des ministres. — Espoir de Napoléon dans le concours énergique de la Pologne. — Vanité puérile de l'ambassadeur, en sens inverse de la volonté de Napoléon. — Réunion d'une diète à Varsovie. — Projet formé par M. de Pradt de la dissoudre quelques jours après. — Ridicules motifs de ce projet. — Motif véritable. — Projet de substituer une commission intermédiaire à la diète confédérée. — Cause du retard de la réunion de la diète. — Scribomanie de l'ambassadeur. — Dissolution de la diète confédérée. — Craintes que cause à M. de Pradt l'ardeur des Polonais. — Scrupules de M. de Pradt en faveur du roi de Saxe. — Substitution de rédaction de M. de Pradt à toutes les rédactions polonaises. — Lettre remarquable dictée par l'Empereur. — Étrange justification de M. de Pradt. — Terreurs paniques de cet ambassadeur. — Correspondance déplacée de M. de Pradt avec le prince de Schwarzenberg. — Organisation d'un gouvernement provisoire en Lithuanie. — Discours adressé à l'Empereur par une députation de la diète. — Réponse de l'Empereur à ce discours. — Faux jugements portés sur cette réponse. — Pré-

ventions injustes de l'Empereur contre la famille Czartoriski. — Position de cette famille à l'égard de la Russie. — Liaison du jeune prince Adam avec le grand-duc Alexandre. — Projets du grand-duc en faveur de la Pologne. — Événements qui changent les dispositions du grand-duc devenu empereur. — Services rendus à la Pologne par le prince Adam Czartoriski. — Impossibilité morale pour le prince Adam de s'associer à la guerre contre Alexandre. — Explications données par lui à ce sujet. — Soupçons de Napoléon sur les motifs de la conduite du prince Adam. — Mauvais choix d'un gouverneur pour la Lithuanie. — Faute grave d'avoir laissé les troupes autrichiennes former un corps séparé. — Résultat important de la marche de Napoléon sur Wilna. — Funeste effet du départ soudain du roi de Westphalie. — Traités d'alliance entre les ennemis de Napoléon. . . . . 1

## CHAPITRE II.

### GUERRE.

Marche de Napoléon sur Witepsk. — Retraite des Russes sur Smolensk. — Système de dévastations pratiqué par les Russes. — Proclamations de l'empereur Alexandre pendant son séjour à Moskou. — Paroles prophétiques d'Alexandre sur l'incendie de cette ville. — Nouvelles fâcheuses reçues à Witepsk par Napoléon. — Mauvaise foi du prince royal de Suède. — Imprévoyance de Napoléon à l'égard de la Turquie. — Ambassade du général Andréossy à Constantinople. — Punition des princes Morousi, vendus aux Russes. — Traités de l'Angleterre avec la Russie et la Suède. — Marche de Napoléon sur Smolensk. — Bataille et prise de Smolensk. — Inaction fatale du général Junot. — Nouvelles fâcheuses reçues à Smolensk par Napoléon. — Marche de Napoléon à la suite de l'armée russe. — Remplacement du général Barklay de Tolly par Koutousof. — Retranchements établis par Koutousof à Borodino. — Prise d'une première redoute par le général Compans. — Po-

sition des deux armées. — Différence des moyens employés pour animer les soldats dans l'une et dans l'autre armée. — Nouvelle de la perte de la bataille de Salamanque. — Bataille de la Moskowa. — Koutousof se proclame vainqueur. — Pertes réciproques. — Inégalité des enjeux entre la Russie et la France. — Retraite des Russes à travers Moskou. — Entrée des Français dans cette capitale. — Incendie de Moskou. — Réflexions sur cet incendie. — Quel en est le véritable auteur? — L'auteur actuellement avoué est l'empereur Alexandre. — Projet de Napoléon de faire une démonstration sur Pétersbourg. — Tentatives de négociation auprès de l'empereur Alexandre. — Envoi du général Lauriston auprès de Koutousof. — Défense faite par Alexandre à ses généraux d'entrer en communication avec les Français. — Entrevue d'Alexandre avec le prince royal de Suède à Abo. — Résultat de cette entrevue. — Rapports du prince royal de Suède avec le général Moreau. — Madame de Staël à Stockholm. — Décrets impériaux datés de Moskou. — Lettre de Napoléon sur la liberté de la presse, datée de Moskou le 11 octobre. . . . . 75

### CHAPITRE III.

#### GUERRE ET POLITIQUE.

Départ de Moskou, et marche des Français sur Kalouga. — Attaque imprévue de Koutousof contre les Français. — Bataille de Malojaroslawetz. — Retour des Français sur la route de Smolensk. — Violence de l'hiver dès le 7 novembre. — Effets terribles du froid. — Arrivée à Smolensk — Manœuvres mal entendues du prince Schwarzenberg. — Marche de l'armée française sur Orscha. — Combat de Krasnoï. — Intrépidité et belle manœuvre du maréchal Ney. — Respect de l'armée pour Napoléon malheureux. — Arrivée sur la Bérésina. — Combat de Borisow. — Construction de ponts. — Passage de la rivière. — Bataille sur ses deux rives. — Rupture des ponts, et pertes qui en sont la suite. — Belle conduite du maréchal

Ney et du maréchal Victor. — Admirable dévouement des Polonais. — Hommage rendu par les Russes au génie de Napoléon. — Premier symptôme de défiance de l'Empereur à l'égard de l'Autriche et de la Prusse. — Continuation de la retraite sur Wilna. — Résolution de l'Empereur de partir pour Paris. — 29<sup>e</sup> bulletin. — Forces encore disponibles. — Adieux de l'Empereur aux maréchaux. — Le roi de Naples prend le commandement de l'armée. — Passage de Napoléon à Varsovie. — Lettre qui ordonne le rappel de son ambassadeur. — Arrivée des Français à Wilna, et évacuation de cette ville. — Encombrement de bagages au pied de la montagne de Ponari. — Le maréchal Ney toujours à l'arrière-garde. — Pertes éprouvées dans Wilna. — Arrivée sur le territoire prussien. — Rapprochement du désastre de Russie avec les grands désastres de l'antiquité. — Retraite sur Posen. — Conduite toujours équivoque du corps autrichien. — Défection du corps prussien commandé par le général York. — Redoublement d'influence des sociétés secrètes en Prusse. — Mesures précédemment adoptées contre les sociétés secrètes. — Manifestations d'hostilités contre la France dans les salons de Vienne. — Doute sur l'utilité de garder Dantzig. — Départ du roi de Naples. — Nomination du prince Eugène pour le remplacer. — Étrange conduite de M. de Pradt avec les Polonais. — Autorisation donnée par M. de Pradt aux Autrichiens de s'abstenir de combattre. — Contraste de la conduite du successeur de M. de Pradt avec celle de cet ambassadeur. — Position avantageuse du corps autrichien. — Lettre du prince Schwarzenberg au ministre de France. — Évacuation de Varsovie. — Combat de Kalish. . . . . 136

## CHAPITRE IV.

### GUERRE ET POLITIQUE.

Arrivée de l'Empereur à Paris. — Affaire Mallet. — Concordat. — Politique extérieure. — Rupture des États-Unis avec l'Angleterre. — Négociations pour l'indemnité américaine. — Es-

pagne. — Sages conseils de Napoléon à son frère (dépêche du 15 mars 1812). — Opérations militaires. — Siège et reddition de Badajoz. — Bataille de Salamanque. — Mission du colonel Desprez. — Retraite des Français. — Entrée de Wellington dans Madrid. — Wellington assiège vainement Burgos. — Sa retraite. — Réflexions. — Politique extérieure. — France et Autriche. — France et Prusse. — Mission du prince d'Hatzfeld. — Insubordination des habitants et des troupes en Prusse. — Intrigues de l'Angleterre et de la Russie près des cabinets de Vienne et de Berlin. — Désapprobation donnée par le roi de Prusse à la défection d'York. — Instructions du comte de Golz à M. de Tarrach. — Armements de la Prusse. — Note de M. d'Hardenberg à M. de Saint-Marsan (du 15 février 1813). — Proposition d'intervention entre les parties belligérantes. — Traité d'alliance entre la Russie et la Prusse. — Duplicité du cabinet prussien. — Entrevue de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse à Breslau. — Création de la landwehr par un édit royal du 10 mars..... 219

## CHAPITRE V.

## POLITIQUE EXTÉRIEURE.

France et Autriche. — Impopularité de l'alliance française en Autriche. — Explication de la conduite du prince Schwarzenberg. — Propositions faites à l'Autriche. — Intelligences secrètes avec la Prusse. — Langage alarmant de M. de Metternich à la fin de 1812. — Nouveau système de l'Autriche. — Mission de M. de Bubna à Paris. — Proposition d'entremise autrichienne. — Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche, du 7 janvier. — Acceptation de l'entremise autrichienne. — Fautes de l'empereur Napoléon. — Demandes d'explications. — Excuses de M. de Metternich. — M. de Metternich et M. Otto. — Réponse de l'empereur d'Autriche à Napoléon. — Vœux de M. de Metternich pour la paix. — Agitation de l'Allemagne à l'approche des Russes. — Résumé des



affaires d'Autriche pendant les deux premiers mois de 1813. — Mission de M. de Wessenberg à Londres, et de M. de Lebzelter auprès de l'empereur Alexandre. — Rappel de M. Otto. — Diplomatie occulte de l'Autriche. — Arrestation de M. de Wessenberg à Hambourg. — Réponse de l'empereur Alexandre à l'offre d'entremise de l'Autriche. — Affaires de Suède. — Fautes de M. de Cabre, successeur d'Alquier. — Communications faites à M. de Cabre par le gouvernement suédois, pendant les derniers mois de 1812. — Conseils stratégiques de Bernadotte à l'empereur Alexandre. — Sa conduite équivoque au moment de l'entrée de Napoléon à Moskou. — Rupture définitive avec la France, par suite de la retraite. — Renvoi brutal de M. de Cabre. — Préparatifs pour l'expédition suédoise du Nord. — Indiscrétions étranges du prince royal. — M. de Neiperg, agent de l'Autriche, à Stockholm. — Note dictée au duc de Bassano par l'empereur Napoléon, pour le chargé d'affaires de Suède à Paris. — France et Danemark. — Lettre de Napoléon au roi de Danemark. — Intrigues des alliés pour obtenir son accession à l'alliance du Nord. — Langage menaçant du prince royal de Suède. — Le gouvernement danois entame des négociations avec la cour de Londres. — Magnanimité de l'empereur Napoléon. — Envoi de Pozzo di Borgo à Stockholm. — Traité du 3 mars 1813. — Jugement porté sur ce traité par les Anglais eux-mêmes. — Réflexions sur la conduite du prince royal de Suède. . . 300

## CHAPITRE VI.

### FRANCE ET AUTRICHE. — RETRAITE DE POLOGNE.

Retraite de Pologne. — Le prince Poniatowski et les Polonais. — Mission du prince de Schwartzemberg à Paris. — Conduite du général Frimont son successeur. — Continuation du mouvement de retraite. — Séjour à Czenstockow. — Arrivée à Cracovie. — Plaintes du comité de la confédération générale. — Dévouement des Polonais. — Insolence des Autrichiens. —

Contestations entre le général Frimont et le prince Poniatowski. — Hommages rendus au roi de Saxe dans le grand-duché, malgré la présence des Russes. — Le prince Adam Czartoryski. — Démarches secrètes de deux ministres du grand-duché auprès de l'empereur Alexandre. — Lettre de ce prince, interceptée par les Autrichiens — Conflit entre les sentiments personnels de l'empereur Alexandre et la politique de son cabinet. — Aveux de M. Mostowski, ministre de l'intérieur. — Excuses en faveur des deux ministres. — Étrange langage de M. de Pradt. — Création d'un conseil suprême de gouvernement pour la Pologne, par un ukase de l'empereur Alexandre. — Dissolution du conseil de la confédération générale. — Instructions données par l'empereur Napoléon à son nouvel ambassadeur en Autriche, M. de Narbonne. — Proposition tardive d'un partage de la Prusse. — Le prince de Schwartzenberg et M. Mercy d'Argenteau. — Effervescence révolutionnaire en Autriche et en Allemagne. — Proclamations adressées aux Saxons. — Dispositions équivoques de M. de Metternich. — Convention secrète de Kalish entre les Autrichiens et les Russes (29 mars). — Réflexions sur cette convention. — Nouvelles instances du général Frimont. — Duplicité du cabinet autrichien. — Nouveaux ordres de Napoléon pour le corps auxiliaire. — Mensonges officiels du prince de Schwartzenberg à Paris. — Indignation de l'empereur Napoléon. — Note de M. de Narbonne, du 21 avril. — L'Autriche prend l'attitude d'une médiation armée. — Redoublement d'insistance du général Frimont pour le départ des troupes polonaises. — Le prince Poniatowski se décide à la retraite. — Occupation de Cracovic par les Russes. — Le corps polonais va rejoindre la grande armée..... 389











